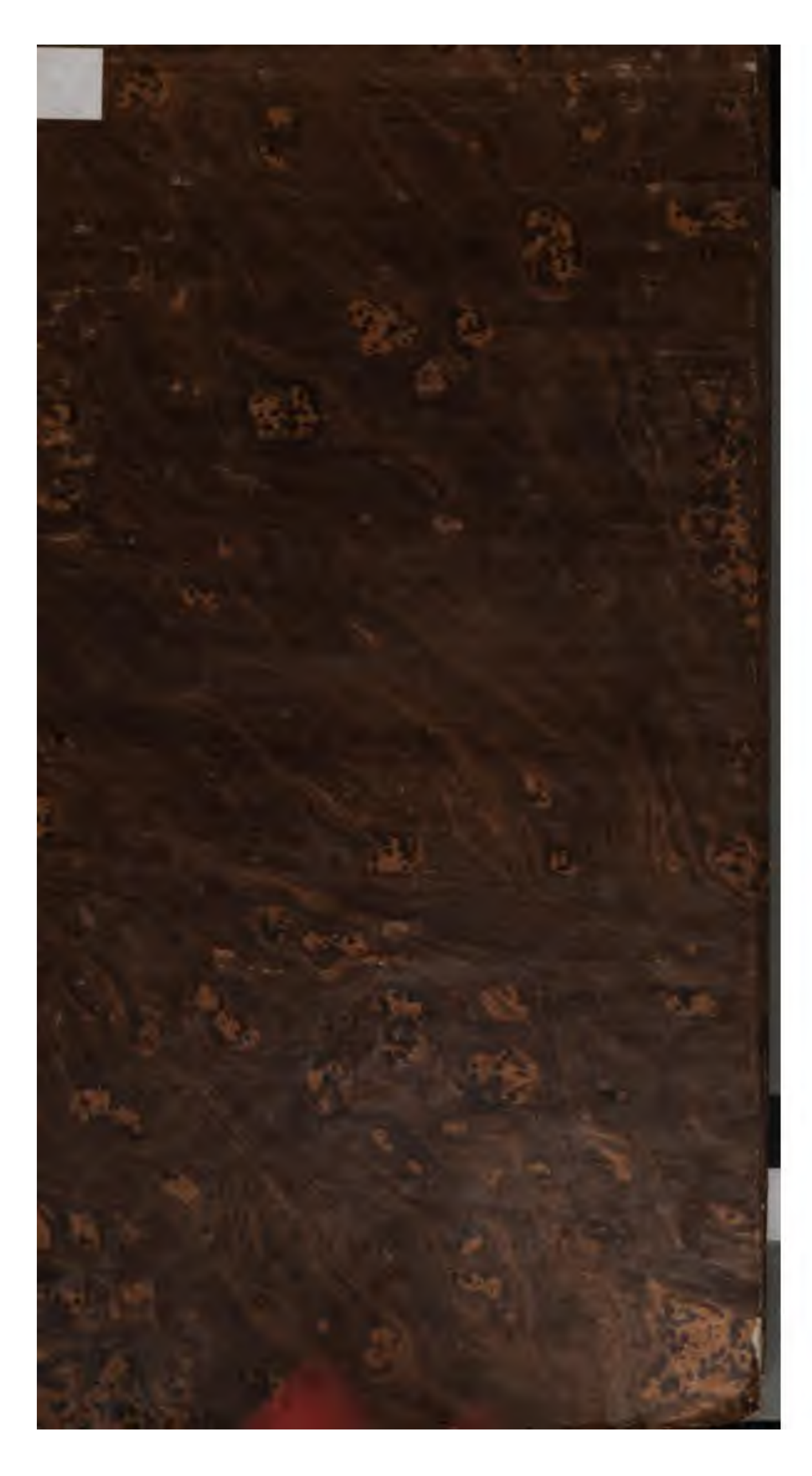
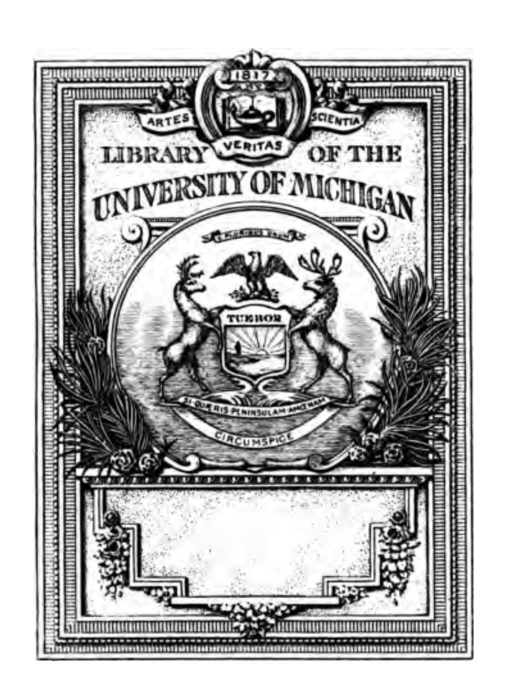



1817
ARTES
VERITAS
SCIENTIA
LIBRARY OF THE
UNIVERSITY OF MICHIGAN
TUEBOR
SI QUÆRIS PENINSULAM AMOENAM
CIRCUMSPICE

HISTOIRE

DE

LA POLITIQUE

DES PUISSANCES DE L'EUROPE.

TOME III.

HISTOIRE
DE
LA POLITIQUE
DES PUISSANCES DE L'EUROPE,
DEPUIS LE COMMENCEMENT
DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE
JUSQU'AU CONGRÈS DE VIENNE;

PAR M. LE COMTE DE PAOLI-CHAGNY.

Adeò occæcat animos Fortuna, ubi vim suam ingruentem refringi non vult. TIT.-LIV.

Tant la Fortune aveugle les hommes, lorsqu'elle ne veut pas qu'ils détournent de dessus leurs têtes les désastres qu'elle leur prépare.

TOME TROISIÈME.

A PARIS,
Chez DETERVILLE, Libraire, rue Hautefeuille.

M. DCCC. XVII.



HISTOIRE

DE

LA POLITIQUE

DES PUISSANCES DE L'EUROPE.

CHAPITRE LXII.

La Providence se lasse de la conduite des puissances opposées à la Russie et à l'Angleterre. Elle commence son travail pour les forcer à se réunir à elles.

La Providence, qui toujours veille, avait observé dans un silence majestueux l'effet des ambitions et des jalousies des puissances qui s'étaient agitées pendant tant d'années pour s'affaiblir mutuellement et pour se perdre. Elle avait remarqué que rien n'avait pu calmer leurs désirs de vengeance, et qu'elles avaient envisagé comme des triomphes les

infortunes dont les accablaient successivement les victoires et les conquêtes des Français.

Elle avait remarqué aussi que le résultat de ces royales divisions, de ces passions inhumaines, avait été constamment favorable à l'usurpateur, et funeste à la cause qu'elle protégeait, et qu'elle avait résolu de faire triompher.

Enfin elle reconnaissait facilement que la puissance de Bonaparte s'était déjà élevée à un tel dégré, qu'il n'était plus au pouvoir des amis de l'ordre et du repos de l'Europe d'y rien changer.

C'était donc à la Providence seule qu'il appartenait de réparer des maux causés par les faiblesses humaines; mais elle avait reconnu qu'elle ne parviendrait à faire naître dans les âmes royales de nouveaux sentimens qu'en les précipitant dans de nouvelles infortunes, et qu'elle ne réussirait à faire renverser par ces mêmes puissances l'usurpateur de l'héritage des Bourbons, le devastateur de la belle Europe, le ravisseur du bonheur public, qu'après qu'elle l'aurait fait monter au sommet de la gloire et de la puissance; qu'après qu'elle l'aurait porté à entreprendre des usurpations

plus injustes et plus révoltantes ; qu'après qu'elle lui aurait fait adopter une conduite plus insultante à l'égard des souverains ; qu'après qu'elle lui aurait inspiré un ton et un langage propres à soulever l'orgueil de toutes les têtes couronnées.

La Providence daigna ensuite confier l'exécution de ses impénétrables et inébranlables desseins à la Russie et à l'Angleterre, comme seules dignes, et comme seules capables de remplir ces augustes fonctions.

Elle dit à l'empereur de Russie : « J'avais été mécontente de la Prusse, elle avait été sourde à ma voix, elle s'était abandonnée à des idées tout humaines, elle s'était déclarée l'amie *de l'ennemi* des souverains de l'Europe, des hommes que j'avais destinés à faire jouir les peuples de la paix et du bonheur ; elle s'était livrée à une ambition personnelle, qui n'avait servi qu'à favoriser celle de son allié, et qui avait accéléré ses triomphes.

J'ai voulu d'abord la ramener à la soumission à mes décrets, et la forcer de m'implorer. J'ai fait naître autour d'elle des dangers ; j'ai inspiré aux Français de violer sa neutralité, et de s'emparer de l'électorat d'Hanovre ; je leur ai inspiré de l'insulter de

toutes les manières, de lui ravir toute l'influence qu'ils lui avaient procurée dans l'empire d'Allemagne. C'est moi qui ai troublé l'esprit des ministres du roi, et qui leur ai retiré les conseils de la sagesse et de la prudence; c'est moi qui ai inspiré à ses ministres cette confiance et cette présomption qui les a portés à la guerre avant d'avoir pris les précautions convenables pour assurer le sort de la monarchie. Enfin, c'est moi qui l'ai inspiré de ne donner des secours à la Prusse qu'autant qu'il en fallait pour l'empêcher de succomber entièrement, et pour lui procurer une paix qui, sans lui rendre sa première puissance, pût la maintenir dans une situation convenable, pour rendre sa coopération efficace, lorsque le temps serait venu de la faire agir en faveur de la cause commune. Et tout cela eut lieu, et l'armée prussienne fut battue; et la monarchie eût été détruite, sans l'intervention de la Russie; et la Prusse, convaincue par cette cruelle expérience de l'immuabilité des desseins de la Providence, attendit avec respect ses nouveaux ordres, et ne se conduisit plus que par ses divines inspirations.

Elle dit au roi d'Angleterre: « J'ai été mé-

contente du roi d'Espagne Charles IV, et de son ministre le prince de la Paix. Je n'ai pu tolérer plus long-temps qu'un monarque donnât au monde le spectacle d'un souverain indigne de régner. J'ai été révoltée des faiblesses de ce prince, et de l'abus insensé que son ministre faisait de son autorité. Je n'ai pu supporter qu'un peuple brave et plein d'énergie, fût contraint, par la lâcheté de ce ministre à payer annuellement à la France un subside de 75 millions pour acquérir une situation qui était un outrage à la dignité d'un peuple fier et courageux, et qui, en achevant de ruiner ses finances, attentait à sa gloire et à son bien-être, au profit d'un *ambitieux* qu'il eût voulu combattre, et dont il eût sans doute triomphé.

J'ai voulu maintenir jusque dans le malheur les droits de la nature et les règles de l'hérédité; je n'ai pas permis le scandale d'un roi dépouillé par son fils, par l'héritier direct et légitime de son trône; je n'ai permis à ce fils que les moyens de représentation et de persuasion qui convenaient à un fils respectueux, mais intéressé au bonheur de sa nation et à la gloire comme à la sûreté de sa famille.

« Mais ces moyens ayant été sans succès,

c'est moi qui l'ai sollicité de déclarer la guerre à l'Espagne, pour faire cesser le payement du subside qu'elle payait annuellement à ton ennemi; c'est moi qui ai inspiré à Bonaparte d'engager la famille de Bourbon-Espagne à l'admettre comme médiateur dans ses divisions; c'est moi qui lui ai inspiré de se dépouiller de ce titre respectable et sacré, de faire prisonnière cette famille, et de la forcer à lui céder ses droits à la souveraineté de toutes les Espagnes et des Indes; c'est moi enfin qui ai inspiré à ce violateur de la foi publique de placer sur ce trône, usurpé par une violence sans exemple, un de ses frères, pour porter au plus haut degré l'indignation, le désespoir et la vengeance d'une nation si cruellement trompée, si abominablement outragée.

J'avais mes vues. Je savais que j'engageais Bonaparte dans une guerre contre tout un peuple. Je savais que ce peuple porterait jusqu'au fanatisme l'amour de la patrie; qu'il défendrait ses montagnes, ses fleuves, ses torrens, ses précipices, avec une bravoure insurmontable, qu'il se ferait ensevelir sous les débris des murailles de ses villes, sous les cendres de ses maisons en feu; enfin, que

l'usurpateur perdrait dans une telle guerre ses armées et ses trésors.

Mais il ne suffisait pas du patriotisme, de l'énergie et du courage de cette illustre nation pour triompher des multitudes de guerriers exercés et disciplinés que le conquérant du monde lançait contre elle pour l'enchaîner et pour la détruire, il fallait un chef doué des vertus et des talens nécessaires pour la bien conduire, pour diriger utilement les mouvemens de son enthousiasme, pour la faire combattre à propos et avec avantage. J'avais fait naître à temps cet homme, je l'avais destiné à cette grande et illustre entreprise : c'était Welesley, aujourd'hui connu sous le nom de *Wellington*. Je t'ai inspiré de le choisir pour exécuter mes desseins, et il les a exécutés d'une manière à lui mériter l'admiration de sa patrie, l'étonnement de l'Europe entière, le respect, l'amour et les bénédictions du peuple espagnol.

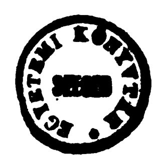
En inspirant une telle ambition à Bonaparte, et en engageant une telle guerre, je savais que je ranimerais les désirs de vengeance de l'Autriche, et que je l'exciterais à profiter des embarras de son vainqueur pour recommencer la guerre et reconquérir les provinces

que ses premiers revers l'avaient forcée de céder; mais je savais aussi que l'Autriche n'agirait dans cette guerre qu'en faveur de sa monarchie, les puissances ayant tout fait pour la dégoûter de s'occuper du bonheur et de la tranquillité de l'Europe, et que même elle se prêterait à une alliance avec la France, si, par cette conduite, elle pouvait concilier ce qu'elle devait à sa gloire et à ses intérêts personnels.

C'était un événement qu'il fallait empêcher; et pour qu'il n'eût pas lieu, je privai ses ministres et ses généraux des lumières de la sagesse : je leur inspirai ces tempéramens, ces lenteurs, ces hésitations, ces négociations près des cours perverties, ou craintives, ou tremblantes; ces proclamations invitatrices aux princes allemands; enfin, toutes ces ressources oiseuses, inutiles, et opposées aux mesures alertes et vigoureuses de leur ennemi; toutes ces méthodes de mendier des secours et des alliés, afin de donner le temps à Bonaparte de rassembler des forces suffisantes pour triompher. Je leur inspirai de distribuer leurs forces de manière à s'affaiblir sur toute leur ligne de défense; et à être hors d'état de résister à l'ennemi sur le point où ils seraient attaqués ». C'est ce qui arriva. Bonaparte parût sur le Danube

avec seulement cent cinquante mille hommes, pour combattre les forces autrichiennes, qui se montaient à sept cent mille, distribuées sur une étendue de près de cinq cents lieues. Il ne trouva que soixante mille hommes en Bavière : il les battit, les écrasa, les dispersa; et il ne fit qu'une course du Haut-Palatinat jusqu'à la capitale de l'Autriche.

Cette première vue de la Providence avait été remplie; et il semblait qu'elle s'était assez clairement manifestée pour que l'Autriche ne pût pas méconnaître qu'elle avait agi dans cette circonstance, et pour qu'elle s'abandonnât à sa conduite : mais l'empereur admirait encore les superbes débris qui lui restaient après les *désastres* qu'il avait éprouvés dans le Palatinat; il ne concevait pas que de si belles troupes, assujetties à une discipline sévère, et commandées par un prince qui avait rempli l'univers de son nom, pussent être vaincues. Il essaya de regagner dans la Moravie ce qu'il avait perdu en Bavière; et toujours il se reposa sur sa puissance, et jamais il n'aperçut le doigt divin de cette Providence qui veillait autour de lui et qui traversait tous ses plans, parce qu'ils aboutissaient à son seul intérêt, et non à l'intérêt de la cause commune.



L'Autriche avait triomphé un moment à Esslingen. La Providence avait daigné lui accorder ce succès, pour montrer à l'Europe que Bonaparte n'était point invincible, et qu'il serait vaincu quand le moment serait venu de le faire disparaître : mais la Providence, persistant dans la résolution qu'elle avait prise d'accabler l'Autriche, ne lui permit pas de profiter de son triomphe, et de jeter dans le Danube tout ce qu'il y avait de Français en Moravie. Ceux-ci se réfugièrent dans l'île de Lobau, dont ils firent une place d'armes, et où ils forgèrent les foudres destinées à anéantir la monarchie autrichienne.

Cette monarchie était en effet au moment d'expirer : toutes ses provinces, occupées par les armées françaises, obligées de les approvisionner et de les entretenir, ne devaient plus être comptées comme appartenantes à l'Autriche. Il ne lui restait plus qu'une partie de la Hongrie, la Bohême et la Moravie; et c'était du succès d'une bataille générale et décisive dans les plaines de cette dernière province que devait dépendre le salut de ses états.

Toutes les précautions avaient été prises de part et d'autre pour obtenir la victoire; et l'archiduc Charles avait fait de si belles disposi-

tions, qu'il semblait que la fortune dût cette fois couronner ses efforts : mais la Providence était contraire à ses succès; elle empêcha l'armée de l'archiduc Jean d'arriver assez tôt pour couvrir son flanc gauche : ce flanc découvert au moment de l'attaque fut tourné; l'armée fut contrainte d'abandonner ses retranchemens, et de faire face à une armée triomphante dans des positions désavantageuses. Bientôt elle fut mise dans un désordre complet, et il ne resta plus à l'empereur d'autre ressource, pour sauver sa monarchie, que d'implorer la paix.

La Providence avait long-temps d'avance disposé toutes ces choses; elle les avait conduites, et c'était à elle seule qu'il appartenait de sauver l'Autriche. Mais en voulant la sauver, elle voulut aussi l'humilier, et ce fut elle qui inspira à Bonaparte d'exiger pour prix de la monarchie et pour gage de la paix la main de la fille aînée de l'empereur.

Rien ne pouvait être plus sensible au possesseur d'une couronne si long-temps illustrée que de la voir dépendre d'un sacrifice si douloureux; rien ne semblait à l'empereur si humiliant que de devoir se soumettre à une condition qui mettait sa fille chérie dans les bras

d'un homme élevé par le hasard, dont il connaissait la fortune, mais dont il ne connaissait point les ancêtres. Son cœur se révoltait de l'idée de voir dans son alliance un homme sorti de la condition la plus obscure, et de devoir l'honorer du titre d'époux de sa fille. L'empereur était accablé de ces pensées, qui traversaient son esprit en tous sens, et il eût perdu la tête, si la Providence n'eût pris soin de placer auprès de lui un homme capable de verser du baume sur ses plaies, et de combattre ses répugnances par des conseils pleins de sagesse, par une politique éclairée.

Cet homme était le jeune comte de Metternich, dont j'ai déjà parlé, et que j'ai annoncé comme destiné à jouer le plus grand rôle dans la politique de l'Europe, comme destiné même à rétablir l'Autriche dans son premier éclat.

Ce jeune ministre était orné des plus grandes lumières et des talens les plus distingués en politique; il possédait à un degré éminent le charme extérieur qu'une belle éducation avait ajouté aux dons qu'il avait reçus de la nature; il possédait à un degré encore plus éminent peut-être un langage qui, avec l'air de la légèreté qui annonce la franchise et l'ingénuité, n'était que ce que le faisait une con-

ception vive et réfléchie qui le précédait toujours, et qui le rendait, sans qu'on s'en doutât, prudent et mesuré.

Le comte de Metternich avait occupé pendant plusieurs années le poste d'ambassadeur de l'empereur auprès de Bonaparte. Il avait eu le temps d'observer les manières de cet homme, de pénétrer son caractère, et de combiner un système politique pour être en harmonie avec son ambition, son orgueil et ses caprices, afin de pouvoir profiter de ses erreurs et de ses fautes, seuls moyens qu'il crut capables de le renverser et de le détruire.

CHAPITRE LXIII.

Le comte de Metternich persuade l'empereur, et le détermine à accorder l'Archiduchesse, sa fille, pour sauver sa monarchie.

C'ÉTAIT une fonction bien difficile et bien délicate à remplir auprès d'un grand monarque, que celle de consoler son orgueil, affligé d'une alliance qui était pour lui le plus sensible outrage. Ce n'était pas un homme d'un esprit ordinaire qui pouvait se charger d'une telle fonction; il fallait trouver des adoucissemens pour faire supporter l'amertume d'un tel remède aux maux de l'Autriche, et le comte de Metternich possédait peut-être seul ce mélange de respect et d'autorité qu'il fallait employer dans cette circonstance importante. Il devait naturellement aborder une telle question avec le respect que lui inspirait le souverain le plus auguste et le plus malheureux; mais il devait lui parler aussi avec cette confiance que lui permettaient ses lumières, et cette autorité qui nait du patriotisme et du besoin de sauver un état.

L'alliance exigée par Bonaparte était sans

doute un affront très-sensible à la dignité de l'empereur et à la hauteur d'une maison qui avait quelquefois dédaigné des princes de race royale. Mais les exemples d'alliances aussi disproportionnées sont très-communs dans l'histoire, et la politique se prête facilement à des unions de ce genre, c'est-à-dire d'un individu obscur, mais élevé par la fortune, avec la fille d'un empereur ou d'un grand roi. D'ailleurs, la raison d'état doit l'emporter sur toutes les considérations d'orgueil ou d'inconvenance.

J'ignore ce qu'a pu dire M. le comte de Metternich pour consoler l'empereur, et le déterminer à une alliance si indigne de son rang et du lustre de sa maison; mais sa conduite politique extérieure et le résultat de cette politique, me persuadent qu'il a pu employer les raisons que je vais supposer.

Je sens qu'à la place de M. le comte de Metternich, j'aurais employé ce langage. J'aurais dit à l'empereur: Sire, Votre Majesté a eu depuis douze ans à combattre un homme qu'elle n'a pas pu vaincre. Les passions humaines ont soulevé contre vous des princes que vous aviez crus vos amis, et qui ne se sont prêtés à vous seconder que pour précipiter vos revers. Les conquêtes de cet homme ont excité son ambi-

tion, et son ambition l'a porté à jouir de tous les genres d'orgueil. Cet homme, que sa naissance avait destiné à mourir dans le rang d'un officier supérieur, est devenu tout à coup chef d'armées. Ses succès ont accru son ambition, un commandement a été trop peu pour sa gloire; il a été tourmenté de la passion de régner.

Il eût renversé l'autorité en France à son retour de ses campagnes d'Italie, si le génie révolutionnaire ne l'eût fait courir à la conquête des états du Grand-Seigneur, pour se débarrasser de lui et satisfaire son ambition.

Il avait échoué en Égypte et en Syrie. Il fut obligé de repasser en France, et pour le malheur de l'Europe, quand la plus grande confusion y régnait, quand les autorités se déchiraient entre elles, quand la France était au moment d'être envahie par les troupes de Votre Majesté, qui avaient reconquis l'Italie; quand enfin le gouvernement était si voisin d'une dissolution prochaine, il fut regardé comme un sauveur envoyé par la Providence; un parti déjà formé, déjà dominant, le chargea de la force armée, c'est-à-dire, de l'instrument qui détruit et qui élève; le Directoire fut renversé, et le consulat fut créé. . . . .

Devenu premier Consul pour dix ans, il ne fut pas satisfait, il voulut l'être à vie, et il le devint.

Il semblait que le consulat à vie dut être le terme de son ambition et de ses désirs. Mais les honneurs, mais la pompe de la première dignité d'une république, avaient fait naître dans son cœur l'amour des grandeurs, et le sceptre impérial fut par lui convoité. Il l'obtint et il le reçut des mains d'un sénat qu'il avait créé exprès pour abuser le peuple et en faire le plus vil esclave de ses volontés et de ses caprices.

Il avait déjà enfilé le chemin de l'ambition et de l'orgueil; il avait en même temps enfilé *le chemin de* sa destruction.

Devenu empereur, il voulut joindre à cette dignité la dignité royale; il brisa la république italienne, il s'en fit nommer roi. Il était déjà monté au rang des plus grands potentats; il ne lui manquait qu'une naissance semblable à la vôtre pour qu'il parût l'égal de Votre Majesté.

Mais on ne lui avait point accordé ces titres; il les avait obtenus de ses victoires et de ses conquêtes, et il avait forcé à les reconnaître. On avait dédaigné ses ordres, et on fut con-

traint de s'en contenter d'abord, et de les rechercher ensuite.

La fortune étant à ses ordres, et la jalousie, la malveillance et la haine traversant toujours les projets et les mesures de Votre Majesté, il lui fut aisé de vous ravir la couronne impériale d'Allemagne, ou de vous forcer à la déposer. Votre Majesté a eu la sagesse de prendre ce dernier parti, et ce parti a été un piége tendu à l'ambition avide, à l'orgueil insatiable de cet usurpateur. Votre Majesté l'a mis aux prises avec la Prusse, avec tous les états de l'empire d'Allemagne; elle a étendu le cercle de sa domination, et elle a travaillé à sa perte, parce qu'elle lui a donné pour rivaux et pour ennemis des princes qu'il avait d'abord traités comme alliés et comme amis, et qu'il considère aujourd'hui comme de simples préfets de son empire.

Il était aisé de présumer qu'un homme venu de si bas, et parvenu à une si grande élévation en si peu de temps, ne serait plus arrêté par les considérations humaines et politiques, et que, dominé, même tyrannisé par son propre orgueil, non-seulement il ne mettrait pas de bornes à son ambition, mais que son orgueil s'emporterait jusqu'à braver tous les égards,

toutes les bienséances avec aussi peu de ménagement qu'il en avait mis pour déchirer tous les traités.

Votre Majesté a vu un exemple effrayant de ces transports d'un orgueil dévoré d'ambition, et sans respect pour les préjugés, pour les opinions sociales, dans sa conduite envers la maison royale d'Espagne, dans sa conduite sacrilége envers le vénérable pontife, le chef sacré de notre sainte religion. Elle l'a vu porter l'insolence jusqu'au mépris envers la cour royale de Wurtemberg, en se faisant annoncer pour en exiger des honneurs, en n'arrivant à Stuttgard que fort avant dans la nuit, en prétextant des fatigues pour se reposer, et la remettant au lendemain de grand matin pour la recevoir. Elle l'a vu envoyer comme ambassadeur à la cour de Russie, ce même Caulincourt, qu'il avait chargé de violer le territoire de l'Empire, garanti par l'empereur de Russie, pour y enlever le duc d'Enghien, et cela, pour réponse aux réclamations de ce monarque au sujet de cette conduite.

Votre Majesté l'a vu rendre dans son palais de Schœnbrunn l'infâme et insolent décret qui renverse du trône de Naples, ses augustes parens, pour y placer un de ses frères. Elle

l'a vu avec la même audace décréter dans le même palais l'institution de l'ordre des trois Toisons, de cet ordre destiné à avilir celui de la Légion d'honneur, après qu'il en avait décoré tous les souverains de l'Europe.

Je n'entreprendrai pas de rapporter tous les traits d'orgueil, d'audace et d'insolence de cet usurpateur ; le détail en serait trop long. Je crois en avoir dit assez sur son compte pour prouver à Votre Majesté qu'il a l'univers pour ennemi, que toute l'Europe a conjuré sa perte, qu'on n'attend que le moment de pouvoir le frapper avec sûreté et l'abattre.

Tout ce qui surpasse les forces et les idées humaines ne dépend plus du génie des hommes, ils doivent s'incliner respectueusement devant la Providence divine, lui attribuer des événemens si extraordinaires, à tel point insurmontable, et s'en remettre à sa sagesse et à ses desseins.

Si la Providence a permis, si même elle a voulu produire tous les événemens qui ont eu lieu depuis dix-huit ans, pour servir de leçons aux peuples, et surtout aux rois ; si elle a décidé que cet homme ne sera renversé que par les excès de son orgueil et de son ambition ; si elle a décidé que Votre Majesté doit

être un des principaux instrumens de sa destruction ; si enfin elle a décidé que les états de Votre Majesté, qui doivent servir à le détruire, ne pourront être sauvés en ce moment que par le sacrifice de sa fille chérie, elle doit se résigner, elle doit se soumettre.

Sans être superstitieux, je dois confesser que j'aperçois partout le doigt de la Providence divine. Je ne puis attribuer qu'à cette sage Providence l'inspiration qui porte cet homme à cet orgueil insensé; et je vois, dans cette démarche de sa part, le signe évident de sa destruction.

CHAPITRE LXIV.

Examen de l'alliance sous le rapport politique.

Après avoir examiné la conduite de cet homme, et l'avoir mise en rapport avec les desseins secrets de la Providence divine, qu'il me soit permis, Sire, d'examiner cette conduite en rapport avec la politique.

Sous le rapport politique, je regarde la démarche de l'empereur des Français comme si inconséquente et si contraire à ses intérêts bien entendus, que je considérerais comme ses plus cruels ennemis ceux qui la lui auraient conseillée, si je n'étais pas convaincu qu'elle n'a été que l'effet des transports de son propre orgueil. C'est au point, Sire, que, si la politique et ma sincère conviction de pouvoir être utile au bien-être de la monarchie avaient été capables de surmonter la profonde vénération que j'ai pour le rang auguste de Votre Majesté, pour le sang illustre dont elle est sortie, j'aurais été tenté de la solliciter de proposer le sacrifice qu'on a la hardiesse d'exiger d'elle.

Par cette alliance, l'Autriche affaiblit la France, sa rivale, sans la combattre et sans ré-

pandre de nouveau le sang de ses sujets; et je crois, par cette raison, que cette alliance est très-impolitique de la part de Bonaparte.

J'ai ouï dire à bien des personnes que cette alliance terminerait la révolution de France, et qu'elle affermissait pour jamais Napoléon sur le trône. Si cela devait être, je regarderais cette alliance comme une grande calamité; car il est impossible que l'Europe soit jamais tranquille, et qu'aucun trône soit en sûreté, tant que cet homme possédera le trône de France. Mais ce ne sont pas là les desseins de la Providence, et nous devons nous confier à ses desseins.

Je penserais peut-être de même, si Bonaparte réussissait à faire une bonne paix avec l'Angleterre; mais ayant avec l'Angleterre une guerre maritime et commerciale, une guerre qui l'oblige à tyranniser le continent, et à y établir un système de domination générale, je regarde son alliance avec l'Autriche comme très-contraire à ses intérêts; je la regarde comme très-funeste pour lui-même, et comme la cause de sa chute.

Il semble que l'Autriche doive se trouver bien de cette alliance, et qu'elle doive y trouver les espérances d'une vengeance assurée, puisqu'elle lui procure les moyens de ménager

ses ressources pour la guerre, lorsque le moment sera venu de la faire avec sûreté.

L'Autriche n'étant plus qu'une puissance continentale, n'a et n'aura jamais, pendant la durée de la guerre de la France avec l'Angleterre, aucun démêlé avec cette dernière puissance, et elle ne doit avoir d'autre but que celui de se conserver.

En raison de son alliance, elle peut espérer de n'avoir plus de guerre avec la France; elle doit compter qu'elle ne combattra sérieusement qu'en bonne compagnie, et qu'elle conservera les états qui lui sont restés, jusqu'à ce que les autres puissances, à force d'être dupes et victimes de leur fausse et malheureuse politique, aient reconnu la nécessité de s'unir de bonne foi pour mettre un terme aux excès de cet affreux tyran.

Mais la position de Napoléon est bien différente; car ayant une guerre maritime avec l'Angleterre, et cette guerre le privant du commerce maritime, il est non-seulement privé des revenus que devraient rapporter au trésor public l'importation et l'exportation de tous les objets qui entrent dans les échanges; mais il ne peut se débarrasser du superflu de ses denrées en tous genres et de tous les articles

d'industrie, que par des transports par terre, longs et dispendieux, désavantageux aux propriétaires, et propres à occasionner, dans le prix des objets, un renchérissement capable de dégoûter les consommateurs et de rebuter les négocians et les spéculateurs.

Jusqu'à présent nous avons eu la preuve que Napoléon pouvait se passer du commerce maritime en obstruant tous les canaux de l'industrie anglaise, et en substituant aux objets fabriqués en Angleterre des marchandises fabriquées en France ou dans les pays soumis à sa domination et à celle de ses alliés : mais malgré les efforts qu'il a faits jusqu'à présent pour faire obtenir à ses marchandises la préférence sur les marchandises anglaises, il n'a pu empêcher les marchandises coloniales de pénétrer partout, parce que les marchands sont plus industrieux que les gouvernemens, et qu'il est, en général, plus facile à ces gens-là d'attirer à eux le commerce qu'il n'est facile aux gouvernemens de le repousser. Il n'a pu pareillement empêcher les marchandises fabriquées en Angleterre de s'introduire sur le continent; et par là, il a procuré peu d'avantage à la nation qu'il gouverne.

Ce qu'il y a eu de plus avantageux pour la

nation française, ç'a été la guerre continentale, parce que toujours elle a été heureuse et abondante en ressources. Elle a été heureuse, parce qu'elle n'a coûté à la nation que des hommes, qu'on n'a point épargnés pour obtenir des victoires et des conquêtes, et parce qu'elle a été faite constamment à la charge des malheureux pays qui en ont été le théâtre, ou qui ont servi de passage aux armées; et elle a été abondante en ressources, puisqu'elle a rapporté à l'état, par les réquisitions, les contributions, les vols, les pillages, des sommes supérieures à celles qui seraient entrées dans le trésor, si le commerce eût été en activité, et s'il eût produit les sommes qu'un commerce actif peut procurer.

Mais l'alliance avec l'Autriche assure pour long-temps la paix du continent, et il ne peut plus s'y tirer un coup de fusil que du consentement des deux grandes puissances alliées. Or si la guerre continentale est éteinte par l'effet de cette alliance, où Napoléon prendra-t-il désormais les sommes qu'il se procurait par la guerre pour remplacer celles qui lui manquaient par le défaut de commerce? Cette ressource n'existera plus pour lui, et sa situation en deviendra d'autant plus embarrassante, qu'il

sera obligé de faire à ses propres dépens la guerre en Espagne, qui lui a déjà tant coûté, et d'entretenir à ses frais ou aux frais de l'Allemagne et de l'Italie ses nombreuses armées, ou au moins de procurer de quoi vivre aux hommes qu'il aura licenciés.

Ces hommes seront d'autant plus à charge au gouvernement, que sans le secours du gouvernement ils seraient dangereux; car enlevés à leurs familles par la conscription avant d'avoir reçu une éducation préparatoire pour un état, ou d'avoir fait leurs apprentissages pour exercer un métier, ils rentreront chez eux ignorans et incapables de se procurer de l'emploi, du travail et des secours, et ils ne seront propres qu'à entrer dans des partis, dans des factions, et qu'à troubler l'état, à moins que le gouvernement ne pourvoie à leur subsistance et à leur entretien.

Avant l'alliance avec la France, l'Autriche, par sa puissance guerrière et formidable, avait toujours l'air d'être en état d'hostilité; la France avait toujours des prétextes pour entrer en défiance, pour prendre contre elle des précautions, et ces motifs lui donnaient une raison apparente d'entretenir une partie de ses nombreuses armées aux dépens des états voisins de

sa rivale. Napoléon pouvait épuiser de nouveau l'Autriche, finir même par la détruire et en faire la conquête, et ces opérations le maintenaient dans la même position avantageuse vis-à-vis de l'Angleterre, et elles lui offraient la perspective de nouvelles guerres avec la Russie et le Grand-Seigneur, dont les pays lui promettaient d'abondantes ressources et d'immenses indemnités pour la perte de son commerce.

Mais le don de votre fille chérie, Sire, n'est pas le seul sacrifice que Napoléon exige de Votre Majesté, il exige encore le Tyrol, la Carinthie, les évêchés de Trente et de Brixen, le Frioul, la Carniole, une frontière militaire en Croatie, Salzbourg, Berchstolsgarden, Passan et une partie de la Haute-Autriche. Il exige en outre une contribution de cent millions, et il y a lieu d'espérer que l'accession à l'alliance qu'il désire aidera à le faire relâcher de ses énormes prétentions.

Enfin, Sire, Votre Majesté ne doit plus se considérer seulement dans sa qualité de père, elle doit se considérer dans sa qualité d'empereur, de roi, de souverain d'un peuple immense, fidèle et attaché à sa personne et à sa maison.

Les tendresses du cœur doivent céder à la voix impérieuse du devoir, et Votre Majesté a de quoi se consoler en songeant que sa fille ne quitte ses bras paternels que pour aller s'asseoir sur un des plus beaux trônes du monde, que pour aller revêtir en France le manteau impérial et royal.

S'il était nécessaire d'ajouter au langage simple de la raison le langage subtil de la philosophie, je dirais à Votre Majesté qu'un grand monarque n'est qu'un point dans la nature; que si le hasard l'a fait naître sur le trône, il n'a pourtant rien changé à sa condition comme homme, et que s'il est aperçu, distingué dans la foule des êtres, c'est par la seule cause qu'il est placé sur *la montagne*, et que les autres sont dans la vallée. Je sais ce qu'est la force de l'opinion; je sais combien elle a d'autorité sur l'esprit des rois; je sais que c'est sa tyrannie qui les harcèle et qui les rend esclaves de ce malheureux préjugé de naissance, qui gêne, qui embarrasse sur les trônes plus que partout ailleurs; je sais enfin qu'ils ont peine à se défendre d'une faiblesse qui ne change rien à leur nature et à leur condition mortelle; mais la vaine gloire, mais les craintes de l'opinion, mais tous les préjugés de ce monde doivent disparaître de-

vant le besoin impérieux de conserver son trône à sa famille, de rendre ses sujets tranquilles et heureux.

S'il était encore besoin, pour consoler Votre Majesté, pour la décider au sacrifice qu'on exige d'elle, d'emprunter un langage prophétique, je lui dirais que la Providence ne l'a fait parvenir au comble des disgrâces que pour donner une grande leçon aux rois; qu'elle n'a exigé le sacrifice de sa fille que pour convaincre son peuple qu'elle est plus attachée aux intérêts de sa patrie qu'aux intérêts de sa famille, et que le bien de son peuple surmonte dans son cœur tout ce que la nature peut lui dire en faveur de ses enfans; je lui dirais que la Providence n'a produit tous ses malheurs que pour forcer son peuple à inventer l'enthousiasme, s'il n'en était pas capable; que pour le forcer à venger de si grandes injures, des souffrances si vives, et à se sacrifier lui-même pour maintenir sur le trône un prince qui lui a montré tant d'amour, qui s'est rendu si digne d'être aimé; et j'ajouterais à Votre Majesté, avec la confiance que m'inspirent la justice et la bonté de sa cause: La Providence, Sire, n'a voulu que vous éprouver; elle a fait choix de vous pour exercer l'orgueil de l'audacieux qu'elle veut détruire, parce que

vous êtes le plus grand monarque du monde. Mais la Providence, toujours juste dans ses desseins et dans sa conduite, me porte à croire qu'elle vous réserve les plus illustres faveurs, et que quelques années de souffrances seront récompensées par plusieurs siècles de bonheur.

CHAPITRE LXV.

Tout s'arrange à Vienne au gré de la Russie. —Traité de Vienne.—Mariage de Bonaparte avec la fille de l'empereur. — Son ambition s'accroît.—La Russie prépare sa chute.

L'HOMME qui avait été capable de consulter l'empereur, de le décider à des sacrifices si douloureux pour son cœur, était aussi le seul qui fût capable de défendre les intérêts de l'Autriche contre l'ambition de son vainqueur; aussi l'empereur l'honora-t-il de sa confiance la plus illimitée, et s'abandonna-t-il à sa sagacité et à ses lumières.

L'empereur ne pouvait remettre le soin de ses intérêts en des mains plus habiles, et j'en fournirai la preuve lorsque je parlerai de la négociation qui eut lieu à Dresde pour ajuster

les bases de paix qui devaient précéder le congrès indiqué à Prague.

Le traité de Vienne fut rédigé et conclu de la manière que l'avait voulu Bonaparte, et quelque espoir qu'eût eu le comte de Metternich d'obtenir quelques adoucissemens à la rigueur de ses clauses en considération du mariage convenu, il ne put y parvenir, et il dut renoncer à faire plier un homme qui se roidissait contre l'observation la plus juste et la plus fondée, et qui semblait ne pouvoir trouver de la gloire que dans la soumission à ses volontés, et du bonheur, que dans les excès de la tyrannie la plus cruelle et la plus révoltante.

Le but essentiel à atteindre était alors de débarrasser les états de l'empereur d'une armée qui s'était grossie successivement pendant la campagne et qui excédait trois cent mille hommes.

Cette armée était d'autant plus incommode, qu'elle était distribuée dans toutes les provinces de la monarchie, en une multitude de corps qui avaient chacun son état général; c'est-à-dire, une compagnie de généraux, d'officiers, de commissaires et d'administrateurs, qui exigeaient avec insolence, bien souvent avec menace, quelquefois avec violence, des tables somp-

tueuses, des vins délicats et recherchés, et qui tuaient de fatigue les chevaux qu'ils requéraient ou pour le service, ou pour leurs plaisirs.

Ce point, quoique essentiel, n'eût peut-être pas été obtenu dans une circonstance différente de celle où s'était placé Bonaparte lui-même par son ambition et son orgueil, parce qu'il aurait cru devoir se procurer des sûretés pour le payement de la contribution imposée.

Mais l'archiduchesse, future épouse de ce tyran, était une caution de la fidélité que mettrait l'empereur à remplir ses engagemens, et cette considération aplanit les difficultés à cet égard.

Il ne restait plus qu'une difficulté à lever; *c'était celle* de l'accession au système de prohibition des marchandises maritimes et coloniales dans tous les états de l'empereur.

Encore que par la situation nouvelle où se trouvait l'Autriche, qui ne possédait plus de ports sur le golfe Adriatique, et qui ne pouvait communiquer avec l'Angleterre que par la Mer-Noire, elle se trouvât dans l'impossibilité de recevoir des marchandises de cette puissance; cependant l'empereur répugnait à publier des mesures qui l'auraient déclaré ennemi de l'Angleterre, et le comte de Metternich crut devoir

insister pour que l'empereur fût dégagé d'une obligation si indifférente en elle-même, et si peu convenable vis-à-vis d'une puissance qui ne l'avait point offensé. Mais cette obligation fut exigée avec tant d'emportement et de hauteur, qu'il fallut s'y soumettre et défendre dans tous les états héréditaires l'introduction des marchandises anglaises.

Tous ces points réglés à la satisfaction de Bonaparte, l'armée française eut ordre de se retirer; les états de l'empereur furent évacués, Sa Majesté revint dans sa capitale, et l'on ne s'occupa plus que du mariage du parvenu avec la fille des Césars.

Les conditions de ce mariage ayant été réglées par des négociations antécédentes, et les deux partis étant d'accord des clauses et des stipulations ordinaires en ces sortes d'affaires, il ne s'agissait plus que de remplir les formes pompeuses de la demande de la princesse et de la cérémonie du mariage par procureur.

Bonaparte ne manqua pas, à cette occasion, de donner de nouvelles preuves de son orgueil et de son insolence. Il adressa sa procuration à l'archiduc Charles, à ce même prince qui avait commandé en chef l'armée qu'il venait de vaincre, et il lui fit remettre cette procu-

ration par Berthier, par cet homme qu'il venait de titrer prince de Wagram, du nom de l'endroit où il avait battu l'archiduc; par cet homme qui, quelques mois avant, lorsqu'il arriva en Bavière pour y faire les campemens et y régler le service des troupes, s'était permis de publier dans un ordre du jour, que la maison d'Autriche, ayant voulu la guerre, avait cessé de régner.

On fit donc à Vienne une répétition de ce mariage, pour apprendre à la princesse de quelle façon elle devrait se conduire à la représentation solennelle qui devait avoir lieu à Paris. Mais que cette répétition était loin de la représentation, et que la princesse était loin *d'imaginer* les cérémonies dont elle devait avoir le spectacle à la cour de Bonaparte!

En Autriche la chose s'était passée avec des cérémonies majestueuses, mais simples, et qui s'accordaient parfaitement avec la noble candeur et les manières modestes d'une princesse qui n'avait besoin que de sa naissance et de son rang pour donner de l'éclat à toutes ses actions.

En France, ce fut autre chose. Ce que le luxe peut inventer de plus brillant, ce que la pompe des grandeurs peut offrir de plus somp-

tueux et de plus imposant, tout ce que le génie des arts peut imaginer de plus éclatant, fut prodigué pour ajouter à la magnificence de ce grand jour, et jamais on n'avait connu en Europe un faste comparable à celui qui fut déployé par l'usurpateur en cette occasion. On eût dit qu'il avait eu le dessein d'éblouir la princesse, et de dissimuler sous le masque de la grandeur le vice de sa naissance et ce qu'avait d'odieux le sacrifice qu'il avait exigé.

Il semblait que les fonctions d'une cérémonie si auguste eussent dû être réservées à un Français; mais Bonaparte crut pouvoir ajouter encore plus d'éclat à la cérémonie en recevant la bénédiction nuptiale de la main du primat de Germanie, et ce fut ce chef de l'église germanique qui bénit l'union de l'usurpateur du trône du fils aîné de l'église catholique.

Cet étalage fastueux des grandeurs humaines faisait un contraste si frappant avec la misère et les besoins du peuple, avec la guerre d'Espagne qui enlevait annuellement aux familles de France deux cent mille de leurs enfans, et au trésor public 200 millions, qu'il dut paraître à tous les yeux l'excès du scandale et de l'insolence. Le peuple eût dû en être soulevé et

prouver son indignation par une révolte générale, mais les maréchaux et les généraux tenaient les troupes dans les fers de la discipline la plus effrayante, et les gendarmes régularisaient les opinions du public; en sorte qu'il fut interdit à chacun de dire son avis, et qu'on dut garder le silence, ou crier à travers le monde, comme firent les espions et les suppôts de la police, *vive l'empereur!*

Ce faste extérieur, qui n'égalait point encore celui qu'entretenait dans son palais ce nouveau sultan, lorsque des ambassadeurs, des corps constitués, des compagnies de magistrature, ou des députations venaient déposer au pied de son trône des félicitations, des vœux, des actions de grâces, des offres de dévouement, et autres sentimens semblables, dûrent paraître bien étranges à une princesse qui avait vu si long-temps et tant de fois à Vienne des pratiques contraires, qui avait vu si souvent l'empereur son père, le plus grand monarque de l'Europe, se dépouiller en quelque sorte de sa grandeur pour enhardir ses moindres sujets à s'approcher de sa personne, à prendre confiance en sa bonté, et à lui parler de leurs petits intérêts, de leurs petites affaires, avec cette liberté et cette franchise qu'ont des en-

fans en s'entretenant avec un père qu'ils chérissent, et dont ils sont sûrs d'être aimés, et qui voyait un individu obscur, un parvenu, recevoir avec hauteur et accueillir avec indifférence, et d'après les règles d'un formulaire qu'on avait rédigé exprès pour le rendre ou ridicule ou impudent, les hommes illustres ou éclairés qui avaient à lui parler ou à remplir des fonctions publiques auprès de lui; qui voyait cet individu considérer tout Français comme conspirateur, comme capable d'attenter à sa vie, et interdire l'entrée de son palais à tout homme qui aurait eu à lui demander justice ou à implorer sa pitié; enfin, qui voyait cet individu traiter tous ses sujets comme ses esclaves, et en disposer avec la barbarie et la cruauté d'un Néron, d'un Commode, d'un Sardanapale.

Ces spectacles, à la fois extravagans et tyranniques, n'étaient pas perdus pour les cours rivales. On en recueillait à Vienne, à Saint-Pétersbourg et à Londres jusqu'aux plus petits détails, jusqu'aux moindres circonstances, et ils ajoutaient aux lumières déjà acquises sur l'ambition et l'orgueil de ce personnage.

Des ministres habiles ne pouvaient point se méprendre sur les effets d'une telle passion;

ils pouvaient prévoir d'avance que l'homme qui en était dominé à un tel degré ne garderait plus de mesures, que sa conduite future ne serait plus qu'un transport continuel, et que dans son agitation il forgerait lui-même les armes destinées à le détruire.

Tous les peuples qu'il gouvernait étaient excédés du joug insupportable de sa tyrannie; tous les princes qu'il dominait étaient révoltés des abus de sa puissance. L'Europe entière était indignée de sa conduite atroce envers la famille royale d'Espagne, qu'il avait indignement trompée, qu'il tenait prisonnière, et qu'il laissait manquer du nécessaire. Toutes les nations catholiques étaient soulevées à la vue des traitemens cruels qu'il exerçait envers le Pape; enfin, le mécontentement était au comble partout où son pouvoir s'était établi, et les fureurs eussent partout éclaté, si les souverains et les peuples eussent trouvé un point d'appui, un moyen de s'unir et de frapper simultanément; mais quoique ce moment ne fût pas éloigné, il n'était point encore arrivé, et il fallait d'autres événemens pour le produire.

Ces événemens avaient été préparés longtemps d'avance par l'habile politique de la

Russie. Cette puissance n'avait jamais été dupe des fausses démonstrations de Bonaparte; elle n'avait jamais pris le change sur le véritable objet de son ambition, et ses lumières acquises sur les vues de ce personnage lui avaient indiqué la conduite qu'elle avait à tenir pour se garantir de ses ruses, pour échapper à ses piéges, et pour l'endormir lui-même sur les bords du précipice que son génie creusait chaque jour et où elle avait le dessein de l'engloutir.

On a vu que, par la paix de Tilsitt, la Russie s'était engagée vis-à-vis de Bonaparte à lui ménager une paix avec l'Angleterre, et à offrir sa médiation pour opérer la réconciliation entre les deux rivales. On a vu les raisons qui avaient porté la Russie à se prêter à cette démarche; on a vu que le salut de la monarchie prussienne en avait été le seul motif, et que l'évacuation de cette monarchie par les troupes françaises avait été la cause de ces proclamations souvent renouvelées qui interdisaient aux sujets russes tout commerce avec l'Angleterre.

Il avait été indiscret, même inconséquent à Bonaparte, d'exiger une telle mesure de la part de la Russie; il avait placé son amitié

à trop haut prix. Mais le cabinet de Saint-Pétersbourg, plus rusé que lui, quoiqu'en se proposant bien fermement de resserrer de plus en plus ses liens avec l'Angleterre, et de ne négliger en aucune manière les intérêts de son commerce avec cette puissance, ne lui donna pas le temps d'insister; il alla au-devant de ses vœux, et il mit même de l'empressement à se faire inscrire sur la liste des enrôlés dans la conjuration contre le commerce de la Grande-Bretagne.

Bonaparte, très-enchanté de cette condescendance du ministère russe, crut que cette fois le ministère anglais ferait de vains efforts pour faire pénétrer sur le continent le commerce de sa nation. Mais à peine eut-il le dos tourné, que des flottes anglaises, fortement convoyées, entrèrent dans la Baltique.

Il est vrai que ces entreprises des Anglais donnèrent lieu à un renouvellement de défense; mais les flottes ayant repassé le Sund également chargées, on ne sut pas bien précisément à Paris si elles avaient chargé des marchandises russes ou remporté leurs marchandises, et on n'osa pas hasarder le reproche dans une affaire qui n'avait encore occasionné que de simples soupçons.

Cependant des flottes marchandes de 150 et de 200 voiles entrèrent encore dans la Baltique; elles pénétrèrent vers le nord, et cette fois la cour de Russie ne s'en tint pas à de simples défenses; elle menaça de la confiscation les marchandises qui seraient achetées par des sujets russes; elle menaça d'amendes, même de peines corporelles, les négocians et marchands qui, au mépris des défenses, se seraient permis de trafiquer avec les Anglais.

De nouveaux rapports parvenus à la cour de France sur ces envois continuels de flottes anglaises dans la Baltique commençaient à inquiéter Bonaparte, et ses soupçons augmentèrent à tel point, que son ministre fut chargé de demander à l'ambassadeur russe des explications sur un tel état de choses.

Le ministre de Russie ne négliga rien pour rassurer le gouvernement français sur la régularité des procédés de sa cour, et protesta que l'empereur son maître attachait un trop haut prix à la bonne harmonie établie entre les deux puissances pour qu'il n'évitât pas soigneusement tout ce qui pourrait tendre à la troubler. Il mit sous les yeux du ministre Champagny toutes les défenses publiées en différens temps contre le commerce

de l'Angleterre, et il ne croyait pas qu'aucun sujet russe eût ôsé enfreindre des lois si précises et si menaçantes. Il allégua ensuite que, quant au passage des flottes anglaises dans la Baltique, c'était un événement qui ne dépendait aucunement de la Russie, et que sa cour n'avait ni le droit ni le pouvoir d'empêcher l'Angleterre de transporter des vaisseaux et des marchandises dans toutes les mers.

Si ces explications n'étaient pas très-rassurantes et très-conformes aux désirs de Bonaparte, elles étaient du moins diplomatiquement satisfaisantes.

Le gouvernement français aurait dû savoir qu'il ne faut jamais exiger d'un autre gouvernement des conditions qui soient trop contraires à ses intér ts positifs, puisqu'il est impossible à un gouvernement d'acquérir l'amitié d'une puissance, ou de favoriser ses desseins, au préjudice de ses propres sujets. Il n'était pas possible que le gouvernement russe entrât avec sincérité dans des combinaisons qui devaient avoir pour résultat de le brouiller avec l'Angleterre, et de lui ravir le commerce le plus lucratif, et qui devait lui procurer les ressources dont il avait besoin pour l'aider à exécuter son grand projet politique.

CHAPITRE LXVI.

Entrevue de l'empereur de Russie et de Bonaparte à Erfurt. — Grand travail du génie politique de la Russie. — Conduite admirable de l'empereur Alexandre.

La conduite de la cour de Russie n'avait pas pu mécontenter Bonaparte au point de donner occasion à une rupture; mais elle lui avait semblé équivoque, et il lui suffisait d'un doute sur les intentions de cette alliée pour entrer aussitôt en alarmes, puisque de son amitié dépendait sa réconciliation avec l'Angleterre, en cas que cette puissance fût disposée à entrer en négociation; et que, dans le cas contraire, il devait compter sur l'assistance du cabinet de Saint-Pétersbourg pour l'exécution de son système de prohibition des marchandises anglaises.

Pour s'assurer donc de la sincérité des sentimens de l'empereur, il imagina de la sonder lui-même, et de séparer une fois ce prince de son conseil, pour voir s'il n'obtiendrait pas de l'inexpérience de sa jeunesse et de la franchise naturelle à son âge des aveux qu'il

n'avait pu jusque-là obtenir des artifices et de la dissimulation de ses ministres. Il le fit inviter, avec la plus aimable courtoisie, à une entrevue, et la ville d'Erfut fut choisie pour cette intéressante réunion, à cause de son voisinage avec Weymar, où l'empereur avait une sœur.

L'empereur aurait pu décliner la proposition, et les intérêts de son vaste empire étaient un prétexte très-valable pour motiver son refus; mais la sagesse de ce prince, et la connaissance qu'il avait de la duplicité et des ruses de son antagoniste, le mettaient hors de toute atteinte; il était d'ailleurs très-exercé déjà dans la politique de ses *ministres*, *et* au fait de ce qu'il avait à dire pour ne point traverser le plan convenu et arrêté à Saint-Pétersbourg. Il fallait que Bonaparte le quittât très-satisfait, et qu'à la suite d'une telle entrevue il pût se permettre de nouveaux excès, parce que ces excès devenaient nécessaires à l'avancement de sa destruction.

L'entrevue eut lieu, et pendant le séjour des deux empereurs à Erfurt, cette capitale de la haute Thuringe fut un lieu de plaisirs et de délices. Elle devint aussi le point de

réunion de presque tous les princes de l'empire d'Allemagne, parce que rien n'était encore réglé dans cet empire, depuis que Bonaparte avait transformé la Fédération germanique en Confédération du Rhin. Tous, ou presque tous ces princes recommandèrent leurs intérêts à la protection de l'empereur Alexandre, et par là ils fournirent à ce monarque l'occasion de mettre Bonaparte dans des obligations qu'il avait toujours soigneusement évitées, et qui devaient un peu plus tard lui fournir des raisons pour justifier les motifs de ses liaisons avec l'Angleterre.

Le premier acte de cette comédie politique ne fut qu'un acte d'exposition ; il se passa en complimens, en visites, en pourparlers, en banquets et en promenades.

Le second acte fut employé à combiner et à faire marcher l'intrigue vers la paix avec l'Angleterre, et les deux monarques convinrent des propositions à faire à cette puissance pour aplanir ses différends avec la France.

L'empereur de Russie, qui connaissait très-bien les intentions de l'Angleterre, et qui agissait en harmonie avec cette puissance pour faire échouer toutes les mesures de son

antagoniste, était assuré d'avance que lui et Bonaparte recevraient une réponse négative à toutes propositions de paix. Il riait sous cape de l'empressement que mettait Bonaparte à obtenir cette paix, et rien ne le divertissait tant que les efforts que faisait son esprit pour rédiger une lettre bien touchante et bien pathétique, afin d'obtenir du cœur humain et sensible de Sa Majesté britannique ce que toutes les ruses de sa politique et toutes ses mesures de rigueur n'avaient pu lui arracher.

La lettre fut enfin redigée; elle fut signée des deux empereurs, et envoyée au roi d'Angleterre; mais elle eut le sort qu'avait prévu l'empereur de Russie; la réponse fut négative.

La réponse adressée à l'empereur de Russie était conçue en ces termes:

« *Bureau des affaires étrangères, le 9 décembre.*

» Le soussigné, principal secrétaire d'état de
» Sa Majesté au département des affaires étran-
» gères, a mis sous les yeux du roi son maître
» la note qui lui a été transmise par Son Excel-
» lence le comte Nicolas Romankzow, ministre
» des affaires étrangères de Sa Majesté l'em-
» pereur de Russie, datée du 16 (28) de no-
» vembre.

» Le roi voit avec étonnement et regret qu'il » paraît que l'on a conçu l'espérance que Sa » Majesté consentirait à commencer une négo» ciation pour la paix générale par l'abandon » préliminaire de la cause de la nation espa» gnole et de la monarchie légitime d'Espagne, » en reconnaissant une usurpation à laquelle » l'histoire du monde ne présente rien de com» parable.

» Sa Majesté avait espéré que la participation » de l'empereur de Russie dans les ouvertures » faites à Sa Majesté serait une garantie contre » la proposition d'une condition aussi injuste » dans son effet et aussi funeste par son exemple.

» Sa Majesté ne peut pas concevoir par quelle » obligation de devoir ou d'intérêt, ou par quel » principe de politique de la Russie, Sa Majesté » Impériale s'est trouvée contrainte de recon» naître le droit que s'est arrogé la France de » déposer et d'emprisonner des souverains amis, » et d'usurper l'obéissance des nations fidèles » et indépendantes.

» Si tels sont réellement les principes aux» quels l'empereur de Russie est inviolablement » attaché; si Sa Majesté Impériale a engagé son » honneur et les ressources de son empire à » soutenir de tels principes; si l'alliance de

» l'empereur avec la France a pour objet d'éta-
» blir par la guerre de tels principes et de les
» maintenir pendant la paix, Sa Majesté déplore
» profondément une détermination qui ne peut
» qu'aggraver et prolonger les malheurs de l'Eu-
» rope; mais on ne pourra pas attribuer à Sa
» Majesté la prolongation des calamités de la
» guerre, parce qu'elle n'aurait pas consenti à
» une paix incompatible avec la justice et
» l'honneur.

» Le soussigné a l'honneur, etc.

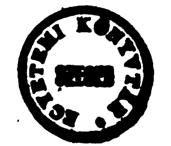
» *Signé* GEORGE CANNING ».

La réponse à Bonaparte était conçue en ces termes :

« Le soussigné, etc.

» Il a reçu de Sa Majesté l'ordre spécial de
» s'abstenir de faire aucune remarque sur les
» matières et les expressions insultantes pour
» Sa Majesté, pour ses alliés et pour la nation
» espagnole, qui abondent dans la note offi-
» cielle transmise par M. de Champagny.

» Sa Majesté désirait de traiter d'une paix qui
» aurait concilié, d'après les principes d'une
» justice égale, les intérêts respectifs de toutes
» les puissances belligérantes, et Sa Majesté re-



» grette sincèrement que ce désir n'ait pu être
» réalisé.

» Mais Sa Majesté est déterminée à ne point
» abandonner la cause de la nation espagnole
» et de la monarchie légitime d'Espagne; et la
» prétention de la France, d'exclure de la négo-
» ciation le gouvernement central et suprême
» qui agit au nom de Sa Majesté catholique
» Ferdinand VII, ne pouvait être admise par
» Sa Majesté sans qu'elle consentît à une usur-
» pation à laquelle on ne peut rien comparer
» dans l'histoire du monde.

» Le soussigné, etc.

» *Signé* GEORGE CANNING ».

« Le soussigné est chargé de réitérer la pro-
» position d'admettre à la négociation tous les
» alliés du roi d'Angleterre, soit le roi qui règne
» en Brésil, soit le roi qui règne en Suède, soit
» le roi qui règne en Sicile, et de prendre pour
» base de la négociation l'*uti possidetis*.

» *Signé* GEORGE CANNING ».

On peut juger par ces réponses de la base qu'avait adoptée Bonaparte pour traiter avec l'Angleterre, et la réponse faite à l'empereur de Russie démontre évidemment que cette réponse avait été concertée d'avance entre les

deux cours, et que le gouvernement britannique ne croyait pas l'empereur de Russie capable d'une conduite pareille à celle qu'il avait eu l'air d'adopter, puisque cette conduite était singulièrement contraire à ses principes de justice et de magnanimité.

Bonaparte avait fait venir de Paris les comédiens pour amuser sa compagnie par des spectacles. Il manda Talma, et il lui ordonna de jouer devant lui les fureurs d'Oreste, pour pouvoir imiter les mêmes fureurs en mettant sous les yeux d'Alexandre la réponse du ministre du roi d'Angleterre; car le roi d'Angleterre, qui savait que l'affaire n'intéressait que Bonaparte, que la réponse devait aller *directement à lui*, et que l'empereur de Russie ne figurait dans cette affaire que par politique, n'avait pas jugé convenable de répondre autrement que dans les formes diplomatiques.

Après avoir bien examiné Talma, il se rendit chez l'empereur avec la réponse négative du roi d'Angleterre; alors commença le troisième acte de la comédie. Il présenta cette réponse à l'empereur, en exhalant les transports de la fureur la plus extravagante. Il parcourait l'appartement à grands pas, pestant, jurant, tempêtant, prenant Dieu à temoin de la justice de

sa cause, de son amour pour l'humanité; invoquant la vengeance céleste contre un roi qui ne se lassait pas de faire couler le sang; il s'arrêtait, frappait des pieds, trépignait, se battait la poitrine; il levait les yeux au plancher, il les fixait sur le parquet, enfin il eut l'air d'un fou, et point du tout d'un Grec, quoiqu'il eût voulu imiter les fureurs de l'amant d'Hermione.

J'ignore si cette anecdote est vraie; mais on me l'a rapportée comme certaine, et elle m'a semblé si conforme au caractère du personnage, que je n'ai pas cru devoir la passer sous silence.

Cette réponse négative de la cour de Londres ne laissait plus à Bonaparte d'autre parti à prendre que de fermer plus hermétiquement au commerce de l'Angleterre tous les ports du continent; aussi ne négligea-t-il rien pour persuader l'empereur de la nécessité de cette mesure.

L'empereur savait tout aussi bien que lui l'influence qu'aurait sur le commerce de l'Angleterre cette mesure, rigoureusement observée; mais il savait aussi quel tort elle ferait au commerce de son empire, et il n'avait nullement l'intention de se prêter à un tel arrangement.

Cependant il ne fallait pas contrarier un homme devenu furieux, et capable de frapper

à tort et à travers pour faire le plus de mal possible à son ennemi. L'empereur, sans jouer comme lui l'emporté, eut l'air de partager ses sentimens, et affecta un mécontement profond des procédés de la cour de Londres. Il promit de prendre les mesures les plus sévères pour empêcher les vaisseaux anglais d'entrer dans ses ports, et de prendre les plus grandes précautions pour les empêcher de s'introduire sous pavillon neutre. Il profita de la circonstance pour faire goûter à Bonaparte la conquête de la Finlande suédoise; il observa en conséquence que, la Suède étant amie de l'Angleterre, le commerce anglais aurait eu la liberté de pénétrer jusque dans le golfe de Finlande, de fréquenter les ports de cette province qui appartenait en partie à la Suède, et qu'il eût été peut-être difficile d'empêcher la contrebande dans cette partie de ses états; et il ajouta que la conquête que la Russie avait faite du reste de cette province devait servir de preuve à la France de son empressement à faire disparaître tout ce qui pourrait nuire à l'exécution de leur système de prohibition, et servir de garantie à ce système.

L'insinuation était adroite de la part de l'empereur; il savait que Bonaparte ne pouvait

voir sans ombrage, et même sans jalousie, que la Russie gagnât du terrain du côté de la Baltique; mais il savait aussi que Bonaparte avait conçu une haine personnelle pour Gustave IV, et que la seule idée que ce roi pût avoir les moyens de contrarier ses vues était suffisante pour l'animer à conjurer sa perte. Dès ce moment Bonaparte regarda comme avantageuse pour sa cause la conquête de la Finlande, qui n'était avantageuse qu'à la Russie, et l'empereur eut l'adresse de lui faire envisager cette conquête comme un service signalé rendu à la France. Alors la conquête de la Finlande n'avait plus l'apparence de l'ambition, ni même de la convenance politique; elle n'avait aux yeux du public que l'apparence d'une mesure qui avait été concertée entre la France et la Russie pour empêcher la Suède de contrarier leurs projets hostiles contre l'Angleterre, et elle n'offrait que l'apparence d'une conquête nécessaire, mais qui n'enlevait à la Suède ni l'espérance d'une restitution à la paix, ni le droit de réclamer une juste indemnité.

Mais ce qui mérite d'être remarqué en cette occasion, et ce qui fait paraître admirable le génie de la Russie en cette conjoncture politique, c'est l'adresse avec laquelle l'empereur

s'est fait solliciter de continuer la guerre avec la Suède, lorsque l'armée suédoise était mécontente de Gustave et prête à se soustraire à son autorité. C'est l'art qu'a mis l'empereur à paraître ne vouloir se charger de ces opérations que pour servir la vengeance personnelle de Bonaparte, que pour lui donner une preuve plus marquée et plus authentique de son amitié et de son dévouement absolu à ses intérêts.

Un semblable dévouement était bien digne d'un retour de la part de Bonaparte, et l'empereur avait une occasion bien favorable de servir ses amis en Empire, qui tremblaient pour leur sort futur, et qui regardaient comme une situation qui dépendait ou du caprice, ou des emportemens, ou des mesures politiques d'un homme qu'aucune considération n'était capable d'arrêter, quand son imagination avait rêvé quelque chose qu'il croyait utile à son ambition ou à sa vengeance contre l'Angleterre.

L'empereur s'était engagé à tenir ses ports fermés au commerce de l'Angleterre avec la même rigueur qu'il avait observée depuis la paix de Tilsitt; il s'engagea à continuer la guerre contre la Suède; mais en revanche, il exigea de Bonaparte qu'il ne se permettrait pas le plus petit changement dans l'empire d'Allemagne,

sous quelque prétexte que ce pût être, et que cet empire resterait sans la moindre variation dans l'état où il se trouvait constitué par l'acte de Confédération du Rhin.

Bonaparte en prit l'engagement le plus formel, et tout fut réglé à l'amiable de cette manière entre les deux monarques.

Ainsi finit cette comédie, dont Bonaparte avait cru faire tourner le dénoûment à son avantage, et dont le dénoûment tourna au seul avantage de l'empereur de Russie.

Il est impossible de ne pas admirer l'habile manœuvre de la politique russe, et surtout l'extrême sagacité de l'empereur Alexandre dans la négociation délicate et épineuse à laquelle a donné lieu cette entrevue. Bonaparte était venu avec l'intention de séduire et de tromper un jeune prince qu'il croyait sans expérience, et dont il espérait pouvoir pénétrer la pensée; il avait cru trouver dans Alexandre un jeune prince timide, étourdi, embarrassé : mais il rencontra dans ce jeune monarque un homme grave, posé, réfléchi, attentif aux moindres détails d'un entretien combiné pour lui arracher des aveux; et Bonaparte, qui avait eu le dessein de tendre des piéges, fut pris dans ses propres filets.

Par l'événement, Bonaparte, qui s'était promis de tirer le plus grand avantage de cette entrevue, avait procuré à l'empereur de Russie une multitude d'avantages sur lesquels il n'avait pu compter, qu'il n'avait pas même pu prévoir; et l'empereur dut tous ces avantages à l'inconsidération et aux mouvemens passionnés du caractère de son antagoniste.

Pendant le temps de cette entrevue, l'Autriche recrutait dans tous ses états; elle faisait d'immenses préparatifs de guerre, et elle prenait de tous les côtés une attitude menaçante. Bonaparte lui demanda avec hauteur la raison d'un armement si considérable, et il en reçut une réponse remplie de protestations pacifiques, quoique équivoques.

Cette répouse ne satisfit pas Bonaparte, et il se permit d'écrire à l'empereur d'Autriche une lettre insolente et pleine des marques du plus grand mépris. Ce fut un avantage de plus pour l'empereur de Russie, puisque cette conduite passionnée ajoutait à ses embarras, et lui promettait la guerre; puisqu'il lui fallait de nouvelles guerres et de nouveaux embarras pour procurer aux Espagnols et aux Anglais des diversions, pour empêcher l'armée française, en

Espagne de recevoir de nouveaux renforts de troupes et de munitions de guerre.

L'empereur d'Autriche, qui n'était point dans le secret des liaisons de la Russie avec l'Angleterre, avait pris de l'ombrage de l'entrevue des deux empereurs à Erfurt; son cabinet, très-peu instruit du véritable état des choses et des sentimens de la Russie à l'égard de la France, avait cru voir des intelligences malveillantes entre ces deux cours, et il jugea de sa sagesse de prendre des mesures vigoureuses pour s'opposer à leurs mauvais desseins.

La première pensée de l'empereur d'Autriche avait été, peut-être, de se borner à des mesures de précaution et de sûreté; mais la réponse insolente de Bonaparte à ses protestations amicales lui donna de vives alarmes, et ses préparatifs de défense furent aussitôt transformés en des préparatifs d'attaque.

J'ai parlé de cette guerre et de ses résultats dans les Chapitres précédens. (*Voyez* Chap. LXII et suivans.)

Cette guerre a été encore malheureuse pour l'Autriche; et on a vu qu'elle a été malheureuse, parce que la Providence l'avait ainsi décidé, et avait voulu réduire l'Autriche à ne pouvoir agir pour son propre compte, et à ne

pouvoir plus combattre qu'en bonne compagnie et pour le salut de l'Europe.

Cette guerre malheureuse avait mis Bonaparte dans le cas d'exiger de l'Autriche des territoires très-étendus dans la Croatie ; et par là, s'étant encore plus rapproché des rebelles de la Servie, les avantages que M. le comte d'Italinski avait obtenus en faveur de la Russie et de l'Angleterre, près de la Sublime Porte, s'étaient tout-à-fait évanouis, et la peur avait rengagé le Grand-Seigneur dans les liens de Bonaparte.

Son ambassadeur Sébastiani, qui était digne, par sa jactance, de servir un tel maître, le représentait aux membres du divan comme plus grand que les Alexandre, que les Tamerlan, les Thamas-Kouli-Kan ; il faisait voir tous les souverains de l'Europe prosternés à ses pieds, et l'empereur d'Autriche redevable des débris de son trône à l'alliance qu'il venait de contracter avec lui. Il ne cessait de renouveler les protestations d'amitié de son auguste maître, et du désir qu'il avait d'entretenir ses liaisons les plus intimes avec Sa Hautesse, même de l'aider à rétablir l'ordre dans ses états d'Europe, trop long-temps troublés par la malveillance de ses ennemis.

Le divan n'était pas bien convaincu de la sincérité de ces protestations; mais les circonstances étaient devenues telles, qu'il ne lui fut plus possible d'accorder à la Russie et à l'Angleterre des égards et des avantages qui auraient pu exciter la jalousie de la France.

CHAPITRE XLVII.

La conduite politique de la Russie affaiblit de plus en plus l'influence de Bonaparte dans le Nord et dans toutes les parties de l'empire d'Allemagne, en le forçant de transformer son système d'influence en un système de domination universelle.

Il faut considérer l'entrevue de l'empereur Alexandre et de Bonaparte à Erfurt comme l'époque où l'empereur a commencé à marquer dans la politique, et l'on doit convenir que son premier pas dans cette carrière si difficile est un chef-d'œuvre en ce genre, et fait le plus grand honneur à son génie, car tout ce qui s'est passé dans cette entrevue n'avait point été prévu par ses ministres; les événemens étaient nés du caractère, des passions et

des vues ambitieuses de son antagoniste, et on n'avait pu lui donner des instructions, ni même des directions pour des cas qu'on n'aurait pu prévoir, qu'il était impossible de prévoir, et qui ont été en partie le résultat des adroites conceptions de son esprit et de l'habileté avec laquelle il a su ajuster sa prudence et son sang-froid avec les idées outrées et extravagantes de son adversaire, et mettre la conduite la plus sage et la mieux combinée avec ses intérêts et les besoins de son empire en rapport avec les folies, les transports orgueilleux et les désirs ambitieux de son fougueux rival.

L'empereur, dans cette circonstance, n'a pas seulement fait preuve d'une habileté extraordinaire et d'une prudence consommée, par la manière dont il a tourné et retourné l'esprit d'un homme rusé, et qui était venu pour le sonder et pour le surprendre; mais il a fait preuve d'une extrême conséquence dans sa conduite.

La Russie n'avait qu'ajourné l'effet de ses ressentimens contre la Suède, et attendait le moment convenable pour les faire éclater. Elle avait bien le désir de déclarer la guerre au roi, qui se conduisait de manière à se l'at-

tirer. Elle avait plus d'envie encore de conquérir la Finlande suédoise; mais le désir n'est pas un droit, n'est même pas une raison en quelque sorte légitime; et dans quelque rang qu'on se trouve, on craint de s'exposer à la censure du public, qui observe et qui juge; on aime à voir ce public dans son parti, et il était singulièrement adroit de rejeter tout ce qu'avaient d'injuste et de blâmable cette guerre et cette conquête sur le besoin qu'avait Bonaparte que rien ne pût entraver l'exécution de son système de prohibition des marchandises anglaises, et de faire disparaître du golfe de Finlande un souverain ami de l'Angleterre, et qui, par sa position sur ce golfe, pouvait favoriser le cabotage et la contrebande sur les côtes opposées.

Le cabinet de Saint-Pétersbourg n'avait aussi qu'ajourné l'effet des ressentimens qu'il gardait à Bonaparte lui-même, à cause de la rigueur avec laquelle il avait traité la Prusse, au mépris de l'intérêt marqué qu'avait pris la Russie à son sort, et aussi à cause de la défiance insultante qu'il avait montrée à la Russie en mettant des garnisons françaises dans toutes les places de la Vistule et de l'Oder, et en exigeant de la Prusse une route militaire à travers la

Silésie, pour faire communiquer les états du roi de Saxe en Allemagne avec ceux qu'il lui avait donnés, aux dépens de l'Autriche et de la Prusse, en Pologne.

La Russie crut, avec raison, qu'elle n'avait ni mesures à garder, ni conditions à exécuter, ni engagemens à remplir vis-à-vis d'un homme qui s'était mis en position pour l'observer, et qui, pendant toute la durée de ses liaisons avec lui, l'avait sans cesse provoquée à employer ruse contre ruse.

Malgré cela, la Russie eût pris des détours, elle eût affecté les dehors d'une certaine bienséance politique, elle eût évité avec soin tout ce qui aurait pu blesser trop ouvertement les intérêts de Bonaparte, et mettre en évidence ses intelligences avec l'Angleterre; mais le cabinet de Saint-Pétersbourg n'avait pas tardé à s'apercevoir que Bonaparte avait été averti, à son retour à Paris, qu'il avait été joué à Erfurt, et que l'empereur de Russie avait seul tiré avantage de cette entrevue.

Un silence profond sur le résultat de cette entrevue eût été plus utile à la cause des conseillers de Bonaparte que les éclaircissemens qu'ils lui donnèrent pour faire briller à ses yeux le génie de l'empereur de Russie;

car Bonaparte, à la seule idée d'avoir été dupe d'un prince dont il avait cru pouvoir faire son joujou, était capable des plus vifs transports, était capable de se porter à tous les excès d'un amour-propre outragé, et d'un orgueil en délire contre son rival et contre lui-même.

Il ne se dissimulait déjà plus qu'il compterait vainement sur la bonne foi d'un prince qui l'avait trompé, qui avait réussi à le jouer de la façon la plus perfide, et pour lequel même il était devenu un objet de ridicule et de bouffonnerie par la scène de fureurs renouvelée des Grecs.

Cependant la circonstance ne lui paraissait pas favorable pour se venger. Il avait une guerre ruineuse à soutenir contre l'Espagne; il était à la veille d'en avoir une terrible contre l'Autriche, et tout ce qu'il pouvait faire, c'était de prendre des précautions contre les entreprises de la Russie, et de multiplier tellement les obstacles vers ses frontières, qu'elle ne pût introduire dans aucun lieu de sa domination, dans aucun pays soumis à son influence, ni ses marchandises, ni celles de l'Angleterre, son irréconciliable ennemie.

Il prit en effet toutes les précautions imaginables pour fermer les passages au commerce

de la Russie et de l'Angleterre; mais la guerre avec l'Autriche l'ayant obligé d'emprunter des troupes à ses cordons pour en renforcer ses armées, les précautions furent sans efficacité; les marchandises russes et anglaises, pénétrèrent malgré la surveillance des gendarmes et des douaniers, et l'Allemagne et les états prussiens en furent inondés.

Bonaparte ne tarda pas à être informé du commerce réglé de la Russie avec l'Angleterre, et de la contrebande active qui se faisait en Hollande et par tous les fleuves qui se jettent dans la Baltique et dans la mer du Nord. Le commerce anglais était devenu si effronté, qu'il franchissait les lignes des douanes, et passait entre les jambes des douaniers.

Il est vrai que les consuls français et les capitaines de vaisseaux stationnaires lui tendaient souvent la main pour faciliter sa marche, et que ces ressources, qu'il trouvait dans l'intérêt et l'avidité des agens de Bonaparte, l'avaient fait arriver dans toutes les parties de l'Allemagne et de la Hollande, même dans les états prussiens, où Bonaparte avait la prétention de ne souffrir que la vente des marchandise françaises et des marchan-

dises coloniales, tirées de ses magasins, et voiturées par ses rouliers.

Pendant que ces choses se passaient en Allemagne, elles avaient lieu avec plus de facilité encore en Italie, et tous les pays de cette péninsule étaient comblés de marchandises proscrites.

Tandis qu'aux portes des grandes villes les douaniers et les gendarmes offraient journellement le spectacle le plus tyrannique et le plus scandaleux, pour découvrir quelques féves de café sur les individus de tout sexe qui cherchaient à les introduire, en fouillant jusque dans les culottes des hommes, dans le sein et jusque sous les jupes des femmes, les négocians achetaient le droit de faire entrer des navires et des voitures chargées d'une valeur de plusieurs millions.

Mais ce qui étonnera davantage, et ce qui prouvera le besoin du commerce colonial, et l'inutilité des efforts que faisait le gouvernement français pour l'empêcher, c'est que le roi de Hollande lui-même, lui, frère de Bonaparte, lui qui tenait son trône de sa faveur, ne put résister à la corruption, et fit ce que faisaient ailleurs les autres agens de Bonaparte; il permit à ses sujets de faire

en contrebande ce qu'il n'aurait osé leur permettre légalement et ouvertement.

Bonaparte conspirait contre le commerce de l'Angleterre, et toutes les nations, même les gouvernemens, même ses agens, conspiraient contre ses mesures.

On sent combien tous ces événemens, si contraires aux désirs de Bonaparte, si opposés aux obligations qu'on avait contractées envers lui, tant en Russie qu'en Hollande, en Prusse et en Italie, dûrent irriter son âme altière, et si susceptible de s'emporter à la moindre contrariété. Mais il dut retenir les bouillons de sa colère, et réserver sa vengeance pour le temps où il aurait triomphé de l'Autriche, et réglé ses affaires avec cette puissance.

Il en triompha en effet, et d'une manière à pouvoir tout se permettre, à pouvoir tout oser contre des souverains moins puissans; d'une manière à pouvoir donner la plus grande liberté à son orgueil, à son ambition et à ses fureurs.

Les premiers éclats de la foudre tombèrent sur son auguste frère le roi de Hollande. Il le précipita du trône qu'il avait érigé en sa faveur, et il réunit ce royaume à son empire.

Le Pape aussi avait favorisé l'introduction des marchandises prohibées. Il fut arraché de son palais, sans aucun égard pour son âge, pour son caractère sacré, et conduit en poste jour et nuit, par la plus barbare soldatesque, de Rome en France, comme un criminel d'état. Le patrimoine de Saint-Pierre fut confisqué et réuni à l'empire français.

Le prétexte pour la saisie du temporel du Pape fut qu'un prêtre ne devait point exercer le pouvoir souverain.

Le parti était déjà pris de la part de ce fougueux usurpateur, de punir d'une semblable manière tous les états; mais il devait avant se rendre odieux d'une autre façon; il devait dépouiller tous les négocians, tous les marchands, de leurs propriétés, occasionner une multitude de faillites dans toutes les places de commerce, et réduire des milliers de familles à la mendicité.

Pour procéder d'une manière méthodique à cette abominable spoliation, il ordonna que tout négociant et marchand ferait, dans un très-court délai, la déclaration des marchandises par lui prohibées; qu'après le délai expiré, il serait fait des visites domiciliaires dans les maisons de ces négocians et mar-

chands pour vérifier l'exactitude de leurs déclarations, et qu'en cas d'inexactitude et de récèlement, ils seraient poursuivis criminellement, et condamnés, non-seulement à la confiscation des marchandises cachées ou recélées, mais à des amendes, même à des peines corporelles, d'après la gravité du prétendu délit.

Il est essentiel d'observer que ces actes d'une autorité furibonde s'exécutaient dans les villes anséatiques d'Hambourg, de Brême et de Lubeck, lorsque ces villes jouissaient de leur souveraineté, de leurs lois, de leur indépendance, et n'étaient point soumises à la domination de l'usurpateur.

Après s'être assuré par cette mesure, ou plutôt par ce brigandage inouï, de toutes les propriétés des marchands allemands, hollandais et italiens, Bonaparte en fit brûler publiquement la partie qu'il croyait pouvoir remplacer par des marchandises fabriquées en France; mais, quant aux marchandises coloniales et aux marchandises fabriquées en Angleterre, qu'il ne pouvait pas faire imiter ou faire remplacer par des marchandises françaises du même genre, il les fit transporter au-delà du Rhin, et il en forma des magasins,

pour pouvoir les retransporter en Allemagne, et les y faire vendre à son profit.

La cour de Russie fut, comme toute l'Europe, révoltée de ce viol outré de la propriété, et elle prit, de son côté, des mesures sévères pour empêcher le commerce français de pénétrer dans ses états. Bonaparte en fut très-irrité; et j'en donnerai une preuve en rappelant ici ce qu'il dit aux députés du commerce qui hasardèrent de lui faire des représentations sur ses mesures de rigueur.

« Les relations commerciales avec l'Angleterre, dit-il, doivent cesser. Je vous le dis bien haut, messieurs : les négocians qui ont des affaires à terminer, des fonds à retirer, doivent le faire le plus tôt possible. Le continent sera fermé aux importations de l'Angleterre; je resterai armé de pied-en-cap pour faire exécuter mes décrets et pour résister aux tentatives des Anglais dans la Baltique. Il existe encore quelque fraude; mais elle sera entièrement anéantie. Je connais les escompteurs du commerce anglais, ceux qui ne pensent qu'à esquiver les lois; mais s'ils réussissent à se soustraire à mes douaniers, mon épée saura les atteindre tôt ou tard, et alors ils n'auront plus droit de se plaindre.

» J'ai une oreille dans les salons des négo-

cians : je sais qu'on y blâme hautement mes mesures, qu'on dit que je suis mal conseillé. Je ne saurais leur en vouloir de leurs opinions, puisqu'ils ne sont pas placés pour voir et calculer comme moi.

» Dans mon empire, le commerce de l'intérieur ou des échanges s'élève au-delà de quatorze milliards : c'est sur cette base que doivent être combinées ses ressources et sa prospérité. Je sais que Bordeaux et les autres ports souffrent de l'interruption du commerce maritime. *Des règlemens minutieux, faits dernièrement par l'empereur de Russie, porteront préjudice aux manufactures de Lyon. Ce sont des pertes individuelles ; je cherche à les soulager. Mais les expéditions pour la Russie, qui n'excédaient pas vingt-cinq millions, conséquemment deux pour cent sur la masse totale de la circulation, n'y peuvent entraver ni changer la marche générale* ».

Tout en paraissant dédaigner ce que le commerce avec la Russie procurait de profit à la France, il n'était pas moins piqué contre l'empereur de Russie, et il était entièrement occupé des moyens de s'en venger.

CHAPITRE LXVIII.

Bonaparte intrigue à la Porte et en Suède pour susciter des embarras à la Russie.

La paix de Vienne avait été un événement extrêmement favorable à la cause générale, même à l'empereur, comme je l'ai expliqué plus haut; mais elle avait été très-nuisible à l'influence de la Russie près de la sublime Porte, parce qu'elle avait ressuscité les craintes de cette puissance, parce qu'elle l'avait rendue plus empressée à se prêter aux désirs de Bonaparte.

Depuis cette paix, Bonaparte avait gagné près de la Porte un tel ascendant, qu'il arrachait, par ses menaces, ce qu'il ne pouvait obtenir de ses intrigues; et il fit tant, qu'il vint à bout de déterminer le Grand-Seigneur à entrer en guerre avec la Russie.

Il avait espéré, à la faveur de cette guerre, de pouvoir achever d'exécuter en Allemagne son système favori de domination générale, de prendre ensuite l'empereur au dépourvu, et de porter la guerre la plus terrible dans son empire.

La guerre eut lieu, en effet, entre la Russie et la Porte; et la Porte eut bientôt à regretter d'avoir cédé aux conseils d'un conquérant qui avait eu le dessein de l'affaiblir et d'affaiblir en même temps la Russie, pour avoir plus de facilité à les conquérir toutes deux, après qu'il aurait organisé les forces qu'il se proposait de porter contre la Russie, après qu'il aurait réussi à la détruire.

Le divan n'était pas assez dépourvu de raison pour ne pas s'apercevoir des projets de Bonaparte : mais la Russie avait fait déjà de grands progrès; elle avait conquis la Bessarabie, la Moldavie, la Valachie; et l'orgueil ottoman se refusait à ce que la Porte fît la première des propositions de paix. La Porte eût désiré que les ouvertures eussent été faites par la Russie; et pour forcer cette puissance à faire cette démarche, elle faisait pour chaque campagne des préparatifs formidables et capables d'en imposer : mais la cour de Saint-Pétersbourg était décidée à ne se prêter à un accommodement qu'à la dernière extrémité, et lorsqu'elle y serait forcée par la guerre qu'elle s'attendait à avoir avec la France.

Il ne suffisait pas à Bonaparte d'avoir mis la Russie aux prises avec les Turcs; il chercha un

moyen de fixer en Finlande l'armée qui en avait fait la conquête; et il crût avoir trouvé ce moyen en faisant agréer pour successeur au trône de Suède un homme dont il voulait se débarrasser, et dont le caractère convenait parfaitement à la situation dans laquelle se trouvait la Suède vis-à-vis de la Russie.

Cet homme était Bernadotte, qu'il n'avait jamais pu parvenir à s'attacher, malgré les titres et les honneurs dont il l'avait comblé. Il n'avait jamais pu trouver en lui la soumission et le respect d'un sujet, et dans ses avis comme dans ses actions, il avait toujours aperçu en lui un sentiment de hauteur et d'indépendance qui lui déplaisait.

Dans le dessein de s'en défaire d'une manière qui flattât son orgueil, il intrigua à Stockholm pour faire agréer Bernadotte en qualité de successeur au trône. Il fit représenter au roi et aux membres les plus influens des états que la Suède ne pouvait pas, sans se couvrir de déshonneur, abandonner la plus belle de ses provinces à la Russie, et souffrir éternellement des mauvaises mesures qui avaient été prises pour la conserver; que ce n'était pas assez d'avoir vengé ce mal fait à la nation par le renversement du roi qui l'avait

occasionné ; qu'il importait autant au bien-être qu'à la gloire de la nation suédoise de reprendre une province si essentielle à ses besoins ; qu'il fallait aux Suédois un prince capable par ses talens guerriers, par ses lumières en politique, de les bien diriger, et que Bernadotte possédant à un degré éminent ces qualités, et ayant encore ce caractère qu'il faut avoir dans les grandes entreprises, il le croyait le seul homme digne de commander à un peuple qui avait des injures à venger et des conquêtes à reprendre. Il fit si bien agir ses agens à Stockholm, que les états consentirent à élire pour successeur au trône de Suède le prince de Ponte-Corvo.

Il fallait que Bonaparte eût bien de l'empire sur l'esprit des états pour avoir fait nommer Bernadotte successeur au trône de Suède au préjudice du fils de Gustave-Adolphe, de l'héritier légitime du trône, d'un prince encore enfant, incapable de mal penser, et plus incapable encore de mal agir. Mais l'injustice était alors à l'ordre du jour, et les détrônemens, et le viol de la propriété, étaient la passion favorite de Bonaparte.

Il avait espéré de la reconnaissance de son protégé qu'il aurait travaillé à cimenter les

liaisons les plus étroites entre la Suède et la France; que la Suède serait devenue l'ennemie de l'Angleterre et de la Russie, et que, la France se trouvant dans la plus parfaite union avec la Suède et le Danemarck, il serait difficile à l'Angleterre de prendre ses ébats dans la Baltique, et de continuer son commerce avec la Russie. Mais Bernadotte n'était pas homme à entrer inconsidérément dans les projets de vengeance de Bonaparte, et il dissimula sa pensée jusqu'au moment où il serait reconnu, proclamé et installé comme prince royal et successeur au trône de Suède.

Bernadotte reconnu, proclamé et installé, examina la situation politique de la Suède, et il ne tarda pas à s'apercevoir qu'il lui était impossible d'entrer dans les projets de Bonaparte. Il vit que la Suède ne pouvait retirer aucun avantage de l'amitié de la France, et qu'elle était menacée des plus grands dangers ayant l'Angleterre pour ennemie. La France ne pouvait point être utile à son commerce, qui consiste en grande partie en bois de construction, en fer, en cuivre, en résines et autres objets convenables à la marine, lorsque ses ports étaient bloqués, lorsqu'elle n'osait pas mettre un vaisseau en mer. Elle ne pouvait pas l'ap-

provisionner des grains et des autres denrées nécessaires à la subsistance des habitans du royaume, et l'Angleterre au contraire pouvait être très-utile à la Suède sous tous les rapports.

Ces raisons étaient déterminantes pour engager Bernadotte à unir la Suède plus étroitement avec l'Angleterre, et il ne pouvait agir autrement sans compromettre le sort d'une nation à laquelle il était redevable de son élévation. Mais il devait en partie son élévation à Bonaparte, et il devait tâcher d'échapper au reproche d'ingratitude. Pour mettre donc en sûreté sa conscience, et satisfaire en même temps à la reconnaissance qu'il devait à son bienfaiteur, il s'avisa d'un stratagème d'autant plus ingénieux, qu'il mettait Bonaparte dans l'impossibilité de se plaindre en ne le satisfaisant pas.

Il offrit à la France les moyens d'opérer une descente en Écosse, si elle secondait le désir qu'il avait de réunir la Norwége à la Suède. Il offrit de faire cause commune avec la France, et il fit valoir toutes les garanties que l'ancienne alliance de la Suède donnerait à la France de la conduite qu'elle tiendrait avec l'Angleterre.

Bonaparte se sentait assez de goût pour seconder une telle entreprise, parce qu'elle plaçait un homme audacieux et entreprenant dans une position à pouvoir s'élancer rapidement sur l'Écosse, et favoriser le désir qu'il avait de faire le plus de mal possible à l'Angleterre. Il était très-assuré qu'il n'obtiendrait pas les mêmes avantages du roi de Danemarck, que les meilleures raisons du monde n'auraient pu faire départir de sa neutralité; mais il se trouvait dans une circonstance très-délicate; il avait plus que jamais besoin de la confiance de ses alliés, et c'eût été se l'aliéner d'une façon bien indiscrète que de dépouiller d'un royaume un souverain qui était aussi son allié, et qui avait fait tout au monde pour captiver sa bienveillance et son amitié.

Pour donner à l'Europe une preuve de la franchise de son caractère et de la loyauté de ses intentions, il répondit à Bernadotte qu'il serait très-empressé à donner dans tous les temps à la Suède des preuves de l'inclination qu'il avait à l'obliger, mais qu'il ne se prêterait jamais, pour l'avantage de la Suède, à dépouiller de la plus belle partie de ses états un monarque qui était son allié, et qui n'avait jamais cessé de lui donner des marques de sa

constante fidélité, de son inaltérable amitié; qu'il aurait un extrême déplaisir si son refus d'accéder à une proposition si contraire à la droiture de son caractère devait servir de cause ou de prétexte au mécontentement de la Suède, mais qu'il ne s'écarterait, à aucun prix, de la résolution qu'il avait prise de ravir à la méchanceté humaine l'occasion de calomnier sa conduite, et d'élever même des doutes sur la justice de ses procédés; qu'il avait trop de moyens de triompher de l'Angleterre pour devoir recourir à une assistance si indigne de lui, et qu'il conseillait à la Suède de se rendre illustre et glorieuse en reconquérant la Finlande, au lieu de se deshonorer par une usurpation injuste.

Cette réponse aussi sévère que négative eût sans doute révolté Bernadotte, s'il ne s'y fût pas d'avance attendu; mais il n'avait cherché qu'un prétexte pour se dégager de sa reconnaissance personnelle envers Bonaparte, et pour autoriser les liaisons qu'il avait le plus grand besoin de former avec l'Angleterre; car c'était plutôt de l'Angleterre et de la Russie, ennemies du Danemarck, qu'il pouvait espérer d'obtenir la Norwége, que de la France, qui ne possédait

aucun des moyens convenables pour réaliser ce projet.

Cette petite intrigue amena le traité d'Orébro, qui remit la Suède dans les mêmes relations où elle était avec l'Angleterre avant la dernière rupture occasionnée par la conduite impolitique et inconsidérée du jeune roi.

Tout était disposé de cette manière lorsque Bonaparte, qui avait affecté tant de réserve, tant de délicatesse au sujet de la proposition qui lui avait été faite par Bernadotte de faire céder à la Suède la Norwége, rendit le fameux décret qui réunissait à son empire les trois villes anséatiques, Brême, Hambourg et Lubeck, le duché d'Oldenbourg, les pays appartenans aux princes de Salm, d'Aremberg, etc., et une partie du royaume de Westphalie.

Il trouva la plus grande résignation, la plus respectueuse soumission chez les magistrats des villes et chez les petits princes qu'il dépouillait si injustement et avec tant de violence. Il n'y eut que le duc d'Oldenbourg qui ne s'arrangea point de ces manières politiques et systématiques. Il protesta énergiquement contre une expropriation qu'il ne pouvait tolérer en aucune façon : 1°. parce qu'il n'était qu'administrateur du pays, et qu'il n'avait point le

droit d'en disposer, ni même d'entrer en arrangement pour en faire changer la propriété; et 2°. parce que l'empereur de Russie avait des droits éventuels sur ce duché, si la branche de la maison de Holstein, qui en était en possession, venait à s'éteindre.

Ces observations du duc d'Oldenbourg, fondées sur le droit et sur la justice, auraient dû faire changer d'idée à cet audacieux usurpateur; mais il ne lui était encore jamais arrivé de revenir sur ses pas.

La vive opposition du duc le frappa, et il pensa que ce prince serait assez sage pour sauver de cet infâme pillage les caisses ducales et publiques, et surtout la caisse des veuves, à laquelle il attachait le plus grand prix. Il ne voulait pas perdre ce fruit précieux de son usurpation, et pour s'assurer de cette riche proie, il prit le parti de temporiser.

Le duc crut que sa fermeté en avait imposé à son ennemi, et qu'il ne serait plus question de cette affaire; mais Bonaparte était occupé à combiner une petite fourberie bien perfide, et le duc ne tarda pas long-temps à avoir de ses nouvelles. Il vit arriver à sa cour le sieur Bacher, ministre français près de la Confédération du Rhin. Ce rusé patelin, très-capable de bien

remplir le rôle qu'on lui faisait jouer, était chargé d'assurer le duc de la considération la plus parfaite de son auguste maître, et de l'instruire de la résolution qu'il avait prise tant par égard pour lui que par l'intérêt qu'il mettait à entretenir la bonne amitié avec l'empereur de Russie, de le laisser en possession de son duché, de cet illustre berceau de sa sérénissime maison; mais sous la condition cependant que les troupes françaises auraient passage libre à travers le duché pour se rendre dans les pays de la domination de Sa Majesté, situés au-delà du duché, en payant comptant et en argent tout ce qui serait fourni par les sujets du duc.

Le duc d'Oldenbourg aurait dû penser qu'il ne pouvait exister aucune bonne foi parmi les hommes, pour ne pas croire à des protestations si précises et accompagnées de formules si persuasives. Mais à peine le sieur Bacher fut parti, que les troupes françaises, au mépris de la foi publique et jurée, au mépris des sermens de ce protecteur de la Confédération, dont le duc était membre, s'emparèrent du pays, en saisirent toutes les caisses, toutes les archives, et ne laissèrent au duc que le temps de sauver sa personne.

Cette conduite était une hostilité évidente contre la Russie; c'était même une sorte de défi que lui faisait Bonaparte, et il n'était plus au pouvoir de l'empereur de retarder sa vengeance, car les délais n'auraient servi qu'à augmenter l'audace de son rival, et à retarder les mesures qu'il avait à prendre pour empêcher ce fléau de pénétrer dans ses états.

Sa dignité autant que le bien de son empire remplirent son cœur du plus vif enthousiasme, et le désir de sauver l'Europe venant à se joindre à ces deux sentimens, il se crut capable de résister seul aux forces indomptées, mais non pas indomptables de son ennemi, et de triompher des multitudes qu'il forçait à le suivre et à combattre pour son ambition et pour son orgueil.

CHAPITRE LXIX.

L'empereur de Russie organise ses forces et manœuvre pour se mettre en bonne position.

Le défi injurieux de Bonaparte forçait l'empereur de Russie à la guerre; mais la guerre avec cet homme, qui disposait de presque toutes les forces de l'Europe, le mettait dans une position si dangereuse, qu'il fallait une âme forte et énergique comme la sienne pour n'en être point alarmée, et le sang-froid que donne la justice d'une bonne cause pour trouver ses forces dans les ressources de son génie.

L'empereur sentait la nécessité où il était de terminer sa guerre avec les Turcs, parce que les forces qui étaient occupées sur le Danube devaient être employées sur le Niéper et sur la Duna. Il sentait également la nécessité de faire un arrangement avec la Suède, pour pouvoir disposer de l'armée qui était retenue en Finlande.

L'empereur était très-bien informé des dispositions de la Porte ottomane; il savait que cette puissance était déjà dégoûtée d'une guerre qui ne lui avait été que très-onéreuse et qui ne

lui laissait encore entrevoir aucune espérance d'avantages, malgré les succès que pourrait obtenir la France dans sa guerre contre la Russie; il était décidé à aller au-devant des souhaits de la sublime Porte, mais il ne voulait pas que des trophées acquis au prix du sang de ses sujets fussent souillés par une paix honteuse; il voulait que cette paix fût glorieuse pour ses armes, et entretînt dans l'âme de ses troupes cette ardeur guerrière qui anime à marcher à de nouveaux combats, à de nouvelles victoires. Il fallait enfin que cette paix fût signée au milieu des chants de triomphe, et ce fut ainsi qu'elle fut signée.

Cette paix fut aussi honorable et avantageuse que pouvait le désirer la Russie, sous le rapport des conquêtes et en raison de l'organisation politique qui fut donnée aux deux provinces de Moldavie et de Valachie; mais l'avantage le plus important était celui de pouvoir disposer, pour les opérations contre Bonaparte, d'une armée forte de plus de cent cinquante mille hommes d'excellentes troupes, bien aguerries, bien disciplinées, et commandées par un grand nombre de généraux et d'officiers habiles et expérimentés.

La paix avec la Turquie avait été depuis si

long-temps préparée par les victoires multipliées des troupes russes, et par les revers de l'armée ottomane, que la moindre facilité de la part de la cour de Russie suffisait pour en hâter la conclusion. Mais les choses n'étaient pas dans la même situation du côté de la Suède, et il avait déjà fallu employer bien du temps pour démêler les intentions du nouveau prince royal, pour découvrir l'endroit par lequel il fallait l'atteindre pour le détourner du projet qu'on lui supposait de vouloir signaler ses talens militaires par une guerre contre la Russie.

Affaires de la Suède.

L'empereur était déjà instruit du désir qu'avait le prince de Suède de réunir le royaume de Norwége à celui de Suède; il savait qu'il se proposait, en faisant cette acquisition, de témoigner à la nation suédoise sa reconnaissance de l'honneur qu'il en avait reçu par son élévation à la dignité de prince, successeur du roi régnant. Bonaparte n'avait fait aucun mystère de la proposition que lui avait faite le prince royal de l'aider à faire cette acquisition, et il s'était fait un mérite auprès du roi de Danemark de la hauteur et de l'indignation avec lesquelles il avait rejeté

une telle proposition. Il aurait voulu que sa conduite à cet égard eût été connue de toute l'Europe; ainsi il n'avait point été difficile à la cour de Saint-Pétersbourg d'en savoir tous les détails. Mais quoiqu'elle connût le désir du prince royal, elle se garda bien d'en faire mention, étant bien assurée d'avance que le prince royal ne se hasarderait point à tenter de reprendre la Finlande, lorsque cette entreprise l'exposait à une guerre avec la Russie et avec l'Angleterre, à une guerre de terre et à une guerre de mer; lorsqu'il n'était pas sûr de pouvoir aborder, de faire débarquer ses troupes; lorsqu'enfin il n'avait ni argent ni vivres, en un mot, aucun des moyens nécessaires pour faire une bonne guerre.

La position de l'empereur de Russie dans cette conjoncture était difficile et délicate. Il avait à traiter avec un homme qui devait son élévation à des intrigues politiques, et qui devait chercher tous les moyens de gagner l'affection du peuple suédois par quelque coup d'éclat.

D'un autre côté, cet homme venait se placer sur un trône qui appartenait de droit et très-légitimement à son neveu; qui pouvait même appartenir un jour à lui-même, si la branche

de Holstein qui régnait en Suède et celle qui régnait à Oldenbourg venaient à s'éteindre.

Traiter directement avec le nouveau prince royal de Suède, c'était reconnaître sa nomination comme successeur au trône; c'était dépouiller les deux maisons holstenoises de Suède et d'Oldenbourg d'un héritage qui leur appartenait incontestablement; c'était dépouiller du même héritage la maison de Holstein régnante en Russie. Mais la situation dans laquelle se trouvait l'empereur n'admettait d'autre considération que celle du salut de son empire, et l'empereur fut forcé de sacrifier par politique des droits réels, immuables, irrévocables, pour se procurer des avantages que les circonstances où il se trouvait lui faisaient une obligation d'acquérir.

Le nouveau prince royal de Suède n'était pas satisfait d'avoir ravi aux trois branches de Holstein le royaume de Suède, il voulait encore leur arracher le royaume de Norwége, qui appartenait depuis des siècles à la branche aînée de cette illustre maison.

Il s'agissait de manœuvrer et d'employer l'art de la politique vis-à-vis de ce prince qui était attaquable du côté de la gloire; mais pour l'atteindre de ce côté, il fallait avoir les moyens

de séduction ; et la Russie manquait du principal, qui était l'argent.

La cour de Saint-Pétersbourg, pour se procurer ce moyen principal, s'adressa à l'Angleterre, qui promit de se prêter à tout ce qui serait convenable pour engager le prince royal dans la guerre contre Bonaparte.

C'était l'empereur lui-même qui avait conçu ce plan de séduction, et c'était lui qui voulait se charger seul de conférer avec le prince royal. En conséquence, il le fit inviter à une entrevue en Finlande.

Le prince royal, aussi étonné que charmé d'une proposition semblable, montra le plus grand empressement à l'accepter ; il repaissait agréablement son esprit de l'idée qu'il obtiendrait de l'empereur ce qu'il n'avait pu obtenir de Bonaparte, le royaume de Norwége ; car il avait en tête ce magnifique projet, et il aurait tout fait au monde pour le faire réussir.

L'entrevue eut lieu à Abbo. Les complimens et les cérémonies d'usage en ces sortes d'occasions se firent comme à l'ordinaire ; mais l'empereur enchérit sur l'agrément des formes, et il se relâcha de la rigueur de l'étiquette, autant pour flatter la vanité du nou-

veau prince royal que pour le mettre plus à son aise.

L'empereur commença la conférence par une espèce d'exorde qui avait pour objet d'amener adroitement l'éloge des talens guerriers du prince royal.

Il fit le tableau le plus effrayant de la situation où l'Europe se trouvait réduite par l'ambition insatiable de l'homme qui gouvernait la France. Tous les états étaient bouleversés, les peuples confondus, la plupart des souverains proscrits, errans ou retenus prisonniers par ce tyran impitoyable. Le commerce était anéanti, les peuples sans ouvrage, sans ressource, plongés dans la misère, et écrasés sous le poids des impôts, de la terreur et de l'esclavage. Il importait à tous les souverains dont les trônes étaient encore debout de s'unir et de combattre tous ensemble pour rejeter dans la poussière ce perturbateur de l'espèce humaine.

Il avait besoin, pour triompher des forces innombrables d'un tel homme, des conseils de généraux déjà célèbres par leurs exploits et par leurs grands talens militaires. Il avait déjà l'assurance d'être assisté de l'expérience, des lumières et des conseils du général Mo-

reau, et il ne pouvait point rendre assez d'actions de grâces à la Providence de ce qu'elle avait inspiré au peuple suédois d'appeler au trône de Suède un prince qui s'était rendu si recommandable par ses vertus publiques et privées, par sa réputation militaire, par ses connaissances politiques, et qui semblait réunir en lui toutes les qualités nécessaires pour réussir dans les plus grandes entreprises.

Après avoir ainsi caressé le prince royal, l'empereur lui proposa tout uniment d'entrer dans la guerre contre la France, et de faire agir dans cette guerre trente mille braves de l'armée suédoise. Il l'assura que les Suédois seraient constamment sous ses ordres, et que, pour illustrer son commandement, son corps d'armée serait porté à cent mille hommes, d'après les événemens et la marche des opérations générales. L'empereur promit en outre d'engager l'Angleterre à accorder à la Suède un subside convenable pour l'entretien de l'armée suédoise sur le pied de guerre, et de s'intéresser auprès de cette grande et généreuse puissance pour en obtenir, en faveur de la Suède, des avantages de commerce.

Le prince royal était fort charmé des bonnes dispositions où il voyait l'empereur, et il se

réjouissait d'entrer, aux dépens de l'Angleterre, dans une guerre où il aurait l'occasion de déployer ses talens guerriers, et de se venger des refus de Bonaparte ; mais l'empereur ne lui avait point encore dit un mot de la Finlande, et cette province valait bien la peine qu'on s'en occupât.

Le prince ne pouvait retourner en Suède sans avoir quelque chose à dire au roi et aux états au sujet de cette province, et il prit le parti d'aborder franchement la question.

C'était où l'attendait l'empereur. L'empereur répondit qu'il n'avait fait aucune mention de cette affaire, parce qu'il lui avait semblé que le temps n'était pas encore venu de s'en occuper, et que toute discussion à ce sujet eût été superflue, les circonstances étant devenues telles, qu'il était impossible de trouver pour le moment des objets d'indemnités ; mais qu'il espérait que les événemens de la guerre produiraient abondamment de tels objets, et qu'il ne manquerait pas alors de s'employer de tout son pouvoir pour faire obtenir à la Suède une indemnité pleine et entière.

Le prince royal crut que le temps était venu, qu'il n'était point question d'atten-

dre des événemens de guerre, des victoires et des conquêtes, pour procurer à la Suède une indemnité, et que le royaume de Norwége suffisait pour satisfaire la Suède. Il proposa donc à l'empereur de lui faire céder ce royaume ; et il appuya sa proposition de cette raison : que, le Danemarck étant ami de la France, la Suède ne pouvait être en sûreté tant que la Norwége appartiendrait à un allié de Bonaparte, et qu'il importait à sa tranquillité et à son bonheur de posséder la Norwége.

Quoique l'empereur se fût attendu à la proposition, il lui parut délicat de prendre un parti dans cette conjoncture. Il lui semblait contradictoire de s'armer pour la justice, pour le redressement des torts, pour le rétablissement des droits des souverains, et de voir dépouiller le roi de Danemarck de la Norwége pour en gratifier la Suède, surtout lorsqu'il espérait pouvoir, plus tard, trouver des objets convenables pour pourvoir à cette indemnité.

L'empereur, qui savait habilement combiner les intérêts du moment avec ceux de l'avenir, trouvait de l'inconvénient à se donner pour ennemi le Danemack, qui, par sa position

locale, devait être dans tous les temps bien plus intéressant pour son commerce et pour le bien de son empire que la Suède. Il ne pouvait participer à une violence révoltante ; il se borna simplement à promettre d'employer ses bons offices pour engager le Danemarck à faire de lui-même et volontairement ce sacrifice, et il s'engagea, en cas de refus de la part du Danemarck, à ne pas s'opposer à ce que la Suède en fît la conquête.

Cette conduite de la part de l'empereur était adroite, prudente et mesurée ; elle était tout-à-fait politique : il ne se mettait ni dehors, ni dedans, et il ne s'engageait à aucune garantie. Il avait habilement dressé un piége au prince royal, en lui faisant entrevoir une indemnité pleine et entière après la guerre, parce que le prince royal ne pouvait se dispenser d'offrir lui-même au Danemarck une indemnité convenable pour la perte de son royaume de Norwége. Il fut donc convenu que la Suède céderait au roi de Danemarck, dans le cas où ce monarque consentirait à l'échange, la Poméranie suédoise et l'île de Rugen, et que le prince royal engagerait la Suède à ménager au roi, lors de la paix générale, d'autres objets pour compléter l'indemnité qui lui serait due.

Le prince royal avait déjà combiné son plan d'attaque contre le roi de Danemarck : c'était en envahissant le Holstein avec des forces suédoises et russes qu'il espérait contraindre le roi à lui céder la Norwége. Mais l'empereur lui imposa la condition qu'il ne pourrait faire agir les troupes russes qui seraient sous son commandement, pour son opération dans le Holstein, que dans le cas où le roi de Danemarck resterait l'allié de Bonaparte et l'ennemi de l'Angleterre et de la Russie; mais que, dans le cas contraire, il ne pourrait se faire assister par les troupes russes, et qu'il devrait faire la guerre pour son propre compte.

Les affaires ainsi réglées entre la Russie et la Suède, il ne restait plus qu'à faire intervenir l'Angleterre pour procurer à la Suède les moyens d'entrer dans la guerre.

Il fut fait un traité entre les deux puissances, par lequel l'Angleterre s'engagea à payer à la Suède, annuellement, un subside d'un million de livres sterling pour l'entretien d'une armée de trente mille hommes, de toutes armes, que la Suède ferait agir dans la guerre contre Bonaparte, d'après le plan d'opération qui serait convenu et arrêté entre les puissances alliées.

Indépendamment de ce magnifique subside, l'Angleterre céda à la Suède l'île française de la Guadeloupe, qui ne lui appartenait encore que par droit de conquête; c'est-à-dire, qu'elle lui donna, pour l'avenir, une guerre particulière et maritime avec la France, attendu qu'elle lui fit cette cession sans garantie; et elle consentit pareillement à ce que la Suède possédât la Norwége, si elle pouvait forcer le roi de Danemarck à la lui céder, mais sans lui offrir aucune garantie à cet égard.

Voilà, en abrégé, l'histoire de la négociation politique du prince royal de Suède. D'après le résultat de cette négociation, on peut penser que ce prince, auquel on ne pourrait sans injustice refuser des talens distingués pour la guerre, ne paraît pas être aussi heureux en politique.

Il me reste à parler des mesures que prenait de son côté Bonaparte pour organiser ses forces et se mettre en bonne position vis-à-vis de la Russie : mais je dois retarder ces détails, pour ne pas rompre la liaison de la négociation de la Suède, dont je viens de parler, avec l'examen de cette négociation sous les rapports commerciaux et politiques, et pour relever les fautes qu'a commises le ministère danois lorsqu'il a

vu s'entamer une négociation entre la Suède et l'Angleterre.

CHAPITRE LXX.

Examen de la négociation du prince royal de Suède, en ce qui concerne la conquête de la Norwége.

La conduite de l'empereur de Russie dans l'entrevue qu'il eut avec le prince de Suède, est une des plus habiles que je connaisse en politique, parce que, sans se commettre, sans contracter aucune espèce d'engagement envers la Suède, sans se prêter aux projets du prince royal de Suède contre la Norwége, sans lui offrir d'autre espérance que des avantages éventuels, il s'est placé vis-à-vis de la Suède dans une position telle, qu'il n'eût pas pu s'en procurer une meilleure en offrant de lui-même au prince royal de Suède tout ce qu'il avait souhaité.

La Russie avait fait la conquête de la Finlande, parce que cette province suédoise complétait son système de frontières au nord de l'Europe, et lui donnait une navigation libre

dans le golfe de Bothnie. Cette possession lui devenait essentielle sous tous les rapports, mais principalement parce qu'elle faisait disparaître un contact qui avait si souvent occasionné des difficultés et des guerres entre les deux empires. Ce fut là son motif; et quant à son prétexte politique, Bonaparte le lui avait fourni, en la chargeant d'exercer ses vengeances contre le jeune roi de Suède, ennemi de la France et allié de l'Angleterre.

Par la raison que la Finlande avait été conquise pour punir la Suède de ses liaisons avec l'Angleterre, le prince royal de Suède crut qu'il était en droit de conquérir la Norwége pour punir le Danemarck de ses liaisons avec la France. Les mêmes raisons semblaient devoir produire les mêmes droits; mais la variété et la rapidité des événemens, en changeant les raisons, auraient dû aussi changer les prétentions.

Avant que la guerre heureuse qui venait de se terminer eût décidé du sort de Bonaparte, le roi de Danemarck avait fait diverses tentatives pour traiter avec l'Angleterre; mais n'ayant pu y réussir, il resta encore l'allié de Bonaparte, quoiqu'il n'eût aucun intérêt de l'être, et sa position malheureuse servit de prétexte

au prince royal de Suède pour entrer dans le duché de Holstein, afin de forcer le roi à lui céder la Norwége.

Avant cette invasion dans le Holstein, le roi avait pris les mesures convenables pour mettre la Norwége à couvert des surprises, et il y avait envoyé son cousin, héritier présomptif de la couronne de Danemarck, en qualité de vice-roi.

Le roi ne se voyant point en état de résister à des forces trop supérieures, puisque le prince royal de Suède avait avec ses Suédois, des troupes russes, en vertu du droit qu'il avait reçu de l'empereur de Russie de les faire agir contre le roi de Danemarck, si ce monarque se trouvait encore l'allié de la France, et l'ennemi des puissances alliées; le roi, dis-je, fut contraint de céder la Norwége, et de se contenter de recevoir en échange cette petite portion de l'héritage des anciens ducs de Poméranie, restée à la Suède à la suite de ses démêlés et de ses guerres avec la Prusse, plus l'île de Rugen.

Mais indépendamment de l'énorme différence qui se trouve entre les deux pays, par leur étendue, par la nature de leurs productions et le nombre de leurs habitans, il s'en trouve une encore non moins remarquable par leur situation, puisque la Norwège fait

partie de la presqu'île scandinave, et a des ports spacieux et commodes sur une vaste étendue de côtes, ce qui favorise un commerce immense; tandis que la Poméranie, pauvre et située à une grande distance des états du roi, n'a que des ports étroits et incommodes, et sans aucun intérêt pour la marine danoise.

Le prince royal de Suède, à son retour de France, et avant de partir pour faire la conquête de la Norwége, annonça à ses frères d'armes, dans sa proclamation datée de Lubeck le 21 mai 1814, que la cession de la Norwége n'avait été exigée par la Suède, que pour mettre la Suède en sûreté contre les entreprises de Bonaparte. Il semble que le prince royal de Suède avait mal pris son temps pour publier une telle proclamation, puisqu'au jour de sa publication, le roi de France Louis XVIII était déjà rétabli sur le trône de ses ancêtres; puisque Bonaparte n'existait plus comme souverain en France; puisqu'il ne restait plus au roi de Danemarck aucune possibilité de renouer des liaisons avec Bonaparte, si redouté de la Suède. Or, cette proclamation annonçait positivement l'injustice des efforts qu'il voulait faire pour se mettre en possession de la Norwége : les raisons qui l'avaient forcé à en

exiger la cession n'existant plus. Il eût été beaucoup plus simple et aussi plus juste de dire aux frères d'armes qu'il allait prendre possession de la Norwége, parce qu'elle avait été cédée à la Suède.

Il semble que la Providence ait voulu se mêler de cette affaire pour rectifier ce qu'elle y trouvait d'injuste, et qu'au lieu de faire jouir la Suède des dépouilles d'un roi pacifique et innocent, elle ne lui ait donné qu'une guerre.

Le roi de Danemarck avait été trop peu coupable, et se trouvait trop malheureux pour que le Dieu qui juge les justices, l'abandonnât. C'est ce Dieu qui lui inspira d'envoyer en Norwége le prince Christian, son cousin.

Ce prince avait été destiné par la Providence à régner sur les Norwégiens, et la Providence avait mis dans le cœur de ce peuple un amour, un attachement, un dévouement pour sa personne, qui devait accroître encore son aversion naturelle pour tout gouvernement étranger.

Les sentimens du peuple pour le prince, les sentimens du prince pour le peuple, le droit d'hérédité de l'un et la sujétion volontaire de l'autre, formaient des liens qu'il était difficile à la force de rompre; et l'on dut concevoir que ces rapports de confiance et de dévouement ré-

ciproques enfanteraient un patriotisme capable de tout entreprendre pour se garantir de toutes entreprises contre les droits de l'un, contre l'indépendance de l'autre.

Le prince et le peuple étaient dans ces dispositions, lorsque le roi de Danemarck se vit contraint de signer le traité de Kiel.

Cet acte de violence, dont l'histoire n'offre point d'exemple, fut le signal d'une sainte et patriotique indignation dans toute la Norwége, depuis le plus petit hameau qui contemple les côtes antiques et glorieuses du Jutland, jusqu'à l'humble chaumière voisine de la hutte du Lapon. Ce ne fut qu'un cri dans tout ce royaume : « On nous arrache à notre roi; à » notre roi loyal et bien aimé; on le force à » nous abandonner; on le force à nous donner, » à nous livrer : montrons que nous sommes » des hommes, des hommes braves et coura- » geux; que nous ne sommes point des escla- » ves; montrons à notre roi que nous parta- » geons ses disgrâces, et que nous voulons les » adoucir, en nous attachant à son auguste fa- » mille; proclamons notre souverain le prince » qui était destiné à le devenir, et si nous ne » pouvons être au roi régnant, soyons au roi » qu doit régner un jour ».

Ces cris douloureux, ces accens du désespoir d'un peuple amant de ses rois, répétés par les échos de la longue chaîne de montagnes qui le sépare de la Dalécarlie, furent entendus des Dalécarliens, de ce peuple simple, naturel, tout-à-fait étranger aux inventions ambitieuses et aux calculs intéressés d'une politique erronée ; de ce peuple qui avait fait triompher autrefois un prince du sang de ses rois ; et la cause des Norwégiens étant semblable à la sienne, et le sort du prince Christian, ressemblant à celui de Gustave-le-Grand, il fut frappé d'un saint respect pour des hommes qui rappelaient par leur conduite, une conduite qui avait illustré ses ancêtres, qui les avait rendus célèbres dans l'histoire, et qui avait délivré la Suède de la cruauté d'un tyran.

Cette fraction du peuple suédois ne concevait pas qu'un peuple comme les Norwégiens, qui avait autrefois conquis l'Angleterre et l'avait possédée ; qui avait conquis la Suède et l'avait possédée, mais que la Suède n'avait jamais possédé, fût devenu tout à coup suédois, de danois qu'il était, et qu'il n'avait jamais cessé d'être depuis le règne de la reine Marguerite. Il se rappelait les efforts qu'avaient faits plusieurs

monarques suédois pour le conquérir, et toujours sans succès; il se rappelait que Charles XII, l'un de ses plus grands rois, y avait trouvé la mort, et il se plaignait d'une mesure politique qui ressemblait moins à une indemnité convenable aux intérêts de la Suède qu'à une vengeance contre le Danemarck, imaginée comme une chose agréable au peuple suédois.

Ces pensées du peuple dalécarlien avaient été prononcées hautement; elles avaient traversé ses montagnes, et avaient pénétré jusqu'en Norwége; elles avaient doublé l'ardeur de ce peuple à se défendre d'une soumission ordonnée par les besoins d'une politique étrangère, parce qu'il était déjà assuré que la partie du peuple suédois la plus auguste, la plus brave, la plus guerrière, la plus énergique, la plus susceptible de sentimens de justice et de générosité, ne se prêterait point à forger des chaînes pour un peuple digne de compassion, de respect et d'admiration, et que s'il était obligé de s'engager dans une guerre injuste et désastreuse pour sa patrie, il ne la ferait que contraint par les lois de la sujétion et par le despotisme de la discipline militaire, qui produisent le découragement et les revers, et non avec cette bravoure et cet enthousiasme qu'enfantent les

sentimens patriotiques, les causes justes et sacrées, présages toujours certains des triomphes.

Les Norwégiens assurés que les Suédois étaient instruits des dangers qu'ils auraient à courir dans la conquête d'un pays où ils avaient si souvent succombé; assurés qu'ils n'approuveraient point une guerre qui aurait tous les caractères d'une guerre civile se faisant contre tout un peuple plutôt que contre un gouvernement; une guerre dans laquelle ils auraient à lutter contre le désespoir courageux de tout un peuple, contre les obstacles insurmontables de la nature et de l'art; assurés enfin qu'ils seraient mécontens d'une mesure politique qui devait les accabler du fléau d'une guerre terrible et ruineuse, dans un moment où toute l'Europe allait goûter les douceurs de la paix, et jouir de tous les avantages du commerce, prirent le parti de séparer leur cause de celle de leur roi.

Le roi de Danemarck les avait cédés à la Suède; il les avait dégagés de leurs sermens d'obéissance et de fidélité envers sa personne; il avait transporté au gouvernement suédois toute l'autorité qu'il avait eu le droit d'exercer sur eux; mais il n'avait pu les livrer, parce que cette faculté était au-dessus de sa puissance, parce qu'il les avait rétablis dans leur

indépendance, c'est-à-dire, dans le droit de faire ou de refuser à la Suède leur serment d'obéissance et de fidélité.

Par cette conduite sage et mesurée, le roi de Danemarck avait rempli les obligations que lui avait imposées la force insurmontable des circonstances malheureuses dans lesquelles il s'était trouvé, et la Suède ne pouvait lui reprocher la résistance du peuple norwégien à ses décrets; car un peuple ne se livre point comme une terre, comme une maison, attendu que comme corps de nation, il est libre et indépendant aussitôt qu'il est affranchi de l'autorité à laquelle il s'était soumis, et qu'il ne peut devenir sujet que par sa soumission volontaire à l'autorité substituée à celle qui l'a affranchi, ou à toute autre autorité à laquelle il lui paraît intéressant d'obéir.

C'était en adoptant et en exécutant ces principes éternels des peuples rendus à leur indépendance, que les Norwégiens avaient choisi pour leur chef et leur souverain le prince Christian de Danemarck, l'héritier naturel et légitime du trône de Norwége, qu'ils lui avaient confié le soin de les défendre, et qu'ils lui avaient juré obéissance et fidélité.

Ce n'étaient pas les Suédois qui voulaient d'un

royaume qu'ils auraient été forcés de conquérir, car ils n'avaient pas besoin d'une nouvelle guerre ; et s'ils entreprenaient cette conquête, ils n'en pouvaient obtenir qu'une guerre désastreuse et une situation plus accablante que celle où se trouvait leur pays, sous le rapport de son commerce et de ses finances.

Les Suédois avaient besoin d'une situation qui favorisât le commerce et l'industrie, et ils auraient été bien plus heureux si, à l'aide des circonstances où se trouvait l'Europe, le génie du prince de Suède se fût dirigé vers les arts de la paix, et eût réussi à obtenir des indemnités convenables dans les pays reconquis sur Bonaparte en Allemagne; s'il eût réussi à les obtenir sans combats et sans préjudicier aux avantages de bien-être et de fortune du peuple suédois.

La possession de la Norwége par la Suède n'ajoutait aucunement aux avantages de commerce et de localité du peuple suédois, parce qu'il ne trouvait dans ce royaume que des productions à peu près semblables à celles qu'il possédait déjà en grande quantité dans son propre pays. Ainsi cette possession n'était pour lui d'aucun intérêt, et elle n'offrait même aucun autre objet d'ambition que celui de réunir un pays

vaste à un pays déjà trop vaste pour sa population, et trop pauvre en objets essentiels à sa consommation journalière et à son goût pour les agrémens de la vie européenne.

Un tel genre d'ambition n'avait pu être inspiré que par un désir glorieux de posséder sans partage la presqu'île scandinave. Mais cette ambition était si peu en rapport avec les besoins de la vie, dans un pays couvert de forêts, de montagnes et de lacs ; dans un pays si peu cultivé, si peu cultivable, dont la terre est pauvre et stérile à sa surface, et n'est riche et féconde que dans ses entrailles; mais cette ambition était si peu en rapport avec les richesses de cette même terre, qui ne pouvaient être obtenues que par des travaux pénibles, excessivement dispendieux et bien souvent dangereux; mais cette ambition était si peu en rapport avec les intérêts du commerce, avec les besoins des autres nations, qu'elle devait produire une révolution funeste dans la situation commerciale de la Suède, et l'exposer aux plus grands embarras, pour ne pas dire aux plus grands malheurs.

Au fait, la Norwége, possédée par le Danemarck, maintenait une concurrence et une

rivalité d'intérêts entre les deux puissances, qui attiraient chez toutes deux les négocians spéculateurs, les armateurs et les agens des états maritimes. Le besoin de se défaire de productions qui avaient déjà beaucoup coûté pour les arracher des entrailles de la terre, et qui avaient coûté davantage encore pour les travailler, pour leur donner des formes, même brutes, obligeait l'une et l'autre puissance à ne pas mettre un trop haut prix à ses marchandises, pour ne pas dégoûter le marchand, et le forcer à aller chercher un meilleur prix chez sa voisine ; et cette concurrence servait à fixer chez les deux puissances le marché des états maritimes.

CHAPITRE LXXI.

Inconvéniens dangereux de la conquête de la Norwége par la Suède. — Avantages que doivent procurer à la Suède des indemnités sur le continent. — La conquête de la Norwége par la Suède n'est avantageuse qu'à la Russie.

La conquête de la Norwége par la Suède offre à l'esprit une foule d'inconvéniens et de dangers pour la nation suédoise, et il importe de les exposer pour prouver combien était impolitique le projet du prince royal de Suède.

La Suède, en possédant la Norwége, faisait disparaître cette concurrence dont je viens de parler, et qui était un allèchement pour les marchands étrangers. Elle n'était plus un pays de commerce; elle n'était plus un marché fréquenté par toutes sortes de vendeurs; on n'y trouvait qu'un gouvernement accapareur, qui possédait seul, qui faisait la loi, et qui disait aux marchands étrangers : Voilà le prix que j'ai fixé à mes marchandises; c'est à prendre ou à laisser. Si vous avez apporté des marchan-

dises pour les échanger contre les miennes, il faut vous soumettre à ma loi, ou remporter vos cargaisons.

Les négocians, l'armateur, qui avait fait de grandes avances pour se fournir d'objets d'échange, à qui il avait coûté des sommes considérables pour le transport des marchandises qui composaient son chargement, pour les approvisionnemens de ses équipages, qui avait souffert des avaries occasionnées par les gros temps, dans un long voyage de mer, était obligé de subir la loi imposée par la cupidité, et de se soumettre à un surhaussement de prix qui lui ravissait tout le bénéfice sur lequel il avait compté.

Il est vrai qu'une telle méthode de commerce ne trompe qu'une fois, et que le négociant trompé change de route et va chercher des marchandises ailleurs.

C'était déjà là un des avantages que la Russie eût retirés de la possession de la Norwége par la Suède, car la Russie faisant bon marché des objets nécessaires aux marines de l'Europe, eût attiré chez elle les marchands dégoûtés du gouvernement suédois, et son commerce en fût devenu d'autant plus étendu, d'autant plus lucratif.

Rien de plus malheureux dans le commerce qu'une mauvaise impression. Un pays qui, par défaut de prudence ou d'intelligence, la fait naître, devient une peste pour les marchands, et si par hasard ils viennent à toucher ses côtes, ils se croient obligés de faire quarantaine.

Une mauvaise impression s'efface difficilement dans l'esprit inquiet, intéressé et soupçonneux du marchand. La baisse du prix, le bon marché, les sacrifices même ne l'encouragent point à revenir lorsqu'une fois il a été dupe ou victime. La situation du pays étant la même, il croit apercevoir le même esprit dans son gouvernement; il l'accuse toujours d'accaparement et de monopole; il lui refuse obstinément sa confiance, et ce gouvernement, pour avoir voulu trop gagner, finit par devoir tout perdre.

Le gouvernement suédois, en possédant la Norwége, se mettait dans une telle position, qu'il était impossible de ne pas l'envisager comme accapareur des objets nécessaires à la marine des puissances européennes; et, lors même que la grande abondance des marchandises lui permettrait de baisser leur prix, le marchand croirait encore pouvoir les obtenir

à meilleur marché, s'il existait une rivalité, une concurrence entre la Norwége et la Suède, et il tâcherait d'aller se pourvoir de préférence dans des marchés où il croirait apercevoir cette concurrence.

On pourrait avec quelque apparence de raison objecter que, puisqu'il s'agissait d'une concurrence pour encourager les marchands à fréquenter les marchés, la Russie était, comme eût été la Suède, seule en possession des objets nécessaires à la marine, et qu'elle aurait pu, comme la Suède, être tentée d'en hausser le prix. Mais je réponds que la Russie aurait eu la Suède pour concurrente, puisqu'il aurait fallu passer devant la Suède pour aller dans tous les ports au nord de son empire, et que, pour attirer les marchands dans ses états, elle eût été intéressée à fixer ses prix de manière à ce qu'ils fussent inférieurs à ceux de la Suède, et à ce que les marchands trouvassent de l'avantage à les préférer.

Il n'y aurait eu que l'Angleterre qui aurait pu ne pas prendre la peine d'aller chercher si loin les objets qu'elle aurait voulu se procurer en Suède, en raison des moyens qu'elle a de faire la loi au gouvernement suédois. Elle aurait pu même, si elle en eût eu la volonté,

dresser un tarif des prix qu'elle aurait jugé à propos de fixer pour toutes les espèces de marchandises nécessaires à sa marine, et exiger du gouvernement suédois qu'il les lui livrât sur le pied des conditions prescrites, sous peine de voir ses ports bloqués, et de rencontrer partout des obstacles à son approvisionnement en denrées de première nécessité; mais je ferai voir ci-après les inconvéniens qui auraient pu naître d'une semblable conduite de la part de l'Angleterre; ce qui servira à démontrer que toute puissance indépendante a toujours des moyens de se venger du tort qu'on lui fait.

La Suède et la Norwége possèdent également des bois pour la construction des vaisseaux et pour la bâtisse des maisons et édifices. Elles possèdent toutes deux des mines de fer et de cuivre et d'autres matières minérales; elles possèdent des chanvres, des résines, etc. Toutes ces productions sont travaillées, en grande partie, au profit du gouvernement, par les mains des habitans, et elles ajoutent au prix de la matière, qui est un présent de la nature, le profit de la main-d'œuvre, qui est une ressource de l'industrie.

Le prix de ces mêmes objets pouvant varier

chez les deux puissances, en raison du temps que l'une et l'autre employaient pour les mettre en œuvre, en raison de la différence dans le prix qu'elles donnaient aux travailleurs, en raison de la profondeur des mines d'où elles arrachaient le fer, le cuivre, l'étain, la potasse, etc., en raison de la qualité des métaux, de l'étendue et de l'épaisseur des filons, en raison de la hauteur et de la grosseur des arbres, de l'abondance et de la qualité des résines, enfin en raison de mille accidens qui se rencontrent dans les productions et l'exploitation. Et ce sont ces différences qui établissent cette concurrence, si nécessaire dans le commerce, si encourageante pour les négocians.

Si le gouvernement suédois, par le seul effet de la possession de la Norwége, pouvait être envisagé par le commerce d'Europe comme accapareur, et si la crainte d'en être maltraités détournait les négocians de ses marchés, il éprouvait les inconvéniens, 1°. de garder ses marchandises qu'il aurait exploitées, façonnées et amassées à grands frais; 2°. d'aller acheter avec de l'argent les objets nécessaires à sa consommation et à ses jouissances; 3°. de perdre sa marine, qui se trouvait sans activité et condamnée à demeurer immobile, à moins qu'il

ne fît, comme autrefois, le métier de pirate, pour lui donner quelque chose à faire et la maintenir sur un bon pied.

Ce que je dis de la Suède possédant la Norwége est fondé sur de simples raisonnemens; mais je crois que cette nouvelle position de la Suède, si elle venait à se réaliser, est digne de fixer sérieusement l'attention de l'Angleterre. La Baltique est un centre de communication entre l'Angleterre et la Russie, et cette mer doit être tenue libre pour la facilité et la sûreté de leur commerce réciproque. Le commerce a assez à souffrir des tempêtes horribles de cette mer, qui ne tolère point de croisières, qui rend difficiles les blocus, et qui oblige à s'assurer d'abris dans des ports, sans s'exposer à la rapacité et au brigandage d'une piraterie qui s'établirait infailliblement en Suède, qui deviendrait la ressource de ses habitans, et qui produirait dans le commerce de cette mer la même insécurité et les mêmes ravages que produisent les puissances barbaresques dans celui de la Méditerranée.

Pour obtenir des deys africains la liberté de leur commerce et de leur navigation, les puissances européennes ont dû se soumettre à leur payer des subventions en argent. Pour obtenir

les mêmes avantages du gouvernement suédois, elles seraient forcées de lui en payer en grains ou autres espèces de denrées nécessaires à la consommation des habitans du pays.

Il est vrai que ces deux puissances pourraient faire convoyer leurs flottes marchandes par des escadres respectables; mais il faut considérer que ces escadres occasionneraient des dépenses considérables et très-onéreuses à leur commerce; il faut considérer ensuite que les flottes, malgré l'habileté des marins convoyeurs, seraient souvent dispersées par les tempêtes, qu'elles ne pourraient trouver aucun asile dans des ports ennemis, et que beaucoup de navires deviendraient la proie d'un peuple dont les côtes bordent la totalité de cette mer, et dont les corsaires se familiariseraient avec les fureurs de l'aquilon, comme les corsaires barbaresques se sont familiarisés avec les fureurs des autans. Et, par ces raisons, il importait à l'Angleterre que la Suède ne possédât point la Norwége, et qu'elle trouvât son indemnité pour la Finlande suédoise dans une partie du continent.

La Suède indemnisée sur le continent de la perte de la Finlande, sa position devenait avantageuse pour son gouvernement et pour son commerce, et elle ne pouvait causer aucune

inquiétude au commerce de l'Angleterre et de la Russie.

Sa position était intéressante pour le gouvernement suédois, parce qu'il prenait part à la politique de l'Europe; parce que, par l'effet des ondulations de la politique, son alliance était recherchée, ses secours étaient sollicités, et il jouait un rôle à la fois digne d'une grande puissance important pour la conservation de l'équilibre, soutien de la paix publique. Et sa position était intéressante pour le commerce, parce qu'il trouvait sur le continent des pays dont les productions étaient toutes différentes de celles de la Suède; parce que, par la variété de ces productions, il trouvait des échanges à faire, sans passer par les mains avides des marchands étrangers; parce qu'il employait ses propres bâtimens pour ces échanges; parce qu'il pouvait obtenir des pays dont les productions auraient fourni à ses besoins essentiels; parce qu'alors il possédait sur le continent des places de commerce pour l'entrepôt, la vente et les échanges, tant des productions de la Suède que des marchandises que les Suédois auraient été chercher aux Indes, en Afrique, en Asie, en Italie, en France, en Espagne, même en Angleterre, pour en appro-

visionner les contrées voisines de ses possessions.

D'après ces vérités, le prince royal de Suède aurait rendu à la Suède un service bien autrement important que celui qu'il avait pensé lui rendre en lui faisant faire la conquête de la Norwége, s'il eût réussi à obtenir sur le continent des pays avec lesquels il eût pu communiquer facilement par la Poméranie.

Cette façon d'ajuster les choses aurait été non-seulement avantageuse à l'Angleterre et aux autres puissances maritimes, mais elle l'eût été surtout au repos de l'Europe.

Elle eût été avantageuse à l'Angleterre, parce que les besoins essentiels de la Suède ne lui eussent plus fait un devoir de troubler le commerce des puissances pour les contraindre à satisfaire à ces mêmes besoins; parce que la Suède fût entrée dans le système politique du continent; parce qu'elle eût mis son poids dans la balance; parce qu'elle eût modéré l'influence de la Russie dans le nord de l'Europe; parce qu'enfin ses intérêts continentaux et ceux de son commerce fussent devenus les régulateurs de sa conduite politique, et que, pour obtenir justice en faveur des uns, elle eût dû être très-

mesurée, très-prudente et très-circonspecte à l'égard de l'autre.

La Suède se fût trouvée placée, sous ce rapport, dans une situation à peu près semblable à celle où se trouva la république de Venise dans les temps brillans de son existence politique; et l'on peut dire qu'une telle existence est souhaitable, et que c'est une telle existence que le prince royal de Suède eût dû tâcher de procurer à sa nouvelle patrie, s'il eût eu envie de faire véritablement le bonheur du peuple qui l'avait appelé pour le gouverner, et s'il eût voulu se rendre digne de sa reconnaissance.

La Russie doit avoir eu des vues politiques très-profondes en consentant d'accorder au prince royal de Suède une indemnité aussi considérable, et surtout aussi brillante que celle d'un royaume comme celui de Norwége, pour sa petite partie de la Finlande. Elle doit avoir permis cette séduisante conquête pour profiter de la légèreté et de l'inconsidération de ce prince, qui n'avait pas réfléchi sur les inconvéniens d'une semblable acquisition. Elle doit avoir eu pour but de renfermer le prince guerrier dans la presqu'île scandinave, et de le séparer du continent, pour exercer seule, dans

le nord de l'Europe, une influence qui pouvait être souvent contrariée par la présence de la Suède sur le continent, et surtout dans le voisinage de la Prusse, dont l'ambition a toujours été de partager l'influence de la Russie dans le nord de l'Allemagne.

La Russie a sagement pensé qu'en faisant indemniser la Suède sur le continent, elle se donnait une rivale, et elle compromettait son influence dans le nord; mais qu'en favorisant le projet qu'avait le prince royal d'acquérir la Norwége, elle acquérait réellement la Finlande, peut-être le commerce de la Suède, et l'influence la plus complète dans le nord de l'Allemagne.

La Russie a agi avec une grande habileté dans cette circonstance politique, et elle a dû se prêter d'autant plus aisément à cette combinaison, qu'elle fait son commerce à peu près comme le Grand-Seigneur, sans se déplacer, et sans avoir l'inquiétude des corsaires et des tempêtes, puisque les puissances maritimes transportent chez elle les objets qu'elles croient essentiels à ses besoins, et qu'elles y vont chercher ceux qu'elles croient nécessaires aux leurs.

Le prince royal de Suède n'a pas su pénétrer

la politique de la Russie. Il aurait dû penser qu'elle ne consentait pas à sa proposition au sujet de la Norwége sans de grandes raisons; il aurait dû penser que la Russie était très-instruite de la haine qui subsiste depuis plusieurs siècles entre les deux peuples suédois et norwégiens; qu'elle était également instruite de l'attachement des Norwégiens pour le gouvernement danois, et qu'au lieu d'acquérir un royaume, il acquérait une guerre; il aurait dû penser enfin que cette acquisition lui serait devenue funeste: mais le prince royal s'est laissé entraîner à l'idée qu'il allait procurer à la Suède un royaume appartenant à son ennemi naturel, et qu'il ferait une conquête qui étonnerait non-seulement le peuple suédois, mais toute l'Europe, mais l'univers, et qui rendrait son nom immortel. C'est presque toujours en s'attachant trop fortement à des idées de vaine gloire que les souverains sacrifient les intérêts de leurs sujets, et qu'ils se placent dans des situations malheureuses.

Quelle différence de cette existence qu'aurait eue la Suède en obtenant une indemnité sur le continent, si on la compare à celle qu'a voulu lui procurer le prince royal en disputant la Norwége à un prince que les Norwégiens

s'étaient donné volontairement pour maître et pour souverain, et qu'ils avaient juré solennellement de défendre au péril de leurs vies! Quelles dépenses aurait dû faire la Suède pour soutenir une guerre dont le succès plus que douteux, en pouvait même que procurer des esclaves, et non des sujets! Quel triomphe, que celui qu'il aurait fallu maintenir par la tyrannie et les supplices! On peut enchaîner des bêtes féroces; mais on n'enchaîne point un peuple. On ne le gouverne que lorsqu'il y consent, autrement on le tyrannise; et la révolte est si voisine de la tyrannie, que celle-ci a sans cesse à craindre les transports de l'autre.

D'ailleurs, on n'exerce point la tyrannie sans de grands moyens. Sa compagne est la terreur, et la terreur a besoin d'un grand appareil de forces. On sait ce qu'a coûté à Bonaparte sa tyrannie, et les moyens qu'il a mis en œuvre pour l'exercer : on sait qu'il a commencé par ruiner son pays, et qu'il a fini par être renversé. Quelle leçon pour les conquérans indiscrets!

Ainsi donc le prince royal de Suède avait enfanté un projet qui aurait été un fléau par la guerre, si le prince Christian eût eu les ta-

lens guerriers d'un Moreau, d'un Macdonald, et qui peut devenir plus funeste encore par la conquête.

Si le prince royal eût réfléchi à ce qu'il voulait faire, il ne l'eût point entrepris. S'il eût bien pesé les considérations que je viens d'exposer, il se fût gardé de poursuivre une entreprise qui exposait la Suède à une guerre interminable et à une ruine certaine, si les Norwégiens eussent, comme les Espagnols, soutenu le patriotisme et le courage qu'ils avaient montrés d'abord.

Mais si la Suède devait éprouver un sort funeste à la suite de sa conquête, qu'eût été son sort si elle eût éprouvé des revers; si les Norwégiens eussent réussi à repousser ses guerriers; si d'un côté ils eussent réussi à pénétrer dans les riches Gothies, c'est-à-dire dans les Gothies occidentale et méridionale, et de l'autre chez ces Dalécarliens, ces amis de la justice, ces ennemis jurés de la violence et de la tyrannie! Qui eût pu garantir la Suède de la fureur d'un peuple qui aurait escaladé ses rochers et franchi scs frontières pour se procurer du pain et exercer ses vengeances?

Je termine là mes observations sur la conduite politique du prince royal de Suède. Je

crois avoir démontré suffisamment l'inconsidération de cette conduite sous les rapports des intérêts du peuple suédois; mais sous le rapport de l'intérêt personnel du prince royal de Suède et de sa position, la conquête du royaume de Norwége offre à l'esprit l'idée d'une combinaison politique très-conséquente et très-ingénieuse. Il me serait facile de démontrer cette assertion, si je développais mes idées à cet égard; et l'on verrait que le prince royal de Suède a tenu une conduite très-prudente et très-sage dans cette circonstance; mais cette discussion m'écarterait trop du sujet que je traite; et j'ai dû me borner, dans le récit de cette négociation, à faire remarquer la politique habile de la cour de Russie.

Voyons à présent quelle était la situation politique du Danemarck à cette époque, et si le ministère de Copenhague a profité des avantages qui se sont offerts pour lui faire jouer un rôle important dans les affaires de l'Europe.

CHAPITRE LXXII.

AFFAIRES DU DANEMARCK.

Malheurs du Danemarck; cause de ces malheurs. Moyens qu'avait le Danemarck pour les réparer.

Le Danemarck a beaucoup souffert de l'ambition du prince royal de Suède; mais il n'avait rien fait de ce qu'il aurait dû faire pour la rendre impuissante, et une bonne conduite politique eût pu placer ce royaume dans la situation la plus favorable pour se substituer à la Suède, et pour déjouer tous les projets de son gouvernement.

La conduite politique du Danemarck a eu une influence si considérable dans les affaires du nord de l'Allemagne, qu'elle mérite d'être examinée attentivement pour faire remarquer les erreurs qu'a commises ce gouvernement.

Une prédilection trop marquée pour une neutralité qui favorisait les Français avait occasionné la guerre entre le Danemarck et l'Angleterre; mais les malheurs causés par cette guerre avaient mis le Danemarck dans la nécessité

d'en arrêter le cours, et de chercher des voies de conciliation.

Il s'était entamé une négociation, et l'Angleterre, qui ne cherchait qu'à renforcer son parti sur le continent pour l'opposer à Bonaparte, se fût prêtée à des propositions qui se seraient accordées avec ses intérêts et sa dignité; mais la négociation avait pris une marche toute différente de celle à laquelle elle s'était attendue, et le gouvernement britannique se vit contraint d'abandonner un allié que beaucoup de raisons lui auraient fait une obligation de ménager.

C'est presque toujours de la manière dont on pose les bases d'une négociation que dépend son succès. On est presque assuré d'échouer, si les intérêts réciproques ne sont pas présentés d'une façon, au moins apparente, si la situation des affaires s'oppose à ce qu'on puisse exprimer rien de positif.

Il faut bien se garder, lorsqu'on veut introduire une négociation avec une grande puissance, d'adopter un ton tranchant, l'air de n'avoir rien à redouter de l'issue de la négociation; il faut bien se garder d'avoir l'air de tout exiger, sans lui offrir quelque chose en échange de ce qu'on en exige.

Une telle façon de se présenter pour négocier fait présager d'avance qu'on ne sera point écouté; car si la puissance avec laquelle vous voulez traiter n'a aucun intérêt pressant de se rapprocher de vous; si vous n'en exigez que des sacrifices sans lui offrir aucun avantage, ou positif ou relatif, ou prochain ou éloigné, elle garde sa position, et elle ne se prête à aucune proposition qui puisse la faire changer à son désavantage.

La base de la négociation entamée par la cour de Copenhague avec le gouvernement d'Angleterre devait infailliblement produire le résultat qu'a eu cette négociation, puisque cette base était exigeante, même impérieuse, vis-à-vis d'une puissance qui pouvait se prèter à des accommodemens, qui pouvait entrer dans une combinaison d'intérêts réciproques, mais qui ne pouvait souffrir qu'on lui demandât des restitutions, des indemnités pour rétablir un état de choses que le besoin de sa sûreté, de son intérêt personnel, de sa politique conservatrice lui avaient fait un devoir de changer, et cela, sans lui offrir aucun avantage de réciprocité, ni positif ni relatif, sans même la tranquilliser sur les événemens désastreux qui pourraient résulter contre elle du rétablisse-

ment de cet état de choses, qui donnait à son ennemi les mêmes avantages, les mêmes ressources qu'elle avait eu l'intention de lui ravir, en le produisant par le droit de la guerre, quelque violent que pût paraître ce droit.

L'Angleterre avait la puissance pour s'emparer des états du roi de Danemarck comme elle l'a eue pour s'emparer de sa flotte; mais l'Angleterre n'avait aucun besoin de la Zélande et des autres îles qui composent ce royaume; et elle eût commis une injustice stérile en s'en emparant, parce que ces pays ne lui étaient d'aucune utilité pour sa défense et pour la défense de ses intérêts dans la Baltique, et aussi parce que les Français n'avaient aucun intérêt à s'en emparer. Mais il était évident que les Français avaient un intérêt majeur à s'emparer de la flotte danoise pour détruire le commerce de l'Angleterre dans le nord, et anéantir ses liaisons dans cette partie de l'Europe où se trouvaient ses plus importans, ses plus utiles alliés; et l'Angleterre avait l'intérêt le plus pressant de les prévenir, quelque injuste que pût paraître aux yeux de la justice humaine ce procédé qu'autorisait la raison d'état, la sûreté personnelle, la situation politique.

Sans doute la cour de Copenhague se trouva

dans une situation extrêmement difficile, même dangereuse, par l'effet de sa position locale, aussitôt que les Français arrivèrent sur la frontière de son duché de Holstein, puisqu'elle se vit poussée par deux grandes puissances qui se combattaient, et qui avaient un égal intérêt à l'engager dans leur querelle.

Il était hors de doute que les Français, qui avaient pu exiger d'elle non-seulement le passage, mais le séjour de leurs troupes dans son territoire de terre ferme, et même dans ses îles, pour se rapprocher de la Suède, qu'ils voulaient atteindre, qu'ils voulaient faire conquérir par ces mêmes troupes commandées alors par le prince Ponte-Corvo, auraient exigé pareillement la flotte, qui leur était bien autrement nécessaire pour transporter leurs troupes sur différens points de ce royaume dont ils avaient juré la destruction, en haine du gouvernement d'alors. Or l'Angleterre avait à garantir à la fois son alliée et son commerce, et ces deux raisons lui imposaient la loi de ravir à son ennemi une ressource que la cour de Copenhague n'était pas en état de lui refuser, puisqu'elle n'était pas en état de la défendre.

La situation locale et politique de la cour de Copenhague la mettait dans l'obligation de se

prêter davantage aux désirs de la France qu'à ceux de l'Angleterre, pour soustraire ses pays à l'avidité d'un gouvernement qui avait donné si souvent la preuve que ses intérêts n'admettaient ni les règles de la justice, ni les procédés du bon voisinage, ni les devoirs de l'amitié, pas même la sainteté des engagemens, et la voix impérieuse des traités. Elle voyait ses duchés et son Jutland au moment de devenir la proie d'une puissance qui n'attendait qu'un prétexte pour se donner le droit de s'en emparer, et elle n'était pas exposée aux mêmes alarmes de la part de l'Angleterre. Tout donc concourait à faire croire au gouvernement britannique que son alliée et son commerce allaient être exposés à de grands dangers, s'il ne se hâtait pas de s'emparer du seul instrument avec lequel on pouvait la combattre, et de la ravir à l'ennemi, que rien ne pouvait empêcher de s'en saisir, s'il avait attaché à ce prix la restitution ou l'évacuation des pays par lui occupés, ou seulement la promesse de ne point les ravager, de ne point en piller les établissemens publics, de ne point mettre à contribution ses habitans.

La conduite du gouvernement britannique a été malheureuse pour la cour de Copenhague, il en faut convenir; mais elle a été politique;

mais elle a été nécessaire; et aujourd'hui peut-être l'Europe serait sans espoir de salut, si les Français, par la conquête de la Suède et par la fermeture du Sund, l'eussent empêché de communiquer librement et facilement avec la cour de Saint-Pétersbourg.

Tous ces événemens avaient été imprévus; ils avaient été amenés successivement par d'autres événemens plus importans qui les avaient précédés, et ils avaient eu lieu par la force des circonstances.

C'était assez de ces événemens pour donner du travail à la raison, pour recourir aux conseils de la sagesse, qui auraient dû être seules chargées de chercher des moyens pour réparer les malheurs qu'ils avaient occasionnés. Mais les passions s'en sont mêlées; on a voulu prétendre ce qu'on aurait dû souhaiter, exiger ce qu'on aurait dû attendre; on a mis l'animosité à la place de la douceur, l'emportement à la place du calme et de la prudence; on a chicané au lieu de négocier, au lieu de chercher à s'entendre, et on a fini par rompre au lieu de s'accommoder.

Tant qu'on fera son élément de ces vapeurs d'orgueil et de prétentions exagérées, qui rapportent tout à l'intérêt personnel des gouver-

nemens, etqui n'accordent rien à l'intérêt des sujets, on prolongera les tourmens d'une situation malheureuse, et on ne se prêtera à aucune démarche pour la soulager. Mais ce sont ces mesures inconsidérées qui perdent les états, et les souverains ne doivent jamais négliger de saisir les occasions qui s'offrent de se rapprocher, lorsque leur intérêt véritable n'exige que de faibles sacrifices, et qu'il n'en coûte qu'à l'amour de soi-même.

La cour de Copenhague s'était mise dans une situation très-difficile, je pourrais même dire fort alarmante, par la prétention qu'elle avait exprimée d'être dédommagée entièrement des pertes qu'elle avait éprouvées par l'effet des hostilités exercées contre elle de la part de l'Angleterre, et cela sans offrir à l'Angleterre aucune espèce d'avantage, et en s'appuyant sur une neutralité impossible à concevoir, impossible à maintenir, qui exposait l'Angleterre aux mêmes inquiétudes qu'elle avait conçues avant qu'elle s'emparât de la flotte danoise, et qui remettait le Danemarck dans la même situation qui avait provoqué les mesures violentes de l'Angleterre.

Pour garder une neutralité équitable, le Danemarck eût dû livrer aux Anglais sa flotte

aussitôt qu'il se vit forcé de souffrir l'établissement des Français dans ses états de Terre-Ferme, et même dans la Fionie. Mais c'était cesser d'être pendant toute la durée de la guerre entre la France et l'Angleterre, et cet acte de justice n'eût peut-être pas été un acte de raison, ayant affaire à un gouvernement qui ne se prêtait à rien de ce qui pouvait contrarier ses vues et traverser ses projets destructeurs du repos du monde.

De telles prétentions de la part du Danemarck vis-à-vis de l'Angleterre eussent été peut-être convenables, s'il se fût trouvé dans le cas d'imposer de dures conditions à l'Angleterre à la suite de triomphes éclatans, et à la faveur d'une attitude menaçante qu'il aurait pu prendre vis-à-vis de cette puissance. Mais l'Angleterre n'avait rien à redouter de de sa part; et elle dut être fort surprise d'entendre le Danemarck lui parler avec hauteur, et ne lui offrir, pour prix des restitutions et des indemnités qu'elle exigeait, qu'une simple neutralité qui ne pouvait se réaliser, et surtout dans une circonstance où son assistance eût concouru efficacement au succès de la cause commune, et où cette assistance eût été généreusement

récompensée par l'effet des restitutions et des indemnités qu'il réclamait.

La cour de Copenhague aurait dû se considérer sous le rapport le plus important de sa puissance. Elle aurait dû se bien pénétrer que son plus grand intérêt résidait dans sa marine et dans son commerce, dans l'amitié de l'Angleterre et de la Russie, et elle eût dû se garder de sacrifier cet intérêt certain, et qui devait être immuable, même avantageux pour elle, à l'avantage de conserver ses duchés et son Jutland, avantage qui aurait dû lui sembler bien précaire, ayant affaire à un gouvernement qui avait déjà fourni, en tant d'occasions, des preuves qu'il se jouait effrontément de ses promesses et de ses engagemens.

Mais la cour de Copenhague a méconnu ses intérêts; elle a négligé ses avantages, et elle a décidé l'Angleterre à se prêter aux arrangemens de la Russie avec la Suède, pour obtenir de la Suède des forces dont elle aurait pu se passer, si elle avait pu compter sur l'assistance active, sincère et énergique de la cour de Copenhague.

Au fait, la Suède n'était pas la puissance qu'il fallait rechercher pour renforcer la coa-

lition. Cette puissance n'était devenue nécessaire que par le refus qu'avait fait le Danemarck de s'y joindre.

On pourrait peut-être objecter que, sans la part que la Suède avait été engagée à prendre à la coalition, sans le présent qu'on lui avait fait du royaume de Norwége, sans les subsides considérables que lui avait offerts l'Angleterre pour l'y enchaîner, l'humeur guerrier du prince royal de Suède eût rallumé la guerre entre la Suède et la Russie, et que la Russie, pour maintenir sa conquête de la Finlande, eût dû y laisser les troupes qu'elle en a tirées pour les opposer à l'ennemi commun.

Toutes ces objections seraient justes et fondées, et je pourrais encore y ajouter, pour leur donner plus de poids, que les talens guerriers du prince royal de Suède devaient être très-importans pour la conduite de la guerre.

Mais malgré la force de ces objections, je suis persuadé que les secours du Danemarck eussent été plus efficaces; d'abord, parce que le Danemarck eût pu donner soixante mille hommes à la coalition, tandis que la Suède n'en offrait que trente mille ; ensuite, parce

que le Danemarck eût été à l'instant maître de la rive droite de l'Elbe, jusqu'aux environs de Magdebourg, et que, par ce moyen, il eût mis à couvert de toute attaque, de la part des Français, les villes d'Hambourg et de Lubeck, et tout le Mecklembourg; et enfin, parce que, par sa position sur le Bas-Elbe, il gênait les opérations de l'armée française sur le Haut-Elbe, et il envoyait des partis sur la rive gauche pour faire insurger les pays, et empêcher Bonaparte d'attirer à lui les corps qu'il avait destinés à leur garde et à leur défense.

La cour de Copenhague, par une conduite politique que je ne conçois pas, a transporté à la Suède tous les avantages qu'elle pouvait retirer de sa position, et elle a en quelque sorte précipité le traité par lequel l'Angleterre s'est engagée à faire céder à la Suède, ou de gré ou de force, le royaume de Norwége.

Par cette conduite, la cour de Copenhague a provoqué les ressentimens du gouvernement britannique, et ce gouvernement a mis presque de la passion dans la manière dont il a dispensé ses faveurs à la Suède. Je dis presque de la passion, car il n'est pas concevable que le gouvernement d'Angleterre, non content

d'avoir accordé à la Suède un subside d'un million de livres sterling pour l'entretien de trente mille hommes, et lui avoir assuré le royaume de Norwége, l'ait gratifié encore d'une des îles les plus intéressantes que la France ait possédées aux Antilles, la Guadeloupe, pour la rendre voisine et rivale du Danemarck dans cette partie du globe, comme elle l'était déjà de cette puissance en Europe; qu'enfin, elle ait exigé de la cour de Copenhague qu'elle mît vingt-cinq mille hommes de ses troupes sous les ordres du prince royal de Suède pour les faire agir dans la coalition. C'était la preuve d'une irritation causée par les plus vifs ressentimens.

Ce n'a pu être en effet que par ressentiment que le gouvernement d'Angleterre a agi ainsi en faveur de la Suède; car de quel avantage pouvait être pour la coalition un gouvernement presque séparé du continent d'Europe, et qui ne pouvait s'y rattacher qu'en s'en éloignant pour ainsi dire, en raison du long détour qu'il devait faire pour tourner le golfe de Bothnie. Non-seulement l'Angleterre pouvait facilement se passer de la Suède, mais elle pouvait tout en exiger, car la Suède est forcée en tout temps de rechercher sa protection et son amitié pour la

sûreté et la prospérité de son commerce, même pour ce dont elle avait essentiellement besoin.

Mais si une conduite impolitique et inconsidérée avait été si funeste à la cour de Copenhague, et avait procuré des avantages si considérables à la Suède sa rivale, une conduite plus mesurée, mieux concertée, pouvait réparer tous ces malheurs et placer le Danemarck dans une situation de grandeur, de richesse et de prospérité, infiniment supérieure à celle où il s'était trouvé jusqu'alors. Elle pouvait obtenir cette situation d'une négociation avec le gouvernement britannique.

Ce que la cour de Copenhague pouvait espérer de mieux dans la position où elle s'était placée, c'était de rester debout avec celle des Tuileries, ou de tomber avec elle; mais elle pouvait périr sans la France, puisque celle-ci pouvait être rejetée loin de l'Elbe, et n'être plus dans l'impossibilité de lui prêter secours; elle pouvait être même réduite à l'impossibilité de défendre ses intérêts dans un traité de paix, et à se réserver tous les avantages d'une négociation pour se sauver elle-même, ou du moins pour rendre sa condition meilleure.

La cour de Copenhague ne devait pas se dissimuler qu'elle n'avait rien d'avantageux à

espérer de la France, et tout au contraire à espérer de l'Angleterre; et elle ne devait rien négliger pour rétablir ses anciennes liaisons avec cette puissance, conservatrice de toutes les autres.

Le secours que le Danémarck avait procuré à la France avait été avantageux à la France seule, parce qu'il avait accru ses forces de quinze mille hommes de bonnes troupes; parce qu'il avait facilité au gouvernement français les moyens de se remettre en possession de la ville d'Hambourg, et d'imposer à cette ville une contribution soi-disant pénale de quarante-huit millions, pour avoir remercié les Russes de l'avoir rétablie dans une indépendance qui lui avait été ravie par l'abus le plus violent et le plus révoltant de la force et de la perfidie.

Mais cette conduite de la cour de Copenhague avait servi à irriter davantage le gouvernement britannique; elle avait fermé toute voie à une réconciliation, même au plus simple rapprochement entre les deux gouvernemens; et le Danemarck, privé de son commerce, de ses revenus ordinaires, engagé dans une liaison ruineuse avec un gouvernement ingrat et hors d'état de récompenser ses services, courait à

sa perte et préparait à ses sujets le sort le plus déplorable.

Lié au contraire avec l'Angleterre, le Danemarck voyait son commerce libre et protégé; il le voyait s'étendre dans tout le nord, et particulièrement dans les pays conquis par les puissances coalisées. Ses ports, ses villes, ses îles mêmes, devenaient l'entrepôt du commerce de l'Angleterre avec ces contrées; il faisait ses affaires dans la guerre, et il retirait les plus grands avantages de sa position locale. Les quinze mille hommes que la cour de Copenhague avait donnés à la France étaient plus que suffisans pour défendre la droite du Bas-Elbe et couvrir ses pays, surtout après l'évacuation des troupes françaises et l'arrivée des Russes dans cette partie du théâtre de la guerre, et surtout d'après les mesures qu'avaient prises les peuples de cette contrée pour empêcher le retour de l'ennemi.

Mais la cour de Copenhague avait négligé ou dédaigné tous ces avantages. Entraînée par ses ressentimens contre l'Angleterre, elle n'adopta que les mesures qui lui parurent propres à seconder ses désirs de vengeance, et elle transporta tous ces avantages à la Suède, qui n'était pas, comme elle, en position pour les

obtenir, et qui en profita d'une manière à exciter la jalousie de tous les sujets danois.

Il était impossible au Danemarck d'exister dans sa situation politique d'alors, et chaque jour qui s'écoulait augmentait ses souffrances et précipitait sa ruine. Il ne pouvait se passer de l'amitié de l'Angleterre, riche en ressources et prodigue de bienfaits, et ce n'était que par l'amitié de cette puissance qu'il pouvait être assuré de conserver son existence et d'atteindre à une situation prospère.

La république de Venise était, sur l'Adriatique, dans une position à peu près semblable à celle du Danemarck sur la Baltique. Elle possédait des provinces sur la Terre-Ferme; elle possédait aussi des îles dans la mer Ionienne; et la république de Venise n'existait plus!

Les villes anséatiques, le duché d'Oldenbourg, les principautés de Salm et d'Aremberg, faisant partie de la fédération du Rhin, étaient sous la protection de l'empereur des Français, et tous ces états n'existaient plus!

Quelle était la raison de ces destructions? C'est qu'il avait plu à l'empereur des Français de s'en emparer.

Quelles leçons pour les états qui n'ont pas les moyens de se soustraire aux désirs de l'ambition!

On pouvait s'imaginer facilement que dans cette situation de choses, et d'après la rupture éclatante des deux gouvernemens, il était devenu difficile au roi de Danemarck d'entamer une négociation sans compromettre sa dignité. Mais le roi avait la ressource très convenable et souvent très-efficace des intermédiaires, des agens sans caractère, sans qualité publique, mais munis de pouvoirs suffisans pour négocier et conclure sous la clause spéciale *ad referendum*.

Le Danemarck ne pouvait pas rétablir ses affaires par les moyens ordinaires; ils ne suffisaient pas à la suite de souffrances si grandes, si longues et si désastreuses; il ne pouvait les rétablir que par une combinaison politique vaste et hardie, qui lui donnât les moyens d'offrir quelque chose en échange des avantages qu'il aurait reçus. Ce moyen existait alors.

L'engagement pris par l'Angleterre, de favoriser la conquête de la Norwége par la Suède, n'eût point été un obstacle pour introduire une nouvelle négociation entre les deux gouvernemens, car on sait ce qu'ont de sérieux de tels engagemens, que des circonstances politiques font naître, et que d'autres circonstances détruisent; on sait que ce sont des ma-

rottes dont se servent les puissances pour avancer leurs affaires et se procurer des alliés; mais on sait aussi que de tels engagemens sont plus conditionnels que positifs, et qu'ils sont toujours subordonnés à des intérêts croisés, non aperçus, et qui, quand ils viennent à se manifester, dérangent tous les plans, et remettent les choses dans l'ordre immuable de la justice.

Mais la cour de Danemarck ignorait à cette époque l'esprit et l'objet des liaisons des deux cours de Russie et d'Angleterre; elle ignorait qu'elle n'avait que peu de chose à faire pour obtenir de ces deux cours toutes sortes d'avantages, toutes sortes de faveurs, et qu'elle pouvait jouer un rôle aussi glorieux qu'important dans les affaires de l'Europe; enfin elle ignorait que sa conduite politique s'opposait au succès d'une coalition nécessaire pour le repos de l'Europe, et qu'elle serait contrainte de faire un peu plus tard, pour un avantage médiocre, ce qu'elle aurait pu faire beaucoup plus tôt, et avec le plus grand avantage.

La cour de Copenhague aurait dû savoir que l'Angleterre et la Russie étaient les deux seules puissances qui se trouvassent en position pour rétablir l'ordre en Europe, et que c'était à elles seules qu'elle devait s'attacher.

Reprenons la marche des événemens, et voyons ce que faisait Bonaparte, pendant que la Russie prenait ses mesures pour s'opposer à ses desseins.

CHAPITRE LXXIII.

Bonaparte organise ses forces, et manœuvre pour se mettre en bonne position vis-à-vis de la Russie.

Si la Russie avait rencontré des difficultés pour organiser ses forces, à cause de sa guerre avec la Turquie, à cause de ses démêlés avec la Suède, dont le nouveau prince royal annonçait l'intention de se signaler par quelque chose de remarquable, Bonaparte, de son côté, avait éprouvé de grands embarras pour organiser les siennes. Ses meilleures troupes et ses plus habiles généraux étaient aux extrémités de l'Espagne, près des frontières du Portugal; elles avaient devant elles ce célèbre Irlandais, cet invincible Wellington, qu'elles n'avaient jamais pu déposter de la position qu'il avait prise, et qui avait déjà obtenu sur elle d'illustres avantages.

C'était exposer le sort de l'Espagne ; c'était mettre en danger le trône du roi Joseph, que de détacher des troupes du Douro pour les porter sur le Niémen. Cependant, malgré la distance immense qu'il y avait du point où elles étaient au point où elles devaient arriver pour prendre part aux opérations concertées contre la Russie, il fut résolu d'en détacher de l'Espagne une partie, et de les faire transporter en poste sur des chariots. Bonaparte ordonna à ses généraux laissés en Espagne, de prendre des positions retranchées, et de se concentrer le plus possible pour résister à l'ennemi, et se maintenir jusqu'à la fin de la guerre avec la Russie, qu'il avait espéré de pouvoir terminer en deux campagnes.

Il avait calculé que la conquête de l'Espagne et du Portugal ne serait que différée, et que ces deux royaumes seraient bientôt soumis après qu'il aurait terminé ses opérations en Russie.

Peu lui importait que Wellington reprît toutes les provinces de l'Espagne, qu'il entrât même en triomphe dans Madrid; il lui suffisait que les troupes qu'il laissait dans ce royaume pussent lui assurer les passages de

Pyrénées, afin d'y rentrer avec facilité, lorsque le temps serait venu d'en finir avec ce coin de terre, dont les habitans, quoique braves, ne résisteraient point au maître absolu de tous les empires, de tous les royaumes, de toutes les souverainetés de l'Europe.

Les dispositions ainsi faites du côté de l'Espagne, il s'occupa de l'organisation des forces de la confédération du Rhin.

Il ne fit pas prier, il ne fit pas requérir les rois, les grands-ducs et les autres princes de l'Empire ; mais il leur fixa le contingent que chacun d'eux serait tenu de fournir à la grande armée. Il leur ordonna de tenir leurs troupes prêtes à marcher, et il leur indiqua les points où ils devaient les conduire ou les envoyer. Toutes les toupes françaises qui occupaient l'Empire, et qui étaient placées çà et là sur sa surface, étaient les points de réunion, et quand cet amalgame fut formé, Bonaparte partagea le tout en corps d'armées, et il donna le commandement de chacun de ces corps à des princes de sa famille, à des maréchaux d'empire, ou à des généraux français.

Il ne fallait pas que l'Autriche restât spectatrice oisive d'une guerre terrible, et qui

était destinée à fixer le sort de l'Europe. La position de ses états l'eût autorisée à rassembler des forces sur ses frontières voisines du théâtre de la guerre; et à la suite d'un revers, elle aurait pu les faire agir hostilement, et tomber au dos et au flanc de l'armée. Pour empêcher un semblable événement, il lui fut proposé d'entrer dans la guerre, et il fut conclu avec elle un traité par lequel elle s'engagea à fournir à la France un corps auxiliaire de 30,000 hommes, savoir : 24,000 hommes d'infanterie, 6,000 hommes de cavalerie, et une artillerie proportionnée à cette force; mais il fut expressément convenu que ce corps auxiliaire, quoique obligé d'agir en union avec la grande armée, et d'après le plan général d'opération, même d'après les divers changemens qui s'opéreraient dans le plan par l'effet des mouvemens produits par des succès ou par des revers, serait constamment sous les ordres immédiats du feld-zeugmestre prince de Schwarzemberg, et que ce chef, agissant séparément, ne serait tenu de rendre compte de ses opérations qu'à sa cour.

Bonaparte avait bien pensé qu'il tirerait peu d'avantage d'un corps d'armée qu'il n'avait pu obtenir qu'à de telles conditions; mais le point important était d'enchaîner l'Autriche et de

l'empêcher d'agir pour son propre compte en cas de malheur, et son accession à la ligue était pourtant d'un grand intérêt pour lui dans la circonstance.

Comme il s'agissait de combattre une puissance qui possédait des armées innombrables; comme ces armées étaient composées d'hommes braves, courageux, intrépides, inébranlables, accoutumés à la guerre et méprisant la mort, Bonaparte s'était attendu à des batailles sanglantes, à des combats continuels et très-acharnés; et il avait dû prendre d'avance ses précautions pour remplir les vides qui auraient été occasionnés par ses victoires ou par ses revers. En conséquence, il demanda au sénat conservateur, ou plutôt destructeur, cent mille conscrits pour servir de réserve d'abord, et pour remplacer ensuite les braves qui seraient morts au champ d'honneur. Bonaparte avait déjà épuisé les conscriptions des années 1810, 1811 et 1812, et quoiqu'il n'eût dû requérir en 1812 que la conscription de 1810, il exigeait déjà celle de 1813, et le sénat ne fit aucune difficulté de la lui accorder, car rien ne coûtait à ce sénat pour satisfaire les désirs, pour concourir à l'ambition, pour seconder les projets de son bienfaiteur.

Les forces organisées de cette manière, Bonaparte avait composé en quelques mois une force active de plus de six cent mille hommes, destinés à agir contre la Russie, et à maintenir la terreur parmi ses alliés en Empire.

Il fallait pourvoir à l'approvisionnement de forces si considérables, et former des magasins sur l'Oder et sur la Vistule.

Le roi de Prusse n'avait pas encore payé la totalité des contributions de guerre qui lui avaient été imposées, et il fut déchargé du paiement de ces contributions en argent, à condition qu'il se chargerait de nourrir les troupes qui passeraient et séjourneraient dans ses états, et d'approvisionner pour un an toutes les forteresses de ces deux fleuves.

Mais la dette du roi de Prusse n'eût pas suffi pour un approvisionnement si considérable, et il fallut chercher d'autres ressources pour se procurer le nécessaire, jusqu'à ce qu'on se fût établi solidement dans les provinces les plus fertiles et les plus abondantes de l'empire russe; il fallut de toute nécessité avoir recours au trésor des Tuileries, et acheter de tous les côtés des grains, des riz, des vins, des eaux-de-vie, des fourrages, des médicamens, des lits, des draps, des couvertures, etc.; mais le trésor si

vanté étant venu à s'épuiser par la guerre d'Espagne et par ces approvisionnemens, il fallut recourir aux réquisitions, et pour se les procurer, employer dabord les manières aimables des commissaires et des gendarmes, et ensuite les rigueurs des exécutions militaires.

Aucune de ces mesures n'avait échappé à l'œil attentif de la cour de Saint-Pétersbourg ; elle s'attendait d'avance au mécontentement, à la désunion, à la mauvaise volonté qui régnerait dans une armée composée d'élémens si hétérogènes ; elle savait que les généraux saxons, bavarois et wurtembergeois, ne se trouveraient point honorés d'être sous les ordres de généraux français, et qu'ils obéiraient avec une extrême répugnance à des ordres qui leur seraient donnés par eux, puisque ces ordres auraient pour objet de faire immoler les braves que leurs souverains leur avaient confiés, et qu'ils n'auraient pas même le droit de donner leurs avis pour rectifier ce que de tels ordres auraient d'inconséquent et de dangereux. Elle savait que ces rois dévoraient en eux-mêmes l'humiliation que leur causait la conduite orgueilleuse, impérieuse et violente du chef de ce nouveau genre de croisade, et qu'ils soupiraient ardemment après l'occasion de

pouvoir se délivrer d'un si odieux esclavage, et de regagner une indépendance que sollicitait encore plus vivement la dignité royale dont ils étaient revêtus. Elle savait enfin que, partout, chez les grands comme chez les petits, le désespoir était à son comble, et que les premiers revers de Bonaparte seraient les avant-coureurs de sa chute; et la cour de Russie commença à se prononcer énergiquement et à prendre un langage qui exprimait franchement ses intentions et qui prouvait qu'elle ne s'effrayait point des menaces.

Bonaparte, pour tromper l'empereur de Russie, et tâcher de le surprendre, avait prolongé à dessein la correspondance diplomatique qui s'était établie dans l'intention apparente de s'entendre et d'en venir à un accommodement; et pendant cet intervalle il avait porté à vingt mille hommes la garnison de Dantzick, qui, par convention avait été fixée à six milles hommes. Il avait augmenté dans la même proportion les garnisons des forteresses de la Vistule et de l'Oder. Il avait fait avancer dans le Brandebourg le corps du maréchal Davoust, pour empêcher le roi de Prusse d'avoir une volonté. Il avait donné ordre à ses maréchaux et généraux de l'intérieur de passer le Rhin, et de pren-

dre en chemin les contingens des souverains de l'Empire. Il avait ordonné à ceux qui étaient déjà en Empire de se rapprocher de la ligne de l'Oder. Enfin il avait organisé dans le grand-duché de Warsovie une armée polonaise qu'il se proposait de porter à cent mille hommes.

L'empereur de Russie avait connaissance de toutes ces mesures; mais elle ne l'intimidèrent point, et elles ne l'empêchèrent point d'exiger de la France, avec hauteur, qu'elle retirât ses troupes au-delà du Rhin, si elle avait véritablement l'intention d'éviter la guerre.

Ce langage était peu d'accord avec les idées que Bonaparte s'était formées de sa puissance, et au lieu de la conduite obséquieuse qu'il attendait de la Russie, il la voyait prendre un ton impérieux, absolu, et qui ne lui laissait plus d'autre parti à adopter que celui que lui conseillait sa passion pour la guerre et pour les conquêtes.

L'empereur de Russie était le dernier ennemi sur le continent d'Europe qui lui restât à vaincre et à renverser de son trône, pour compléter son système de domination générale. Il n'avait rien négligé pour assurer ses succès, et pour donner à ce dernier acte de sa puissance et de son orgueil un éclat capable d'en imposer à

l'Europe entière, et de retenir les souverains ses alliés dans la soumission qu'il avait exigée d'eux, dans l'état d'abjection où il les avait réduits, il inventa un nouveau genre de charlatanisme politique, qui avait le double objet de flatter l'orgueil de l'Autriche pour l'attacher à son alliance, et d'enchaîner les autres souverains par la terreur.

Il adressa à son sénat un message dans lequel il exprima l'extrême regret qu'il avait de devoir rengager la France dans une nouvelle guerre avec la Russie, quand il avait offert à cette puissance de faire tous les sacrifices compatibles avec la dignité de sa couronne, avec l'honneur et les intérêts du peuple français, avec ses engagemens envers ses alliés. Il ajouta que la Russie n'avait montré aucune disposition à maintenir la paix, et qu'elle l'avait mis dans la nécessité d'abandonner à sa discrétion tous ses alliés en Empire, ou à reprendre les armes, pour l'empêcher de faire peser sur eux le joug de fer sous lequel elle tenait courbés les peuples de ses pays barbares. Et pour prouver l'exactitude de ces allégations, son ministre des affaires étrangères déroula aux yeux du sénat un rapport qu'il avait fait à son auguste maître, duquel il résultait que

Bonaparte avait montré la plus grande modération vis-à-vis de la Russie, puisqu'il lui avait accordé généreusement la paix à Tilsitt, lorsque rien ne pouvait l'empêcher de s'avancer jusqu'à Wilna, de pénétrer dans le cœur de son empire. Qu'il s'était montré alors si généreux, parce que l'empereur s'était engagé à lui ménager une bonne paix avec l'Angleterre, ou à entrer dans son système de prohibition des marchandises anglaises; mais que, l'empereur n'ayant rempli aucun de ses engagemens, il l'avait mis dans le cas de prendre les précautions nécessaires pour fermer les passages au commerce de ces insulaires par les fleuves de l'Allemagne et par la Baltique, et que c'était à cette malheureuse nécessité qu'était due la résolution qu'il avait prise de réunir à son empire les territoires situés entre le Rhin et la Baltique, dans lesquels se trouvent enclavées les trois villes anséatiques, Brême, Hambourg et Lubeck, dans lesquels se trouve compris le duché d'Oldenbourg.

Que la nécessité d'une mesure politique dont le but était de forcer l'Angleterre à la paix, et qui d'ailleurs faisait rentrer ces pays dans le cercle de l'empire de Charlemagne, auquel il avait succédé, n'était pas une raison pour oc-

casionner une nouvelle guerre entre les deux empires, d'autant plus qu'il avait offert à la cour de Russie tous les apaisemens convenables pour le duché d'Oldenbourg, auquel l'empereur prenait un intérêt plus particulier, comme appartenant à un prince de sa maison.

Toutes ces démarches conciliatrices furent sans succès : le parti était pris à Saint-Pétersbourg de faire la guerre, et de troubler de nouveau l'Europe. Il déclarait qu'il n'avait rien à redouter de ce superbe ennemi pour la sûreté de ses états ; mais que son attachement pour ses alliés lui faisait un devoir de les mettre en sûreté contre un ennemi avide de conquêtes, et qui ne leur pardonnait pas de s'être mis sous la protection de son aigle invincible.

Il termina par représenter que, l'empereur de Russie étant le dernier des ennemis qu'il avait à vaincre sur le continent, il ferait usage de toute sa puissance pour retarder sa destruction, et qu'il devait s'attendre à des combats multipliés et sanglans, ayant à lutter contre des barbares, qui trouvent dans une sorte de fanatisme le courage que les peuples civilisés trouvent seulement dans leur soumission à la discipline. Il ne se dissimulait pas que l'entreprise était périlleuse, et que, pour triompher

de ces hordes de sauvages, il aurait besoin, peut-être, d'encourager par son exemple; mais que le sacrifice de sa vie était peu de chose, lorsque par ce sacrifice il pouvait espérer de rendre la France glorieuse, et de faire jouir l'Europe du bonheur qu'il avait tâché depuis si long-temps de lui assurer.

Que, dans l'incertitude des événemens d'une telle guerre, sa sagesse, autant que les intérêts de ses peuples, lui faisait une obligation de ne pas s'arracher des bras de ses sujets avant d'avoir pris des précautions pour assurer la régence à sa fidèle épouse et compagne, à la tendre mère de son fils chéri, le roi de Rome, l'héritier de ses états et de sa puissance. Et il invitait le sénat à réaliser, par un sénatus-consulte, ce désir, dont l'accomplissement lui rendrait bien doux le sacrifice qu'il se proposait de faire à la patrie.

Le sénat, agité de la plus vive émotion après la lecture d'un message si touchant, crut qu'il ne pouvait se dispenser de satisfaire aux désirs d'un monarque si disposé à se sacrifier pour la gloire et les intérêts du peuple français et de ses alliés; et quoiqu'il eût décrété déjà deux ans avant que les femmes étaient exclues de la régence, il fracassa ce décret, et décréta que

l'impératrice Marie-Louise aurait la régence de l'empire en l'absence de son auguste époux et après sa mort.

Bonaparte avait pensé que, par cette démarche, il ferait une chose agréable à l'empereur d'Autriche, puisqu'il lui donnait une marque distinguée de la considération qu'il attachait à son alliance.

Après avoir pourvu de cette manière à la considération qu'il avait cru devoir témoigner à l'empereur d'Autriche, au père de son épouse, au grand-père de son fils, pour l'attacher à ses intérêts, il pourvut à son intérêt particulier, en rendant le décret par lequel il menaçait de la peine de mort tout chef de corps et tout officier qui se permettrait de lâcher pied devant l'ennemi avant d'en avoir reçu l'ordre du chef de l'armée; et tout gouverneur ou commandant de forteresse qui la rendrait avant que l'ennemi y eût fait une brèche assez considérable pour pouvoir s'emparer du corps de la place.

Les Romains, autrefois si sévères sur l'article de la discipline militaire, ne se seraient point permis de rendre un semblable décret; ils auraient craint de déshonorer leurs légions en jetant sur elles le soupçon de lâcheté. Bona-

parte n'a pas pris la peine d'entrer dans ces considérations; tous les procédés lui étaient égaux, pourvu qu'il arrivât à son but. Il offensait grièvement, par ce barbare décret, tous les généraux et officiers français, qui, par leur bravoure, lui avaient si souvent procuré la victoire; avaient même fondé sa puissance; mais une telle mesure ne pouvait point être particularisée, et il ne pouvait pas expliquer qu'elle avait seulement pour objet de retenir par la terreur, devant l'ennemi, les troupes de ses alliés, dont il n'avait point encore éprouvé l'attachement à sa cause, dont il suspectait la sincérité, et qu'il craignait de voir l'abandonner dans la chaleur d'une bataille. Ce fut là sans doute la véritable intention de Bonaparte; mais cette mesure révolta tous les généraux et les officiers des souverains alliés; elle indisposa tous ces souverains, et elle produisit un sentiment profond d'indignation dans toute l'Allemagne, où l'on venait d'établir la conscription, c'est-à-dire, l'égorgement méthodique des hommes en état de porter les armes.

CHAPITRE LXXIV.

Bonaparte se rend en Allemagne pour y braver tous les souverains.

Bonaparte avait déjà beaucoup fait pour le succès de sa cause, lorsqu'il eut achevé l'organisation des forces qu'il se proposait de faire agir contre l'empereur de Russie; mais ce n'était pas encore assez pour sa tranquillité; il fallait qu'il fût assuré des sentimens de l'empereur d'Autriche, et de l'impression que faisait sur ce monarque une opération qui, si elle réussissait, mettait en ses mains le sort de l'Europe. Il écrivit en conséquence une lettre, de sa propre main, à l'empereur, pour l'inviter à une conférence à Dresde, prétextant que la cause pour laquelle il allait combattre l'intéressait autant que lui, puisqu'il s'agissait de délivrer l'Europe d'une influence qui lui avait été si funeste, et de la faire jouir d'un repos qu'elle avait assez chèrement acheté par vingt années de guerres et de souffrances.

L'empereur ne fut pas dupe de cette hypocrisie politique. Il connaissait l'homme auquel il avait affaire : il était instruit de ses desseins, et il

croyait pouvoir échapper aux artifices de cet homme qui avait tout fait déjà pour éloigner sa confiance. Il accepta la proposition de se rendre à Dresde.

Le rendez-vous accepté, Bonaparte remit les rênes du gouvernement entre les mains de l'impératrice, et il partit pour l'Allemagne.

Il avait été ordonné à chaque prince des pays par lesquels il devait passer de tenir prêts trois cents chevaux pour les relais du protecteur de l'Empire; et on avait distribué sur la route, depuis Francfort jusqu'à Dresde, des régimens entiers de cavalerie pour servir d'escorte à Sa Majesté, et montrer aux peuples craintifs de l'Allemagne que Napoléon traversait l'Empire en qualité de souverain.

L'empereur d'Autriche qui, malgré ses infortunes, ne pouvait s'empêcher de considérer Bonaparte pour ce qu'il était, ne s'attacha pas aux formes de l'étiquette qui lui auraient imposé de se rendre le premier au rendez-vous. Il s'y rendit le dernier, pour pouvoir y jouir du spectacle de l'orgueil d'un parvenu, pour connaître jusqu'à quel point la fortune peut rendre fou un homme.

Le roi de Saxe fut le seul embarrassé dans cette circonstance tout-à-fait nouvelle. Ce prince

était tourmenté du désir de rendre à l'empereur les honneurs dus à son rang : il aurait voulu aller au-devant de ce monarque; mais il n'osait faire cette démarche, et il craignait de s'exposer au ressentiment de Bonaparte, s'il ne lui rendait pas les honneurs qu'il prétendait lui être dus de préférence à tout autre, étant le créateur du royaume de Saxe et le protecteur de l'empire germanique.

Cette inquiétude fut cause que le roi de Saxe attendit chez lui l'empereur, sans cérémonie, tandis qu'il avait couru avec empressement au-devant de Bonaparte, et qu'il avait fait avec lui dans Dresde une entrée qui ressemblait à un triomphe, puisque cette entrée se fit au bruit des canons des remparts, au branle de toutes les cloches de la ville et à travers une haie de troupes qui avaient été placées dans les rues par lesquelles devait passer le cortége pour arriver au palais.

Cette conduite du roi de Saxe aurait pu fâcher l'empereur, si cette entrevue eût eu lieu avec un souverain d'une autre espèce; mais avec celui-ci tout convenait, et le respectable roi de Saxe était plus à plaindre qu'à blâmer.

Le faste que Bonaparte affecta d'étaler dans cette conjoncture, et le mélange d'orgueil et

d'impudence qu'il manifesta dans ses airs et dans sa conduite, firent un contraste si frappant avec le train simple de l'empereur, avec son ton modeste, naturel et bienveillant, avec les manières paternelles et hospitalières du roi, que, pour surmonter le dégoût de cette conduite et tâcher de s'en accommoder, il fallut prendre le parti de s'en amuser, et se figurer qu'on avait devant soi un personnage de théâtre.

La chose fut traitée sur ce pied, et les honneurs qu'on rendit au personnage, et les préférences qu'on lui accorda, furent tournés en plaisanterie, et ne fournirent pas à l'empereur le plus léger prétexte d'en vouloir au roi de Saxe.

On lui avait donné la première place à table et au théâtre. Au théâtre, tout l'enthousiasme fut pour lui, et on y fit paraître une décoration représentant le temple du Soleil, avec cette inscription flatteuse : *Di lui men grande ed e men chiaro il sole* (il surpasse même le soleil en grandeur et en lumière).

Indépendamment de ce que la ville de Dresde était encombrée de troupes françaises et d'une partie de la garde de Bonaparte, de ce qu'elle était chargée de loger et de nourrir un monde

infini qui appartenait à toutes les branches de son quartier-général, Bonaparte s'était fait suivre par sa maison domestique, composée de deux cent vingt-deux personnes de tous rangs; il donnait des tables, des fêtes, et tout cela se faisait aux dépens du roi et aux frais des habitans.

L'empereur d'Autriche, beaucoup plus modeste, n'avait amené avec lui que quarante-quatre personnes.

Son goût pour les grandeurs prit tout à coup un sublime essor. Il imagina, pour couronner l'œuvre, de tenir cour plénière à Dresde, et il fit dresser par son secrétaire d'état une circulaire qui fut envoyée à tous les rois, grands ducs et autres princes de l'Allemagne, pour les inviter à venir dans cette capitale du royaume de Saxe. Beaucoup de princes y coururent. Mais parmi les rois, il n'y eut que celui de Westphalie : les autres déclinèrent la proposition sous divers prétextes.

Cette résistance à une invitation que Bonaparte avait regardée comme une injonction adressée à des rois qui tenaient de lui leur couronne, et que lui-même avait rendus puissans, lui parut une insoumission répréhen-

sible, mais il renferma dans son cœur le dessein secret de s'en venger.

Quant au roi de Prusse, il ne l'avait pas assez bien traité depuis la paix de Tilsitt pour que ce prince pût trouver de l'agrément dans sa société, et il ne lui en voulut pas d'une répugnance qui lui parut juste à force qu'elle était naturelle. Cependant il avait intérêt de s'assurer de ce monarque, et de le rendre sérieusement ennemi de la Russie. Il espérait de pouvoir réussir dans ce dessein s'il lui parlait, s'il faisait luire à ses yeux l'espérance d'un dédommagement capable de le consoler de ses malheurs passés et de ses souffrances actuelles; mais il voulait éviter de lui faire des promesses par écrit, conformément à cet adage si connu en politique : *Verba volant, scripta manent.* Il écrivit donc au roi de Prusse une lettre de sa propre main, dans laquelle il inséra la formule bourgeoise et attirante : Qu'il avait des choses du plus grand intérêt à lui communiquer.

Une invitation faite dans cette forme fraternelle ne pouvait manquer de produire son effet. Le roi de Prusse se rendit à Dresde, et Bonaparte le reçut avec ses airs accoutumés de grandeur à travers lesquels cependant on voyait qu'il cherchait à mettre le monarque à son aise

en affectant un langage de bienveillance et de protection.

A cette occasion il ne ménagea pas la Russie. Il tâcha de démontrer au roi qu'il n'avait point de plus grande ennemie que cette puissance, qui depuis cinquante années avait été constamment acharnée à sa ruine pour établir son influence en Allemagne.

Il rappela au roi quelques circonstances, qu'il présenta avec beaucoup d'artifice pour appuyer cette assertion, et de ces circonstances il résultait que la Russie n'avait agrandi les états de la Prusse que pour étendre son influence, et rendre sa domination plus insupportable.

Il termina en disant qu'il était plus que temps de mettre un terme à une ambition si funeste à la tranquillité et au bonheur de l'Europe. Qu'il avait mis la plus haute confiance dans l'assistance du roi, qui ne pouvait pas, sans compromettre ses intérêts les plus chers, sans déshonorer sa couronne, tolérer les prétentions d'une cour qui avait montré trop évidemment le dessein d'en faire un brillant vassal, plutôt que celui de le maintenir dans un rang que semblait lui assurer une puissance établie par le génie de l'immortel Frédéric II.

Après avoir ainsi harangué le roi de Prusse,

il crut s'apercevoir au flegme du monarque, que son éloquence courtoise avait fait peu d'impression sur son âme, et qu'il fallait d'autres moyens pour l'émouvoir.

Alors il composa tout à coup son visage, il y fit paraître le caractère d'un homme agité des plus vifs ressentimens, et accablé en même temps de la plus profonde tristesse, et affectant dans le même moment le besoin de verser ses chagrins dans le cœur d'un ami; il dit au roi, du ton pitoyable d'un homme affligé et mécontent, qu'il s'était convaincu récemment qu'il avait dans le cours de ses prospérités fait la fortune de plusieurs ingrats.

Il était venu à Dresde pour y rassembler autour de lui tous ses amis, pour y concerter avec eux les mesures à prendre afin de consolider leur fortune, afin d'affermir les couronnes qu'il avait posées sur leurs têtes. Mais une sorte d'orgueil, qui partait d'une dignité qu'il avait créée, avait enhardi ces ingrats à se refuser à une demande qui n'avait rien que de paternel, et il était instruit que ces rois avaient été blessés d'une mesure qu'il n'avait adoptée que par une considération marquée pour leurs personnes royales, et pour satisfaire à ce besoin d'ensemble si nécessaire dans des opérations aussi

vastes et aussi compliquées que celles qu'il avait entreprises, et dont il s'était déclaré le chef.

Bonaparte voulait excuser dans l'opinion même du roi de Prusse la manière souverainissime avec laquelle il avait disposé du commandement des forces contingentes des rois de Bavière et de Wurtemberg, de celles du roi de Prusse même; et pour donner à son procédé un motif convenable, il prétendit avoir porté au plus haut degré la considération pour leur dignité en plaçant ses contingens sous le commandement de ses maréchaux et de ses généraux, puisque par cet arrangement il les avait mis dans une position à ne point recevoir d'ordres de sa part, mais à suivre seulement les mouvemens ordonnés pour l'ensemble des opérations.

Il ne dissimulait pas au roi qu'il éprouvait le plus vif mécontentement d'une conduite si inconvenante de la part de ses protégés. Sans doute ces princes faits rois par lui avaient oublié qu'il avait succédé au trône de Charlemagne, et qu'il pouvait faire de sa puissance le même usage que cet empereur avait fait de la sienne lorsqu'il fit descendre du trône ce Tassillon, roi de Bavière, qui s'était, comme celui d'aujourd'hui, permis d'être ingrat envers son bienfaiteur.

Il était charmé de voir dans le roi un prince brûlant du désir de rétablir la tranquillité en Europe, et de faire taire les passions d'un voisin dévoré de l'ambition la plus insatiable. Guidé par son inclination pour un monarque si digne de son affection personnelle, il s'était empressé dans un temps, encore peu éloigné, d'agrandir ses états, et de rendre sa puissance capable de seconder efficacement les efforts qu'il faisait pour forcer l'Angleterre à la paix, pour contenir la Russie dans de justes bornes. Mais le génie de la Russie avait fait avorter des projets si bienveillans et si salutaires; il avait réussi, par ses intrigues et ses artifices, à diriger contre la France la puissance que la France même avait pris plaisir à former : c'était engager la Prusse à se détruire de ses propres mains. La Prusse avait mis sa confiance dans la Russie; elle tourna ses armes contre la France, et la Prusse fut détruite.

Bonaparte gémissait de devoir rappeler au roi de si terribles infortunes; mais il ne pouvait rien dire de trop pour bien persuader le roi des dangers que l'on court lorsqu'on a le malheur d'avoir la France pour ennemie, pour le bien persuader de la puissance à laquelle on doit atteindre, lorsqu'on a l'avan-

tage de combattre sous ses drapeaux, et d'être dirigé, encouragé et soutenu par le génie de son chef.

A la suite de ces locutions, Bonaparte se résuma de cette manière : La Russie a voulu la guerre, la Russie est perdue. Les rois de Bavière et de Wurtemberg ont oublié ce qu'ils devaient à ma dignité, ce qu'ils devaient à mes bienfaits, ces rois seront punis. Je les ai créés, je puis les détruire. Nous allons rejeter le Russe dans ses climats glacés. Nous lui reprendrons les provinces qu'il a arrachées aux Suédois et à la Pologne, et, relégué dans les régions de l'ourse, il ne prendra plus part à la politique de l'Europe.

Cette opération achevée, je fais descendre les rois de Bavière et de Wurtemberg de leur trône. J'établis mon frère Jérôme sur le trône de Bavière. Je fais roi le grand-duc de Bade ; j'ajoute à ses états ceux du roi de Wurtemberg, et j'ajoute à vos pays tous les pays qui ont composé le royaume de Westphalie, le berceau de la maison de mon auguste frère Jérôme.

Bonaparte avait eu raison de mander le roi de Prusse quand il avait à lui faire part de toutes ces choses. Outre qu'il eût été indiscret

de les confier au papier, elles étaient un exemple de présomption, d'orgueil et de forfanterie, qui l'eût couvert de ridicule aux yeux de l'Europe, si le roi de Prusse s'était trouvé dans le cas de réclamer l'effet de ses promesses. Il avait donc pris un parti très-sage de ne se montrer bienveillant et généreux qu'en paroles.

Avant cet entretien très-remarquable qu'il eut avec le roi de Prusse, Bonaparte en avait eu un avec l'empereur, qu'il n'est pas moins important de faire connaître.

Il avait cherché à insinuer à l'empereur qu'il avait regagné comme père ce qu'il avait perdu comme souverain; que lui, Bonaparte, n'était personnellement qu'un soldat, à qui l'impératrice sa fille avait daigné confier le commandement de l'armée française; qu'il aurait à lui répondre de sa bonne ou de sa mauvaise fortune, et qu'il espérait que Sa Majesté ne négligerait rien pour le seconder dans une entreprise qui devait affermir pour jamais le sort et la gloire des trônes de France et d'Autriche. Que l'empereur devait abandonner tout intérêt personnel, et se bien pénétrer de l'idée qu'il allait combattre pour l'avantage de son fils, héritier de son trône,

et pour l'avantage de son petit-fils, héritier du trône de France et de celui d'Italie. Que le sort des armes lui avait fait perdre quelques portions de sa monarchie avant son alliance; mais que cette alliance lui avait restitué implicitement cette partie de l'héritage de son fils, puisqu'elle était passée dans les mains de sa fille, et qu'elle devait un jour être l'héritage de son petit-fils.

De telles raisons eussent été fort bonnes pour consoler un père; mais elles n'étaient point suffisantes pour consoler un souverain, qui devait plus à sa gloire et au bonheur de ses sujets qu'à l'intérêt de sa famille, qu'à ses affections particulières. L'empereur ne devait pas insister sur ses prétentions politiques dans un moment où il eût été même imprudent de les déclarer, ayant affaire à un homme qui faisait parade de respecter les liens du sang, mais qui n'était arrêté par aucun préjugé.

L'empereur dissimula, et il fit bien, parce qu'il devait présumer que la fortune se lasserait une fois de prodiguer ses faveurs à un homme qui en avait déjà trop abusé, qui avait immolé les enfans pour causer la douleur des pères; à un homme dont les conquêtes

avaient été des fléaux pour tous les peuples, dont l'élévation avait été une calamité pour tous les souverains.

L'empereur prit le sage parti de s'en remettre à la Providence du soin de ses intérêts, et cependant il promit de contribuer au succès de l'entreprise autant que ses efforts seraient compatibles avec ses ressources et le bien de ses sujets.

Par cet adroit subterfuge l'empereur offrait tout et n'offrait rien, il s'affranchissait de toute importunité nouvelle, et il se ménageait même le prétexte de retirer son corps auxiliaire, si les événemens lui en fournissaient l'occasion, puisqu'il faisait dépendre ses secours de la situation intérieure de ses états.

Après avoir ainsi réglé ses affaires avec l'empereur et le roi de Prusse, Bonaparte ne s'occupa plus que du soin de donner au roi de Saxe, son hôte, un témoignage éclatant de sa reconnaissance. Il le fit mander, car il n'admettait pas dans les formes de son étiquette de faire prier, de faire inviter.

Le roi de Saxe se rendit chez lui. Il fit quelques pas pour le recevoir, et après avoir écarté par un signe les maréchaux et les généraux

qui étaient dans sa chambre, il dit au roi : Mon frère, je sais combien votre pays a maintenant à souffrir du passage et du séjour de la partie de mon armée qui va conquérir la Russie. Je n'ignore pas combien est à charge à votre trésor la dépense que vous faites journellement pour l'entretien de ma maison domestique et celui de mon état général. Tant de sentimens nobles et généreux de votre part méritent une récompense qui égale la grandeur du bienfait. Je vous crée roi de Pologne. Je rétablis ce royaume en votre faveur et en faveur de vos descendans, ou de ceux qui seront habiles à vous succéder. Il sera rétabli de la même manière qu'il existait, lorsqu'il fut possédé par Frédéric-Auguste de glorieuse mémoire.

Un don de cette sorte était en effet bien digne de consoler le roi des sacrifices qu'il était obligé de faire, si Bonaparte eût déjà possédé les provinces qui devaient replacer ce royaume dans la même situation où il avait été avant les conquêtes faites par Pierre-le-Grand et par Catherine-la-Grande, par la Prusse et par l'Autriche; mais la partie reprise à la Prusse, et qui formait le grand duché de Varsovie, était peu considérable,

et, pour rétablir le royaume dans l'état de splendeur où il avait été sous le règne de Frédéric-Auguste, il fallait y réunir non-seulement les provinces qui appartenaient à la Russie, mais aussi celles qui appartenaient à l'Autriche, et la chose été subordonnée aux événemens d'une guerre qui n'était pas encore commencée, et dont le résultat était très-indécis. D'ailleurs, l'idée de ce rétablissement devait mettre l'empereur d'Autriche dans l'inquiétude de savoir si les provinces qui lui appartenaient n'éprouveraient pas le même sort que celles de la Prusse et de la Russie, et il n'avait été ni politique, ni sage à Bonaparte de donner de telles inquiétudes à l'empereur dans un moment où il avait un si grand besoin de ses secours.

Malgré ces considérations, qui auraient dû lui en imposer lorsqu'il conçut un projet si gigantesque, il ne fut point arrêté; déjà la prudence lui avait retiré ses conseils; la fortune l'avait trop gâté; il avait trop de confiance dans ses faveurs pour craindre qu'elle lui retirât sa main protectrice; et plein de cette idée, il était devenu incapable de rectifier le penchant qu'il avait à se donner en spectacle et à faire parler de lui; il aimait mieux se

faire une grande réputation que de l'avoir bonne.

CHAPITRE LXXV.

Bonaparte rétablit l'ancien royaume de Pologne en faveur du roi de Saxe.

Les jeux de l'imagination de Bonaparte auraient été des rêves pour tout homme raisonnable; mais pour lui ils étaient des plans fixes et arrêtés. Si ses ministres, si ses intimes se fussent permis de lui en démontrer, je ne dis pas l'inconséquence, mais les dangers, leur disgrâce était certaine; et pour conserver la faveur de ce maître impérieux, ils étaient obligés d'applaudir à toutes ses lubies; il fut donc impossible d'essayer de le faire revenir d'une idée qui tendait visiblement à le couvrir de ridicule, s'il avait le malheur d'échouer dans son entreprise, et qui avait le double inconvénient de mettre à découvert les sentimens des Polonais à l'égard de la Russie, et de les exposer aux ressentimens de cette puissance, si la fortune venait à lui tourner le dos.

Malgré ces raisons et tant d'autres qui au-

raient dû frapper son esprit et l'éclairer sur l'inconséquence de sa démarche, il rendit le fameux décret par lequel, en vertu de sa toute-puissance impériale et royale, et en sa qualité de conquérant futur de l'empire de Russie, il ordonnait le rétablissement du royaume de Pologne en faveur du roi de Saxe.

D'après ce décret, toutes les provinces polonaises conquises par la Russie devaient être réincorporées dans le susdit royaume.

Il se réservait de donner au nouveau royaume, par lui créé, une constitution adaptée au temps, aux localités et aux mœurs du peuple polonais ; et pour que ce royaume ne pût jamais voir renaître dans son sein ces malheureuses dissensions qui l'avaient si souvent troublé, et qui avaient favorisé les usurpations de ses voisins, il lui accordait la faveur de sa protection auguste, et il l'admettait dans la confédération du Rhin.

On voit par cette disposition que cette considération, qui d'abord avait reçu son titre de la protection accordée par Bonaparte aux princes riverains du Rhin, s'était déjà étendue jusqu'à la Vistule, et que, par ce décret, elle était étendue jusqu'au Niester, au Niéper et à la

Duna. On verra plus tard sur quel fondement était assise cette prétention.

Il s'agissait de mettre à exécution ce décret, et de réaliser cette glorieuse résurrection, et Bonaparte nomma à cet effet, pour son ambassadeur chargé de ses pleins-pouvoirs, M. l'abbé de Pradt, qu'il avait élevé quelque temps avant sur le siége de l'archevêché de Malines, devenu vacant par la mort de M. de Roquelaure.

Il convient de faire connaître ce grand favori de Bonaparte. M. l'abbé de Pradt avait émigré, comme tant d'autres; et comme tant d'autres aussi, ayant cru la cause des Bourbons absolument perdue, il était rentré dans sa patrie. Il avait donné, tant en France que chez l'étranger, des preuves de talent, et Bonaparte ne négligea pas de s'emparer d'un homme qui pouvait lui être extrêmement utile, étant doué d'une éloquence facile et ayant des connaissances très-étendues en politique.

Pendant son séjour à Hambourg, il publia seul et en société plusieurs écrits où il montra qu'il connaissait bien l'esprit de la révolution. On lui attribua alors l'*Antidote du Congrès de Rastadt*, et l'écrit, plein de mérite, sur la Prusse et la neutralité du Nord. Comme il était

parent de La Rochefoucault, il fut sacré évêque de Poitiers par le pape Pie VII, à la recommandation de Bonaparte, qu'il accompagna à Milan en qualité de son aumônier, lorsqu'il y alla pour se faire couronner roi d'Italie, et il eut part à sa confiance. Il est auteur des *Trois Ages des Colonies des Européens*, ouvrage extrait de l'*Histoire de l'abbé Raynal*, et de plusieurs autres écrits sur l'économie politique. Il a accompagné Bonaparte comme aumônier à Bayonne et en Espagne, et en la même qualité à Dresde.

On voit par cette notic : que l'archevêque de Malines était l'homme qui convenait à Bonaparte pour une semblable mission, parce qu'il lui fallait dans cette conjoncture un orateur capable d'émouvoir les cœurs des membres de la diète, et de les rendre aussi fous que celui qui avait entrepris de les soustraire à la domination de l'empereur de Russie, et parce qu'il lui fallait aussi un homme constitué dans les hautes dignités du sacerdoce, ayant à haranguer un peuple presque aussi attaché que les Espagnols à la doctrine et au culte de l'église de Rome.

Avant le départ de cet ambassadeur pour Varsovie, Bonaparte avait eu la précaution d'en-

voyer dans les provinces polonaises soumises à la Russie des agens secrets, la plupart juifs, pour prévenir les habitans de ces provinces du dessein qu'il avait de rétablir le royaume de Pologne, et de remettre ces provinces dans leur ancien état, et pour les disposer à concourir à ce glorieux projet.

Les esprits ainsi travaillés d'avance, l'abbé de Pradt trouva toutes les difficultés aplanies; à son arrivée à Varsovie, il reçut les félicitations de toute la noblesse de cette ville, et il n'éprouva pas la moindre opposition de la part des membres de la diète, lorsqu'il les convoqua pour leur faire part des majestueux projets de son auguste maître. Il leur donna à juger, par le tableau des merveilles qu'il avait déjà opérées, des merveilles qu'il opérerait encore, et ajoutant à ces prestiges des détails sur les forces innombrables qui étaient en marche pour faire la conquête de l'empire russe, et de nouveaux éloges du héros invincible qui les commandait, il excita dans tous les cœurs un enthousiasme qui les porta à tout entreprendre pour seconder un projet si magnifique.

La diète s'ouvrit le 26 juin 1812, avec les cérémonies accoutumées, et on y fit connaître

que le prince Adam-Ezartoriski, général feld-maréchal, en était nommé maréchal.

Après cela il fut présenté une pétition de la part des habitans et des plus riches propriétaires de la Pologne russe, par laquelle ils sollicitaient d'être délivrés de la souveraineté russe.

Dans la séance du 28, le royaume de Pologne fut proclamé rétabli avec toutes les provinces polonaises qui avaient été conquises par la Russie. Le grand duché de Varsovie fut supprimé.

Aussitôt que ce changement fut connu, on entendit dans la salle de la diète le cri général: *Vive Napoléon-le-Grand!* Les dames et les autres personnes présentes arborèrent la cocarde aux deux couleurs bleue et rouge. L'ancien pavillon polonais fut planté sur les édifices publics, et l'on voyait flotter de toutes parts les armes du royaume de Pologne, c'est-à-dire, l'aigle blanc, et celles de Lithuanie représentant un cavalier cuirassé monté sur un cheval.

Il fut souscrit par la diète un acte de confédération, et elle déclara que tout Polonais qui se trouvait au service militaire ou civil de la Russie était sommé de le quitter et d'entrer au service de la Pologne, et qu'il était dégagé de ses sermens de fidélité envers la Russie.

Ce changement subit arrivé dans la situa-

tion politique de la Pologne donna lieu à de grandes fêtes, à de superbes illuminations, où l'on avait représenté en transparens les noms des principales victoires de Napoléon, sa figure et son chiffre.

Lorsqu'on fut instruit à Saint-Pétersbourg d'une conduite si opposée aux lois de la guerre, aux usages reçus et pratiqués parmi les nations civilisées, l'empereur fut transporté tout à coup d'une juste fureur. Il s'écria avec l'accent d'une profonde indignation : « Est-ce avec les Français » que nous avons la guerre? ou sommes-nous » destinés à combattre contre des brigands? » Quoi! cet homme que les Français se sont » donné pour maître n'est pas satisfait de susciter » des guerres et d'immoler chaque année des » générations entières à son ambition, à sa pas» sion inhumaine pour la gloire et pour les con» quêtes! Il ne lui suffit pas de nous forcer de » verser le sang de nos braves sujets en cédant » au besoin d'une défense nécessaire, naturelle » et légitime! Les multitudes qu'il soumet » aux lois d'une discipline atroce pour les lan» cer contre nos états, les souverains qu'il ty» rannise, et la terreur qu'il imprime pour » arracher partout des forces et les diriger con» tre nous, ne lui paraissent point encore capa-

» bles d'atteindre le but qu'il se propose! Déses-
» pérant de triompher de notre courage et de
» notre énergie, intimidé par les exemples que
» nous avons donnés si souvent de notre vertu
» guerrière, il entreprend de semer la division
» chez des peuples que nous chérissons pour
» les enlever à notre amour; il emploie l'art de
» la séduction pour les égarer; il prêche chez
» eux la révolte, la désobéissance et le parjure!
» Sont-ce les ombres de Marat et de Robespierre
» qui planent au-dessus de nos têtes? Sont-
» ce les soldats de la convention nationale de
» France? Quoi! cet homme ose se qualifier
» empereur lorsqu'il agit comme un infâme
» brigand; quoi! il se croit l'égal des souverains
» lorsqu'il se place par sa conduite au-dessous
» du sujet le plus criminel! » Ici, l'empereur
tire son épée, et dit : « J'ignore ce que réserve
» à mon empire la divine Providence, qui l'a
» constamment et visiblement protégé; mais
» la Providence ne protége que les causes justes,
» et elle m'inspire de déclarer à tous ceux qui
» m'écoutent que cette épée ne sera remise dans
» le fourreau que quand j'aurai arraché à ce mi-
» sérable un sceptre qu'il déshonore; que quand
» j'aurai délivré l'Europe de ce tyran désorga-
» nisateur, dévastateur et sanguinaire ».

Ces sentimens de fureur et d'indignation de l'empereur étaient un effet naturel de son âme grande et magnanime. Son génie avait déjà prévu ce qu'il allait en coûter à son cœur noble et sensible pour repousser avec énergie une attaque dirigée dans des principes inconnus jusqu'alors chez les nations policées.

Il voyait devant lui un homme qui réunissait aux talens qui font les conquérans la perversité d'un usurpateur ambitieux; un homme sans préjugé, sans foi, pour qui tous les moyens étaient bons, pourvu qu'ils le fissent arriver à son but; un homme enfin dont la tête était remplie des maximes qui avaient été pratiquées par les plus fameux acteurs de la révolution française.

Il ne se dissimulait pas que la tactique, la discipline militaire, le canon, le fusil, le sabre et la baïonnette, même le courage le plus intrépide de ses guerriers, ne seraient que de faibles moyens pour résister à des multitudes encouragées par des succès nombreux, enhardies par la téméraire audace d'un chef qui ne voyait rien dans l'univers qui pût arrêter sa fortune, et qui joignait à ces moyens physiques et évidens, à ces moyens qu'on pouvait atteindre, combattre, repousser et détruire, les

moyens perfides et cachés de la séduction, de la corruption et de la révolte.

L'empereur avait été surpris, pour ainsi dire, par la rapidité des dispositions qu'avait faites son ennemi qui était sur ses frontières, en très-grande force, avant de lui avoir déclaré la guerre.

Il fallait trois mois à l'armée qui avait combattu sur le Danube pour se réunir à l'armée opposée à Bonaparte. Cette armée eût pu abréger son chemin en traversant une partie de la Pologne; mais les Polonais, séduits par les promesses brillantes de ce prétendu restaurateur de leur liberté, et entraînés par une sorte d'instinct à préférer, sans savoir pourquoi, une situation politique qui ressuscitait seulement une qualification, mais qui ne leur garantissait point une condition meilleure que celle qui les avait rendus si malheureux avant que la Russie en eût fait la conquête, opposaient des obstacles à cette marche, et cette armée, obligée de tourner la Pologne insurgée, déjà armée et organisée, devait arriver quelques semaines plus tard à sa destination.

Dans cette situation difficile, l'empereur combina habilement la répartition de ses forces. Il les distribua de manière à les tenir constam-

ment dans une liaison telle, que, sans se nuire réciproquement pour leurs approvisionnemens en vivres et en munitions, elles pussent aisément se prêter secours et se trouver toujours en état de concourir à l'ensemble des opérations.

Il les avait partagées en trois corps principaux. Celui de droite, sous les ordres du comte de Wittgenstein, était destiné à couvrir Saint-Pétersbourg, la capitale de l'empire et le siége du gouvernement, et à attendre l'armée qui avait été employée en Finlande. Ce corps formait masse et se tenait dans une position concentrée.

Celui de gauche, sous les ordres du général Tormasow, était destiné à couvrir les provinces méridionales de l'empire et à tendre la main à l'armée du Danube qui marchait à grands pas. Ce corps formait également masse pour pouvoir résister aux attaques qui auraient été dirigées de la Pologne.

Celui du centre, sous les ordres du prince Bagration, avait été subdivisé en plusieurs autres corps pour maintenir les communications avec les corps de droite et de gauche; mais la distribution avait été si habilement concertée, que la force principale de l'armée

paraissait évidemment aux deux ailes, et que le centre ne présentait pas de grands obstacles à vaincre.

Cette distribution était ingénieuse par deux raisons : la première qu'elle détournait Bonaparte de l'idée de prendre sa direction sur Saint-Pétersbourg, vu qu'il ne pouvait tourner ses forces de ce côté sans exposer la Pologne, sans perdre ses communications avec le corps auxiliaire d'Autriche, sans faciliter l'arrivée de l'armée du Danube par le chemin le plus court, sans s'exposer à être tourné; et vu aussi qu'il aurait dû beaucoup souffrir pour arriver à cette capitale de l'empire, qui d'ailleurs, dans un climat si âpre, ne lui aurait point offert les ressources et les commodités nécessaires pour établir ses quartiers d'hiver. Et la seconde, qu'elle le décidait à diriger ses opérations vers le centre, où l'armée paraissait plus faible, plus disséminée, moins en état de lui résister et de l'empêcher d'arriver à Moscou, capitale ancienne de l'empire, et située dans une région plus convenable pour établir des quartiers d'hiver.

A ces dispositions si bien combinées, l'amour de la patrie, le zèle des sujets pour sa défense, leur attachement pour la personne de l'em-

pereur, venant à éclater simultanément, un simple appel de Sa Majesté fit l'effet d'un coup de baguette magique; des légions d'hommes tout armés accoururent pour combattre, d'autres pour demander des armes, et en quelques jours les provinces les plus florissantes de l'empire offrirent le spectacle d'un camp immense, où l'on voyait confondus hommes, enfans, vieillards, attendant avec impatience les ordres d'un souverain chéri pour fondre sur l'ennemi, et l'embarrasser au moins dans sa marche, s'ils ne réussissaient point à le repousser et à le détruire.

Mais l'empereur était trop économe du sang de ses sujets, il attachait trop de prix à un dévouement si sublime, à un élan si respectable, pour ne pas ménager des vies si précieuses et les exposer inconsidérément aux hasards des combats. Il connaissait la témérité de l'ennemi auquel il avait affaire; et il avait fondé l'espérance de sa destruction dans l'excès de sa confiance en son bonheur, et dans la négligence des mesures nécessaires pour assurer le succès de ses opérations pour pourvoir aux besoins de son armée.

CHAPITRE LXXVI.

Bonaparte se rend à son armée; passage du Niémen. — Ses premiers succès.

Après avoir rassasié son orgueil de ce que put imaginer de plus éclatant son goût pour le faste et la magnificence, de ce qu'il put exiger de soumission des princes qu'il avait mandés à sa cour, Bonaparte partit de Dresde pour se rendre à son armée.

Il arriva le 21 juin à Wilkouwski, où il avait fixé son quartier-général; et dès le lendemain il adressa à son armée la proclamation que voici :

« Soldats, la seconde guerre polonaise commence, la première fut terminée à Friedland et à Tilsitt. A Tilsitt, la Russie jura alliance éternelle à la France, et guerre éternelle à l'Angleterre. Elle viole aujourd'hui ses sermens! Elle ne veut donner aucune explication de sa conduite extraordinaire avant que l'aigle français ait repassé le Rhin, et ait ainsi abandonné tous nos alliés à sa discrétion. La Russie est entraînée par sa malheureuse étoile, son sort doit être accompli. Nous tient-elle pour dégé-

nérés? Ne sommes-nous plus les soldats d'Austerlitz! Elle nous place entre le déshonneur et la guerre : le choix n'est pas douteux. Marchons en avant; franchissons le Niémen, et portons la guerre dans son pays. La seconde guerre polonaise sera comme la première, glorieuse pour les armes françaises; mais la paix que nous conclurons renfermera en elle-même sa garantie, et mettra fin à cette influence désastreuse que la Russie a exercée depuis cinquante ans dans les affaires de l'Europe. »

Signé NAPOLÉON.

En lisant cette proclamation arrogante, n'eût-on pas cru entendre Jupiter, du haut de l'Olympe, menaçant de ses foudres la Thessalie? n'eût-on pas cru voir toute la famille impériale, tous les membres du sénat, tous les ministres, les généraux russes même, vêtus en habits de pèlerins, abandonner l'Europe, et se rendre en Asie pour se soustraire aux fureurs de ce superbe ennemi? Cependant l'empereur, le sénat et les ministres étaient tranquilles à leur poste, semblables à ces généreux sénateurs romains qui, assis sur leurs chaises curules, attendaient avec intrépidité l'effet de la rage des Gaulois; ils ne

se montraient ni intimidés par les menaces, ni effrayés des forces immenses destinées à les anéantir. Ils délibéraient avec sang-froid, ils agissaient avec prudence, et les résolutions étaient exécutées partout avec cette exactitude et cette précision qu'on remarque seulement dans les temps ordinaires, et lorsqu'on n'a point à se défendre des entrepises et des vengeances d'un ennemi.

C'était un contraste singulièrement remarquable que ce calme imposant et majestueux de l'empereur, qui servait en quelque sorte de réponse à ces emportemens présomptueux et furibonds d'un parvenu ; que ce sang-froid et cette présence d'esprit imperturbables qui régnaient dans les conseils de l'empereur, comparés à ces transports ridicules, à ces joies indécentes qui éclataient dans le quartier-général de Bonaparte et parmi ses partisans, dont le nombre s'était prodigieusement accru à la vue de ses forces et de ses préparatifs redoutables. Mais la présomption de l'un était appuyée sur l'état de ses forces, et la confiance de l'autre sur les ressources de sa politique L'un fondait ses succès sur le nombre des têtes qu'il dirigeait ; l'autre fondait

les siens sur le génie qui remplissait la sienne ; et dans sa confiance dans la Providence.

J'opposerai à cette proclamation, où Bonaparte fonde sa confiance dans ses forces celle de l'empereur de Russie, où ce monarque met la sienne dans la Providence.

Cette proclamation, datée de Wilna, le 13 v. s. (25 juin 1812), était ainsi conçue :

« Depuis long-temps déjà, nous avions re-
» marqué de la part de l'empereur des Fran-
» çais des procédés inamicals envers la Russie ;
» mais nous avions toujours espéré de les éloi-
» gner par des moyens concilians et pacifiques.
» Enfin, voyant le renouvellement continuel
» d'offenses évidentes, malgré notre désir de
» conserver la tranquillité, nous avons été
» contraints de compléter et de rassembler
» nos armées. Mais alors encore nous nous
» flattions de parvenir à une réconciliation
» en restant aux frontières de notre empire ;
» sans violer l'état de paix, et étant seulement
» prêt à nous défendre. Tous ces moyens con-
» cilians et pacifiques ne purent conserver le
» repos que nous désirions. L'empereur des
» Français, en attaquant subitement notre
» armée à Kowno, a le premier déclaré la

» guerre. Ainsi, voyant que rien ne peut le » rendre accessible au désir de conserver la » paix, il ne nous reste plus, en invoquant » à notre secours le Tout-Puissant, témoin et » défenseur de la vérité, qu'à opposer nos » forces aux forces de l'ennemi. Il ne m'est » pas nécessaire de rappeler aux comman- » dans, aux chefs de corps et aux soldats, » leur devoir et leur bravoure. Le sang des » valeureux Slavons coule dans leurs veines. » Guerriers! vous défendrez la religion, la » patrie et la liberté. Je suis avec vous. Dieu » est contre l'agresseur ».

Signé ALEXANDRE.

Quelle différence de langage et de ton! L'empereur Alexandre se confie à la Providence, il s'en remet à elle du soin de sauver ses états. Il s'incline devant sa puissance; il demande conseil à sa sagesse; il se soumet d'avance à ses décrets, tandis que Bonaparte se croit supérieur à toute puissance divine et humaine, et fonde sa fortune future sur sa fortune passée, sur les forces innombrables qui l'entourent et qui le suivent, sur ses victoires qui l'enivrent, sur ses conquêtes

qu'il contemple, sur des richesses que ses compagnons dévorent déjà en idée.

Bonaparte avait placé la plus grande partie et l'élite de ses troupes à son centre, dans l'intention de marcher rapidement sur Moscou. Il avait cru pouvoir atteindre cette capitale avant la mauvaise saison, s'y établir solidement, y reposer ses troupes pendant l'hiver, les y faire jouir des agrémens de la vie au milieu des provinces les plus fertiles de l'empire, et mettre à profit son séjour dans ce lieu de délices, pour proposer à l'empereur une paix sur la base qu'il avait annoncée par sa proclamation.

Il était si assuré du succès de cette conception, qu'il l'avait en effet annoncée à ses soldats comme infaillible. Cependant il s'apperçut bientôt qu'il s'était trompé et qu'il devait être cruellement frustré de ses espérances.

L'empereur, qui avait prévu cette intention de Bonaparte, avait fait ses dispositions en conséquence. Il avait ordonné à ses généraux de se retirer à la vue de l'ennemi, mais de manière à se trouver toujours en communication, et à augmenter la masse des forces dans les environs de Moscou; de ne s'arrêter

que dans des positions susceptibles d'une bonne défense ; d'éviter une affaire générale, et de ne lui opposer de la résistance qu'autant qu'il serait nécessaire pour retarder sa marche, et donner le temps à l'armée du Danube d'arriver.

Ces dispositions furent exécutées avec tant d'exactitude, d'intelligence et d'énergie de la part des généraux, et tant de courage de la part des troupes, que les Français, plus forts du double sur tous les points où ils trouvèrent de la résistance, ne forcèrent les Russes qu'au prix des plus grands sacrifices. Leur marche fut ainsi contrariée jusqu'à Smolensko et Poloczko, où les préparatifs avaient été faits d'avance pour leur opposer une résistance plus sérieuse et plus durable.

Le Niémen fut franchi par les troupes françaises, et comme elles n'éprouvèrent aucun obstacle de la part des troupes russes, qui, en exécution des ordres qu'elles avaient reçues, s'étaient éloignées de ce fleuve, ce passage s'effectua au milieu des cris de l'enthousiasme, au milieu des chants de la plus vive allégresse ; mais, hélas ! les malheureux ne savaient pas que ces chants ressemblaient à ceux du cygne, et qu'ils allaient chercher la mort au milieu

de ce bonheur qu'on leur avait promis.

Ce mouvement ayant eu lieu sur toute la ligne, les Russes abandonnèrent les provinces septentrionales de la Pologne; les Français y entrèrent, et y arborèrent aussitôt les enseignes de l'insurrection.

Les Français pénétrèrent de l'autre côté en Courlande; mais ils ne firent pas de grands progrès dans ce duché, attendu qu'une partie de l'armée, sous les ordres du comte de Wittgenstein, s'était dirigée vers la haute Duna, pour ne pas perdre sa communication avec le centre, et qu'un avancement trop précipité les eût exposés à être pris à dos.

Pour parvenir du Niémen jusqu'à la Duna et au Niéper, l'ennemi eut à soutenir des combats d'avant-garde contre l'arrière-garde des Russes, et chaque nuit ses bivouacs furent si fort troublés par des essains de Cosaques, que les soldats furent excédés de fatigue lorsqu'ils arrivèrent à ces deux fleuves où les dispositions étaient faites pour s'opposer à leur passage.

Ce passage fut défendu de la part des Russes avec tant de bravoure et d'acharnement, qu'il coûta à l'armée française beaucoup de temps, d'embarras et un grand nombre d'hommes. La

fatigue du soldat était extrême, et il ne fut pas possible de suivre les Russes après qu'ils eurent abandonné leurs positions.

Les courses perpétuelles et alarmantes des Cosaques qui voltigeaient par milliers et arrivaient, sans qu'on s'en doutât, sur les flancs et sur les derrières de l'armée, et les obstacles multipliés qu'opposaient presqu'à chaque lieu la valeur des Russes et l'habileté de leurs généraux, avaient tellement retardé la marche de Bonaparte, qu'il dut s'apercevoir qu'il n'atteindrait pas Moscou aussitôt qu'il se l'était proposé.

CHAPITRE LXXVII.

Incendie de Moscou. — Bataille de la Moskowa. Mort du général prince de Bagration ; son éloge.

PENDANT tous ces retardemens, l'armée du Danube faisait chemin ; elle avait passé le bas Niéper ; elle était déjà dans les provinces de l'empire voisines de l'ancienne Pologne ; mais il était impossible qu'elle arrivât assez promptement pour opérer sa jonction avec l'armée qui couvrait Moscou, et il fallut renoncer à l'espoir de sauver cette ville.

Dans cette position, l'empereur considéra dans sa sagesse ce que cette ville, presque entièrement bâtie en bois, vaste et populeuse, aurait à souffrir, s'il entreprenait de la défendre, s'il l'exposait aux effets d'un siége. Il se pénétra bien de l'évidence du fait, que cette capitale serait incendiée et détruite par le canon et les bombes ; que ses malheureux habitans seraient foudroyés, ensevelis sous les débris de leurs maisons, et que ceux qui auraient échappé aux fureurs des flammes seraient exposés à l'horreur du pillage et à être passés au fil de l'épée ; car les Russes chargés de défendre cette

ville, l'eussent fait avec la plus grande opiniâtreté, ils ne se fussent rendus qu'à la dernière extrémité, et ils en eussent fait payer cher la conquête.

Après avoir mûrement réfléchi sur le danger imminent dont était ménacée cette capitale, sur l'impossibilité de la soustraire à la conquête, son génie vaste et hardi lui suggéra l'idée de ravir à l'ennemi les avantages qu'il avait espéré de retirer de cette conquête; il en ordonna l'incendie, et il ordonna aussi celle de tous les villages et hameaux environnans qui auraient pu servir à établir les quartiers d'hiver de son ennemi, espérant que l'armée du Danube serait alors arrivée pour tomber sur ses flancs et sur ses derrières pour la séparer de la ligne de ses magasins qui étaient placés sur la Duna et le Niéper, et en enlever les convois.

Cette résolution était douloureuse pour le cœur paternel de Sa Majesté; il en coûtait à sa sensibilité de l'ordonner; mais son exécution était nécessaire, indispensable pour le salut de l'empire, et la raison d'état exigeait un si pénible sacrifice.

Au reste, l'empereur avait dû s'abandonner à cette terrible mesure à cause du besoin impérieux de sauver son empire; il avait dû en

même temps être rassuré sur les conséquences d'une telle conflagration, puisqu'il avait l'exemple d'un semblable malheur, arrivé à cette ville sous le règne de l'impératrice Élisabeth, par la méchanceté de quelques scélérats, et qu'elle avait été remise en peu d'années dans l'état de splendeur où elle avait été avant.

A l'époque que je rappelle, ce fut un crime commis, et non une mesure prise en vue d'une défense légitime, puisqu'il fut constaté alors par le jugement et le supplice de ses auteurs, qu'ils n'avaient commis ce crime que pour piller et s'enrichir à la faveur du trouble. On sera peut-être bien aise de retrouver ici ce que les journaux du temps ont rapporté sur ce cruel événement.

« Le 23 mai 1752, disent ces journaux, le feu prit avec beaucoup de violence dans cette capitale (Moscou), près la porte d'Arbat. Le vent poussant la flamme vers les quartiers de Nikitska et de Twerskaja, elles se communiquèrent de là dans le quartier de Jamskoï, et en moins de rien cinq mille maisons furent réduites en cendres, ainsi que plusieurs églises et un grand nombre de couvens et de monastères. Quantité de personnes, les unes hors d'état de se sauver, et d'autres occupées à

éteindre le feu, eurent le malheur de périr dans les flammes.

» On était encore dans la consternation causée par cet embrasement, lorsque le feu reprit le 3 du mois suivant, près de la rue d'Arbat, à peu de distance de l'hôtel de M. de Nariskin, maréchal de la cour, qui n'est pas éloigné du château impérial du Kremlin.

» Pendant le reste du jour et la nuit suivante, le vent qui était au sud-ouest poussa les flammes vers les quartiers de Snammka, Pretschirtankaja et Chamowna, jusqu'aux monastère et communauté des demoiselles nobles, où elles s'arrêtèrent le 4 au soir, après avoir consumé plus de treize mille maisons, et dans ce nombre la plupart des églises et des couvens qui étaient les paroisses de ces différens quartiers.

» Le 6 un nouvel incendie se manifesta au centre de la ville, et ne cessa qu'après avoir causé encore un terrible ravage.

» Si l'on peut ajouter foi à la voix publique, et si les récits que l'on fait du dommage ne sont pas exagérés, près des deux tiers de l'immense ville de Moscou ont été réduits en cendres.

» Ce qu'on peut assurer avec certitude, c'est qu'il n'y a aucune famille considérable de l'em-

pire qui ne se ressente du préjudice causé par ce désastre. L'amiral prince Gallitzin y perd seul plus de cent cinquante mille roubles. Les écuries de l'impératrice, situées auprès du quartier Chamowna ont été entièrement consumées. La grande apothicairerie impériale, avec une partie des laboratoires, magasins et bâtimens qui en dépendent ont été la proie des flammes. On regrette en particulier la perte de la belle manufacture de toiles de voiles, de toiles de Hollande et de serviettes du sieur Jean Tamesz, que le feu a totalement détruite avec tous ses ateliers, moulins et appartenances, etc. ».

En rapportant ces détails de l'incendie de 1752, j'ai eu pour motif de faire connaître un malheur bien plus terrible que celui occasionné par la mesure de salut ordonnée par l'empereur ; car l'incendie ordonné par l'empereur n'a pas détruit autant de maisons et d'édifices publics que celui exécuté par la scélératesse.

Dans ces deux circonstances, le monument antique et vénéré appelé *le Kremlin*, le palais des anciens czars moscovites, avait été respecté par les flammes, mais sa destruction fut ordonnée au départ de Bonaparte ; il fut miné par les soins du maréchal Mortier, et l'explosion

qui le fit sauter, en ajoutant au dommage causé par l'incendie, accrut considérablement le nombre des victimes.

Avant que l'empereur eût pris cette sublime résolution, cette résolution décisive, et qui devait influer si efficacement sur le succès de cette guerre, l'armée était embarrassée du parti qu'il devait prendre à l'égard de Moscou. Devait-elle entreprendre de défendre cette grande cité, et l'exposer, ainsi que ses habitans, aux horreurs d'un siége de la part de l'ennemi? Devait-elle l'abandonner à l'ennemi, qui n'aurait pas négligé de la fortifier de manière à pouvoir s'y maintenir, et l'exposer à être assiégée par les Russes mêmes?

C'étaient ces mêmes raisons qui avaient porté l'empereur à la résolution qu'il avait prise; mais cette résolution était encore ignorée de l'armée; les généraux attendaient les ordres de la cour pour savoir le parti qu'ils auraient à prendre; et pour donner aux ordres le temps d'arriver, ils firent prendre à l'armée une position sur la Moskowa, à quelques lieues en avant de cette capitale.

Ils étaient bien persuadés d'avance qu'ils ne conserveraient pas long-temps cette position; et qu'il faudrait des prodiges de courage pour

s'y maintenir, parce que Bonaparte, qui brûlait du désir d'entrer dans Moscou, avait réuni la plus grande force pour les obliger de la quitter.

L'armée fut en effet obligée de l'abandonner; mais ce ne fut qu'après une bataille très-sanglante et très-funeste aux Français, qui y perdirent beaucoup de monde.

Cette bataille, dont le succès appartient aux Français, eût été peu sensible aux Russes, sans la perte du brave général prince Bagration, qui fut blessé à mort, et qui mourut quelques jours après des suites de ses blessures.

Cet habile et intrépide général, qui avait donné dans tant d'occasions des preuves multipliées de talent et de valeur, qui avait tant de fois triomphé à la tête des avant-gardes russes, en Italie et en Moravie, fut enlevé à sa patrie, à l'armée et à l'empereur.

J'ai connu personnellement ce général; j'ai estimé ses qualités sociales autant que j'ai admiré ses talens guerriers, et je ne puis résister au désir de jeter quelques fleurs sur sa tombe, en donnant ici l'extrait d'un rapport fait par le général Golenischtschew-Kutusow à l'empereur de Russie, daté de Wischau, le 13 novembre 1806, après la défaite de Autrichiens à Austerlitz.

L'armée russe, abandonnée des Autrichiens, dut entreprendre sa retraite; mais la retraite était devenue difficile; et le prince Bagration, qui était à l'avant-garde, n'étant plus soutenu par les Autrichiens, et ayant été attaqué à l'improviste, fut enveloppé tellement de toutes parts, que la destruction du corps sous ses ordres et même la défaite totale de l'armée devaient paraître inévitables.

« Tandis qu'on se battait de part et d'autre, dit le général Kutusow, le général Murat envoya un trompette pour offrir un armistice. Le prince Bagration m'en fit donner avis aussitôt. J'envoyai sur-le-champ l'adjudant-général baron de Wintzingerode au général Murat, avec l'ordre d'entrer en négociation, et si l'on proposait des conditions avantageuses, de conclure un armistice. J'avais uniquement en vue de gagner du temps pour trouver les moyens de sauver l'armée et de m'éloigner de l'ennemi. L'adjudant-général Wintzingerode signa en effet une convention d'armistice que le général Murat crut devoir envoyer à son souverain pour qu'il le ratifiât. Il me fut aussi envoyé un *duplicata* de cet acte pour le même objet. Je retardai de vingt heures ma réponse, *et sans accepter en aucune manière cette convention*,

je continuai ma retraite avec l'armée, et m'éloignai de deux marches de l'armée française. Quoique je visse le corps du prince Bagration exposé à une perte certaine, je dus me trouver heureux de pouvoir sauver l'armée en sacrifiant ce corps. Mais, à la satisfaction générale, le major-général prince Bagration m'envoya hier matin l'avis que l'ennemi n'ayant reçu de moi aucune réponse relativement à l'armistice, avait déclaré qu'il ne voulait plus entendre à aucune suspension d'armes, et qu'il ne pouvait même consentir aux quatre heures de délai qui avaient été fixées pour la retraite du prince Bagration, si la convention d'armistice ne devait pas être ratifiée; qu'aussitôt après cette déclaration l'ennemi l'avait attaqué, et avait commencé un feu très-vif d'artillerie des batteries qu'il avait établies dans l'intervalle. Le brave général-major prince Bagration, sans perdre un moment contenance, fit jouer de son côté son artillerie, et jeter un grand nombre de bombes sur l'ennemi; il parvint par là à mettre le feu au village où se trouvait le corps ennemi qui devait le prendre en flanc. Les flammes s'étant bientôt étendues, l'ennemi fut forcé d'abandonner ce village pour sauver ses caissons; il se porta derrière à quelque dis-

tance, ce qui fit gagner deux heures au prince Bagration pour sa retraite. Cependant l'ennemi joignit ce général, et le serra même de si près, qu'une partie de son corps se trouva plusieurs fois coupée. Malgré cela, les espérances de l'ennemi furent constamment déçues; nos soldats se firent jour partout avec la baïonnette, et culbutèrent même quelquefois la cavalerie ennemie. Le prince Bagration parvint de cette manière à effectuer sa retraite avec son corps consistant en 6,000 hommes, en combattant sans cesse contre une armée de 30,000 hommes, qui était commandée par plusieurs maréchaux. Il a rejoint aujourd'hui notre armée; il a ramené prisonniers un lieutenant-colonel, deux officiers et cinquante soldats, dont il s'est emparé. La perte de l'ennemi doit avoir été très-considérable, de l'aveu même des prisonniers. Il y a eu aussi un général ennemi tué, dont j'ignore le nom. En faisant mon rapport à V. M. sur cet événement qui a ajouté à la renommée des guerriers russes, je prends la liberté de solliciter sans délai une récompense pour le général-major prince Bagration, qui s'est distingué à chaque pas dans une retraite de cinquante milles, et qui s'est déjà rendu digne plus d'une fois de V. M. », etc.

Une telle perte était regrettable; elle enlevait à l'empereur un de ses meilleurs généraux, mais elle avait été causée par une bravoure, par un acharnement qui avait donné le temps aux ordres d'arriver, et par là elle avait été doublement utile à la patrie. La mort de ce héros était l'effet d'un véritable dévouement, d'un dévouement nécessaire, et sa cause, ainsi que le résultat qui l'a suivie, lui donnent un droit incontestable aux regrets de ses contemporains et à l'admiration de la postérité.

CHAPITRE LXXVIII.

Bonaparte entre dans Moscou au milieu des flammes; sa surprise, sa fureur à cette occasion. Il se venge en violant d'une façon atroce le droit des gens.

La victoire de la Moskowa avait ouvert à Bonaparte les portes de Moscou; il n'y avait plus d'obstacles qui pussent l'empêcher de s'en emparer. Il croyait avoir atteint son but, et avoir réalisé les promesses qu'il avait faites à son armée avant de passer le Niémen. Fier de ses succès et de ce dernier triomphe, il se propo-

sait de donner le plus grand éclat à son entrée dans cette capitale, parce qu'il se regardait déjà comme maître de la partie la plus intéressante de l'empire, et par cette raison, en état d'en achever la conquête, si la cour de Saint-Pétersbourg faisait difficulté d'accepter les conditions de paix qu'il lui plairait de lui dicter.

Le jour fixé pour la cérémonie, il rassembla autour de lui tous ses maréchaux, ses généraux et son brillant état-général, pour lui donner toute la pompe convenable à la circonstance. Il s'était vêtu d'un uniforme de colonel pour se faire mieux distinguer au milieu de la foule dorée qui l'accompagnait.

Arrivé aux portes de la ville, il crut trouver tout un peuple ouvrant les bras pour le recevoir; il avait cru entendre retentir dans les airs les mots si doux à son oreille : *Vive l'empereur Napoléon-le-Grand!* Mais toutes les avenues de la ville étaient désertes; mais le silence le plus profond régnait de tous les côtés; il avait cru trouver les rues jonchées de fleurs, il n'y aperçut que des cendres; il avait cru trouver des tapisseries sur les murs des maisons, il n'y aperçut que des flammes. Il se tourna vers ses généraux, et il leur dit avec l'expression d'une fureur concentrée : « Entrons-nous dans Troye

» ou dans Sagonte? N'avons-nous fait tant de
» chemin, n'avons-nous tant combattu, n'avons-
» nous surmonté tant de fatigues et de dangers
» que pour n'acquérir que des ruines? Il en
» coûtera la vie aux scélérats qui ont exécuté un
» tel crime. J'ordonne qu'il soit formé sur-le-
» champ une commission militaire, et que la
» vengeance égale la grandeur du forfait ».

Bonaparte avait espéré de dicter la paix dans
cette ville, et il fit tout ce qu'il put pour s'y
établir. Toutes ses troupes furent employées à
éteindre l'incendie, et elles y parvinrent. Le
Kremlin avait été respecté; il s'y logea, et dè
ce moment, il ne s'occupa plus que des moye
de révolutionner l'empire comme il avait
volutionné la Pologne.

Je parlerai de cette manœuvre politi
mais je dois avant offrir quelques observa
sur la conduite de ce farouche conqué
l'égard des incendiaires de Moscou.

Après être entré dans Moscou, en se
bre 1812, Bonaparte, comme je l'ai
déjà, établit une commission militai
juger les individus qui avaient été
comme incendiaires.

Ce tribunal fut composé du géné
Lauer, grand-prevôt de l'armée; d

baron Michel, du général baron Saunier, du général baron Rodelin, de l'adjudant-commandant Théry, et du chef-d'escadron Jeannin. Le général comte de Monthion fit la fonction de procureur général impérial, et le chef-d'escadron Wiber, celle de rapporteur.

Ce tribunal tint sa séance le 24 septembre. Les accusés, tous nés Russes, étaient au nombre de vingt-six. Dix furent condamnés à la peine de mort et exécutés dans les vingt-quatre heures. Les seize autres, contre lesquels on ne trouva point de preuves suffisantes pour les condamner à la même peine, auraient dû être acquittés; mais ils furent reconduits en prison pour empêcher qu'ils ne fissent de nouveau du mal.

Il était dit, dans le prononcé du jugement: *Après avoir entendu le rapporteur en son rapport, et les accusés dans leurs défenses, et après que ceux-ci eurent déclaré qu'ils n'avaient rien à ajouter, etc.*

Cet acte est si nouveau, et cette conduite si extraordinaire, dans un siècle où les peuples sont parvenus au plus haut degré de civilisation, qu'il mérite d'être examiné pour faire sentir ce qu'il renferme à la fois de tyrannique et de dérisoire.

Premièrement, quels individus sont traduits devant ce tribunal ? Des sujets de l'empereur de Russie. De qui sont-ils justiciables ? De leur souverain, de l'empereur de Russie. En vertu de quoi le sujet d'un souverain est-il justiciable ? En vertu d'une loi déjà connue, déjà promulguée, et pour cause d'une infraction à cette loi. Quelle doit être la fonction d'un tribunal ? Celle de juger de la contravention ou de l'insoumission à la loi; de déclarer coupables ceux qui y ont contrevenu, et d'appliquer, en réparation de cette contravention, les peines prononcées par elle. Mais ici les Français ont jugé et condamné à la peine de mort des hommes qui avaient obéi à une loi de leur souverain, car un ordre est une loi venant de la part du souverain, et c'est pour s'être conformés à la loi qu'ils sont punis de la peine de mort. Quelle horrible contradiction !

Il résulte évidemment des principes que je viens d'établir, que des hommes ne peuvent être jugés et condamnés qu'en vertu des lois auxquelles ils sont soumis; or, n'existant point de loi qui prononçât la peine de mort contre les sujets russes qui auraient mis le feu dans Moscou avant l'arrivée des Français dans cette ville; et aucune loi semblable n'y ayant été

publiée de leur part avant leur arrivée, ils devaient prendre la ville dans l'état où elle se trouvait, et aucun des incendiaires n'était justiciable d'un tribunal français; car la loi, dans tous les pays policés, doit indiquer le délit, elle doit servir à diriger l'opinion des juges; or, pour indiquer le délit, elle doit l'avoir nécessairement précédé. Ainsi, si les juges ne peuvent juger que d'après une loi écrite et promulguée, il était impossible de faire juger par un tribunal des individus qu'aucune loi n'avait désignés comme coupables, encore qu'ils pussent l'être horriblement aux yeux des Français. Un tel jugement n'est qu'un assassinat.

En admettant que ces individus fûssent coupables dans l'opinion des Français ou de leur chef; on pouvait se conduire envers eux de la manière que le permet le droit de la guerre, les immoler à la vengeance sans autre forme de procès. Mais faire juger des sujets russes par des généraux et des officiers français; mais les condamner à la suite d'une défense exposée dans une langue inintelligible pour les juges, ou sur le dire d'interprètes, ou ignorans ou corrompus: c'est une dérision tyrannique, une barbarie sans exemple, et c'est même une usurpation outrée du droit sacré de la propriété et

de la puissance souveraine; car un chef d'armée, fût-il roi ou empereur, ne peut ériger des tribunaux suprêmes dans un pays qu'il occupe par le résultat de la guerre, pour punir des délits commis avant son arrivée. Il ne peut ériger de tels tribunaux que dans un pays cédé, que dans un pays ou il a acquis le droit d'exercer la souveraineté.

Le vainqueur a incontestablement le droit de pourvoir à sa sûreté et d'imposer des lois aux sujets de son ennemi dans tous les endroits où il parvient et qu'il occupe, et il peut, pour l'exécution de ces lois de circonstance, établir des tribunaux, créer des commissions militaires. Mais faire juger des sujets de son ennemi par un tribunal arbitraire, agissant par la volonté du chef qui l'a créé, sans être dirigé par aucune loi qui ait prévu la faute ou le crime, et qui ait prononcé sur la peine à infliger au coupable, c'est se mettre à la place du souverain légitime; c'est usurper sa puissance, et c'est outrer la barbarie que d'employer de cette manière les formes de la justice ordinaire.

Mais pour mieux démontrer l'irrégularité de cette conduite, je suppose que Bonaparte eût pu prévoir qu'il ferait la conquête de Moscou. Pour mettre les individus de cette ville dans le

cas d'être traduits légalement à un tribunal militaire, il eût dû faire proclamer dans Moscou, avant d'y entrer, que tout incendiaire serait condamné à la peine de mort. Mais comment aurait-il pu faire parvenir une telle loi dans cette capitale lorsqu'elle était encore au pouvoir de son ennemi ? La chose était impossible, et par cette raison, aucun tribunal ne pouvait être par lui établi pour juger d'après une loi qui n'existait pas.

Mais eût-il réussi à faire parvenir une telle loi dans Moscou, avant d'en avoir fait la conquête, cette loi eût-elle pu détruire l'autorité souveraine de l'empereur de Russie ? eût-elle pu détruire le droit qu'avait ce monarque de se servir de tous les moyens qu'il aurait jugés nécessaires pour pourvoir à sa défense ? Il n'est pas douteux que l'incendie d'une ville immense, riche et populeuse, ne soit un sacrifice cruel; mais si ce sacrifice est nécessaire pour le salut de tout l'empire; si, par ce sacrifice, on ravit à son ennemi des ressources et des abris à la veille de la saison la plus rigoureuse de l'année, c'est une raison de guerre qui porte à une résolution si extrême; c'est un motif de défense légitime qui exige une dévastation si terrible, et une telle mesure, quelque déplo-

rable qu'elle soit aux regards de l'homme sensible, n'est nullement condamnable, surtout si elle est susceptible d'influer sur le sort du reste de l'empire.

Si Bonaparte pouvait ériger en droit le pouvoir de punir les sujets d'un souverain pour avoir mis le feu à une de ses villes, à plusieurs villages de son pays, avant de s'en être emparé, il pouvait se servir du même droit pour punir les sujets d'un souverain qui auraient mis sous l'eau des villes et plusieurs villages, car les inondations causent plus de dommages que les incendies, et sont plus difficiles à réparer.

Enfin, les Français avaient-ils le droit de mettre en jugement, de faire déclarer coupables, et de faire exécuter comme tels, des hommes qui étaient sujets de l'empereur de Russie, et qui, par les ordres de ce souverain, transmis par le gouverneur de Moscou, avaient mis le feu à cette ville, surtout lorsque cet incendie avait été ordonné comme mesure militaire, et dans la vue de priver l'ennemi des avantages qu'il pouvait espérer de la conquête d'une capitale située au centre de la plus belle partie de l'empire?

De quelque manière qu'on envisage cette

conduite de Bonaparte, on y trouve irrégularité, violation du droit des gens, usurpation des droits du souverain légitime, et des assassinats juridiques autorisés seulement par l'abus le plus odieux et le plus cruel de la force.

La mesure adoptée par l'empereur était grande, hardie et conséquente; mais elle était surtout politique, parce qu'elle était décisive et salutaire.

Par cette mesure aussi inattendue qu'énergique, Bonaparte était mis dans la nécessité de retourner sur la Duna et le Niéper, pour se rapprocher de ses magasins, qui lui devenaient indispensables à défaut de vivres, qu'il avait espéré pouvoir se procurer dans les pays par lui envahis.

Par cette mesure, l'empereur chassait, sans combats, son ennemi du cœur de ses états; il assurait la libre navigation du Volga, il rétablissait ses communications entre le nord et le midi de son empire; il ouvrait le passage à ses armées de Turquie; enfin, il arrachait à son ennemi des ressources en tous genres, qu'il se fût procurées dans ses états, et il changeait absolument la position avantageuse qu'il avait prise pour rouvrir la campagne suivante.

Mais il semble que cette mesure n'ait pas été seulement une inspiration du génie de l'empereur, et que la Providence y soit entrée pour beaucoup, puisqu'elle a été suivie d'effets que ce monarque n'avait pas pu prévoir, et qui ne pouvaient dépendre que de cette divine Providence.

C'est à la Providence, sans doute, et à la protection qu'elle avait daigné accorder à la plus juste des causes, qu'il faut attribuer le froid excessif qui se fit sentir dans une saison où d'ordinaire on n'en éprouve que de légères atteintes, et qui fit périr misérablement et cruellement la plus belle et la plus nombreuse armée qui eût jamais été rassemblée en Europe. C'est la Providence, sans doute, qui a aveuglé son chef au point de lui faire négliger les précautions convenables pour la garantir des rigueurs d'un froid anticipé.

Il faut rendre grâces au génie de l'empereur Alexandre qui lui a inspiré une idée si politique et si décisive; mais il faut s'incliner respectueusement devant cette divine Providence qui a secondé si puissamment une résolution si énergique.

Il faut rendre les plus humbles actions de grâces à cette même Providence de ce qu'elle

a donné à ce turbulent usurpateur, ce génie présomptueux, cette confiance inaltérable en son bonheur, qui lui a fait prolonger son séjour dans des lieux dont il aurait dû s'éloigner aussitôt qu'il eut acquis la preuve qu'il ne pouvait ni y loger, ni y faire vivre ses armées, et qui a donné le temps au général Kutusow, commandant alors l'armée du centre, d'arriver sur son flanc, de retarder sa retraite, de gagner ses derrières, de le séparer de la ligne de ses magasins, et de livrer ces mêmes armées, vêtues comme au printems ; aux horreurs de la famine et aux fureurs de l'aquilon le plus fougueux.

Si nous considérons Bonaparte dans la position où il s'était placé avant ces événemens, tenant avec 400 mille hommes la ligne de la Duna, depuis sa source jusqu'à son embouchure, et celle du Niéper, depuis sa source jusqu'à Kiow, et disposant ainsi de toute l'ancienne Pologne ; si nous le considérons maître de Moscou, et pouvant pousser des partis jusqu'au Volga ; si nous le considérons enfin avec la force énorme qu'il avait déjà introduite dans l'empire russe, et les nombreux renforts qu'il pouvait attirer à lui pendant l'hiver, puisqu'il avait à sa disposition les forces et les ressources

de toutes les puissances qu'il avait vaincues et enchaînées ; puisqu'il se trouvait dans la position la plus favorable pour combattre le seul ennemi qui restait à vaincre ; puisqu'il n'avait que peu de pas à faire pour être le maître absolu de l'Europe, nous devons nous prosterner devant cette divine Providence, et reconnaître que c'est à son secours ineffable que l'Europe doit aujourd'hui son salut.

Bonaparte, engagé dans une situation si embarrassante que celle où il se trouvait déjà après son entrée dans Moscou, puisqu'il n'appercevait pas de moyen d'établir ses quartiers d'hiver dans cette capitale et dans ses environs, eut recours aux ruses de la politique.

Il fallait trouver un prétexte pour se rapprocher de l'empereur, et introduire une correspondance, non pour traiter de la paix, mais pour obtenir les moyens de se mettre en union avec ses magasins. Il envoya en conséquence à l'empereur, le général Lauriston, son ci-devant ambassadeur à la cour de Saint-Pétersbourg, pour notifier à l'empeteur qu'ayant satisfait à ce qu'il devait à sa gloire, à ce qu'il devait à ses alliés, son intention n'était pas de pousser la guerre plus loin, si l'empereur lui-même était disposé à

y mettre un terme, et qu'il serait convaincu de sa disposition sincère et de son inclination pour la paix, s'il consentait à souscrire le projet d'armistice qui lui serait présenté par son ambassadeur.

Par ce projet d'armistice, Bonaparte offrait de se retirer jusqu'à Wiasma, ou, en d'autres termes, de conserver en partie les pays qu'il avait déjà envahis, pour assurer davantage ses communications avec la ligne de ses magasins. Il avait espéré, par cette escobarderie, regagner en partie les avantages qui lui avaient échappé par la grande mesure de l'empereur. Il avait espéré d'employer l'hiver à séduire, corrompre et soulever les provinces qui auraient été occupées par ses armées, et d'ouvrir la campagne d'une manière à faire repentir l'empereur du mal qu'il avait voulu lui faire.

Mais l'empereur fit faire à la proposition cette réponse simple et laconique: « C'est à présent seulement que la guerre commence, et il ne sera question de paix avec celui qui vous envoie qu'après qu'il aura satisfait aux conditions que j'y ai mises. Il connaît ces conditions; c'est à lui de voir s'il veut les remplir ou se rendre responsable du sang qui sera versé ».

CHAPITRE LXXIX.

Bonaparte quitte Moscou. Sa retraite. Désastres qu'éprouve son armée.

La réponse de l'empereur était catégorique et ferme, et Bonaparte dut s'apercevoir qu'il n'y avait aucune espérance à fonder sur la ruse, et qu'il n'y avait pas un moment à perdre pour sortir d'une situation qui de jour en jour devenait plus difficile.

Il avait cherché à jouer l'empereur, et l'empereur l'avait joué lui-même encore cette fois, en ne lui renvoyant son ambassadeur qu'après l'avoir fait attendre plusieurs jours avant de le recevoir, qu'après l'avoir fait conférer avec ses ministres, enfin qu'après l'avoir retenu deux semaines, pour donner le temps au général Kutusow de faire ses dispositions.

Bonaparte, ayant vu de ce côté ses espérances déçues, jugea qu'il n'y avait d'autre parti à prendre que de s'éloigner d'un lieu sans ressources et de se rapprocher de la ligne de ses magasins.

Avant de commencer cette opération, il adressa à son armée un ordre du jour, dans

lequel il lui annonça avec sa jactance ordinaire qu'il allait la conduire dans un lieu commode et abondant en ressources; que c'était là qu'il avait résolu de fixer ses quartiers d'hiver; que, s'il rencontrait les Russes en son chemin, il les battrait, parce que rien n'était capable d'arrêter une armée triomphante; mais qu'il serait mieux de ne pas les rencontrer, parce que ces rencontres entraînaient toujours une perte de temps.

Voyons si les présomptions de Bonaparte étaient fondées, et s'il ne s'était pas abandonné trop légèrement à la bonne opinion qu'il avait en ses talens, et à sa confiance en son bonheur.

Pendant qu'il composait avec le hasard et qu'il se débattait au milieu de mille idées qui traversaient son esprit et qui le tenaient dans une indécision cruelle, le général prince Kutusow était arrivé avec l'armée russe près de Letaschowka, entre Kaluga et Moscou, où il avait placé son camp, pour couvrir les provinces méridionales de l'empire, ensorte qu'il était établi sur le flanc droit de l'armée française.

Dans cette position avantageuse, se trouvant au centre des provinces les plus peuplées et les mieux cultivées de l'empire, le général Kutusow recevait à tout instant de nombreux renforts

que lui fournissait le patriotisme des habitans; et les provisions ne lui manquaient pas.

Son armée s'étant trouvée grossie considérablement en peu de jours, il se vit en état d'envoyer au loin des partis pour observer les mouvemens de l'ennemi, et pour intercepter ses convois, s'il avait le dessein de prolonger son séjour à Moscou.

Ces partis ayant eu souvent l'occasion de rencontrer l'ennemi et de se mesurer avec lui; il en résulta que l'armée, déjà très-nombreuse, pleine de courage, et encore augmentée par l'ardeur du patriotisme qui la renforçait journellement, quoique représentée par les bulletins de l'armée française comme réduite à la dernière extrémité, comme au moment d'être détruite, n'étant composée que de jeunes recrues sans forces, sans instruction, sans discipline, parfaitement étrangères à l'habitude des combats, et incapables de ce sang-froid intrépide si ordinaire aux invincibles qu'il commandait; il en résulta, dis-je, que cette armée avait singulièrement affaibli l'armée française par les fatigues et les pertes qu'elle lui avait fait éprouver dans des combats partiels et sans cesse renouvelés.

Le centre de l'armée française, commandée

par Bonaparte en personne, dont le quartier général était dans Moscou, était placé dans cette position très-remarquable. Il se trouvait renfermé dans un vaste cercle fermé par les grandes chaussées de Twer, de Wladimir, de Roepan et de Kaluga, et la ville incendiée était comme une espèce de phare qui semblait indiquer qu'elle était le point central de la dévastation. Et en effet, toutes les contrées voisines des chaussées que je viens de nommer avaient été transformées en déserts par l'inhumanité des Français, dans le temps où leurs succès leur avait fait croire que tout leur était permis, et qu'ils n'avaient rien à redouter de la destinée. Bien persuadés que les habitans ne seraient point touchés du malheur de leur position, ils ne cherchèrent point encore à leur inspirer la pitié. Pressés par le besoin, ils sortaient du camp par milliers, et parcouraient les campagnes pour se procurer du pain et des fourrages; mais des multitudes de paysans placés en embuscade dans les bois et dans les marais les immolaient par centaines, et ceux qui avaient réussi à se soustraire à leur vengeance, n'échappaient point à la surveillance des Cosaques.

Le 6 octobre, vieux style, ce jour même que Bonaparte quitta Moscou, le roi de Naples

(Murat) fut attaqué à l'improviste par un corps russe près de Tarutina, à quatre-vingts werstes de Moscou; il fut battu et mis en fuite. Les trophées de cette victoire furent vingt-six pièces de canon, deux mille prisonniers, et une immense quantité de bagages. Le roi même courut risque de tomber entre les mains des vainqueurs.

Bonaparte, en partant de Moscou, avait dirigé sa marche par l'ancienne route de Kaluga. Il était à supposer que cette disposition n'était qu'une feinte, puisque cette route ne conduisait pas directement au Niéper, où était la ligne de ses magasins, et qu'il avait intérêt à atteindre le plus promptement ce point. Il était à supposer que cette marche sur Kaluga avait eu pour objet d'effrayer les Russes et de les faire rétrograder, de gagner sur eux une marche, de se jeter ensuite de côté, et enfiler la grande chaussée de Smolensko, dont les environs offraient encore quelques ressources.

Le général Kutuzow ne fut cependant point dupe de cette démonstration, et au lieu de rétrograder, comme l'avait espéré Bonaparte, il avait fait un mouvement rapide en avant sur le flanc gauche de l'armée française, et toute son armée se trouvait placée le 11 octobre (v. s.), près de Malojaroslawez.

Cet événement donna lieu, le lendemain 12, à un combat très-vif entre le sixième corps russe et le quatrième corps des Français.

Le général russe avait espéré, par cette savante disposition, engager Bonaparte à une bataille générale, et en finir tout d'un coup avec cet homme; mais Bonaparte ne jugea pas convenable de s'engager dans une telle affaire au milieu de la plus affreuse disette de tout le nécessaire en vivres et en munitions de guerre; il jugea plus à propos de demeurer spectateur de ce combat particulier.

Ce combat, glorieux pour les armes russes, fit comprendre à Bonaparte qu'ayant en tête des troupes si aguerries et un général qui ne se laissait pas tromper par ses ruses, il n'y avait pas un moment à perdre pour atteindre la ligne de ses magasins.

Par sa manœuvre habile, le général prince Kutusow avait rétréci le chemin que Bonaparte avait cru rendre libre et spacieux, et l'armée française fut contrainte elle-même de rebrousser chemin jusqu'à Mosaïck, sur une route qu'elle avait ravagée en arrivant, et qui n'était plus qu'un désert lorsqu'elle y rentra.

Cette rétrogadation commença le 14 octobre (v. s.), par Boroswk et Vereja, et pendant

la marche, l'armée française eut constamment sur ses talons vingt régimens de Cosaques commandés par le général Platow, et d'un corps d'armée sous les ordres du général Miloradowilsch, qui formaient l'avant-garde de l'armée russe.

Pendant cela l'armée russe avait fait un mouvement à gauche, et elle se trouvait en possession de la grande chaussée de Smolensko, où Bonaparte avait cru avec raison trouver des ressources, car il y avait abondance de vivres et de fourrages qui y avaient été amenés au secours de son armée.

Les magasins les plus voisins de l'armée française étaient à Smolensko; la distance de Smolensko à Malojaroslawetz est de 50 milles d'Allemagne, et cette route à parcourir sans pain, sans fourrage, suivi d'un ennemi qui ne lui donnait point de repos, était la tâche que Bonaparte avait offerte au courage de son armée.

Il est inconcevable qu'un homme comme Bonaparte, qui depuis quinze ans avait commandé en chef des armées, ait négligé de cette façon le premier devoir d'un général en chef, celui d'approvisionner son armée et de tenir toujours ses magasins à sa portée. Un tel aveu-

glement, qui l'exposait à perdre à la fois son armée et sa réputation, et à lui enlever pour jamais la confiance de ses troupes, est un de ces coups de la Providence qui avait résolu de le perdre et de le faire descendre d'un trône dont il n'était pas digne, puisqu'il avait toujours abusé de sa fortune et de sa puissance.

Cette situation malheureuse de l'armée française le devint bien davantage encore à mesure que la disette augmenta; alors des régimens entiers se transformèrent en troupes de maraudeurs. Tout ce qui restait encore çà et là, à droite et à gauche du chemin, fut pillé et dévasté. Mais les chevaux, sans fourrage, mouraient par milliers, et journellement une grande quantité de bagages et de chariots de munitions étaient brûlés, à défaut de chevaux pour les transporter plus loin.

D'un autre côté, étant vivement pressée par des essaims de Cosaques qui la suivaient sans la quitter un seul instant, l'armée française fut obligée de suivre une seule route, et fut réduite à ne se nourrir que de viande de cheval; et comme déjà on devait employer les chevaux de la cavalerie pour sauver l'artillerie, les malheureux animaux étaient détachés successivement pour apaiser les angoisses de la faim. On

en sacrifia tant, que les canons dûrent enfin rester en arrière, brisés ou encloués. En un mot, la disette, qui était déjà devenue si grande, montait chaque jour à un tel point, que les esprits en étaient effrayés, et voyaient devant eux les présages d'une mort certaine.

L'armée était dans cette déplorable situation lorsque, le 22 octobre (v. s.), pour surcroît de malheurs, elle fut atteinte par l'avant-garde de l'armée russe dans les environs de Wiasma. Son arrière-garde, composée du premier corps commandé par le maréchal Davoust et d'une partie du quatrième corps, de ce corps qui avait déjà combattu onze jours avant, près de Malojaroslawez, fut attaqué avec tant de vigueur, qu'on se battit de part et d'autre avec un acharnement sans égal. Cependant, après un nouveau sacrifice de plusieurs milliers d'hommes tant tués que blessés et prisonniers, et une perte de vingt-cinq pièces de canon, les Français furent repoussés jusque dans Wiasma, et ils n'échappèrent à la poursuite qu'à la faveur de la nuit et de la fumée épaisse produite par le feu qu'ils avaient mis dans cette ville et dans tous les bourgs et villages par lesquels ils passèrent.

Jusqu'ici tant de succès d'une part, et tant

de désastres de l'autre, avaient été dus aux talens du général prince Kutusow, à l'habileté de ses conceptions, à l'exécution intelligente et précise de ses manœuvres. Mais la Providence avait résolu de délivrer l'empire de Russie de toute inquiétude de la part des Français; elle avait décidé que l'empereur Alexandre serait le libérateur de l'Europe, et qu'il briserait le trône de celui qui avait brisé tant de trônes, et qui n'avait porté la guerre dans ses états que pour soulever ses sujets, que pour appuyer leur révolte. La Providence se manifesta en ce moment d'une façon éclatante. Elle substitua aux demi-froids supportables de l'automne, le froid excessif de l'hiver le plus rigoureux. Les soldats, privés de toutes espèces de liqueurs fortes et réchauffantes, réduits à une viande de cheval pétrifiée par la gelée, couverts de vêtemens légers et obligés de bivouaquer au milieu de la neige, devenaient chaque jour, chaque nuit, à chaque instant, de déplorables victimes de l'imprévoyance de leur chef, et les routes étaient couvertes des cadavres de ces infortunés, que cet ambitieux avait arrachés avec violence des bras de leurs familles pour les faire immoler ainsi par la faim ou par le froid, ou par ces deux fléaux à la fois.

Alors les soldats, portés au désespoir, jetèrent leurs armes; il n'exista plus dans l'armée ni discipline, ni subordination. Le soldat ne s'occupait plus de l'officier, ni l'officier du soldat, chacun était seulement occupé de son propre salut, de sa propre conservation. On voyait pourtant encore des bandes sans ordre, et appartenantes à toutes sortes de régimens, animées d'un certain patriotisme, escorter les bagages et faire des efforts surnaturels pour les sauver. On en voyait même s'atteler aux canons et les traîner; mais la moindre colline était pour eux un obstacle insurmontable, et l'artillerie ainsi que les bagages devenaient la proie des Cosaques, lorsqu'ils arrivaient sur ces malheureux expirant de froid, de misère et de fatigue.

Le quatrième corps avait été dans l'affreuse nécessité d'abandonner, près de Dorogobusch, tout un parc d'artillerie qui avait été confié à sa garde, et qui consistait en plus de cent pièces de canon et d'obusiers.

Le premier et le troisième corps en avaient fait autant.

Il résulta de tous ces événemens, que l'armée avait déjà perdu plus de quatre cents canons lorsqu'elle arriva à Smolensko.

La partie de l'armée française, qui était de plus de cent vingt mille hommes lorsqu'elle partit de Moscou et de ses environs, n'avait plus de chevaux lorsqu'elle arriva à Smolensko, et elle était réduite à soixante mille hommes, dont moitié au plus était en état de porter les armes.

L'armée française s'occupa, pendant les deux jours qu'elle séjourna à Smolensko, à y mettre le plus grand trouble, à y piller les maisons et à les incendier ensuite.

Les magasins qu'elle trouva dans cette ville furent d'un bien faible secours pour des hommes affamés. Le désordre était trop grand pour qu'on pût en faire une distribution régulière; et comme il était devenu impossible de les transporter plus loin, ils furent abandonnés à la troupe, et chacun en attrapa ce qu'il put.

Pendant que ceci se passait à Smolensko, et que l'armée continuait sa retraite dans un désordre qui ressemblait à une fuite, l'armée russe était partie d'Ielna; et en dépassant Smolensko, s'était portée rapidement sur Krasnoy, dans l'intention d'y devancer l'ennemi. Elle arriva le 4 novembre (v. s.) au soir, devant cette ville, et elle assit son camp à sept werstes de ses murs. L'armée française, qui ne marchait plus, mais qui courait, y était déjà entrée le même jour;

mais elle était serrée de trop près pour pouvoir éviter une bataille, et cette bataille eut lieu le lendemain.

La bataille fut très-acharnée et très-sanglante, parce que Bonaparte la commanda en personne, et qu'il était dans l'habitude de ne céder qu'à la dernière extrémité. Il crut devoir encore une fois éprouver la fortune, et s'assurer si elle avait enfin résolu de lui être contraire. Il se mit à la tête de sa garde, la seule troupe qui eût l'air d'avoir encore quelque chose de militaire. Il y joignit le premier et le quatrième corps, qui avaient été tenus dans les liens de la discipline par la tyrannie de leurs chefs; et avec ces forces, il marcha en avant. Mais il fut prévenu par le général Kutusow, qui l'attaqua avec impétuosité. La résistance fut vive et opiniâtre de la part des Français; mais la bravoure des Russes était insurmontable, l'armée française fut enfoncée et mise dans une déroute totale, après avoir éprouvé une perte immense en morts et en blessés. Les trophées de cette victoire furent vingt-cinq pièces de canon, plusieurs milliers de prisonniers, beaucoup de drapeaux et d'aigles qui tombèrent dans les mains des vainqueurs. Parmi les prisonniers se trouvait tout l'état-général du maréchal Davoust.

Le troisième corps, fort d'à peu près quinze mille hommes, sous les ordres du maréchal Ney, qui, depuis Wiasma, avait fait l'arrière-garde de l'armée, était encore d'une marche en arrière. La marche de l'armée russe sur Krasnoy avait été ignorée de Bonaparte et de ses généraux; et lorsque le maréchal Ney arriva le 6 novembre près de cette ville, il trouva dans son chemin des Russes qui le sommèrent de se rendre. Comme il ne crut avoir affaire qu'à quelques partis, il s'emporta contre une telle sommation, et il dit aux parlementaires qu'il se ferait jour.

Ce qui fut dit fut fait, il attaqua sur-le-champ; mais toute l'armée russe était là, et ce fut l'affaire de quelques heures pour disperser tout ce corps.

Cette résistance coûta encore à l'armée française quelques milliers de morts et de blessés qui restèrent sur la place. Onze mille hommes se rendirent successivement par divisions, et quant au maréchal Ney, il s'enfuit avec quelques centaines d'hommes au-delà du Niéper.

Vingt pièces de canon qui appartenaient à ce corps tombèrent au pouvoir des Russes, qui firent dans cette journée un immense

butin, ayant repris sur les Français une grande partie des pillages qu'ils avaient faits à Moscou et dans d'autres endroits, et dont les objets leur avaient paru trop précieux pour devenir la proie des flammes.

CHAPITRE LXXX.

La Providence se relâche un moment de ses rigueurs pour éprouver Bonaparte. Elle n'en fait qu'un ingrat. Elle se venge.

L'ARMÉE française avait éprouvé déjà un si grand nombre de calamités, tant par les savantes manœuvres du général Kutusow que par l'imprévoyance inouïe de son chef, que la Providence parut en avoir pitié. Tout à coup le froid diminua à tel point, qu'on n'en éprouva aucune incommodité. L'armée avait passé le Niéper; elle n'avait plus à redouter une poursuite si vive de la part des Russes; elle se trouvait dans une contrée où il y avait quelques ressources en vivres, et elle pouvait attirer à elle les corps de Victor, de Dombrowsky et d'Oudinot, qui n'avaient point souffert pendant la campagne. Ces trois

corps formaient à eux seuls une force de 30 mille hommes, et réunis aux débris de l'armée, Bonaparte eût pu prendre une position concentrée entre la Vistule et l'Oder, et y établir ses quartiers d'hiver.

Dans cette situation, il eût pu remonter sa cavalerie, se renforcer, se maintenir dans le voisinage de la Pologne, et chercher à se débarrasser d'une guerre qu'il avait entreprise si inconsidérément. Mais il ne voulut pas profiter de ces avantages : toujours emporté par l'idée que ses talens et son bonheur surmonteraient une infortune passagère, qu'il n'avait pu prévenir, puisqu'il n'était pas maître de régler les saisons, et de rien changer aux caprices de la nature, il ne s'occupa pas de sauver son armée, et il ne s'appliqua qu'aux moyens de sauver sa gloire et sa réputation militaire.

Ce fut dans cet esprit qu'il fit rédiger et publier le vingt-cinquième bulletin de la grande-armée. Ce bulletin était un tissu de faussetés et d'impostures, débitées avec une effronterie et une témérité révoltantes pour ceux qui étaient instruits du véritable état des choses. Mais ce bulletin était destiné à tromper la France et les alliés, et peu im-

portait à son auteur que la fourberie fût connue de ceux qui étaient autour de lui. Des mesures de police avaient été prises pour que ni individus, ni lettres, ni avis, pussent franchir une ligne qui avait été fixée et au-delà de laquelle rien ne pouvait passer.

Ce bulletin fut soigneusement dérobé à la connaissance de l'armée; car qu'eussent pu penser les généraux, les officiers, et même les soldats, de faits contredits par les malheurs les plus accablans, par les désastres les plus horribles ?

Pour préparer à ce bulletin, on avait répandu des lettres particulières, datées de Moscou, où il était dit que Bonaparte y était très-tranquille avec sa garde, et qu'il avait envoyé des corps vers les villes de Twer, Tula et Kaluga, qui s'en étaient emparé sans avoir éprouvé beaucoup de résistance de la part des Russes.

On y disait, en parlant du combat près de Taratina, que le roi de Naples avait donné aux Russes une leçon vigoureuse, et qu'à cette occasion les Français avaient fait de brillantes charges de cavalerie, etc.

Enfin parut le bulletin qui était destiné à rendre raison de la retraite de l'armée. On y

lisait que Bonaparte, voulant procurer à son armée des quartiers d'hiver très-commodes, avait pris la résolution de la conduire dans le gouvernement de Smolensko; que les Russes, à l'aspect du bel ordre qui régnait dans la marche, s'étaient bien gardés de la troubler; que l'armée était dans la meilleure situation du monde et vivait dans la plus grande abondance; que le temps était admirable et très-favorable, et que l'empereur (Bonaparte) avait combiné sa marche si heureusement, qu'on pouvait la considérer comme une opération offensive contre Saint-Pétersbourg, Smolensko n'étant guère plus éloigné de Saint-Pétersbourg que de Moscou.

Ainsi, par ce bulletin, le désordre le plus effroyable était représenté comme le plus bel ordre, et le désespoir pour la plus agréable situation. La disette la plus cruelle y était annoncée comme une abondance de toutes choses, et le courroux du ciel comme une faveur.

La bonne opinion que Bonaparte avait de ses talens et de son bonheur fut cause qu'il prolongea son séjour dans une position resserrée, dont il eût dû s'éloigner pour éviter de plus grands malheurs. Mais l'expérience du

passé n'était pas capable de le guérir de sa présomption, et les avertissemens de la Providence ne pouvaient le rendre sage.

Tandis qu'il était occupé à méditer sur les moyens de se refaire de ses pertes, et qu'il combinait des intrigues pour sauver sa réputation militaire, et tromper la France ainsi que ses alliés, l'armée, sous les ordres de l'amiral Tjehitschagow, s'était avancée sur Minsk, pour recevoir l'armée française à son arrivée à Bérézina, et le général Wittgenstein, auquel s'était réuni le corps commandé par le général Stimheil, s'était rapproché de Teishacknik, pour se mettre en communication avec l'armée du général Kutusow.

Par les mouvemens de ces deux armées russes, le danger des Français avait considérablement augmenté, et leur séjour, plus long-temps prolongé dans la position où ils étaient, les exposait à une répétition de la malheureuse journée de Krasnoy.

Bonaparte ne put se dissimuler cet imminent péril, et il gagna Bérézina avec la plus grande célérité.

Pour mieux assurer la marche de l'armée principale, il avait détaché Dombrowski avec ses Polonais vers Berisow, dont le général russe

Tschitschakow s'était emparé, et il envoya Victor avec son corps à la rencontre du général Wittgenstein. Au moyen de ces dispositions, il put conduire tranquillement l'armée à Bérézina; elle y arriva le 17 novembre. Un pont fut jeté près de Sembin, à quinze werstes au-dessus de Borisow, et on passa le fleuve sans perdre de temps.

Malgré la célérité qu'on mit à effectuer ce passage, il dura deux jours, et il fut accompagné de tant d'accidens occasionnés par la frayeur, par la précipitation que chacun mit à se sauver, et surtout par le désordre qui régnait dans l'armée, que Bonaparte dut regretter à ce spectacle d'avoir mis tant de lenteur à exécuter sa retraite.

Mais ce fut bien autre chose encore lorsque l'armée russe eut culbuté les corps de Victor et de Dombrowsky. Alors le désordre, la frayeur et le désespoir furent au comble. Tout se précipita à la fois pour atteindre le pont et le franchir. Ici s'offrit aux yeux le spectacle le plus épouvantable.

Les plus forts écartaient les plus faibles en les jetant dans le fleuve, et plusieurs milliers d'hommes y trouvèrent leur tombeau. Quelques-uns essayèrent de passer le fleuve à la nage;

mais le fleuve rapide charriait des glaçons qui les plongeaient dans l'eau, les excédaient de fatigue, et ils finissaient par se noyer. Quelques autres s'abandonnaient sur des glaçons au caprice du fleuve, et périssaient misérablement. Tous enfin appelaient du secours, imploraient la pitié de l'ennemi, mais ils ne furent point écoutés.

Quels malheurs! quel horrible et touchant spectacle! et toutes ces scènes de douleur et de destruction avaient été occasionnées par la cruelle ambition d'un seul homme! et malgré ces terribles désastres, son ambition n'était pas satisfaite! il n'appelait pas la paix à grands cris! il ne se prosternait pas aux pieds de l'empereur pour l'obtenir! il voulait recommencer la guerre! Il avait versé le sang par torrens, il avait immolé des milliers de victimes; mais il n'avait point atteint son but, qui était d'anéantir la génération présente pour faire le bonheur des générations futures!

Il n'y avait point à composer avec un cœur barbare, et le seul moyen qui restât aux Russes pour sauver une partie de ces malheureux, ce fut de leur ôter tout espoir de salut. Ils dressèrent des batteries contre le pont pour le détruire, et battant avec les canons les deux rives

du fleuve, il fallut prendre le parti de se rendre; près de huit mille hommes de l'armée de Victor dûrent la vie à cette disposition. Mais tout ce qui était sur le pont y fut tué ou noyé dans le fleuve, et plusieurs milliers d'hommes eurent le même sort.

Les nations sont bien misérables et bien à plaindre lorsqu'elles doivent servir à satisfaire les caprices d'un ambitieux, lorsqu'elles n'ont pas même le droit de s'enquérir de la raison qui les fait agir; lorsque, par la volonté d'un maître absolu et barbare, elles doivent être exposées à périr de faim, de froid et de misère, dans la crainte de manquer aux devoirs d'une discipline tyrannique, dans la crainte de succomber sous les rigueurs de lois sanguinaires.

La Providence avait fait assez pour éprouver Bonaparte, elle avait fait assez aussi pour l'éclairer, pour le convaincre que les nouveaux efforts qu'il faisait pour se retirer ne serviraient qu'à accroître ses infortunes, qu'à précipiter sa ruine. Aveuglé par son orgueil et sa présomption, il résiste à la sagesse de ses conseils, à l'évidence de ses malheurs, et il n'était plus digne de la pitié ni du ciel ni des hommes.

Ses désastres s'accrurent encore après le passage du Niéper. Après avoir mis ce fleuve entre

l'armée russe et lui, il avait espéré de se soustraire à sa poursuite; mais le froid augmenta tout à coup à un degré si insupportable, que ses soldats fatigués, sans bottes, sans souliers, presque nus, couvrirent les routes de leurs cadavres gelés, et l'armée, qui en quittant le Niéper était encore forte de 40,000 hommes en raison de sa jonction avec la division de 10,000 hommes du général Loison, qui était accouru à son secours, était à peine de 25,000 hommes lorsqu'elle arriva au Niémen.

Une relation authentique publiée par le gouvernement russe suppute la perte éprouvée par l'armée française, seulement pendant sa retraite, à 100,000 prisonniers, parmi lesquels se trouvaient cinquante généraux, à près de mille pièces d'artillerie, et à une prodigieuse quantité de chariots, tant de vivres que de bagages et de munitions de guerre; à plus de 150,000 chevaux, tués, gelés ou mangés; enfin à plus de 150,000 hommes tués, noyés ou victimes du froid.

Je n'entreprendrai pas de suivre l'armée française fuyant de toutes parts, et de raconter les maux infinis qu'elle éprouva de la part des Cosaques jusqu'à la Vistule, car ces récits appartiennent au génie militaire de la Russie, et je

me suis imposé de ne rapporter que les opérations de son génie politique.

Cependant j'ai cru devoir entrer spécialement dans les détails aussi curieux que déplorables du séjour des Français dans l'empire de Russie, parce que la politique, dans cette circonstance, a partagé avec le militaire la gloire des succès éclatans obtenus contre l'ennemi du genre humain, et aussi parce que ces événemens précisent l'époque où la Providence a commencé à se manifester et à préparer la chute de l'homme qui semblait avoir attaché sa gloire à se roidir contre ses décrets, à se révolter contre sa puissance immuable.

Les débris épars de l'armée ne parvinrent à se réunir qu'à la Vistule. Mais ils eurent encore beaucoup de peine à atteindre ce fleuve, parce qu'ils dûrent escorter les administrations civiles qui avaient été établies à Wilna, et parce qu'ils furent sans cesse harcelés par les Cosaques.

Arrivés à la Vistule, ils furent répartis dans les forteresses de ce fleuve et dans celles de l'Oder, et il ne fut plus question de la grande armée du centre.

Le mouvement rétrograde du centre avait obligé la gauche, sous les ordres du maréchal Macdonald, de faire un mouvement semblable.

Il avait déjà évacué la Livonie, et il était revenu en Courlande, pour effectuer sa retraite à travers la Prusse.

Il avait dans son corps d'armée le contingent prussien, commandé par le général Yorck, et il croyait conserver ce contingent, qui s'était battu bravement en plusieurs rencontres, et dont il avait fait le plus grand éloge pour se l'attacher. Mais le général Yorck avait reçu de sa cour des directions contraires, et pour se soustraire au lien d'un commandement dont il était important qu'il se dégageât, il fit une marche lente et de côté, qui donna le temps au général Wittgenstein de le dépasser, de le séparer de l'armée de Macdonald et de lui couper la retraite.

Par cet événement qu'il avait habilement combiné, il se trouva dans la nécessité de capituler avec les Russes ; mais pour ne pas compromettre sa cour, il eut l'attention de prendre sur lui toute la responsabilité de l'événement.

La nouvelle de cette défection fut portée au roi par les Français mêmes, mais avec des expressions tellement animées, que le roi, pour ménager autant que possible ses états, éclata en sentimens d'indignation contre ce prétendu traître. Il ordonna qu'il fût traduit à un conseil

de guerre; mais le général Yorck ne comparut point, et au contraire il agit activement avec son corps contre les Français; en sorte qu'il avait ajouté à la qualité de traître celle de rebelle.

Après cette aventure, le roi de Prusse ne jugea pas convenable de prolonger son séjour à Berlin; il partit pour Breslau, et il prit pour prétexte de ce départ l'inconvénient de rester dans une ville qui allait servir de passage aux armées françaises, et qui pouvait peut-être devenir pour eux un point de défense très-important.

Ces motifs autorisaient le départ du roi d'une façon si naturelle et si plausible, que les Français ne se permirent pas d'en concevoir le plus léger soupçon de trahison. D'ailleurs ils avaient mis tant de confiance dans l'idée qu'ils s'étaient faite de l'impuissance de ce monarque qui n'avait qu'une armée très-faible et des finances épuisées, qu'ils le crurent incapable de faire le plus petit effort pour essayer de se relever.

Cependant le roi sentait qu'il était devenu plus puissant qu'il n'avait jamais été; d'abord, parce qu'il avait séparé ses armées de celles de Bonaparte; ensuite parce qu'il pouvait les joindre à celles de son vainqueur; enfin parce

qu'il trouvait dans ses états une puissance invinoible, celle d'un patriotisme produit par la vengeance légitime de ses sujets.

Dans ce moment le roi de Prusse ne dissimula plus sa pensée ; il rompit avec Bonaparte, et il forma une alliance étroite avec l'empereur de Russie.

Pendant cette série d'événemens cruels et désastreux, l'empire russe avait été totalement délivré de la présence des Français; et cette Pologne, qui avait été reconstituée en royaume, devint un en moment la conquête des Russes.

L'empereur aurait pu réunir ce royaume à son empire; mais ils s'abstint de donner l'exemple d'une usurpation, lorsqu'il n'avait pris les armes que pour punir un usurpateur; et il se borna à faire administrer cette conquête par une commission sous son autorité protectrice, jusqu'à l'époque où les puissances réunies en congrès auraient prononcé sur son sort.

CHAPITRE LXXXI.

L'empereur Alexandre se rend en Silésie pour conférer avec le roi de Prusse. — Entretien remarquable qu'il a avec ce monarque sur la conduite politique de ses anciens ministres.

Après avoir pourvu à tous les besoins de son empire, et avoir établi un conseil de régence pour y exercer son autorité en son absence; après avoir établi en Pologne un conseil pour administrer ce pays et y exercer l'autorité en son nom, l'empereur se rendit en Silésie pour y conférer avec le roi de Prusse sur la nécessité présente.

C'était avoir déjà beaucoup gagné que d'avoir détruit en quelques mois une armée aussi considérable, aussi aguerrie, aussi bien disciplinée qu'était l'armée française; mais l'empereur connaissait l'étendue du pouvoir de son ennemi; il savait combien étaient encore immenses les moyens qu'il pouvait se procurer par son autorité tyrannique; il savait enfin qu'il avait affaire à un barbare qui se jouait cruellement de la vie des hommes; qu'il en sacrifierait des millions pour réparer ses infortunes; et il fallait prendre des mesures vigou-

reuses, des mesures capables de détruire toutes ses espérances, capables de détruire cet homme dont la puissance était devenue le plus épouvantable fléau.

Il était évident pour tous ceux qui avaient en eux un sentiment religieux de confiance dans la Providence, pour tous ceux qui avaient la bonne foi de reconnaître que tout ce qui arrive dans ce monde est une émanation de cette sage et divine Providence; que la fortune qui avait si long-temps protégé cet homme avait été un moyen d'épreuve dont la Providence s'était servi pour remettre les peuples et les rois dans la voie de la sagesse; mais que, lassée, même indignée du criminel abus qu'il avait fait de sa puissance, elle avait manifesté une intention contraire, celle d'aider à le détruire, si les souverains voulaient enfin s'entendre, s'unir de bonne foi, et se bien pénétrer de l'idée que le salut des trônes et le bonheur des peuples ne peuvent plus résider désormais dans les subtilités d'une politique tortueuse, et le plus souvent décevante et malheureuse, mais seulement dans l'union de tous les sentimens, dans l'accord de tous les intérêts, dans le concours de toutes les forces, dans l'adhésion simultanée au même désir de vaincre et de réta-

blir l'ordre et la tranquillité. Une âme partagée entre plusieurs sentimens n'est point capable d'énergie ; ce n'est que par la vertu d'ensemble qu'on réussit dans les grandes entreprises ; et tant qu'on ne parviendra pas à faire des divers sentimens des souverains un même sentiment, et de leurs âmes une seule âme, on ne réussira à rien.

L'empereur était fortement pénétré de l'exactitude de ces vérités. Il l'avait prouvé dans toute sa conduite politique par l'attention singulière qu'il avait mise à ne choquer aucune opinion, à ne contrarier aucun désir, à ne traverser aucun intérêt. En désapprouvant tout, il avait eu l'air d'adopter tout ; en se séparant de tout, il avait fait semblant de s'attacher à tout ; et par cette combinaison étonnamment habile, il avait toujours été le bienveillant ami, le conciliateur désintéressé, et l'appui bienfaisant de tous les souverains.

Cette conduite si habile et si politique n'eût peut-être pas obtenu des résultats si efficaces, si la conduite de Bonaparte ne lui eût pas été diamétralement opposée. Mais Bonaparte se montra toujours ouvertement ami ou ennemi. Ses amis étaient ses esclaves ; tous les autres étaient ses ennemis. Mais si la conduite de Bo-

naparte eût été différente, celle de la Russie eût été différente aussi; car son génie a l'art de s'ajuster selon les circonstances, et il varie non-seulement ses pensées, mais l'expression de ses pensées, ses démarches et ses actions, d'après les pensées, les démarches et les actions de ceux qu'il a à observer et à combattre.

Le roi de Prusse, par la fausse politique de ses anciens ministres, de ses détestables conseillers qui avaient imaginé d'agrandir sa puissance de pays envahis et usurpés par la France, avait atteint le comble de l'infortune. La leçon était trop douloureuse pour que l'empereur y ajoutât encore l'amertume des reproches. Mais était-il possible à l'empereur de s'abstenir de remontrer au roi combien la conduite de ses ministres avait été funeste à la cause générale, puisque cette conduite avait pour ainsi dire élevé un mur de séparation entre la Prusse et l'Autriche; puisque cette conduite avait été, sinon la cause positive, du moins la cause relative de l'alliance révoltante autant qu'humiliante et douloureuse de l'empereur d'Autriche avec Bonaparte?

Cet événement, et la cause qui l'avait produit, étaient d'une si grande conséquence dans les conjonctures présentes, qu'il était dif-

ficile à la raison humaine d'imaginer ce qui se passait dans l'âme d'un prince agité de tant de sentimens divers, qui se trouvait partagé entre ce qu'il devait à sa gloire et à ses peuples, et ce qu'il devait à une fille innocente, qu'il avait sacrifiée pour sauver les débris du plus magnifique empire, pour retenir une couronne qui était près de lui échapper.

L'empereur d'Autriche connaissait toute l'étendue de son devoir comme souverain; mais il éprouvait aussi les sentimens de tendresse d'un père; son orgueil ne pouvait supporter l'idée de voir sa fille devenue la femme d'un homme sans aucune existence, et exposée, ainsi que son petit-fils, à éprouver le sort le plus humiliant, le plus insupportable, et il pouvait se prêter à des propositions qui se seraient accordées avec sa gloire et son intérêt, avec tous les sentimens qu'il sentait le besoin de concilier.

Un autre intérêt pouvait encore se joindre à ces intérêts si impérieux et si pressans, celui de tirer une vengeance éclatante de la Prusse, qui avait sacrifié tous les intérêts, ceux de la patrie, ceux de sa propre gloire, à la malheureuse passion de lui nuire, de l'affaiblir, de l'anéantir. Il pouvait concevoir l'idée de déli-

vrer l'Europe d'une puissance à laquelle il ne tenait par aucun lien, qui l'avait toujours traité en ennemi, qu'aucun procédé n'avait pu faire dévier de son système de malveillance, et avec laquelle il était impossible d'opérer une réconciliation sincère.

Alors l'empereur d'Autriche pouvait s'abandonner à l'idée qu'en restant dans l'alliance de la France, et en continuant la guerre contre la Russie et la Prusse, il conserverait à son gendre toute sa puissance, toutes les forces de ses alliés en Empire, et qu'il en serait beaucoup mieux traité.

Cette conduite était d'autant plus conséquente, qu'à la suite de ses désastres, Bonaparte eût attaché la plus grande importance aux secours de l'Autriche, et que, pour les acquérir et anéantir la Russie et la Prusse, il eût remis l'Autriche dans l'état de splendeur où elle se trouvait avant la révolution.

« Les douleurs, dit l'empereur, sont plus ou
» moins vives, en raison du plus ou du moins
» de profondeur des blessures. V. M. n'a pas
» le pouvoir de se dissimuler qu'à toutes les
» époques de la guerre de l'Autriche contre la
» France, vos ministres ont tout fait pour irri-
» ter l'empereur d'Autriche, en lui suscitant des

» embarras, en précipitant ses revers, et qu'ils
» ont mis le comble à ses désirs de vengeance,
» en affectant l'intention de substituer la Prusse
» dans l'autorité de protection dont l'Autriche
» avoit joui depuis plusieurs siècles en Em-
» pire.

» V. M. croit-elle que l'Autriche puisse fa-
» cilement oublier sa défection, et le traité de
» Bâle qui en a été la suite, ou plutôt la récom-
» pense, puisqu'il lui a accordé une neutralité
» qui a placé sous son autorité, à titre oné-
» reux, tous les souverains de la Basse-Alle-
» magne? Croit-elle, dis-je, que l'Autriche
» puisse oublier cette défection, qui rendit
» presqu'en un moment l'armée française maî-
» tresse de la Belgique, de la Hollande, des
» rives du Rhin, des provinces autrichiennes
» de l'Italie, du comté de Gorice, de l'Istrie,
» de la Styrie, de la Carinthie, de la Carniole,
» du Tyrol, de l'Autriche antérieure, etc.; cette
» défection, en un mot, qui l'obligea à signer
» les préliminaires de Léoben, et à souscrire
» ensuite le malheureux traité de Campo-For-
» mio?

» V. M. croit-elle que l'empereur d'Autriche
» puisse glisser facilement sur la conduite qu'ont
» tenue vos ministres après le désastreux traité

» de Lunéville, pour anéantir le parti catho-
» lique en Allemagne, et faire transporter ses
» dépouilles au parti protestant ? Croit-elle que
» l'empereur d'Autriche n'ait pas sur le cœur
» l'abus qui a été fait à cette époque de l'autorité
» de la France, et de l'impuissance où il était
» de s'opposer à l'injustice et à la violence, pour
» vous gratifier d'une indemnité dix fois supé-
» rieure à la perte que vous aviez éprouvée sur
» la rive gauche du Rhin, pour gratifier la
» maison d'Orange de principautés qui étaient
» un pur don, puisque cette maison n'avait
» éprouvé aucune perte en Empire, et n'avait
» aucun droit pour réclamer ?

» V. M. croit-elle que l'empereur d'Autriche
» puisse excuser jamais la conduite de la cour
» de Berlin, lorsque l'armée française, enfoncée
» dans la Moravie, et ayant devant elle les forces
» réunies de l'Autriche et de la Russie, n'avait
» aucun espoir de salut, si vos ministres eus-
» sent jugé convenable de faire marcher vos
» forces sur son flanc gauche et sur ses derrières ;
» et quand au lieu de cette conduite, qui eût
» mis un terme aux calamités de l'Europe et aux
» infortunes de l'Autriche, ils firent récom-
» penser votre inertie de l'électorat d'Hanovre,
» croit-elle, dis-je, que l'empereur d'Autriche

» puisse oublier une conduite qui avait accru à
» un degré prodigieux la puissance de V. M. en
» Empire, à une époque où il se voyait non-
» seulement dépouillé de toute son autorité en
» Allemagne, mais obligé de se soumettre aux
» conditions du désastreux traité de Presbourg?

» V. M. a eu la preuve la plus douloureuse que
» l'empereur d'Autriche n'avait point oublié
» tous ces procédés, et qu'au contraire il en
» conservait les plus vifs ressentimens; elle en
» a eu la preuve à l'occasion de la guerre qu'elle
» a eue à soutenir seule contre la France; et les
» désastres qui ont été le résultat de cette lutte,
» qui n'a duré que quelques heures, ont dû
» convaincre V. M., combien était dangereux
» ce système de jalousie, de haine, de ressen-
» timens et de vengeances, adopté par vos mi-
» nistres, et combien eût été avantageux un sys-
» tème qui aurait fait concourir au salut de
» tous les forces de toutes les puissances com-
» battant dans un même esprit, et pour un
» même objet, celui de tout sauver contre une
» nation armée et dirigée par un gouverne-
» ment qui avait si souvent manifesté, et même
» proclamé son intention de tout renverser et
» de tout détruire?

» Les ministres de V. M. avaient eu la pré-

» somption de croire que ses armées se-
» raient invincibles, que les Français seraient
» étonnés de l'habile tactique de vos généraux,
» qu'ils seraient déconcertés par les brillantes
» manœuvres de vos troupes, effrayés de la
» rapidité de leurs mouvemens, et que ce
» serait l'affaire de quelques jours pour les
» obliger à repasser le Rhin; et cependant les
» armées prussiennes ont été battues, écrasées,
» dispersées et anéanties en quelques heures; la
» monarchie entière a été conquise en quel-
» ques semaines, et cette monarchie n'a dû
» quelques restes de son ancienne existence
» qu'à la fortune des armes et à la politique de
» la Russie.

» Je dois parler ici avec sincérité, tous ces
» événemens, toutes ces infortunes étaient iné-
» vitables, parce que la conduite était dirigée
» par des passions personnelles, par un senti-
» ment d'égoïsme qui dénouait tous les liens,
» qui altérait tous les rapports, qui isolait tous
» les intérêts, qui était constamment en révolte
» contre l'intérêt général. L'égoïsme de l'un
» agitait les passions de l'autre, et tous étaient
» dans la disposition de s'attaquer, de se com-
» battre et de se nuire réciproquement, lorsque
» tous auraient dû se réunir pour combattre

» l'ennemi commun, et le renfermer dans des
» bornes convenables à l'intérêt général.

» L'Autriche a rengagé deux fois la guerre pour
» se refaire, et la preuve qu'elle n'avait point
» d'autre intention, c'est qu'elle a appelé à son
» secours des alliés puissans et capables de la
» seconder. Mais elle l'a engagée une troisième
» fois dans la double intention de rétablir ses
» affaires et de satisfaire sa gloire; et comme la
» Prusse, elle a été victime de sa témérité.

» La Prusse s'était présentée sur le champ de
» bataille avec une armée nombreuse, in-
» struite et bien disciplinée. Cette armée n'avait
» éprouvé ni combats ni fatigues, elle était dans
» toute sa vigueur, et elle fut battue, vaincue,
» détruite, et la monarchie, qu'elle voulait il-
» lustrer par des triomphes, fut écrasée sous le
» poids des plus terribles revers.

» L'empereur d'Autriche, après seize années
» de guerres continuelles, qui avaient moissonné
» ses meilleures troupes, qui avaient épuisé ses
» finances, crut pouvoir humilier l'orgueil de
» la Prusse en se présentant aussi seul sur le
» champ de bataille. On fut étonné de voir ce mo-
» narque opposer sept cent mille hommes à son
» ennemi, et il fut peut-être étonné lui-même
» d'avoir pu réunir une si nombreuse armée à la

» suite de tant de combats et de tant de pertes
» éprouvées presque coup sur coup, car il avait
» perdu déjà presque la moitié de ses états.

» Cette force était plus que suffisante pour
» contraindre Bonaparte à évacuer l'Empire et
» à se retirer au-delà du Rhin, si l'empereur
» avait su s'en servir; mais la Providence avait
» décidé que cette armée ne remplirait pas les
» désirs de sa gloire, et que de si grands efforts
» ne serviraient qu'à rendre plus sensibles ses
» revers. La Prusse a été punie de sa présomp-
» tion; sa monarchie eût été détruite sans les
« secours de la Russie. L'empereur d'Autriche
» a été égaré par sa vengeance, et sa monarchie
» n'existerait plus sans le sacrifice de sa fille.

» J'ai moi-même entrepris de m'armer seul
» contre ce farouche ennemi des rois et des
» peuples; mais ce n'est pas par un motif d'or-
» gueil, c'est par un sentiment de zèle pour
» tant de souverains souffrans, et de commisé-
» ration pour tant de peuples malheureux. Je
» n'ai pas eu la folle présomption de croire que
» seul je vaincrais et que je ferais la loi à un
» ennemi qui menait avec lui tous les souve-
» rains qu'il avait enchaînés; mais j'ai pensé
» que ces souverains avaient appris autant par
» l'expérience du passé que par leurs infortunes

» actuelles, et par le rôle humiliant qu'ils sont
» obligés de jouer, qu'ils combattaient dans des
» rangs qui les déshonoraient, et j'ai cru qu'ils
» n'attendaient tous qu'un moment propice
» pour se réunir et exécuter, de concert avec
» moi, ce que je n'aurais pu espérer seul et
» sans leur assistance.

» Je ne me suis pas dissimulé combien l'en-
» treprise était dangereuse; mais emporté par
» l'idée d'opérer le bien général, j'ai rejeté loin
» de moi toute proposition de l'ennemi qui ne
» tendait qu'à mon avantage particulier, et
» qui retenait dans des fers honteux des rois
» qui étaient mes frères lorsque cet homme
» n'était encore rien. Que vous dirai-je enfin?
» j'ai été guidé par une sorte d'inspiration. Il
» m'a semblé que la Providence s'était plue à
» rendre tous les souverains malheureux, et
» qu'elle les avait placés tous dans une situa-
» tion à sentir la nécessité de faire cause com-
» mune entre eux et avec moi, en les mettant
» tous dans la nécessité de sauver leurs trônes,
» leurs peuples et leur indépendance.

» Ce sont ces raisons, je le répète, qui m'ont
» décidé à m'armer. J'ai déjà éprouvé des revers;
» je m'attends à en éprouver encore; mais l'in-
» térêt qui doit engager les puissances à s'unir

» à moi est trop impérieux, pour que je puisse » en douter, et nous finirons par triompher, » et nous ferons la loi à ce misérable tyran, si » nos succès ne nous permettent pas de le ren- » verser ».

CHAPITRE LXXXII.

L'empereur de Russie met en œuvre toutes les ressources de la politique pour entraîner l'Autriche dans son alliance.

Le roi de Prusse dut être touché des reproches que venait de lui faire l'empereur Alexandre, puisque ces reproches l'accusaient hautement des malheurs dont l'Europe était accablée; et quelque ménagement qu'eût pris l'empereur pour lui faire ces reproches, en affectant de rejeter tous les maux causés par sa conduite sur la fausse et dangereuse politique de ses ministres, il ne put se dissimuler qu'il avait été flatté des succès et des agrandissemens que lui avait procurés cette politique, et, qu'ayant été séduit par ce bonheur éphémère, il n'avait pas le droit de se plaindre du noble orgueil que mettait l'em-

pereur à lui rappeler qu'il lui était redevable du salut de sa monarchie.

D'ailleurs, il était permis à l'empereur d'employer un tel langage vis-à-vis d'un prince qui, sans égard pour ce qu'il lui devait de reconnaissance, lui avait paru s'être uni de bonne foi avec son ennemi, lui avoir accordé un contingent trop considérable pour ne vouloir pas jouer un rôle sérieux dans la guerre ; qui avait montré du plaisir à faire sonner bien haut l'avantage que ses troupes avaient obtenu sur les Russes à Ekau, en Courlande, et qui n'était revenu de son attachement pour la France qu'après les affreux désastres qu'elle avait éprouvés.

Il n'était plus possible au roi de Prusse de fonder de nouvelles espérances sur la fortune de Bonaparte, qui venait d'être anéantie par les belles manœuvres du général Kutusow, et par l'extrême rigueur de la saison ; et cette pensée ajoutait encore à l'admiration que lui inspirait l'empereur, qui n'avait agi dans toutes les circonstances, et qui n'agissait encore dans la situation actuelle des choses qu'avec le plus rare désintéressement, et en vue seulement de sauver l'Europe et d'opérer le bien général.

Le roi avait toujours eu beaucoup de confiance dans les forces et dans la fortune de Bonaparte ; mais il n'avait pas assez étudié la politique de la Russie, et les derniers événemens l'avaient convaincu que rien n'était capable de résister à l'habileté et à la hardiesse de cette politique, et qu'il devait s'abandonner à un prince qui ne paraissait pas seulement être doué du génie le plus capable de faire triompher sa cause, mais qui paraissait encore être guidé par un sentiment intérieur de soumission aux ordres d'une Providence divine.

Le roi ne se trompait pas, c'était par l'adresse de la politique de la Russie que les choses devaient prendre un autre cours. Bonaparte avait enchaîné toutes les puissances en les divisant ; il avait disposé de toutes leurs forces, il les leur avait arrachées par ses victoires. Alexandre devait se les attacher en les réunissant ; il devait disposer de toutes leurs forces, et les obliger à combattre avec lui par le seul ascendant de sa politique.

Il n'avait point échappé à l'empereur que l'Autriche avait, comme la Prusse, éprouvé de vives alarmes à la nouvelle des désastres de l'armée française, et qu'elle était indécise sur

le parti qu'elle avait à prendre. Il ne lui avait pas échappé que dans son trouble, oubliant ce qu'elle devait à son allié, elle avait, dès le 12 novembre, changé tout à coup sa ligne d'opérations et fait revenir sur le Bug son corps auxiliaire, qui était déjà parvenu à Slonim, et que par ce mouvement elle avait facilité l'arrivée du général Tchitschakoff à Minsk, vingt-quatre heures avant l'armée française.

Ces circonstances avaient déjà indiqué à l'empereur la conduite qu'il devait tenir vis-à-vis de l'Autriche pour sonder son opinion, d'abord sur le nouvel état de choses, et pour pénétrer ensuite plus avant dans la connaissance de ses véritables sentimens, pour apprendre en définitif de quels moyens il fallait se servir pour triompher de ses inquiétudes et pour lui faire prendre un rôle actif et imposant dans la guerre.

D'après cette conception, vers le commencement de janvier 1813, une entrevue fut proposée au prince Schwarzenberg par le général Wassihzikow, aide-de-camp de l'empereur. Elle fut acceptée, et devait avoir lieu entre Ostrolenka et Tycokzin. Mais comme il s'agissait d'une conférence où il serait plus question de politique que de guerre, et comme M. le prince de Schwarzenberg avait une réputation

politique qui exigeait qu'on lui opposât un homme un peu au fait des subtilités d'un diplomate, le général Wassihzikow fut remplacé par le conseiller d'état d'Amstedt, le même qui fut employé depuis comme plénipotentiaire de Russie au congrès de Prague; et la conférence se tint à Varsovie.

Dans cette conférence on posa les bases d'un arrangement entre les deux puissances russe et autrichienne, qui devait être le préliminaire d'une alliance formelle; et pour faciliter les moyens de communications entre les deux cours, il fut conclu un armistice qui devait rester secret jusqu'au moment où l'Autriche serait en état de se prononcer ouvertement vis-à-vis de la France, et se trouverait dans une situation à n'avoir rien à craindre de sa vengeance.

En exécution de cet armistice, le corps autrichien se retira de station en station, abandonna successivement aux Russes tout le territoire du duché de Varsovie, et refusa de concourir aux opérations de l'armée française, sous le prétexte que cette armée n'était plus en état de tenir devant l'ennemi, et qu'il ne pouvait rester plus long-temps dans des positions où il courait le danger d'être détruit. La prudence,

le devoir, la nécessité même ne lui permettaient pas de retarder plus long-temps son retour sur le territoire autrichien, où il trouverait de l'appui et des ressources en vivres et en munitions.

Cependant le prince de Schwarzenberg protestait que la cour d'Autriche était toujours dans la même disposition de maintenir son alliance, et que le corps auxiliaire ne cessait pas d'être aux ordres de l'empereur Napoléon.

Cette première démarche ayant eu un succès qui surpassait de beaucoup ce que l'empereur avait osé s'en promettre, Sa Majesté y distingua clairement que l'Autriche avait perdu toute confiance en Bonaparte; qu'elle était persuadée que la fortune lui avait tourné le dos, qu'il lui serait impossible de refaire, dans le court intervalle de l'hiver, une armée capable de s'opposer à la marche rapide d'une armée nombreuse et triomphante, et qu'il lui serait surtout impossible de recréer cette cavalerie française si formidable, qui à Ratisbonne et à Wagram avait décidé la victoire, et de rétablir le matériel immense qui avait été brisé ou dévoré par les flammes, ou qui était tombé au pouvoir de l'ennemi. Mais Sa Majesté savait aussi l'empire qu'avait sur l'esprit d'un prince devenu craintif

et indécis à la suite de tant de malheurs, la foule des discoureurs qui étaient occupés à combattre ses résolutions par la différence de leurs opinions.

Ces derniers tenaient à l'alliance avec la France, et ils étaient portés à cette idée, d'abord par les preuves qu'ils avaient déjà eues tant de fois des malheurs qui avaient été la suite des guerres contre cette puissance, et ensuite parce que l'Autriche, en maintenant son alliance avec la France, ne serait pas obligée de lui fournir d'aussi grands secours qu'à la Russie, si elle s'alliait avec cette puissance, puisque la Russie n'avait pour la seconder que la Prusse expirante, tandis que la France avait encore à ses ordres toute l'Italie et toute l'Allemagne. En brochant sur le tout, ils représentaient que l'armée n'existait plus; que les cadres ne pouvaient être remplis que de recrues; que le matériel était détruit, qu'il ne fallait pas moins de dix-huit mois pour réorganiser l'état militaire de l'Autriche, que les affaires des grandes nations ne se mènent point par secousses, et qu'on n'improvise point un grand système; que, puisqu'on n'avait point renoncé à entrer en lice avec la France, il aurait fallu rester neutre en 1812, et s'occuper dès-lors à rétablir

l'armée; mais qu'ayant adopté l'alliance en 1812, il fallait y persister en 1813.

Ils représentaient qu'avec un peu de politique et de savoir-faire, l'Autriche pouvait tirer parti des circonstances, en recueillir des avantages réels, sans s'exposer aux chances d'une guerre dans laquelle elle deviendrait partie principale, qui exigerait des armées en Silésie, en Saxe, en Bavière, en Italie; que se présenter dans une lutte sérieuse sans y être préparé, c'était s'exposer à de funestes catastrophes, ou du moins se jeter à travers toutes les incertitudes d'une guerre longue et générale dans laquelle on allait plonger l'Europe.

Que si toutefois on trouvait les circonstances favorables pour faire recouvrer à l'Autriche son influence, on se trompait, en ne s'apercevant pas que les bases de toute grandeur pour un état sont de bonnes finances, un bon système monétaire, et des armées bien organisées, bien équipées, et qu'une bonne armée ne consiste pas dans le grand nombre des hommes, mais dans la qualité des soldats; qu'en persévérant pendant quelques années dans le système de l'alliance, l'Autriche aurait recouvré son ancienne prospérité, et avec elle cette indépen-

dance réelle que fonde une bonne administration intérieure et militaire.

Il était important de mettre un terme à ces irrésolutions, et d'empêcher que les représentations des conseillers craintifs l'emportassent sur les sentimens de vengeance dont l'empereur d'Autriche était animé, et que son dessein de faire la guerre ne s'évanouît à l'aspect des dangers qu'on ne cessait de lui représenter, d'autant que les partisans de la guerre ne donnaient que des demi-raisons, et n'étudiaient pas, comme les autres, leurs discours pour l'effrayer ou le séduire.

L'empereur de Russie avait beaucoup de raisons à lui alléguer; il en avait de très-importantes pour fixer son opinion en faveur de la guerre, pour lui faire rejeter l'alliance de la France et pour l'engager dans la sienne.

Il lui semblait impossible que l'empereur d'Autriche résistât aux avantages que lui offrait ce parti pour la restauration de sa monarchie, et surtout au rôle brillant qu'il allait jouer, car son projet était de lui faire jouer le premier rôle, et d'obtenir de la gloire de sa maison ce qu'il aurait désespéré d'obtenir de son désir de se rétablir, même du danger de sa position.

Mais pour mettre en œuvre ce vaste plan

politique, il fallait que les deux monarques se vissent, qu'ils conférassent ensemble, qu'ils s'entendissent sur la nature de leurs intérêts réciproques, qu'ils se concertassent sur les moyens à employer pour pousser la guerre avec vigueur, et amener un dénoûment heureux, et il fallait convenir d'une entrevue.

Mais pour opérer cette entrevue, il se présentait des difficultés, parce que l'Autriche ne se trouvait pas encore en position pour défier la France, et parce que la Russie et la Prusse ne lui semblaient pas assez fortes dans le moment pour l'encourager à jeter le masque.

L'empereur de Russie avait prévu ce motif de crainte, et il n'avait pas négligé de le prévenir. C'était dans cette idée, autant que pour répondre aux grandes mesures prises par Bonaparte, qu'il avait engagé la Prusse à faire lever tous ses peuples en masse, tant pour augmenter ses armées actives que pour pourvoir à la défense intérieure de ses états, que pour bloquer ses forteresses occupées par des garnisons françaises.

Cette conduite eut le succès qu'il en attendait; elle servit en même temps à rendre la Prusse formidable et à déterminer l'Autriche à l'entrevue tant désirée.

Nous voici parvenus à l'époque où le génie politique de la Russie va paraître dans tout son éclat. Il va étonner par la grandeur de ses conceptions, par l'adresse de ses moyens, par la subtilité de ses raisons, par la mesure et la sagesse de sa conduite.

CHAPITRE LXXXIII.

Entrevue de l'empereur de Russie avec l'empereur d'Autriche.—Motifs qu'avait l'empereur Alexandre de se venger de l'Autriche.—L'empereur sacrifie ses ressentimens au bien général de l'Europe.

C'ÉTAIT avoir beaucoup fait que d'avoir pu engager l'empereur d'Autriche à une entrevue lorsque sa position semblait opposer tant d'obstacles à une démarche si importante et si décisive; mais ce n'était pas encore assez pour engager l'Autriche dans l'alliance de la Russie et de la Prusse. C'était là le grand but à atteindre; et en l'atteignant, il fallait que l'Autriche devînt partie principale dans la guerre, il fallait qu'elle fût mise dans une position à ne pouvoir plus tergiverser et à devoir faire usage

de toutes les forces et de toutes les ressources de sa monarchie pour se soustraire aux vengeances d'un vainqueur irrité, furieux, et qui se serait montré implacable.

Voilà le canevas que l'empereur de Russie avait à remplir. Voyons de quelle manière il s'en est acquitté.

L'empereur d'Autriche se rendit au quartier-général de l'empereur de Russie; mais avant de se décider à cette démarche, qui eut eu un caractère d'hostilité, il avait eu la précaution de faire insinuer au gouvernement français qu'il ferait cette démarche dans la seule vue d'ouvrir des négociations et de proposer son entremise aux parties belligérantes.

Le procédé était trop louable, et Bonaparte avait un trop grand besoin de la paix, ou plutôt de gagner du temps, pour prendre de l'ombrage d'une telle conduite; et sous ce prétexte, l'empereur d'Autriche pouvait communiquer librement avec l'empereur de Russie.

Les choses avaient été disposées de cette manière lorsque l'empereur d'Autriche se rendit au quartier-général de l'empereur de Russie.

Il n'est pas besoin de faire mention de la brillante réception qui fut faite à l'empereur

d'Autriche et des honneurs qui lui furent rendus. Ces cérémonies étaient dues à son rang, et ce n'était que s'acquitter d'un devoir. Mais tous les dehors affectueux, toutes les paroles caressantes, toutes les expressions suaves, qui sont le langage et les manières d'une politique raffinée, furent prodigués, pour disposer l'esprit et le cœur de l'empereur à s'arranger des légers reproches qu'on devait lui faire, et à participer ensuite aux entreprises qu'on devait lui soumettre.

Au commencement de la guerre contre la Russie, l'Autriche avait cru apercevoir un moyen de faire ses affaires et de se dédommager d'une partie de ses pertes. Elle avait conclu avec la France le traité du mois de mars 1812, qui avait eu pour objet de déterminer la France à la guerre, d'inspirer de la confiance à ses alliés et de susciter de nouveaux ennemis à la Russie. L'espérance de l'Autriche avait été de se dédommager, aux dépens de la Russie, des pertes que lui avaient occasionnées ses revers.

Par ce traité, l'Autriche confondit ses intérêts politiques avec ceux de la France, dont elle approuvait les principes, et auxquels elle s'associait par une garantie sans réserve. Elle

s'engagea à fournir un contingent pour la guerre ; elle adhéra d'avance au rétablissement du royaume de Pologne ; et le cas arrivant, elle consentit à la cession de la Gallicie autrichienne, à la condition d'une indemnité dont les bases furent posées ; elle s'assura enfin des agrandissemens de territoire et le partage des états qu'une guerre heureuse aurait mis à la disposition de la France.

Tel était le but vers lequel tendait le cabinet de Vienne. Empressé de susciter des ennemis à la Russie, il pressa par ses agens la Porte ottomane, la Prusse et la Suède de faire cause commune avec la France. Ainsi, non-seulement il ne cherchait pas à empêcher la guerre ; mais spéculant sur elle, il ne négligea aucune des démarches qui, en ajoutant à la sécurité de l'entreprise, devaient porter la France à la tenter.

Tandis que l'Autriche manœuvrait de cette sorte, Bonaparte affectait d'afficher publiquement des sentimens de paix ; mais l'Autriche, occupée uniquement de son rétablissement, s'était arrangée de manière à pouvoir aire la guerre à la Russie, conjointement avec a Porte, la Prusse, la Suède, et les autres

alliés de Bonaparte, si celui-ci parvenait à ajuster ses différends.

L'Autriche avait mal compris l'idée de Bonaparte lorsqu'il fit de nouvelles propositions de paix à l'Angleterre ; elle ne s'était point aperçue que ces nouvelles propositions de paix étaient un piége qu'il lui avait tendu pour l'affermir dans son alliance, pour la porter à faire de plus grands efforts que ceux promis par le traité d'alliance.

La Russie, qui n'avait point été dupe des démonstrations de Bonaparte, et qui avait démêlé le dessein qu'il avait de conserver ses conquêtes et de maintenir sa supériorité en Empire, ne tarda pas à se convaincre que cette démarche de Bonaparte vis-à-vis de l'Angleterre n'était qu'une ruse pour gagner du temps ou pour se délivrer de la guerre d'Espagne, et que Bonaparte n'avait eu aucune intention de traiter.

La preuve s'en trouvait évidemment dans la base qu'il avait établie, puisqu'elle consistait en ceci : « L'intégrité de l'Espagne serait garantie ; la France renoncerait à toute extension du côté des Pyrénées ; la dynastie actuelle serait déclarée indépendante, et l'Espagne régie par une constitution nationale

» des Cortez. — L'indépendance et l'intégrité
» du Portugal seraient également garanties à la
» maison de Bragance. — Le royaume de Naples
» resterait au roi de Naples. — Le royaume de
» Sicile serait garanti à la maison actuelle de
» Sicile. — Quant aux autres objets de discus-
» sion, ils devaient être négociés sur cette base :
» que chaque puissance garderait ce que l'autre
» ne pouvait pas lui ôter par la guerre. »

Il résultait de ces deux bases que le frère de Bonaparte serait reconnu roi d'Espagne, et que Bonaparte aurait la libre disposition des troupes françaises employées dans cette péninsule.

Il en résultait la reconnaissance de son beau-frère Murat comme roi de Naples, et la reconnaissance par l'Angleterre de la maison régnante de Sicile lorsque l'Angleterre s'était emparée du gouvernement de cette île pour empêcher qu'elle devînt la proie de la France.

Il en résultait enfin que l'Angleterre devait reconnaître comme légitimes tous les droits que Bonaparte exerçait en Europe, tant à titre de souveraineté qu'à titre de médiation, de patronage et de protection.

Et à la suite de telles propositions Bonaparte ne craignait pas de publier que, si cette quatrième tentative éprouvait le sort de celles qui

l'avaient précédée, c'est-à-dire, était sans succès, il aurait la consolation de penser que le sang qui pourrait couler encore retomberait tout entier sur l'Angleterre.

La démarche de Bonaparte était trop ridicule pour qu'elle pût servir d'introduction à un arrangement entre la Russie et la France; et pour s'épargner à l'avenir l'importunité de telles communications, l'empereur fit écrire par le prince Kurakin au ministre de Bonaparte : « Que la conservation de la Prusse et de » son indépendance de tout lien politique di- » rigé contre la Russie était indispensable aux » intérêts de S. M. Impériale pour arriver à » un véritable état de paix avec la France; qu'il » fallait nécessairement qu'il y eût entre elle et » la Russie un pays neutre, qui ne fût pas occupé » par les troupes d'aucune des deux puissances; » que comme toute la politique de l'empereur » de Russie ne tendait qu'à établir des rapports » solides et stables avec la France, et que de tels » rapports ne sauraient subsister tant que des » armées étrangères continueraient de séjour- » ner dans une telle proximité des frontières » de la Russie, la première base de toute né- » gociation ne pouvait être que l'engagement » formel de l'entière évacuation des états prus-

» siens et de toutes les places fortes de la Prusse,
» quels qu'eussent été l'époque et le fondement
» de leur occupation par les troupes françaises
» ou alliées, d'une diminution de la garnison
» de Dantzick, de l'évacuation de la Poméranie
» suédoise, et d'un arrangement avec le roi de
» Suède, propre à satisfaire réciproquement
» les deux couronnes de France et de Suède ».

Cette conduite de la Russie annonçait distinctement que la Suède ne combattrait pas en faveur de Bonaparte, et que la Prusse n'agirait en sa faveur qu'autant qu'elle y serait contrainte, et par là l'Autriche devait concevoir que les démarches qu'elle avait fait faire par ses agens près des cours de Stockholm et de Berlin tourneraient plus tard à l'avantage de la Russie.

L'empereur de Russie, après avoir imposé des conditions si peu conformes aux vœux de Bonaparte, fit ajouter à la dépêche du prince Kurakin : « Je dois déclarer que, quand les de-
» mandes ci-dessus énoncées seront accordées
» de la part de la France comme base de l'ar-
» rangement à conclure, il me sera permis de
» promettre que cet arrangement pourra con-
» tenir aussi de la part de S. M. l'empereur
» mon maître les engagemens suivans :

» Sans dévier des principes adoptés par l'em-
» pereur de toutes les Russies pour le com-
» merce de ses états et pour l'admission des
» neutres dans les ports de sa domination,
» principes auxquels S. M. ne saurait jamais
» renoncer, elle s'oblige, par un effet de son
» attachement pour l'alliance formée à Tilsitt,
» à n'adopter aucun changement aux mesures
» prohibitives établies en Russie, et sévèrement
» observées jusqu'à présent contre le commerce
» direct avec l'Angleterre. S. M. est prête de plus
» à convenir avec S. M. l'empereur des Français
» et roi d'Italie d'un système de licence à in-
» troduire en Russie, à l'exemple de la France;
» bien entendu qu'il ne pourra être admis
» qu'après qu'il aura été reconnu ne pouvoir
» augmenter par ses effets le préjudice qu'é-
» prouve déjà le commerce de la Russie.

» Enfin, S. M. consentira aussi à s'engager
» de conclure un traité d'échange du duché
» d'Oldembourg contre un équivalent conve-
» nable, qui sera proposé par S. M. l'empereur
» et roi, et dans lequel S. M. I. déclarera retirer
» la protestation qu'elle a été dans le cas de
» donner pour mettre en réserve les droits de
» sa maison sur le duché d'Oldembourg ».

Il n'y avait que la guerre pour répondre à ce persifflage, et la guerre eut lieu.

Par là les désirs de l'Autriche avaient été remplis, car l'Autriche n'avait voulu que la guerre, n'avait cherché que la guerre contre la Russie, et avait usé de tous les moyens possibles pour porter Bonaparte à la faire.

L'Autriche avait bien ses raisons pour désirer une telle guerre; elle allait profiter de la fortune d'un homme auquel elle n'avait pu résister; elle allait combattre la Russie avec des forces innombrables et regardées jusque-là comme invincibles; elle avait reçu la promesse d'un échange de la Gallicie contre ses provinces illyriennes, et dans le cas d'une heureuse issue de la guerre, Bonaparte s'était engagé à procurer à l'empereur d'Autriche des indemnités et des agrandissemens en territoires qui non-seulement compensassent les sacrifices et charges de la coopération de S. M. dans la guerre, mais qui fussent un monument de l'union intime et durable qui existait entre les deux souverains; enfin, il avait été stipulé par le traité que si, en haine des liens et engagemens contractés par l'Autriche envers la France, l'Autriche était menacée par la Russie, S. M. l'empereur des Français regarderait cette atta-

que comme dirigée contre lui-même, et commencerait immédiatement les hostilités.

On voit par tout ce que je viens d'exposer combien l'Autriche s'était agitée pour faire décider la guerre contre la Russie; combien elle s'était mise peu en peine de se déclarer ouvertement l'ennemie de cette puissance; combien même elle avait fondé l'espoir de sa restauration sur la destruction de cet empire.

Pour réaliser tant d'espérances, elle ne s'était pas trouvée assez sûre de ses succès lorsqu'elle marchait avec Bonaparte à la tête de cinq cent mille hommes pour combattre l'empereur de Russie, déjà engagé dans la guerre contre les Turcs et contre la Suède; elle avait fait des démarches pour faire entrer le Grand-Seigneur dans la ligue, et le prince de Schwarzenberg avait écrit au comte Neipperg, ministre d'Autriche à Stockholm, une lettre par laquelle il lui annonçait que les nœuds d'amitié et de famille qui existaient entre la cour de Vienne et celle de France venaient d'être renforcés par un lien (le traité de 1812), qui devait en être une suite naturelle, pour établir d'une manière solennelle des relations d'intimité et de confiance entre les deux empires; que ce grand événement politique acquérait un

intérêt d'autant plus majeur dans un moment où une guerre dans le Nord était près de s'allumer, que son auguste maître, ayant jugé de sa sagesse et conforme à son système d'agir dans le plus parfait concert avec la France, allait se trouver dans le cas de jouer un rôle actif dans une cause qui était devenue désormais la sienne. Et M. le Prince de Schwarzenberg ajoutait à M. le comte de Neipperg : « Dans un » état de chose où tous les moyens doivent » être dirigés vers le but commun, vous ne » pouvez servir plus essentiellement les inté- » rêts de notre auguste maître qu'en em- » ployant le crédit dont je sais que vous jouis- » sez auprès du gouvernement où vous êtes » accrédité, pour le lier à une cause à laquelle » un souvenir récent et pénible, ainsi que » la perspective favorable de l'effacer pour ja- » mais, en récupérant une portion aussi essen- » tielle de la monarchie que la Finlande, » doit imprimer un caractère national tout » particulier à la Suède, etc. ».

La guerre commença ; l'Autriche donna son contingent, le composa de corps et de généraux d'élite, et dépassa même le nombre d'hommes qu'elle avait pris l'engagement de fournir. Les premiers succès de Bonaparte accrurent ses

espérances; elle anima ses guerriers à bien faire; et, pour enflammer leur courage, elle publia avec une sorte d'affectation leurs moindres avantages; enfin elle ne négligea rien pour se rendre digne des récompenses qui lui avaient été promises en cas de succès.

Mais la chance ayant tourné tout à coup, en raison des mesures que l'empereur de Russie avait prises pour empêcher Bonaparte d'établir ses quartiers d'hiver dans le cœur de ses états, en raison des savantes manœuvres du prince Kutusow, en raison de la disette occasionnée par l'effet de ces manœuvres, enfin en raison de l'excessive rigueur du froid qui détruisit en partie l'armée française, l'empereur d'Autriche vit ses espérances frustrées en un moment; il considéra Bonaparte comme incapable de lui devenir bon à quelque chose, et il montra de la disposition à se lier avec la Russie, qu'il avait espéré de détruire, ou au moins d'affaiblir.

L'empereur de Russie avait assez de motifs pour se venger de l'Autriche à la faveur de ses succès, et lorsque l'Autriche n'était pas en état de lui opposer une armée plus forte que celle qu'elle avait organisée pour seconder Bonaparte; mais des ressentimens personnels ne pouvaient entrer dans le caractère d'un prince

qui n'était tourmenté que de l'ambition de procurer à l'Europe sa tranquillité et son bonheur. Il dédaigna d'entrer dans des explications qui n'auraient pu que retarder une union devenue nécessaire entre les deux cours pour l'achèvement de la destruction de l'armée française.

Sans entamer des tracasseries inutiles, il suffisait à l'Autriche de ses embarras intérieurs pour mettre de grandes entraves au rassemblement de ses forces; et il importait plutôt à l'empereur de Russie de jeter un voile sur le passé et de ne s'occuper que des moyens d'encourager l'Autriche par de plus grandes espérances de succès, par de plus grands avantages pour sa monarchie, et de lui indiquer la marche à tenir pour endormir son ennemi et pour se procurer le temps d'organiser ses forces.

CHAPITRE LXXXIV.

Belles manœuvres de l'empereur de Russie pour entraîner l'Autriche dans son parti.

L'EMPEREUR d'Autriche avait dû s'attendre à de très-vifs reproches de la part de l'empereur de Russie, après la conduite peu dissimulée qu'il avait tenue vis-à-vis de ce prince, dans le temps que son esprit se berçait de l'idée que sa monarchie serait augmentée des dépouilles de la Russie ; et sa surprise dut être grande de voir l'empereur Alexandre dédaigner de descendre à de pareils détails, et s'appliquer uniquement à la recherche des moyens de rendre la coopération de l'Autriche utile à la chose commune, et de procurer à la monarchie autrichienne des avantages justes, légitimes, et bien autrement importans que ceux que l'empereur d'Autriche s'était promis de la faveur de Bonaparte.

L'empereur de Russie, par cette conduite très-sage et très-politique, avait écarté les obstacles qui se seraient trouvés dans le chemin qui devait conduire à un rapprochement, à une intelligence entre les deux cours ; il avait

accéléré le moment de conférer avec l'empereur d'Autriche, de s'entendre avec lui, et de le convaincre de la nécessité d'abandonner Bonaparte, et de joindre ses forces aux siennes.

L'empereur Alexandre était persuadé d'avance qu'il trouverait de grandes difficultés à surmonter pour entraîner l'Autriche dans son parti, en raison des inquiétudes et des irrésolutions du monarque autrichien, en raison de son alliance avec Bonaparte, en raison des engagemens qu'il avait pris avec cet homme. Il fallait, pour surmonter ces obstacles, pénétrer ce monarque des grands avantages qu'il retirerait de ses liaisons avec la Russie.

Bonaparte, par son traité d'alliance avec l'Autriche, avait mis une rigueur judaïque dans ses conditions pour le cas de l'échange de la Gallicie contre les provinces illyriennes. Il avait stipulé que l'estimation des deux objets de l'échange ne serait pas réglée par l'étendue du territoire seulement, mais par sa valeur réelle. Les seules espérances qu'il offrait à l'Autriche étaient purement idéales, puisqu'elles étaient fondées seulement sur des succès éventuels et sur des conquêtes à faire, et subordonnées même à la volonté, au caprice et à la politique de cet ambitieux.

L'empereur de Russie, au contraire, faisait envisager à l'empereur d'Autriche que sa coopération aurait le double effet de délivrer l'Allemagne et l'Italie de la présence des troupes françaises, et de le remettre en possession de tous les pays qu'il avait perdus pendant ses guerres avec la France.

Cet événement n'était pas fondé sur des idées spéculatives, sur des espérances imaginaires, mais sur la supériorité des forces combinées de l'Autriche, de la Russie et de la Prusse, que Bonaparte ne pouvait plus combattre avec avantage, ayant perdu l'élite de ses troupes et étant dépourvu de cavalerie.

Pour flatter la gloire de l'Autriche, l'empereur de Russie offrit à l'empereur d'Autriche de lui donner le commandement en chef des armées alliées et de lui laisser tout l'honneur de l'expédition. C'était, en d'autres termes, l'engager comme partie principale dans la guerre, lui en faire supporter le plus grand poids, et le mettre dans l'impossibilité, en cas de revers, de se rengager dans les liens de Bonaparte.

Le rôle était trop brillant pour que l'empereur d'Autriche ne fût pas flatté de s'en charger; mais il se présentait à son esprit des difficultés

de plus d'un genre qui prolongeaient ses irrésolutions.

La première était son alliance avec Bonaparte, qui s'opposait à ce qu'il se prêtât à des démarches qui pourraient peut-être compromettre en définitif le sort de sa fille et de son petit-fils.

La seconde était la Bavière, qui travaillait avec ardeur à augmenter ses forces, et qui se trouvait dans une position à gêner extrêmement les opérations de l'Autriche, tant en Italie qu'en Allemagne.

Et la troisième était celle de pouvoir organiser, avant l'ouverture de la campagne, des armées assez formidables pour pouvoir exécuter avec énergie et succès les opérations dont on lui offrait la conduite.

Pour dissiper ses scrupules sur le premier point, l'empereur de Russie lui représenta qu'un souverain n'est qu'un être collectif, qui forme unité avec son peuple, et qui n'a pas la liberté de séparer ses intérêts des siens.

Comme homme, il est tout ce qu'il veut être; il dispose de ses opinions et de ses sentimens à sa fantaisie, selon son caprice; il peut se livrer à ses tendresses paternelles, se laisser aller aux mouvemens de ses propres passions; mais

comme roi, il est soumis à des obligations étroites, auxquelles il n'est pas le maître de se soustraire. Le salut du peuple, le bien du peuple, est la première de ses obligations, et ni sa famille, ni ses amis, ni sa personne même, ne peuvent entrer en considération lorsqu'il s'agit de remplir les devoirs imposés à sa qualité de souverain, c'est-à-dire, de tuteur de ses sujets, de gardien de leurs intérêts, de protecteur de leurs personnes.

Et l'empereur ajouta que l'alliance de sa fille avec Bonaparte n'avait pas été le résultat d'une convenance réciproque, mais une loi de la nécessité ; qu'il avait dû céder à la violence injurieuse d'un usurpateur et qu'il suffisait qu'il eût affaire à un usurpateur, pour qu'il ne pût espérer, et encore moins attendre des procédés de reconnaissance qui ne s'accorderaient point avec les transports de son orgueil, avec les désirs de son ambition ; qu'il devait savoir qu'un usurpateur ne connaissait ni famille, ni amis, et que Bonaparte ne ferait aucune difficulté de le sacrifier, de le détrôner même, si la conquête de ses états devenait nécessaire à l'accomplissement de son système de domination universelle.

Sur le second point relatif à la Bavière, l'em-



pereur de Russie, pour guérir l'empereur d'Autriche de ses appréhensions à l'égard de cette puissance, lui fit envisager que l'esprit de sa conduite antécédente devait être un garant sûr de la conduite qu'elle adopterait, lorsqu'elle verrait la partie bien liée entre l'Autriche, la Russie et la Prusse.

Pour convaincre l'empereur d'Autriche de l'exactitude de cette opinion, et l'encourager à prendre confiance dans la conduite future de la cour de Munich, il chercha à approfondir la conduite antécédente de cette cour.

Il représenta le roi de Bavière comme un prince qui avait cherché à se dégager de l'influence de l'Autriche, et qui ne s'était jeté dans le parti de la France que pour obtenir sa manumission, que pour se dégager d'un lien fédéral qui l'assujettissait aux obligations d'un vassal.

Il était bien vrai que le roi de Bavière, en se dégageant des liens de l'Autriche, avait eu l'air de tendre ses mains aux fers de Bonaparte; il était bien vrai aussi que Bonaparte, pour le retenir dans ses fers, pour les lui faire chérir, les avait dorés et enrichis de toutes les manières; mais il était évident, d'après l'esprit de cette conduite, que le roi

de Bavière n'était pas plus satisfait des fers de l'un que des liens de l'autre, et que ses efforts devaient tendre à se soustraire à la domination de ces deux puissances.

Le ministre qui conseille le roi de Bavière, ajouta l'empereur, est un homme d'un génie vaste et conséquent; il a déjà fait preuve de trop de lumières pour qu'on puisse penser qu'il soit dupe des fausses caresses de Bonaparte, qu'il se laisse gagner par la magnificence de ses présens.

Ce ministre a agi en politique habile lors de la campagne de 1806. Il avait deviné les vues de la Prusse; il avait prévu la politique du ministère de Berlin, et il chercha à profiter de cette conduite inconsidérée pour augmenter la puissance de son maître, pour le faire participer aux avantages d'une victoire qui devait rendre le vainqueur généreux envers la Bavière, aux dépens de l'Autriche, si la Bavière se montrait ouvertement déclarée en faveur de sa cause.

Ce ministre avait pensé, et avec raison, que la Bavière ne pourrait s'agrandir et monter au rang de grande puissance qu'à force de dépendance, et qu'il lui convenait d'affecter de la soumission vis-à-vis de la puis-

sance qui avait les moyens de la garantir des vengeances de l'Autriche, et de la soutenir contre ses entreprises hostiles. Les mesures mêmes qu'avait prises Bonaparte pour s'assujettir la Bavière, ayant été prises aux dépens de l'Autriche, l'habile ministre le laissa faire, l'encouragea même, parce que, par ces mesures, il enhardissait la cour de Munich à demander davantage, et à faire envisager son augmentation de puissance comme une augmentation de forces pour la France, puisque la Bavière ne pouvait être considérée, dans le système de Bonaparte, que comme une avant-garde dirigée vers l'Autriche, en tout temps subordonnée et soumise à la politique de la France, et obligée, par sa position, à concourir à tous ses plans d'opérations militaires.

Par cette conduite du rusé et habile ministre, tout devenait grandeur et puissance réelle pour la Bavière, et tout devenait illusion pour Bonaparte. L'affectation qu'avait mise ce ministre à se renfermer dans le cercle d'une dépendance absolue avait frayé à la Bavière le chemin à une indépendance positive, et cette indépendance devait être le résultat de la force acquise par les simulacres

de dépendance. Cette même force que Bonaparte avait destinée à l'assister, à lui assurer ses succès, doit servir aujourd'hui à le combattre, à précipiter ses revers.

Ce même ministre, ajouta encore l'empereur, que je considère comme si éclairé et si sage, ne serait qu'un ignorant et un fou, s'il n'avait pas eu les vues que je viens d'exposer, et si l'agrandissement qu'il a procuré à la Bavière n'avait eu d'autre but que d'en faire un état en tout temps dépendant de la France et incapable de viser à l'indépendance.

A quoi servirait, au souverain de la Bavière, la couronne royale, le sceptre, et tant de vastes et de fertiles possessions qu'il a reçues, si tant d'illustrations et tant d'avantages ne devaient être que des fers honteux, que le gage d'une soumission humiliante, que la condition du plus déshonorant vasselage? Il est impossible de se défendre de l'idée que la Bavière soupire ardemment après le moment où elle pourra user de sa puissance pour elle-même, et non en faveur d'un homme qui ne l'a si bien dotée que pour son intérêt et pour en faire une brillante esclave; et on peut se persuader d'avance que le ministre qui a su faire plier l'orgueil de sa cour jusqu'à la soumission la

plus humble, jusqu'à la dépendance la plus absolue, pour composer une puissance vraiment imposante, a vu dans cette conduite politique les élémens d'une indépendance positive, et qu'il n'hésitera pas à saisir une occasion qui lui procurera avec sûreté les moyens de réaliser en même temps la grandeur, la puissance et l'idépendance de son souverain.

Cette occasion se trouve si évidemment dans l'alliance des trois cours; elle se trouve encore si évidemment dans la puissance même de la Bavière et dans la faveur de sa position topographique, qui la place au flanc droit et au derrière de l'armée française, qui coupe ses communications avec la France et avec l'Italie, que la Bavière ne peut pas balancer entre un parti qui lui offre gloire, succès et indépendance, et un parti qui ne lui laisse entrevoir que des succès fort douteux, et l'assurance d'un vasselage humiliant et onéreux.

Le souverain de la Bavière n'est plus un électeur faible et obligé de rechercher des alliés et des protecteurs; c'est un roi devenu puissant par les manéges de la plus rusée politique, qui peut rendre les plus grands services à Bonaparte. Mais son ministre, après avoir fondé cette puissance, ne doit être occupé que des moyens

d'établir son indépendance ; il ne peut pas se dissimuler que les secours qu'il donnera à Bonaparte ne serviront qu'à river ses fers, et que ceux qu'il donnera à ses ennemis serviront à les briser et à consacrer l'indépendance de la Bavière, comme à affermir sa grandeur et sa puissance ; il sait aussi que sa défection entraîne nécessairement celle des autres princes de la fédération du Rhin, et en ajoutant à ses forces, accélère le moment de son indépendance.

Mais la Bavière est devenue aujourd'hui une puissance trop importante, et ses secours sont trop utiles et trop efficaces pour qu'on n'emploie pas pour les obtenir les égards qui sont dus à un souverain devenu monarque, et surtout très-puissant. Il doit être sollicité avec les égards qui sont dus au rang suprême, et ce qui peut flatter l'orgueil dans un haut rang, doit être offert à un roi capable de procurer de grands secours. Il faut ici que la vanité cède à la voix impérieuse du besoin, et que l'offre flatteuse d'un commandement en chef, la gloire ineffable d'avoir sous ses ordres des corps autrichiens, fasse disparaître tout sentiment de haine, même de défiance entre les deux puissances, les ramène à des sentimens de confiance, d'assistance réciproque, leur inspire le

même désir de triompher, et leur fasse entrevoir le même but à atteindre.

Prouver les intentions présumées de la cour de Munich par les effets de sa situation politique, pénétrer pour ainsi dire dans les secrets de cette cour, et rendre ses desseins évidens par la combinaison de sa puissance, mise en rapport avec l'espèce de servage auquel elle s'est volontairement soumise; enfin la montrer prête à s'arracher des bras d'un bienfaiteur intéressé, et à passer dans les bras de puissances qui ont été ou ses ennemies ou ses rivales, et qui ne lui ont offert ni gloire ni avantages, c'est avoir deviné le désir qu'a cette puissance de fonder son indépendance; c'est avoir deviné en même temps le besoin qu'a cette puissance d'une formidable alliance pour secouer le joug insupportable d'un bienfaiteur impérieux; c'est, en un mot, avoir donné la preuve des plus grandes lumières en politique, et c'est ce qu'a fait l'empereur Alexandre dans la célèbre conférence qu'il a eue avec l'empereur d'Autriche.

Sur le troisième point, relatif à l'organisation des forces de l'Autriche avant l'ouverture de la campagne, l'empereur de Russie en fit apercevoir les moyens dans les ressources de la politique, dans le penchant présumable que Bona-

parte avait pour la paix, après les terribles désastres que son armée avait essuyés en Russie, et les embarras extrêmes qu'il devait éprouver pour réparer des pertes si immenses.

L'empereur Alexandre était persuadé que la confiance dans les paroles, dans les promesses et dans les sermens, était en général l'effet du besoin plus que celui de la réflexion, et que Bonaparte, pressé vivement de se dégager d'une guerre dont les commencemens ne présentaient pas à son esprit l'espérance d'une issue favorable, ne réfléchirait pas sur les intrigues qu'on mettrait en œuvre pour le séduire, si ces intrigues lui paraissaient tendre évidemment vers l'objet de ses désirs, vers son besoin le plus essentiel et le plus impérieux, la paix.

L'empereur d'Autriche, endoctriné de cette manière, voyait déjà en perspective ses ressources et tout le temps qu'il lui fallait pour recruter, augmenter et organiser son armée; il voyait cette armée triomphante et sa monarchie rétablie, et il se retira avec l'agréable idée que tout irait bien, puisque tout allait dépendre désormais des ruses de la politique, et qu'il avait un ministre très-capable de le servir et de faire réussir ses projets sous ce rapport.

CHAPITRE LXXXV.

Manœuvres de l'Autriche pour gagner du temps et organiser ses armées.

L'EMPEREUR Alexandre avait expliqué assez distinctement la conduite que devait tenir l'Autriche pour se joindre en force à la coalition, et pour combattre la France avec avantage; et le ministre de l'empereur d'Autriche était trop versé dans l'art de la politique pour ne pas réussir dans une entreprise qui devait se conduire par la ruse, par la dissimulation, par un heureux emploi de tous les artifices.

La première attention qu'eut l'Autriche, fut de dissimuler à la France le résultat de la conférence qu'avait eue l'empereur d'Autriche avec l'empereur de Russie, et d'affecter une espèce de mécontentement de ce résultat. En conséquence, on adressa au comte de Bubna une dépêche où se trouvait le passage suivant : « Vous déclarerez à l'empereur (à Bonaparte) que le corps auxiliaire se trouvant, d'après le traité, sous le commandement immédiat de sa-dite M. (le roi de Naples Murat), il a dépendu d'elle d'indiquer le point sur lequel notre corps

auxiliaire pouvait être appelé à se placer, et que notre auguste maître n'a indiqué le point de retraite vers la Gallicie que parce que S. M. (Murat) avait consenti à ce que le corps auxiliaire suivît ce mouvement. Ce corps ne reste pas moins sous le commandement immédiat de l'empereur des Français, et il dépendra de S. M. de lui faire adresser, par le major-général, tels ordres qu'elle jugera convenables. Vous direz explicitement que, tout en se rapprochant des autres corps d'armée autrichiens, nous sommes bien loin de confondre la nature et le but de nos différens corps d'armée ».

A l'époque où cette condescendance fut ainsi exprimée, il eût été difficile au roi de Naples Murat d'employer ce corps auxiliaire d'une façon utile, puisque l'armée était en pleine retraite; il lui convenait davantage que le corps autrichien se repliât sur la Gallicie; pour épargner les magasins de l'armée française, qui eût été obligée de lui fournir le nécessaire, s'il l'eût attiré à lui.

Dans cet esprit de dissimulation, il fut tenu à Vienne un conseil qui fut présidé par l'empereur, et auquel assistèrent tous les ministres. Il y fut résolu de maintenir l'alliance avec la France, et de n'entendre à aucune proposition

de la part des cours alliées qui aurait pour objet de faire dévier la cour de Vienne d'un système si convenable à ses intérêts bien entendus.

Toutes ces démarches affectées avaient pour but de tranquilliser la France sur ce que pouvaient avoir d'irrégulier les relations que l'Autriche entretenait avec les puissances alliées, et pour marquer d'un désir de paix les insinuations qu'elle faisait faire pour affaiblir la France en tentant la fidélité de ses alliés.

Le cabinet de Vienne s'appliqua à montrer l'Autriche au Danemarck, à la Saxe, à la Bavière, au Wurtemberg, même à Naples et à la Westphalie, comme une amie, une alliée de la France, qui ne voulait rien que la paix, qui ne désirait rien pour elle-même; il les engageait à ne point faire des armemens inutiles, à ne pas donner à la France des secours qui seraient sans objet, puisqu'il ne s'agissait pas de se battre, mais de faire la paix; puisque l'Autriche aurait cent cinquante mille hommes sous les armes, pour les mettre dans la balance contre celui des deux partis qui voudrait continuer la guerre.

Ces insinuations étaient sans doute de nature à déplaire à Bonaparte, puisqu'elles prêchaient l'inertie à des états qu'il ne cessait d'encourager

à la guerre; mais elles annonçaient aussi de la part de l'Autriche un désir très-prononcé de forcer les puissances alliées à la paix, et cette dernière raison faisait glisser légèrement sur les motifs de mécontentement qu'avait occasionnés le procédé employé pour détacher tant d'états de l'alliance de la France.

Il y avait sans doute des raisons de craindre le mécontentement de la France en adoptant une conduite si opposée à ses désirs, qui étaient de trouver de grands secours chez ses alliés; mais il fallait avoir un prétexte pour mettre cent cinquante mille hommes sous les armes, et ce prétexte se trouvait dans le besoin qu'avait l'Autriche d'une telle force pour contraindre les alliés à la paix. Il se trouvait même dans cette conduite une telle convenance pour les intérêts des alliés de la France, que l'Autriche se prononçait ouvertement et énergiquement en faveur de la paix, et qu'elle ne dissimulait pas que ses forces étaient destinées à seconder le parti qui s'y prêterait, et à combattre celui qui s'y refuserait.

Cette conduite était d'autant plus adroite, que Bonaparte était celui des deux partis qui avait jusque-là senti le besoin de faire la paix, et qui avait le plus hautement montré le désir

de la faire; et l'Autriche, en paraissant se prononcer en sa faveur, faisait cependant toutes ses dispositions pour s'unir à ses ennemis, dans le cas où il serait devenu nécessaire de le combattre et de le contraindre à se renfermer dans un cercle convenable aux intérêts de tous.

Les choses ayant été ainsi disposées, et les précautions ayant été prises pour écarter le soupçon d'infidélité et de malveillance, le cabinet de Vienne ouvrit des négociations et proposa son entremise aux parties belligérantes.

Bonaparte, qui ne désirait que la paix, accepta avec empressement ce moyen de rapprochement et d'apaisement, parce qu'il crut voir un allié dans le négociateur, et parce que ses liaisons avec l'Autriche lui faisaient concevoir l'espérance d'en être bien traité.

A la nouvelle de cette acceptation, le cabinet de Vienne fit éclater la plus vive joie; il applaudit aux vues de Bonaparte et les trouva généreuses. Il parut entrer avec ardeur dans cette carrière où il avait l'occasion de servir les intérêts de la France. Il déclara qu'il était inébranlable dans son système : « Que l'alliance, fondée sur les intérêts les plus naturels, les plus germains, les plus essentiellement salutaires, devait être éternelle comme les motifs

qui l'avaient fait naître; que c'était lui qui l'avait recherchée, après avoir bien réfléchi; que, si elle était à refaire, il la voudrait telle qu'elle est; qu'il ne redoutait point la France, mais les Russes. Il protesta du désintéressement de l'Autriche, qui ne voulait rien pour elle, et qui croirait trop chèrement acheter par une seule campagne les agrandissemens les plus importans. Il fut jusqu'à prévoir le moment où, si les Russes n'adhéraient à des propositions modérées, il emploierait contre eux, non le corps auxiliaire stipulé par le traité d'alliance, non un corps de 70,000 hommes, mais toutes les forces de la monarchie. Il s'engagea enfin à n'agir que comme il conviendrait à l'empereur (Bonaparte), à ne pas faire un pas à son insu, et à lui communiquer toutes ses démarches, soit pour amener les négociations, soit pour les armemens qui devaient soutenir l'Autriche dans sa nouvelle attitude ».

Le cabinet de Vienne prodiguait ces assurances à l'ambassadeur de France. Elles étaient l'objet de la mission du comte de Bubna à Paris. Il y envoyait le maréchal, prince de Schwarzenberg, le même qui avait commandé le corps auxiliaire, pour donner à l'Europe une preuve

éclatante de ses dispositions, en faisant paraître à la cour de France le commandant du corps autrichien, se rendant près de son chef pour prendre ses ordres. Enfin, il défendait au comte de Bubna, et à ses autres agens, de se servir du mot de *médiation*, attendu qu'il ne s'agissait que de l'intervention d'un allié qui aspirait à accélérer le terme de la guerre.

Il convient d'entrer dans les détails de cette combinaison politique, pour donner une idée de l'habileté avec laquelle le ministre, comte de Metternich, s'est conduit dans cette circonstance difficile, où la plus légère indiscrétion pouvait faire naître la défiance, embarrasser la manœuvre, et entraver la marche de l'intrigue.

Le comte de Metternich avait à traiter avec un gouvernement ombrageux, susceptible au dernier point, se fiant sur son bonheur et sur sa puissance, et s'abandonnant plus qu'aucun autre aux mouvemens de ses propres passions.

Il fallait agir vis-à-vis de lui avec une extrême circonspection, peser ses paroles, et ne rien laisser échapper, ni dans les écrits, ni dans les entretiens, qui décélat une sorte

de particularité en faveur du parti contraire, la plus petite disposition à le servir.

Ce rôle était difficile à jouer ; il fallait en quelque sorte sortir de soi-même et remplacer son caractère par un caractère approprié à la conjoncture ; il fallait enfin connaître toutes les ressources du génie politique, et posséder l'art de les employer à propos.

Le comte de Metternich avait d'abord une première tâche, une tâche principale à remplir ; c'était de détruire, par ses formes apparentes, jusqu'au simple soupçon qu'il pût être l'ennemi de l'ennemi qu'il avait à combattre ; il fallait qu'il perçât cette enveloppe de la pensée qu'on appelle dissimulation, et qu'il manœuvrât de façon à y voir à découvert les vues, les sentimens, les opinions, les vœux et les espérances de celui qu'il cherchait à pénétrer.

Dans ce genre de combat, on fait la guerre à son ennemi ; mais c'est un combat presque magique, où l'esprit est aux prises avec l'esprit, où tout est moral, où les armes sont cachées dans la pensée, et n'en sortent que pour frapper à l'endroit qu'on a dessein d'atteindre. C'est l'art merveilleux de s'emparer de la raison de son adversaire, de l'attacher à ses

idées, de lui donner des chaînes, et de les lui faire chérir en multipliant les apparences d'avantages et de succès, en prodiguant des simulacres pour se procurer des réalités.

Ce qui excite l'admiration pour l'homme doué du génie politique, c'est ce charme inexplicable dont il est impossible de se défendre, parce qu'il est toujours accompagné de tous les artifices de la séduction ; et par ces artifices, j'entends ces conceptions fines et déliées, cette subtilité d'esprit, ce jeu perpétuel de la physionomie, mise en action et en expression, d'après le besoin du sentiment et de la pensée de celui qu'on a intérêt de circonvenir ; j'entends ce langage paré ou négligé, franc ou dissimulé, doux ou aigre, calme ou emporté, suivant les hommes, les lieux et les circonstances ; ces piéges adroitement tendus à l'ignorance, à la simplicité, à l'amour-propre, à la vanité, à l'ambition, à la présomption, à toutes les faiblesses du cœur humain ; j'entends enfin tous ces manéges combinés pour flatter, tromper, séduire et faire embrasser avec avidité des partis que la prudence, l'intérêt et la raison devraient faire un devoir d'éviter.

Quelle connaissance il faut avoir du cœur

humain, quelle étude il faut faire des caractères moraux et des passions des hommes vivant en société, pour devenir habile dans cette science! et que l'empereur d'Autriche devait se trouver heureux de posséder un homme de cette trempe!

Je disais dans mes *Annales historiques et politiques du dix-neuvième siècle*, que je publiai en 1806, page 112 : « C'en est fait de la puis» sance autrichienne, et elle éprouvera le sort » de tant d'autres états, si les hommes qui la » dirigent continuent d'agir en sens inverse de » ce qu'ils devraient faire pour la soustraire » aux désastres qu'on lui prépare. Elle ne doit » chercher des secours que dans ses propres » forces, dans ses propres ressources, et ne » point se fier aux démonstrations des cours » qui se disent ses amies, ou à des simulacres » d'affection qui l'endorment et qui la mettent » à la discrétion de toutes les trahisons, de » toutes les perfidies ; elle ne doit s'abandonner » qu'aux conseils des hommes désintéressés et » probes, capables de l'éclairer par leurs lu» mières, capables de la servir par leur dévoue» ment. De tels hommes sont rares, et on ne » les rencontre guère parmi les parvenus que » le gouvernement autrichien a dû employer

» depuis plusieurs années, à défaut des hommes
» à talent que lui fournissait autrefois la haute
» noblesse. Que cette noblesse se mette en état
» de remplir les grands emplois de la diplo-
» matie; que toutes les classes ressaisissent cet
» honneur militaire qui est le patrimoine des
» monarchies; que l'empereur s'abandonne à
» la bravoure de ses troupes, et l'Autriche sauve
» l'Europe, et elle reprend le rang de première
» puissance, le rang qu'elle n'aurait jamais dû
» quitter.

» Mais l'Autriche n'a pas d'hommes en état
» de la bien conseiller, parce qu'elle n'en pos-
» sède aucun qui connaisse les causes véritables
» du bouleversement général qui a lieu aujour-
» d'hui en Europe; aucun qui connaisse les vé-
» ritables projets du gouvernement français,
» qui soit en état de pénétrer ses vues et de dé-
» mêler ses intrigues; aucun qui connaisse les
» liaisons des autres puissances avec la France,
» et les motifs de ces liaisons. Si l'Autriche eût
» eu des hommes éclairés pour la conseiller
» et pour la servir, l'eût-on vue entrer dans
» la guerre et se présenter la première sur le
» champ de bataille au mois de novembre der-
» nier (1805)? Quoi! cette Autriche qui avait
» besoin d'être tranquille et de n'agir qu'à jeu

» sûr; cette Autriche qui ne devait agir *que*
» *comme auxiliaire de la Russie et de la Prusse*,
» qui ne devait tomber sur l'ennemi commun
» que pour lui porter le dernier coup et le faire
» disparaître, s'engage la première dans le com-
» bat, sans même s'être assurée des dispositions
» de la Prusse, sa rivale la plus redoutable, son
» ennemie la plus implacable; et quand elle
» n'était destinée qu'à la seconder, elle se laissa
» tromper par elle, elle s'exposa à devenir vic-
» time de sa trahison d'abord et de sa perfidie
» ensuite! Mais les conseillers de l'empereur
» avaient donc juré sa destruction, ou ils étaient
» donc incapables de conseiller leur maître »!

Je disais encore, page 514 des mêmes Annales:
« L'Angleterre et la Russie font les plus grands
» efforts pour convaincre l'Autriche de la né-
» cessité de rétablir l'ordre et la tranquillité en
» Europe. L'Autriche n'a pas attendu le moment
» actuel pour en être convaincue, puisque pen-
» dant sept années elle a fait seule la guerre,
» et elle s'est épuisée de toutes les manières
» pour obtenir ce bonheur tant désiré. Mais ce
» dont elle n'a jamais été convaincue, et ce
» dont il serait essentiel de la convaincre, c'est
» de la sincérité de quelques-unes des puis-
» sances qui affectent aujourd'hui un si vif in-

» térêt en faveur de l'ordre; c'est du détache-
» ment de la Prusse pour la France son amie,
» sa bienfaitrice, et dont elle s'est montrée la
» complaisante dans ces derniers temps; c'est
» de la sincérité de cette Prusse, dont chaque
» parole, dont chaque serment dissimule ou le
» désir de trahir, ou le désir de l'ambition.

» Il est un fait, c'est que l'Autriche se ren-
» gagerait sur-le-champ dans la guerre, si elle
» pouvait compter sur la Russie et sur la Prusse,
» et partant de cette conséquence, il en résulte
» que, si la Prusse voulait de bonne foi faire la
» guerre à la France, toutes les puissances de
» l'Europe seraient à l'instant coalisées; toutes
» fondraient à la fois sur l'usurpateur, et le for-
» ceraient à se dessaisir d'une autorité dont il a
» fait un si déplorable usage. »

Ces dernières observations, rapportées dans mes Annales en 1806, avaient fait partie d'une lettre que j'écrivis en 1805, au mois d'août, à un souverain qui avait quelque confiance dans mes opinions politiques, et auquel je disais encore :

« Je crois avoir rempli vos vues en tâchant
» de fonder les craintes et les espérances à venir
» sur des observations établies d'après des faits
» positifs et des conjectures probables, qui

» donnent à connaître les dispositions réelles
» où se trouvent les puissances les unes envers
» les autres ».

On a vu depuis se réaliser les effets que devait produire l'accession de la Prusse à la coalition, si elle voulait agir de bonne foi; mais il est à regretter que la Prusse ait dû faire par nécessité pour elle-même, en 1813, ce qu'elle eût dû faire pour l'avantage commun en 1806.

Tandis que les hommes qui composaient le conseil de l'empereur d'Autriche à cette époque le poussaient à toutes les mesures les plus fausses, les plus destructives de ses intérêts, le comte de Metternich était ministre de l'empereur à Berlin; il était près du foyer des intrigues; il étudiait la politique des deux gouvernemens français et prussien; il en pénétrait l'esprit, les intentions, et il acquérait les lumières qui devaient l'aider un jour à rectifier les erreurs commises par tant de gens qui avaient péché par ignorance des causes des malheurs de l'Autriche.

L'empereur de Russie avait dû compter, et avait compté en effet sur le génie de ce ministre. Il savait ce qu'il devait espérer de la conduite politique d'un homme qui avait déjà sauvé la monarchie autrichienne par la su-

blime conception de favoriser l'alliance de famille de l'Autriche avec Bonaparte, et qui avait suffisamment expliqué ses arrière-pensées par le traité du 14 mars 1182; il était très-persuadé que toutes les idées de ce ministre tendaient à rétablir la monarchie autrichienne dans son premier état de splendeur, et qu'il emploierait toutes les ressources de son génie à mettre la France dans une situation à ne pouvoir s'opposer aux conditions que les intérêts de l'Autriche, ceux des puissances alliées, ceux de toute l'Europe feraient un devoir de lui imposer.

Voyons de quelle manière a manœuvré le comte de Metternich, et si sa conduite a répondu à l'opinion que l'empereur de Russie avait conçue de ses talens en politique.

CHAPITRE LXXXVI.

Le ministre comte de Metternich emploie avec beaucoup d'art les démonstrations apparentes et les fausses confidences pour persuader la cour de France de la sincérité des sentimens de l'Autriche.

Je n'oserais pas affirmer, d'après l'opinion de quelques personnes, que le comte de Metternich soit l'auteur de l'alliance de la fille de l'empereur avec Bonaparte ; mais je n'éprouverais aucune répugnance à prêter à ce ministre une idée si vaste et une politique si profonde, quand je considère d'un côté la situation de l'Autriche après la bataille de Wagram, et le peu de ressources qui lui restait pour empêcher Bonaparte de l'anéantir, de la diviser en plusieurs états, et de renverser l'empereur de son trône ; et de l'autre, l'esprit d'animosité, de haine et de vengeance dont Bonaparte était animé contre cette auguste maison.

Sans doute une telle alliance était le seul moyen qui restât à l'empereur pour sauver sa monarchie, et c'était le seul moyen proposable, parce que c'était le seul moyen d'agir puis-

samment sur l'orgueil d'un homme qui n'avait plus rien à obtenir de la victoire, mais qui avait montré assez souvent son goût pour les grandeurs, pour les illustrations, pour devoir embrasser une idée qui lui offrait le double avantage de devenir le gendre du premier monarque de l'Europe, et de s'affermir d'autant plus sur le trône qu'il avait usurpé.

Il est naturel de croire que l'orgueil de Bonaparte ait fait naître en son cœur cette idée, et qu'il ait voulu profiter de la situation malheureuse où la fortune de ses armes avait réduit l'empereur pour en exiger le sacrifice de sa fille; mais cette idée s'accorde si peu avec le caractère de haine et de vengeance qu'il ne cessait de manifester contre l'empereur, qu'il est difficile de penser qu'il se soit tout à coup réduit de lui-même à la simple ambition de devenir son gendre, et qu'il ait embrassé cette idée sans qu'elle lui ait été suggérée, et sans qu'elle ait été surtout embellie de toutes les raisons qui pouvaient enflammer son orgueil et lui faire apercevoir dans l'avenir les plus brillantes espérances.

Je me prête volontiers à l'opinion qu'une telle conception a pu naître dans une tête douée du génie politique le plus vaste, et qu'elle peut

appartenir tout entière au comte de Metternich. J'aime à lui faire honneur de cette idée, parce qu'elle s'accorde avec la situation dans laquelle se trouvait alors l'empereur, qui n'avait rien à offrir à Bonaparte pour sauver sa monarchie, qu'il était le maître de partager entre ses généraux; parce qu'elle s'accorde avec les combats que ce ministre a eu à soutenir pour décider l'empereur à ce pénible sacrifice; parce qu'elle s'accorde avec les espérances qu'il a données à ce monarque de reconstruire sa monarchie sur les bases de cette alliance; enfin, parce qu'elle s'accorde avec sa conduite dans toutes les circonstances où il a eu à traiter avec la France.

Dans toute sa conduite avec la France, le comte de Metternich a affecté un penchant décidé pour l'alliance de l'Autriche avec la France; il a en quelque sorte outré son attachement pour cette puissance, et combattu avec véhémence, dans les conseils et dans le cabinet, les opinions qui semblaient s'écarter de l'intérêt qu'il semblait attacher à cette alliance.

L'empereur seul était dans le secret de cette conduite politique, et il était supplié par son ministre d'avoir l'air d'entrer dans les opinions contraires, d'adopter les sentimens exagérés

de ses antagonistes, et de lui témoigner, même en public, cette froideur qui précède ordinairement les disgrâces, et qui fait tant de plaisir aux rivaux et aux envieux; cette tactique devant servir éminemment à fixer sur lui l'attention de l'ambassadeur de France, à lui attirer la confiance du gouvernement français, et à préparer les voies pour marcher avec sûreté dans la nouvelle intrigue qu'il se proposait d'introduire.

L'empereur s'était abandonné depuis longtemps à son ministre; il avait déjà eu des preuves si importantes de ses talens, et il avait mis tant de confiance dans son attachement à son service, dans son dévouement pour sa personne, qu'il adopta avec empressement le conseil qu'il lui avait donné de lui moutrer en public des sentimens tout contraires à ceux que lui imposait sa reconnaissance.

Cet artifice singulier de la politique du ministre ne manqua pas de produire son effet, et j'en trouve la preuve la plus remarquable dans une dépêche du comte Otto, ambassadeur de France, au duc de Bassano, datée de Vienne, le 28 décembre 1812. Cet ambassadeur s'exprimait en ces termes :

« Il est peut-être sans exemple que les membres du gouvernement d'une grande puissance

aient conçu l'idée d'abandonner un allié après un premier revers pour joindre les drapeaux de son ennemi. C'est cependant dans ce sens que le plus grand nombre des hommes influens de ce pays ont osé se prononcer immédiatement après la nouvelle de la retraite de notre armée. On s'est empressé de circonvenir le cabinet par tous les moyens que l'intrigue et la corruption ont pu diriger contre la bonne foi. On lui a représenté que, la France n'ayant plus d'armée, il serait absurde de vouloir soutenir la guerre tout seul contre le colosse russe; que la cour de Berlin était hors d'état de continuer ses armemens; que la Bavière, le duché de Varsovie et la Saxe étaient épuisés d'hommes et d'argent; que le nord de l'Allemagne était prêt à arborer l'étendard de la révolte; qu'en conséquence il était indispensable de rappeler le corps auxiliaire, de changer de système et de profiter d'un moment aussi favorable pour reprendre toutes les provinces perdues; que plus de cinquante millions d'hommes étaient prêts à se déclarer pour l'Autriche et à faire cause commune avec elle; que la France elle-même était à la veille d'une grande révolution, et que le moment était venu de rendre aux peuples leurs anciennes lois et leur indépendance.

» En se déchaînant contre la France, la faction n'a pas oublié d'attaquer de toute manière le premier partisan de l'alliance française, le comte de Metternich. Il ne se passe pas un jour qu'elle n'invente un nouveau moyen pour le décréditer, et elle annonce hautement qu'il sera remplacé par M. de Stadion ».

Ce simulacre d'affection pour l'alliance avait servi au comte de Metternich de moyen pour masquer l'intention qu'il avait eue en engageant l'empereur à rendre mobiles les troupes de la Gallicie et de la Transylvanie, et pour faire envisager cette mesure comme nécessaire aux intérêts des deux cours; et il l'avait mis dans le cas de paraître franc vis-à-vis de la France en lui communiquant les détails de cet armement.

Il résultait de cette conduite dissimulée que le gouvernement français était persuadé que le système de l'alliance serait maintenu par l'Autriche, que les derniers revers n'avaient servi qu'à confirmer ses dispositions, et qu'il serait secondé de ses forces, si elle échouait dans ses tentatives pour la paix.

Ce qui avait engagé encore plus le gouvernement français à s'abandonner à ces espérances, ce fut un discours du comte de Metternich,

tenu à l'ambassadeur Otto, dans lequel ce ministre s'était exprimé avec la plus grande effusion de cœur, et où se trouvait ce passage rapporté par cet ambassadeur dans une dépêche du 3 janvier 1813.

« Dites-nous franchement ce que vous voulez faire, et mettez-nous dans le cas d'agir envers vous comme un bon allié, et envers les autres comme puissance indépendante. Croyez que nous sommes pénétrés du sens de l'alliance, et que nous pouvons vous rendre des services essentiels ».

Le comte de Metternich s'était placé avec tant d'art dans l'opinion du gouvernement français, et à force de dissimulation, il avait tellement persuadé ce gouvernement de la solidité de l'alliance de l'Autriche, qu'il avait encouragé ce même gouvernement, pour lui faire acquérir la preuve de son empressement à le servir, à lui demander d'engager la Russie à une paix séparée.

Le ministre, qui connaissait la haine de Bonaparte pour l'Angleterre, et qui savait qu'il n'était occupé que des moyens d'entraîner toutes les puissances du continent dans son système de vengeance contre cette puissance, pour fermer à son commerce tout accès sur le con-

tinent d'Europe, s'était attendu à une telle ouverture de sa part; aussi fut-il peu surpris lorsque l'ambassadeur Otto lui communiqua une dépêche de son gouvernement rédigée dans son esprit. Il employa dans cette occasion, avec une extrême habileté, une manœuvre toute nouvelle, celle de la dissuasion par le prestige des fausses confidences.

Il observa d'abord, dans les termes les plus positifs, que la Russie était trop engagée avec l'Angleterre pour pouvoir traiter seule; ce qui était dire tout court que le gouvernement français ne devait pas compter sur ses efforts dans ce sens, et qu'il devait s'abstenir d'insister sur une telle proposition.

L'objection était un peu amère; mais le ministre en adoucit l'amertume en ajoutant: « Croyez ce que je vous dis; nous avons mille moyens de savoir ce qui se passe. Cajolés par tous vos ennemis, nous apprenons par l'un ce que l'autre nous avait caché; et nous sommes à même de comparer tant de rapports divers, que la vérité ne saurait nous échapper. Du reste, nous n'aurons avec l'Angleterre de relation directe que quand nous y serons autorisés par vous, et nous y mettrons les formes qui vous conviendront, en conservant néan-

moins l'attitude d'une puissance qui agit spontanément. Qu'avez-vous à risquer? Nous compromettrons les ministres anglais envers la nation, et nous prendrons sur nous tout le blâme du non succès. Malgré votre dernier revers, votre position est toujours la plus brillante. Ce n'est pas l'empereur Napoléon qui a le plus besoin de la paix. S'il lui répugnait d'agir offensivement, il dépendrait de lui de rester pendant un an, pendant deux ans sur la Vistule; jamais les Russes ne franchiront cette barrière. Vous conserverez avec facilité l'attitude que vous avez eue avant la guerre; mais c'est l'Allemagne, la Prusse, la Pologne, et surtout l'Autriche, qui souffrent de cet état de choses. Il est donc naturel que nous élevions la voix, et que nous demandions la paix à hauts cris. Aussitôt que l'empereur (Bonaparte) nous aura fait connaître ses vues, nous les ferons valoir, car lui seul est intact, lui seul est en mesure de dicter la paix. Qu'il ait en nous une confiance entière, qu'il nous parle franchement, nous lui répondrons de même ».

Je crois que, dans la circonstance où se trouvait le ministre, il était difficile de se servir d'un langage plus adroit, et de mieux

mettre en jeu tout ce qui pouvait flatter les désirs, les espérances et l'orgueil de Bonaparte. Aussi l'ambassadeur Otto fut à tel point séduit, qu'il écrivit à son gouvernement : « M. de Metternich a parlé pendant une demi-heure avec une effusion de cœur parfaite des intentions de l'Autriche, et de son entier dévouement à notre cause ».

Pour fortifier d'autant plus la confiance du gouvernement français dans sa sincérité, le comte de Metternich s'était avisé d'un singulier stratagème ; il s'était fait adresser par le ministre d'Autriche à Berlin toutes les pièces officielles relatives à la défection de la Prusse, les lettres du roi de Naples (Murat) ; du roi de Prusse, du maréchal Macdonald, du comte de Saint-Marsan ; enfin, une multitude de détails qui n'avaient pu lui être communiqués que par M. de Hardenberg, et à la faveur de ce moyen, il se procura une occasion de donner suite à ses fausses confidences, en déclamant avec véhémence contre la Russie.

Muni de ces instrumens politiques, il fit inviter l'ambassadeur Otto à se rendre chez lui. La première chose qu'il lui montra à son arrivée, fut le paquet qu'il venait de recevoir de Berlin. Il en fit parcourir les pièces à

M. l'ambassadeur, qui remarquait pendant sa lecture l'impatience qu'avait le ministre de donner l'essor à l'indignation qu'il ressentait. « C'est la preuve, dit-il à M. l'ambassadeur, de ce que je vous ai dit souvent de la *Græca fides* des Russes, et de la position embarrassante où se trouvent la plupart des souverains à l'égard de leurs troupes et de leurs peuples ».

Cette fausse confidence eut l'effet d'engager l'ambassadeur Otto à écrire à son gouvernement qu'il était d'opinion que la Prusse mettait une confiance entière dans le cabinet de Vienne, et qu'elle le consultait régulièrement sur la marche qu'elle devait suivre.

En effet, le comte de Metternich lui avait dit souvent que la Prusse lui communiquait ses doléances, et qu'il avait soin de la rassurer et de l'engager à ne pas dévier de son système : c'est l'ambassadeur qui dit cela, et il ajoute que le ministre a paru craindre que la défection de l'armée prussienne ne soit le signal d'une révolution, pour peu que les Russes profitent, avec leur astuce ordinaire, de la première impression qu'elle pourra faire en Allemagne et en Pologne. (Dépêche du 11 janvier 1813.)

On en était là de la conversation, lorsqu'un

courrier du comte de Bubna, ministre d'Autriche à Paris, arriva de Paris avec des dépêches du 2 janvier. Ces dépêches devaient entrer dans les vues de la cour de Vienne, puisqu'après en avoir pris lecture, le comte de Metternich y trouva le gage de la longue durée de l'alliance et du succès des négociations. Il affecta une sorte de transport en annonçant à l'ambassadeur qu'il prendrait immédiatement les ordres de l'empereur sur le choix de l'individu qu'il s'agissait d'envoyer à Wilna, et qu'il ne perdrait pas un moment pour sonder les dispositions de l'empereur Alexandre. Puis rentrant tout à coup dans la route confidentielle : « Nous apprécions, ajouta-t-il, vos immenses ressources; nous savons tout ce que vous avez fait, et tout ce que vous pouvez faire. Outre les sept millions sterling que l'Angleterre donne à la Russie, elle nous a offert dix millions pour changer de système. Nous avons repoussé cette offre avec mépris, quoique nos finances soient dans le plus grand délabrement. Nos douanes sont à présent notre principal revenu; nous sommes sûrs de perdre cette branche lucrative de nos finances, si vous persistez dans votre système d'exclusion des marchandises coloniales ».

Il paraît que la dépêche du comté de Bubna avait apporté le consentement de la France aux démarches que ferait l'Autriche pour introduire des négociations de paix, puisqu'il préjugeait que la conduite de cette affaire ne serait pas facile vis-à-vis d'une puissance qui, depuis Pierre-le-Grand, n'avait jamais fait de paix sans insister sur un agrandissement de territoire, et qu'elle demanderait peut-être la Vistule pour frontière.

CHAPITRE LXXXVII.

Suite de la manœuvre du comte de Metternich par le ressort des fausses confidences.

Le comte de Metternich avait tellement appuyé sur l'impossibilité d'engager la Russie dans une négociation de paix séparée sans le consentement de l'Angleterre, son alliée, que la France avait senti la nécessité de consentir à ce que l'Autriche pressentît les intentions de cette dernière puissance, puisque c'était le seul moyen de parvenir à cette œuvre salutaire.

Il convient de montrer à présent de quelle manière s'y prit l'habile ministre pour dissi-

muler les intelligences de l'Autriche avec l'Angleterre, et pour persuader la France que ses démarches étaient toujours dirigées dans le sens de l'alliance, et que ses armemens n'avaient pour objet que de forcer les puissances à une paix continentale, si l'Angleterre se refusait à concourir au bienfait d'une paix générale.

Voici de quelle manière l'ambassadeur Otto rendit compte à son gouvernement des projets que le comte de Metternich lui avait communiqués sur la manière de connaître les intentions du gouvernement britannique.

Il lui fallait un homme habile, discret, parlant la langue, et connaissant à fond le système commercial de l'Europe. Il avait jeté les yeux sur M. Wessemberg, ministre plénipotentiaire à Munich, le même qu'il eût voulu envoyer à Paris, s'il eût été assez marquant.

Ce ministre était attendu à Vienne. Au bout d'un très-court séjour, il devait partir pour Copenhague, et pousser jusqu'à Gottembourg, pour y chercher les moyens de s'embarquer. Arrivé en Angleterre, il devait remettre à lord Castlereagh une lettre de M. le comte de Metternich, informant le ministre anglais que l'Autriche, touchée des calamités qui pèsent

sur l'Europe, avait conçu le projet de travailler au rétablissement de la paix; qu'elle avait sondé sur ce point important les dispositions de la France; qu'elle les avait trouvées favorables à ses vues, et qu'elle faisait en conséquence la même démarche auprès de la Grande-Bretagne; qu'étant, de toutes les puissances de l'Europe, celle qui pouvait être le moins intéressée aux conditions éventuelles d'une paix générale, et qui souffrait le moins de l'état actuel des choses, elle se croyait en droit d'inspirer assez de confiance pour faire agréer son intervention; que M. de Wessemberg était chargé de recueillir à ce sujet les intentions du gouvernement britannique, et que sa mission serait secrète tant qu'il conviendrait au ministère de la cacher au public.

Si on demandait à M. de Wessemberg ce que voulait la France, il devait répondre qu'il ne connaissait autre chose de ses dispositions, si ce n'était qu'elle avait consenti à traiter, et qu'elle avait transmis à lord Castlereagh des conditions qui avaient été publiées dans le temps; que sa mission était purement autrichienne, et n'avait d'autre but que de faciliter les rapprochemens et de mettre un terme aux agitations de l'Europe; que si les efforts de

l'Autriche ne produisaient aucun effet, elle se verrait obligée, d'après les mêmes sentimens, de travailler, *sans l'Angleterre*, à une pacification générale du continent; mesure qui laisserait à la disposition de la France une force de plus de 500,000 hommes, qu'elle pourrait employer uniquement au rétablissement de la paix maritime et à ses opérations en Espagne; que l'Autriche était la seule puissance du continent complètement étrangère au commerce de mer; qu'elle ne mettait un grand prix qu'à la tranquillité du continent, et que les affaires maritimes se détermineraient sans son intervention, si l'Angleterre négligeait le moment actuel. On demandera à M. de Wessemberg ce que l'Autriche entend par *pacification générale du continent*, et il répondra que ce n'est pas une paix ordinaire, mais une convention unanime des puissances de l'Europe, *de maintenir solidairement la paix, et de ne se mêler en aucune manière dans les discussions qui pourront subsister entre la France et l'Angleterre*. M. de Wessemberg se gardera bien de menacer le ministère anglais; mais il laissera entrevoir très-vaguement que cette pacification générale pourra être suivie de l'exclusion totale du commerce anglais.

Je ne connais pas de pièce politique qui réunisse à un plus haut degré tout ce que l'art de la diplomatie peut fournir de ruse, de finesse, de dissimulation et d'artifice. Il n'y a pas dans ce morceau une expression, un mot qui n'ait un but et qui ne fasse marcher l'intrigue de la façon la plus rapide, quoique la plus cachée.

La manière franche et ouverte avec laquelle le ministre déroule tout son plan à l'égard de l'Angleterre, et le voile qui sert à dérober le mystère de son projet réel, le véritable objet de ses espérances, est d'une adresse supérieure; mais il faut lire la fin de la dépêche de l'ambassadeur Otto pour voir à quel point le ministre s'était emparé de son esprit, à quel point il l'avait électrisé. Cet ambassadeur termine sa dépêche de cette manière : « Tout ce qu'on nous demande, c'est de faire les plus grands préparatifs pour une nouvelle campagne ». Quelle adresse d'engager la France à faire les plus grands préparatifs dans le temps même qu'on s'intrigue pour se mettre en mesure afin de coopérer à sa destruction » ! L'Autriche applaudit aux bases proposées par Sa Majesté (Bonaparte) pour la paix de la Russie et pour celle de l'Angleterre; elle les trouve très-généreuses, mais elle nous prie très-instamment

de ne pas en parler et de la laisser faire. Elle prend sur elle toute la responsabilité, et elle s'en tient aux termes de votre avant-dernière dépêche, *que l'empereur consent à la négociation, mais que Sa Majesté ne veut y être pour rien.* (Dépêche du duc de Bassano.) « M. de Metternich pense qu'il faut laisser venir les Anglais engager, s'il est possible, la discussion, et compter un peu sur les événemens. Le ministre est enchanté d'avoir les mains libres. Je ne l'ai jamais vu plus heureux qu'aujourd'hui, et je partage les espérances qu'il nourrit en ce moment ». Ce n'était pourtant pas là le cas, car les espérances du ministre étaient bien opposées à celles de la France. Mais l'ambassadeur était, comme son gouvernement, complètement dupe des démonstrations du ministre autrichien.

CHAPITRE LXXXVIII.

Le comte de Metternich travaille à l'augmentation des forces de l'Autriche. Manœuvres qu'il emploie à cette occasion.

Le comte de Metternich avait déjà beaucoup gagné dans l'opinion du gouvernement français par sa manœuvre des fausses confidences; mais il devait fortifier encore davantage cette opinion, à mesure que le moment approchait de développer les forces de l'Autriche.

Il s'agissait de mobiliser 100,000 hommes, et il fallait un prétexte plausible pour prendre une telle attitude, lorsque le travail ne faisait que de commencer, pour convaincre la France de la sincérité de l'attachement de la cour de Vienne à son alliance.

M. le comte de Stackelberg, qui avait été accrédité à la cour de Vienne en qualité d'ambassadeur de l'empereur de Russie, se trouvait encore en relation indirecte avec Vienne. Le comte de Metternich lui fit demander une entrevue secrète.

Cette entrevue avait peut-être eu pour objet de mettre la Russie au fait de la situation de

l'Autriche vis-à-vis de la France, des mesures qui avaient été prises pour endormir cette puissance, et pour être en état d'agir quand le temps serait venu de se prononcer; elle avait peut-être eu pour objet de s'entendre sur la conduite respective des deux puissances, pour donner un air naturel aux embarras concertés qu'on ferait naître dans la suite. Mais la confidence que fit le comte de Metternich du résultat de cette entrevue annonçait toute autre chose, et ce résultat prétendu dut faire une impression bien agréable sur l'esprit de l'ambassadeur, puisqu'il devint l'objet d'une dépêche très-libellée, où le comte Metternich est représenté sous les traits d'un bonhomme qui dit tout ce qu'il sait et tout ce qu'il pense.

Cette dépêche de l'ambassadeur Otto est si curieuse et donne une si haute idée des talens du ministre comte de Metternich dans l'art de la négociation, que je la rapporterai en entier.

Cette dépêche, datée de Vienne le 26 janvier 1813, était conçue en ces termes:

« M. de Stackelberg a eu une entrevue secrète avec M. le comte de Metternich. Le plénipotentiaire russe a commencé par une longue énumération des avantages remportés par son gouvernement, qui, après avoir repoussé les Fran-

çais, se proposait, disait-il, de venir au secours des autres puissances, et principalement de l'Autriche, et d'aider cette dernière à reconquérir ses provinces perdues.

» Après l'avoir écouté très-tranquillement, M. de Metternich lui dit : « Tenez, mon cher
» Stackelberg, vous ressemblez à un homme
» qui voit le jour pour la première fois après
» avoir été enfermé pendant six mois dans une
» chambre obscure. Ce grand jour vous éblouit.
» Croyez que nous voyons plus clair, et ne re-
» venons pas à des projets qui ne peuvent être
» les nôtres. Le système de l'empereur est im-
» muable, et loin de chercher des agrandisse-
» mens qui seraient trop chèrement achetés par
» une campagne, il ne veut que la paix, et il
» vous propose d'y concourir. Nous avons déjà
» sondé à cet égard les dispostions de la France,
» et nous les avons trouvées favorables à nos
» vues. Nous ne nous plaignons pas de nos
» pertes, et nous ne pensons pas qu'un cabinet
» étranger soit en droit de les ressentir plus que
» nous-mêmes. Je vous ai demandé cette en-
» trevue pour connaître les intentions de votre
» cour à l'égard de la paix, qui est l'unique but
» de nos efforts ».

» M. de Stackelberg, continue l'ambassadeur,

revenant un peu de son exaltation vraie ou feinte, annonça que sa cour était disposée à entamer des négociations de paix, qu'elle regardait la question russe comme finie, et qu'il s'agissait de régler les affaires générales de l'Europe.

» Il fut interrompu par M. le comte de Metternich, qui lui dit que son projet n'était aucunement de discuter les conditions de la paix, mais de savoir seulement si la Russie consentait à négocier. Le plénipotentiaire affirme de nouveau que telle était son intention, et qu'il était même chargé de dire que son souverain recevrait avec plaisir une personne de confiance que cette cour voudrait lui envoyer; qu'il devait ajouter cependant que la Russie ne ferait rien sans l'assentiment de son allié le roi de la Grande-Bretagne.

» M. de Metternich fera partir demain M. de Lebzeltern pour Wilna. Il ne lui donne d'autre instruction que de parler de paix et d'écouter. Il ne lui dit pas un mot des conditions proposées par la France; il veut laisser venir les Russes. M. de Lebzeltern se bornera à faire sentir que, dans le cas d'une nouvelle campagne, les Russes pourraient perdre leurs avantages actuels et obtenir une paix moins honorable.

Si on lui parle des engagemens pris avec l'Angleterre, il dira que l'Autriche a prévu cet embarras, et qu'elle a déjà envoyé un agent à Londres. Lorsqu'il s'agira de discuter les bases, un personnage plus marquant sera accrédité à Wilna; et, suivant les circonstances, ce même négociateur pourra être envoyé jusqu'en Angleterre.

» C'est un grand pas, m'a dit le ministre, que cette première démarche de la Russie. Comptez sur nous; nous ne lâcherons rien, absolument rien; car nous y sommes pour le moins aussi intéressés que vous. Tout dépend de notre attitude. L'empereur a ordonné de mobiliser cent mille hommes, y compris le corps auxiliaire. En ajoutant trente mille hommes à ce corps, nous irions au-delà des obligations de notre traité, et nous autoriserions la Russie à refuser notre intervention. Jusqu'ici la guerre n'est pas autrichienne. Si elle le devient dans la suite, ce n'est pas avec trente mille hommes, mais avec toutes les forces de la monarchie que nous attaquerons les Russes. En attendant, ils ne verront point sans inquiétude l'accroissement de nos troupes en Gallicie, et ils se garderont bien de nous provoquer.

» L'empereur a signé hier le travail qui lui

a été soumis pour mobiliser une armée de soixante-dix mille hommes en Gallicie et dans la Buckowine ».

On voit par cette pièce par quels moyens le comte de Metternich fait cheminer l'intrigue, et de quelle manière il ajuste les choses pour augmenter les forces de l'empereur, et pour se mettre en liaisons étroites avec la Russie et avec l'Angleterre.

Ce ministre, qui ne laissait échapper aucune occasion de renouveler ses protestations de dévouement à la France, ayant rencontré l'ambassadeur Otto à une assemblée très-brillante et très-nombreuse qui eut lieu à la cour à l'occasion du jour de naissance de l'empereur, saisit cette circonstance pour montrer publiquement des attentions particulières et très-marquées à cet ambassadeur, parce qu'il avait reçu du comte de Bubna les rapports singulièrement conformes à ses espérances pour l'avenir.

Il emprunta cette fois le langage de l'effusion; il précipita ses paroles pour faire croire qu'il parlait sans réfléchir, et que c'était son cœur qui parlait. Il dit à M. l'ambassadeur: «Votre alliance avec la Russie était monstrueuse; elle n'avait qu'un seul point d'appui très-précaire, celui de l'exclusion du commerce anglais.

C'était une alliance de guerre commandée par le vainqueur, elle devait se dissoudre. La nôtre, au contraire, se fonde sur les rapports et les intérêts les plus naturels, les plus permanens, les plus essentiellement salutaires; elle doit être éternelle comme les besoins qui l'ont fait naître. C'est nous qui l'avons recherchée, et nous avons bien réfléchi avant de la conclure. Si nous avions à la refaire, nous ne voudrions pas la minuter autrement qu'elle n'est; nous la voulons tout entière : elle nous mènera à la paix, et elle servira dans la suite à la consolider.

» La France nous a fait beaucoup de mal, mais il est de notre intérêt d'oublier le passé. Nous voulons lui être utile dans ce moment, parce que, dans un autre temps, elle pourra nous rendre le même service. Cette alliance n'a pas été le résultat d'une guerre, ni une condition de paix, comme celle de Tilsitt; elle est le produit d'une réflexion mûre, et elle a été préparée par des rapprochemens successifs et spontanés. Posez donc en fait, et considérez comme une vérité incontestable, que nous ne cherchons que votre bien; que nous ne redoutons plus la France; mais les Russes, dont vous

même, par vos concessions, avez augmenté la puissance ».

Le ministre est entré finement dans de longs raisonnemens pour démontrer que l'Autriche avait besoin de la France pour se refaire; qu'elle ne suivait dans ce moment que l'impulsion de son propre intérêt, dont, depuis l'alliance conclue par le prince Kaunitz, elle n'aurait jamais dû se départir; qu'elle ne demandait rien, absolument rien que la paix; mais qu'en la négociant, elle ne serait nullement disposée à favoriser la Russie, son ennemie naturelle. Que l'équilibre de l'Europe, dont quelques écrivains avaient voulu démontrer depuis quelque temps l'inutilité, n'était nullement une chimère; qu'il était essentiellement fondé dans la nature des rapports d'intérêts entre les diverses nations, et qu'il serait toujours la base de leur politique; que, d'un côté, la France, l'Autriche et la Porte ottomane; de l'autre, la Russie et l'Angleterre rempliraient les bassins de cette balance; que, malgré cet équilibre apparent, la France conserverait toujours une prépondérance qui tenait à sa position et à son inépuisable richesse; que cette prépondérance était un fait dont personne n'avait pu douter, même sous les derniers rois de France; mais qu'elle était devenue

un motif de jalousie, lorsqu'à la suite des succès les plus étonnans, la France avait paru vouloir l'établir en droit; que, pendant cette marche victorieuse des armées françaises, la Russie avait fait des pas de géant vers la domination, et qu'elle était arrivée à son but par les formes les plus insinuantes; qu'ayant acquis beaucoup plus de territoire que la France, elle avait si bien déguisé son ambition, que, loin de la haïr, les peuples avaient l'air de lui savoir gré de ses empiétemens; mais que la France pacifiée mettrait un terme à cette importance passagère des Russes, et qu'elle reprendrait tout l'ascendant que sa puissance, ses moyens pécuniaires et sa modération devaient lui garantir à jamais; enfin, que la paix seule serait pour la France et pour l'Autriche son alliée une conquête bien plus solide que ne pourraient l'être toutes celles d'une campagne heureuse.

Le comte de Metternich a montré dans cette conversation qu'il savait dorer la pilule; mais il faut s'étonner que le gouvernement français, si clairvoyant et si soupçonneux, ait pu être dupe au point où il l'a été de démonstrations si outrées.

CHAPITRE LXXXIX.

Précautions que prend l'Autriche pour prévenir les inquiétudes de la France, en raison de la formation et de la distribution de ses armées.

Pour l'exécution du projet qu'il méditait, le comte de Metternich avait besoin d'affermir Bonaparte dans la résolution de rechercher la paix, et de lui faire agréer les mesures qu'il était important de prendre pour se placer dans une telle position, qu'avec l'air de garnir seulement ses frontières, on pût être prêt, en cas d'événement, à diriger les forces autrichiennes contre lui-même.

L'objet d'une semblable mission étant plus militaire que politique, le maréchal prince de Schwartzenberg en fut chargé ; et comme on mettait le plus grand intérêt à flatter Bonaparte et à saisir toutes les nuances propres à convaincre en apparence les cours de Londres et de Saint-Pétersbourg de l'accord intime qui subsistait entre la France et l'Autriche, on mit le plus grand charlatanisme dans l'annonce du choix de cet ambassadeur. Il allait à Paris dans le double objet de faire connaître à S. M.

(Bonaparte) la situation des choses, et de donner à l'Europe une preuve éclatante des dispositions de l'Autriche, en faisant paraître à la cour de France le commandant du corps auxiliaire, se rendant près de son chef pour prendre ses ordres.

Je parlerai tout à l'heure de la mission de cet ambassadeur; mais je dois avant dire un mot d'un stratagème dont se servit le ministre pour accroître encore les forces de l'Autriche sans donner d'ombrage à la France.

Le ministre rédigea lui-même avec beaucoup de soin une espèce de manifeste, en forme de déclaration.

Cette pièce expliquait les motifs des armemens que faisait déjà l'Autriche et qu'elle pourrait faire par la suite; le ministre avait évité soigneusement de lui donner le caractère d'un manifeste, et il l'avait rédigé dans la forme d'un acte purement administratif; mais il avait, disait-il, compté que sa publicité produirait un très-bon effet en Russie et en Angleterre. En demandant à la nation de nouveaux sacrifices, il importait de la rassurer sur deux points essentiels, l'un que le système d'alliance était inébranlable, l'autre que l'Autriche n'armait que pour arriver à une pacification générale;

et c'était ce qui avait engagé le ministre à publier cette pièce. Au reste, cette pièce était combinée de manière à servir d'introduction à la négociation dont l'ambassadeur prince de Schwartzenberg avait été chargé, et à donner le change sur les secours que l'Autriche attendait de l'étranger pour les frais de ses armemens.

Cet ambassadeur, quoique déjà annoncé à Bonaparte, avait dû différer son départ pour Paris, parce qu'on avait attendu des nouvelles de Wilna, où était le plénipotentiaire autrichien chargé d'entendre la réponse de l'empereur Alexandre. Ces réponses arrivèrent enfin.

La Russie acceptait non-seulement le plénipotentiaire de l'Autriche, mais encore l'intervention de l'Autriche pour la paix. L'empereur Alexandre regrettait que l'Autriche n'eût pas voulu profiter de cette circonstance favorable pour recouvrer ses pertes; mais il respectait ses motifs; il n'avait d'autre but que le rétablissement de la tranquillité de l'Europe et la conclusion d'une paix générale.

Quoique ces nouvelles ne fissent aucune mention des conditions que la Russie voulait mettre à la paix, elles étaient fort intéressantes, parce qu'elles témoignaient le désir qu'avait

l'empereur Alexandre de mettre un terme aux calamités de la guerre, parce qu'elles introduisaient entre les deux cours des relations susceptibles d'amener une négociation.

Les choses ainsi disposées, l'ambassadeur prince de Schwartzenberg se rendit à Paris. C'était dans le sein même de la France qu'il devait dresser les batteries destinées à foudroyer la puissance de Bonaparte. Il arriva dans le moment où Bonaparte était entièrement occupé de l'augmentation de ses forces et de l'organisation de ses armées. Il y avait long-temps que cet heureux triomphateur avait fondé sa politique sur ses victoires; et il était si persuadé que la politique des puissances dépendrait désormais de ses succès, qu'il attachait très-peu d'importance aux discussions diplomatiques, et qu'il dédaignait de s'en mêler.

Ce fut au duc de Bassano que l'ambassadeur eut affaire, et certes il n'eut point affaire à forte partie; car ce ministre était infiniment au-dessous de la place qu'il occupait; il était même très-étranger au genre de négociation dont il était chargé.

L'ambassadeur avait pour mission d'établir la nécessité où était l'Autriche de mettre en activité de grandes forces, et de démontrer

qu'elles avaient pour objet de d'obliger les puissances alliées à la paix. Il entama la discussion par cette antienne : Que S. M. l'empereur d'Autriche ayant à cœur dans le moment important de crise où l'on se trouvait, de faire régner entre elle et son auguste allié le plus parfait accord, elle croyait que cet accord ne saurait être mieux consolidé que par la connaissance réciproque, la plus étendue de là marche des deux cours ; elle s'était décidée en conséquence à s'expliquer avec toute sa franchise sur les ouvertures qui avaient été faites à son ministre par l'ambassadeur de France.

S. M. trouvait que les objets sur lesquels portaient ces ouvertures se séparaient parfaitement en quatre questions principales :

1° Attitude de l'Autriche pour amener une négociation de paix, et pendant cette négociation. 2° Accord entre les deux cours d'Autriche et de France, sur les arrangemens généreux de pacification. 3° Attitude de l'Autriche dans le cas où la négociation devrait ne pas mener à la paix. 4° Opérations militaires dans ce dernier cas.

Le comte de Metternich avait si bien manœuvré, qu'il avait amené le gouvernement

français à manifester, verbalement et par écrit, son désir de voir s'introduire une négociation de paix, et d'en voir presser l'introduction par tous les moyens possibles, même par le moyen d'une médiation armée.

Ces vues du ministre autrichien avaient échappé à la pénétration des ministres français, et sans s'en douter, ils forcèrent en quelque façon l'Autriche de mettre en avant son projet de médiation armée, qu'elle avait pris tant de soin de dissimuler. Aussi M. l'ambassadeur d'Autriche ne négligea t-il pas de se servir de ces moyens, fournis par le gouvernement français même, pour insinuer que l'Autriche, qui s'était mise en avant pour la paix, et qui la désirait si vivement, devait prendre, pour parvenir à ce but, une couleur prononcée, insister sur l'ouverture immédiate d'une négociation, exiger que des plénipotentiaires fussent nommés, qu'un armistice fût conclu, et entrer dans la lutte comme partie principale.

Pour atteindre ce but il n'existait qu'une seule forme diplomatique, celle de la médiation armée. S. M. se prêtait en conséquence à prendre cette attitude. Elle en tiendrait le langage vis-à-vis des cours alliées, et ne né-

gligerait rien pour donner tout le poids à son langage.

Pour favoriser davantage cette mesure, l'ambassadeur insinua adroitement que la cour de Vienne attendait le premier courrier qu'il devait lui expédier pour voir quelle serait la forme qu'aurait choisie S. M. l'empereur Napoléon, pour régler ses démarches, c'est-à-dire, pour savoir si l'empereur d'Autriche devrait procéder spontanément à la nomination d'un négociateur, ou s'il devrait attendre la demande uniforme que la cour de Vienne adresserait, à ce sujet, à toutes les cours intéressées.

L'ambassadeur ne manqua pas de faire observer à cette occasion qu'on attendait à Vienne des dépêches de Londres; que si ces dépêches étaient favorables à la paix, la Russie n'aurait plus à rejetter sur l'Angleterre la cause de son refus de concourir aux mesures prises par l'Autriche, et que, si elles étaient négatives, l'Autriche prendrait alors un caractère prononcé pour forcer la Russie et la Prusse à consentir à une négociation continentale.

Sur le second objet de discussion, l'ambassadeur était obligé de garder le silence jusqu'à ce que l'empereur Napoléon se fût

expliqué plus positivement avec la cour de Vienne à cet égard.

Sur le troisième objet de discussion, l'ambassadeur fit sentir que le théâtre de la guerre n'étant plus le même qu'il était lors de la conclusion du traité d'alliance de 1812, et les événemens ayant opéré un changement tel, que les armées alliées menaçaient les frontières de l'Autriche sur une étendue de plus de 400 lieues, il ne pouvait plus convenir à l'empereur de figurer dans la guerre comme puissance simplement auxiliaire, si, contre ses vœux les plus chers, elle devait continuer. Les circonstances imposaient à l'empereur l'obligation, ou de se retirer derrière ses frontières en neutralisant son territoire, ou de prendre une part active à la guerre comme partie principale. Ces observations étaient établies sur des faits si connus, si incontestables, que l'Autriche n'avait point à redouter les réclamations de la France contre des armemens dont le but était si bien démontré.

Sur le quatrième article de discussion, l'ambassadeur avait beaucoup à dire, parce que le gouvernement insistait pour que l'Autriche demandât sur-le-champ un armistice. Il avait à tempérer la vivacité française et à persuader

le gouvernement de son inclination à le servir.

Il commença par exposer que l'empereur François, son maître, au risque de se compromettre, avait protégé la retraite d'un corps polonais et d'un corps saxon par son territoire, que ces deux corps avaient été couverts par le corps auxiliaire, et que l'empereur n'avait fait cette démarche hasardeuse que pour multiplier les preuves de son attachement à son système d'alliance.

Ensuite il ajouta : « Sa Majesté regarde le mo- » ment présent comme celui qui devra décider » du sort de l'Europe en décidant de celui des » puissances intermédiaires. Ni la France ni la » Russie n'ont de risques à courir; leur que- » relle ne peut être terminée que par un accord » si désirable entre les grandes puissances, ou » bien entraîner dans un abîme difficile à me- » surer l'Autriche et d'autres états utiles à la » propre existence des deux cours de France » et de Russie. L'empereur d'Autriche restera » fidèle à son caractère; il ne bornera pas ses » démarches en faveur de la cause qu'il doit » devoir plaider, celle de la paix, à de simples » paroles; et si des exagérations possibles dans » les vues des cabinets coalisés devaient préva- » loir sur la raison et la modération que ne ces-

» sera de professer S. M. I.; elle mettra, sans » hésiter, une force imposante dans la balance » de la puissance qu'elle regarde, abstraction » faite des complications immenses du mo- » ment, comme son alliée la plus naturelle.

Venant ensuite à l'article de l'armistice auquel le gouvernement français semblait attacher tant d'importance, il dit que l'empereur d'Autriche devait attendre les premières explications qui auraient eu lieu entre son ambassadeur et le ministre français, sur des bases générales, avant de pouvoir proposer un armistice; que cette démarche n'offrirait, dans la position actuelle des choses, et sans être accompagnée d'explications quelconques, que des compromissions d'autant plu sgratuites pour l'Autriche et pour la France, que les alliés prendraient pareille demande pour une simple preuve de faiblesse, et que, comme telle, loin de servir S. M. l'empereur des Français, elle placerait à pure perte son attitude et celle de l'Autriche dans un jour entièrement faux, en rehaussant prodigieusement aux yeux des peuples de l'Europe celle des puissances coalisées.

L'ambassadeur se résuma dans cette discussion d'une manière très-propre à cacher l'in-

telligence qu'avait l'Autriche avec les puissances alliées, et surtout à empêcher de naître le soupçon que l'empereur pût espérer des secours pécuniaires de l'Angleterre. Je terminerai ce Chapitre par cette partie très-remarquable de son discours.

« L'ambassadeur, dit-il, ne doit pas manquer d'observer de nouveau combien la situation très-particulière où les circonstances actuelles placent l'empereur vis-à-vis de ses propres peuples réclame l'attention de son auguste allié, et combien elle mérite d'être admise positivement dans ses calculs.

» La nation autrichienne fatiguée par tant d'années de calamités, n'avait qu'un seul vœu, celui du repos, qui permît au gouvernement de guérir les maux passés, de rétablir l'ordre dans les finances, et de faire revivre l'ancien état de prospérité dont depuis long-temps le peuple avait cessé de jouir. L'alliance avec la France devait réaliser toutes les espérances, et ce n'était que sous ce point de vue qu'après une longue série de souffrances, ce nouvel ordre de choses devait devenir populaire. Cependant la guerre du Nord éclata; la part que l'empereur y prit imposa des sacrifices inattendus à ses sujets;

» ils furent supportés ; mais on vit avec peine
» que les suites du nouveau système politique
» ne se faisaient point encore sentir d'une ma-
» nière aussi bienfaisante que les besoins de la
» nation l'exigeaient.

» Les événemens de la dernière campagne ont
» trompé tous les calculs. L'empereur n'ayant
» pas cru devoir prendre part à cette guerre
» que partiellement, voit subitement menacée
» une immense étendue de ses frontières ;
» malgré les grands embarras actuels des finan-
» ces, les circonstances exigent impérieuse-
» ment que des forces considérables soient acti-
» vées ; l'empereur est forcé d'avoir recours à
» ses peuples : au lieu du repos qu'on leur pro-
» mettait comme l'unique fruit du nouvel or-
» dre politique, tout leur présage une guerre
» générale. Dans cet ordre de choses, il ne reste
» qu'un moyen à l'empereur, c'est de ménager
» la bonne volonté de la nation, comme la base
» la plus précieuse de ses ressources. Pour y
» arriver il n'y a qu'une manière, c'est de dé-
» clarer qu'il arme uniquement pour obtenir
» une paix prompte et solide ».

Par tout ce manége insidieux, l'Autriche était parvenue à persuader le gouvernement français qu'elle était immuablement attachée

à son alliance; qu'elle n'avait que la paix pour objet; que l'accroissement prodigieux de ses forces avait pour but de concourir aux opérations de la France, si les alliés se refusaient à cette paix tant désirée; et le gouvernement français ne s'apperçut pas que le langage de l'Autriche avait été concerté, que toutes ses démarches avaient été convenues, et il ne fut pas éclairé sur ces menées politiques par l'impossibilité où était l'Autriche de pourvoir à la dépense d'un armement si immense.

CHAPITRE XC.

Les succès de Bonaparte jettent l'Autriche dans une nouvelle incertitude ; mais la Russie se sert habilement du danger de sa position pour l'assujettir à son alliance.

L'Autriche avait fort bien manœuvré pour tenir le gouvernement français en échec, et pour le rendre incertain du but véritable de ses démarches ; mais sa conduite dissimulée et mystérieuse vis-à-vis de ce gouvernement avait été pour l'empereur de Russie une vive lumière, qui l'avait aidé à pénétrer sa pensée, et à l'éclairer sur les désirs de son ambition.

Il était évident pour l'empereur Alexandre que l'empereur d'Autriche n'était occupé que de la restauration de sa monarchie, qu'il était inquiet des préparatifs que faisait Bonaparte pour rouvrir la campagne avec avantage ; qu'il tâtonnait, qu'il avait peur de se commettre, et qu'il s'était appliqué pendant tout le temps qui s'était écoulé depuis l'entrevue à entretenir soigneusement ses liaisons avec la France, pour n'être point pris au dépourvu, en cas que la fortune ne favorisât pas les armes des alliés,

mais que son penchant le portait à s'unir avec la Russie, la Prusse et l'Angleterre.

Son intérêt lui faisait préférer l'alliance de ces trois puissances à celle de la France ; parce que Bonaparte, dans les articles secrets du traité de 1812, avait stipulé le droit de le chicaner, en y faisant insérer la clause de lui mesurer, par pieds et par pouces, le terrain qui deviendrait l'objet d'un échange entre les deux cours; tandis que de l'autre côté toutes ses conquêtes devenaient des indemnités, ne lui offraient point des récompenses partielles, mais une restauration complète de sa monarchie.

Son intérêt lui faisait aussi préférer l'alliance de la France, si, par le moyen d'une médiation armée, et sans se prononcer davantage en faveur d'un parti qu'en faveur de l'autre, il pouvait réussir à amener une paix telle que, par ses conditions, la France eût pour limites le Rhin, les Alpes et les Pyrénées, parce que, par une telle paix, non-seulement il rentrait en possession de tous les pays qu'il avait été forcé d'abandonner à son vainqueur par les paix désastreuses de Presbourg et de Vienne, mais il regagnait sa dignité en Empire, mais il maintenait sur le trône de France son gendre, sa fille et son petit-fils.

Toutes ces combinaisons étaient si convenables aux intérêts de l'empereur d'Autriche, et si contraires à ceux de la cour de Russie, que leurs conséquences n'avaient point échappé à l'œil clairvoyant de l'empereur Alexandre. S'il était de l'intérêt de l'empereur François de se replacer dans la position où il s'était trouvé après la paix de Lunéville, il était impossible à l'empereur Alexandre de se prêter à un tel arrangement, qui laissait subsister comme souverain un usurpateur qui l'avait provoqué injustement, qui avait abusé de ses forces pour faire une invasion dans ses états, qui ne laissait entrevoir aucune garantie pour sa conduite à venir, puisque sa conduite antécédente avait fourni tant de preuves de mauvaise foi, d'injustice, de violence, de brigandage et de tyrannie; et l'empereur Alexandre, bien convaincu que l'Europe ne pourrait obtenir une tranquillité véritable que par la destruction du chef du gouvernement français, et par le rétablissemant du roi légitime sur le trône de France, se garda bien d'entrer dans les vues de l'empereur d'Autriche, qui, séduit par le prestige d'un avantage apparent, mais illusoire, poussait les alliés à sacrifier tous les leurs.

Tout était perdu peut-être sans le génie de la Russie, qui pénétrait tous les désirs de l'ambition, tous les moyens mis en œuvre pour les faire réussir. Mais il avait deviné les projets de l'Autriche, et malgré toutes les peines que s'était données son ministre pour lui faire jouer un rôle brillant sans l'exposer aux événemens de la guerre, il avait été décidé qu'elle y deviendrait partie principale, et qu'elle en supporterait le plus grand poids.

D'après le système de conduite qu'avait adopté l'Autriche, rien ne lui eût été plus convenable qu'un armistice, comme le désirait la France avant la reprise des hostilités; son cabinet avait déjà fait pressentir l'empereur de Russie à ce sujet, mais Alexandre avait apprécié tous les inconvéniens d'une telle mesure; il connaissait l'état de ses armées, il avait calculé ce qu'il pouvait avoir d'avantage dans la guerre en la commençant à l'instant, et l'avantage qu'il donnerait à son ennemi s'il lui laissait le temps d'augmenter ses forces à la faveur d'un armistice qu'il aurait l'adresse de prolonger par des propositions incidentes, par des simulacres de modération, par toutes les ressources de l'intrigue et de la fourberie, et qu'il romprait

aussitôt qu'il se verrait en état de disputer la victoire.

Alexandre avait préjugé que de cette manière l'Autriche même lui eût échappé, et qu'elle eût sacrifié à la crainte ses armées, qu'il désirait offrir à la gloire et faire concourir au salut de tous. L'Autriche était entrée dans la bonne voie, il fallait l'y retenir, et pour l'enchaîner à la cause des alliés, il fallait se garder de consentir à un armistice qui avait pour objet d'amuser, de gagner du temps, et de rendre la guerre plus terrible.

Alexandre s'était refusé à toute proposition d'armistice; mais pour tranquilliser l'Autriche, il avait accompagné son refus de ces observations singulièrement frappantes:

1°. Que ses armées étaient nombreuses et triomphantes; qu'elles étaient animées du courage qu'inspire la confiance dans les forces réelles et dans des succès déjà obtenus, tandis que l'ennemi était encore occupé à organiser de nouvelles forces, qui ne pouvaient être composées que de jeunes conscrits faibles et sans habitude de la guerre; tandis que l'ennemi était dans l'impossibilité de se procurer une cavalerie exercée, même les chevaux néces-

saires pour cette cavalerie, pour l'artillerie, pour les charrois.

2°. Que les armées alliées étaient trop avancées déjà en Allemagne pour que l'ennemi fût en état de les repousser plus loin que l'Oder pendant cette campagne, et que pendant cette campagne l'Autriche aurait le temps d'organiser ses forces, et serait en mesure pour se prononcer en faveur de la paix et pour exiger un armistice.

3°. Que si la fortune venait à se déclarer contre les alliés, et à les forcer à se retirer derrière l'Oder, l'attitude de l'Autriche en deviendrait plus imposante et plus redoutable pour les Français, qui verraient des forces immenses sur leur flanc droit et sur leurs derrières, ce qui rendrait sa médiation très-impérative.

4°. Que l'attitude de l'Autriche la mettrait alors dans le cas de dicter à la France des conditions de paix, ou de se prononcer ouvertement contre elle.

5°. Enfin, que cette conduite lui assurait des subsides de la part de l'Angleterre, et lui donnait pour auxiliaires la Bavière, le Wurtemberg, la Saxe même, et tous les princes de l'Empire indignés de la tyrannie de Bonaparte.

Ces raisons étaient trop fondées pour ne pas

faire impression : mais n'eussent-elles fait entrevoir à l'Autriche que l'espérance de recevoir des subsides de l'Angleterre, elles l'eussent déterminée à s'unir avec les puissances alliées, puisque, dans le désordre où étaient ses finances, il lui eût été impossible d'entretenir de grandes forces sur le pied de guerre.

Ces raisons ayant prévalu dans l'opinion des ministres autrichiens, la résolution fut prise de décliner la proposition d'armistice avant la reprise des hostilités, et de l'ajourner pour le temps où il deviendrait nécessaire d'en parler, et même de forcer de l'accepter.

Ce temps devait être celui où les alliés auraient éprouvé des revers, auraient été obligés de repasser l'Elbe, et où il aurait fallu empêcher les progrès des Français, parce qu'alors le temps serait venu d'interposer sa médiation pour la paix, et de se prononcer pour la guerre.

Par l'effet de cette combinaison, l'Autriche devenait maîtresse absolue de ses forces; elle était maîtresse en apparence de la guerre et de la paix, et sans moyens réels, elle jouait le rôle le plus important.

C'était là le rôle qu'avait voulu lui faire jouer la Russie, parce qu'il était propre à récréer son orgueil, et parce qu'il la jetait dans des embar-

ras inextricables, dans le cas où elle retournerait à l'alliance de la France.

Ce n'est pas là de la politique ordinaire, ce n'est pas là ce bousillage politique, si en usage dans la plupart des cours : c'est la ruse aux prises avec la ruse, c'est le chef-d'œuvre de la politique. On voit que la Russie a présidé aux manœuvres de l'Autriche ; que c'est elle qui a dirigé sa conduite, qui lui a soufflé son rôle, et que, sans s'en douter, l'empereur d'Autriche n'a été qu'un instrument dont s'est servi l'empereur Alexandre pour miner la puissance de Bonaparte.

Quelque précaution qu'eût pris le ministre de l'empereur François pour conserver son libre arbitre, il se trouvait tellement lié aux intérêts de la Russie, qu'il fut obligé de s'abandonner à cette puissance, qui l'avait réduit à ne plus trouver que dans son alliance des espérances de salut. Ainsi, l'empereur de Russie, par son habile et déliée politique, avait entraîné dans son parti l'Autriche par les espérances de l'avenir, et il la tenait enchaînée par les dangers du présent.

Cette vérité va être rendue évidente par le récit des événemens.

Bonaparte était pressé du besoin de faire la

paix; mais il la voulait digne de la gloire qu'il s'était acquise par tant de victoires, mais il la voulait digne de sa puissance, ou plutôt il voulait une paix qui, sans changer sa position vis-à-vis de l'Autriche, de la Russie et de la Prusse, lui donnât le temps de remettre ses armées sur un pied formidable pour attaquer ses ennemis avec avantage.

Pour obtenir une telle paix, il fallait obtenir d'illustres triomphes, et imposer à ses ennemis et à ses alliés par les plus grands succès. C'était d'abord le moyen d'obtenir cet armistice qu'il avait désiré sans devoir combattre, et qu'il n'avait pu espérer que des faveurs de la victoire.

Pour parvenir à ce but, Bonaparte avait réuni l'élite de ses troupes, et ce fut avec ces illustres débris des plus belles armées qu'il soutint l'attaque vigoureuse des Russes et des Prussiens à Lutzen, champ de bataille célèbre par la mort de Gustave-Adolphe, roi de Suède, qui y fut tué dans les bras de la victoire. L'acharnement fut égal, et la perte fut immense des deux côtés. Quoique les deux partis se soient attribué la victoire, le champ de bataille resta aux Français, et ils se félicitèrent d'avoir remporté l'avantage.



Mais que cet avantage dut leur être sensible ! Où pouvaient-ils espérer de trouver des hommes capables de remplacer les intrépides vétérans qui venaient d'être immolés à l'ambition de leur chef ? Bonaparte allait se trouver dans le cas de Pyrrhus. Ce prince disait, après avoir triomphé des Romains : « Que s'il gagnait en-» core une victoire semblable, il retournerait » seul en Épire ». Bonaparte, après une victoire semblable à celle de Lutzen, pouvait retourner seul en France.

Cependant les pertes qu'il avait éprouvées à Lutzen ne le découragèrent point ; il poussa ses avantages, passa l'Elbe, engagea de nouveaux combats, et atteignit l'ennemi dans la position retranchée de Bautzen.

Là les difficultés étaient plus grandes, parce qu'il fallut combattre contre un ennemi retranché, parce qu'il fallut forcer tous les retranchemens défendus avec une opiniâtreté inexprimable, où chaque avantage était le prix des plus grands sacrifices ; et néanmoins cette bataille de Bautzen ne fut que le prélude de celle de Wurtschen, où l'ennemi avait ménagé une position encore plus formidable que celle de Bautzen.

Pour obtenir cette dernière victoire, Bona-

parte dut faire des sacrifices encore plus considérables; et ces trois triomphes avaient tellement affaibli son armée, qu'il mit le plus grand empressement à accueillir la proposition qui lui fut faite de la part des alliés de suspendre des combats qui avaient fait déjà répandre tant de sang, et de souscrire un armistice, à la faveur duquel on verrait s'il n'y avait pas moyen de s'entendre et de mettre fin à la guerre.

La proposition ayant été acceptée par Bonaparte, la convention d'armistice fut rédigée, et les démarcations réglées à la satisfaction des deux parties belligérantes.

Ces événemens avaient été si peu prévus par l'Autriche, qu'elle en fut singulièrement déconcertée; elle retomba dans l'incertitude du parti qu'elle devait prendre. La fortune lui semblait s'être déclarée de nouveau en faveur de Bonaparte, et ce lui était une raison pour s'attacher à son alliance; mais en s'attachant à son alliance, il fallait que l'empereur tînt la promesse qu'il avait faite d'employer toutes ses forces pour seconder la France et forcer les alliés à la paix. En employant toutes ses forces, l'empereur devenait partie principale dans la guerre; il en soutenait tout le poids, et ce fardeau pesait tout entier sur ses sujets, déjà

épuisés par vingt années de guerres; et il combattait pour soutenir les prétentions ambitieuses d'un homme qui l'avait dépouillé des deux tiers de ses états, qui avait pillé tous ses pays, qui lui avait arraché ses ressources, appauvri ses finances, qui l'avait humilié de toutes les manières, et qui cherchait à maintenir sa puissance pour la faire servir un peu plus tard à anéantir tous ceux qu'il se voyait forcé de ménager.

De l'autre côté, si la fortune avait paru se montrer contraire aux alliés, elle n'avait favorisé Bonaparte qu'au prix des plus grands sacrifices.

Il avait obtenu trois victoires, mais elles lui avaient coûté presque la totalité de l'élite de son armée, et ce qui lui restait était trop peu considérable pour animer et servir d'exemple aux nombreux conscrits qu'il faisait marcher de force à ses armées.

Les alliés au contraire, ayant combattu dans des positions retranchées, n'avaient pas dû éprouver des pertes aussi sensibles; ils avaient des troupes plus aguerries, mieux exercées, mieux disciplinées; leur cavalerie était de beaucoup supérieure à celle des Français; ils avaient offert à l'Autriche l'espérance de

la restauration de sa monarchie, et leur alliance, en lui procurant des subsides, délivrait l'empereur des dangers auxquels il eût été exposé, s'il eût dû exiger de ses peuples et des hommes pour faire la guerre, et de l'argent pour en payer les frais, surtout s'il se fût armé en faveur d'un homme qui était devenu un objet d'horreur pour l'Europe.

Ces réflexions décidèrent l'empereur François à s'attacher à la cause des alliés, et son ministre continua de manœuvrer de manière à amuser les ministres français pour procurer à l'Autriche le temps qu'il lui fallait encore pour se mettre en état de se prononcer ouvertement, et de paraître sur le champ de bataille. Mais ces réflexions ne furent pourtant que le résultat de la politique habile de la Russie, qui avait placé l'empereur d'Autriche dans une position à n'être plus maître de changer d'idée, et à ne pouvoir se sauver qu'en s'engageant dans son alliance.

CHAPITRE XCI.

L'Autriche commence à soulever le voile dont elle s'était enveloppée ; la France s'aperçoit de sa partialité en faveur des alliés.

L'extrême bonhomie de l'ambassadeur Otto, qui avait pris pour des sentimens d'affection toutes les promesses de service, toutes les assurances de dévouement, toutes les confidences du comte de Metternich, avait été cause que le ministre, duc de Bassano, avait pris le change sur les véritables intentions de l'Autriche. Il s'était fait un devoir de lui communiquer avec l'abandon de la plus entière confiance, les détails des dispositions militaires de la France, et des moyens immenses qu'elle avait réunis pour la défense de la cause commune. Mais le cabinet de Vienne s'était déjà engagé avec les alliés, et on lui donnait connaissance de détails qu'il eût été important de lui cacher.

Le gouvernement français, après la victoire de Lutzen, croyait avoir obtenu un grand avantage sur l'Autriche, et s'être assuré encore plus de son alliance ; mais il ne tarda pas à

apprendre que l'empereur d'Autriche avait adopté d'autres idées, et qu'il commençait à apprécier l'avantage que lui procuraient les sacrifices qu'avait dû faire Bonaparte pour arracher aux alliés cette victoire.

Le cabinet de Vienne, aussitôt après l'affaire de Lutzen, avait envoyé au quartier-général de Bonaparte le comte de Bubna, pour savoir si la France était toujours dans l'intention de se prêter à un arrangement de paix.

Les protestations dont le cabinet de Vienne avait déjà fait un si long usage, et que renouvela M. le comte de Bubna sur ses sentimens pacifiques et sur son attachement à l'alliance, déguisèrent mal l'ambition de ce cabinet. Il fut évident que les armemens dont il appuyait ses prétentions personnelles et indépendantes de celles des ennemis avait pour but d'obtenir la possession des provinces illyriennes et d'une partie du duché de Varsovie ; l'établissement d'une nouvelle frontière sur l'Inn, et des arrangemens destructifs de la confédération du Rhin.

Bonaparte ne pouvant plus se dissimuler, d'après cette démarche de l'Autriche, du concert qui existait entre elle et ses ennemis, connaissant d'ailleurs l'accroissement prodi-

gieux de ses forces, et prévoyant le danger qu'il y aurait à la mécontenter, puisqu'elle ne cherchait que des prétextes pour déclarer la guerre, fit proposer par le comte de Bubna, la réunion d'un congrès général, espérant, par cette mesure, neutraliser les forces de l'empereur, et gagner du temps pour faire arriver ses renforts. Il demanda qu'un négociateur fût muni de pouvoirs pour conclure la convention qui devait régler l'acceptation de la médiation.

Cette proposition opéra ce que n'avaient pu produire les victoires de Lutzen, de Bautzen et de Wurtzchen; elle donna lieu à l'armistice.

La cour de Vienne s'était chargée de faire connaître l'acceptation de sa médiation par la Russie et la Prusse, et elle garda le silence; la nomination des plénipotentiaires de l'ennemi, et elle garda le silence.

Le gouvernement français avait demandé que son acceptation de la médiation fût stipulée par une convention, et le cabinet de Vienne ne donna ses pouvoirs à personne pour la négocier. M. le comte de Bubna était de retour au quartier impérial. On le pressa de traiter sérieusement des affaires aussi graves; il notifia l'acceptation de la Russie et de la Prusse; et

quand on voulut entrer en explication avec lui, il se trouva sans autorisation et sans pouvoir. Ainsi le cabinet de Vienne laissa écouler le mois de juin sans que le congrès pût s'ouvrir; et il gagna ce temps pour augmenter et organiser ses forces.

Le duc de Bassano adressa alors au comte de Metternich deux notes successives, dans lesquelles il développa les vues de la France sur les questions relatives à l'alliance, à la médiation et aux négociations de la paix. M. le comte de Metternich apporta lui-même ses réponses; elles donnèrent lieu à plusieurs notes qui furent échangées pendant son séjour au quartier-général.

Sur la question de l'alliance, il proposa de ne rien préjuger contre l'existence de l'alliance, et d'en suspendre les stipulations, c'est-à-dire qu'il désirait qu'elle existât, mais sans produire aucun effet obligatoire pour l'Autriche. Le ministère français déclara qu'il considérait le vœu du cabinet de Vienne de porter dans les réserves la lettre même du traité tout entier, comme l'équivalent d'une renonciation à l'alliance.

Le cabinet de France demanda, sur la question de la négociation, qu'elle s'étendît à la

paix générale, et qu'elle eût lieu en congrès et dans les formes consacrées par l'usage, et que la reprise des hostilités n'en arrêtât pas le cours.

Cette demande était très-adroite de la part de Bonaparte, parce qu'elle tendait à neutraliser les forces de l'Autriche pendant qu'il continuerait de combattre les Russes et les Prussiens, qui, seuls, n'étaient pas en état de lui résister; et par cette conduite il avait espéré, 1°. d'obtenir, sur les champs de bataille, des conditions meilleures que celles qu'il eût pu obtenir des travaux de la politique; et 2°. de mettre l'Autriche dans l'impossibilité d'avoir une volonté, si le congrès était rompu, après qu'il aurait mis les Russes et les Prussiens dans l'impuissance de la seconder. Mais le comte de Metternich aperçut le piége, et il prit ses précautions pour l'éviter; et c'est un des services les plus essentiels qu'il ait rendus à l'empereur.

Sur la question de la médiation, il proposa pour base de la convention à conclure, que l'Autriche animée d'un désintéressement parfait, ne se présentât pas pour arbitre.

Quant à l'extension de la négociation à la paix générale, ce qui fut toujours le vœu de Bonaparte, le comte de Metternich désira ne pas en

prendre immédiatement l'engagement absolu; mais il fut convenu que le médiateur se chargerait d'en faire la proposition à toutes les puissances.

On rédigea un projet : le comte de Metternich l'emporta et se chargea de sonder et de faire connaître à cet égard les dispositions de la Russie et de la Prusse.

Quant à la continuation des hostilités, le plénipotentiaire autrichien préféra une prolongation d'armistice que l'Autriche se réserverait de faire agréer.

Quant aux formes de la négociation et à l'expression des intentions du médiateur, le comte de Metternich donna toutes les explications et fit toutes les déclarations qui furent demandées. Bonaparte consentit en conséquence à ce que la convention fût bornée à la proposition et à l'acceptation de la médiation, à la réunion des plénipotentiaires à Prague avant le 5 juillet, et à la prolongation de l'armistice.

Le cabinet de Vienne différa successivement et sous divers prétextes l'ouverture du congrès au 8 et au 12 juillet. Il ne se mit point en mesure de faire accéder la Russie et la Prusse à l'engagement pris pour la prolongation de l'armistice. Il fallut recourir à la commission

chargée de son exécution, subir incident sur incident. Enfin la prolongation de l'armistice fut signée le 26 à Neumarck, et les plénipotentiaires se trouvèrent réunis à Prague le 27 juillet. Le plénipotentiaire pour la Russie était M. d'Anstett, celui pour la Prusse, M. de Humboldt, et ceux de la France M. le duc de Vicence et M. le comte de Narbonne; M. le comte de Metternich avait été nommé plénipotentiaire de l'Autriche faisant les fonctions de médiatrice.

Le comte de Narbonne avait déjà reçu ses pleins-pouvoirs, qui autorisaient les plénipotiaires à traiter séparément ou concurremment. Il proposa en conséquence d'ouvrir les négociations.

Lorsque le duc de Vicence arriva à Prague, rien ne paraissait devoir s'opposer à l'ouverture immédiate du congrès, et on avait tout lieu d'espérer que les négociations pourraient marcher rapidement; mais ce système d'incidens et d'obstacles sans cesse renaissans, suivi jusqu'alors par le cabinet autrichien, reçut un nouveau développement.

Les plénipotentiaires français s'étaient empressés de demander, le 29 juillet, au ministre médiateur, que l'ouverture du congrès se fît

immédiatement par une première conférence, dans laquelle on procéderait dans la forme ordinaire à la vérification et à la communication réciproque des pleins-pouvoirs.

On ne s'attendait à aucune objection sur une affaire de forme aussi simple et fondée sur l'usage de tous les temps. Néanmoins le plénipotentiaire de la puissance médiatrice se refusa à cette demande. Sommé de s'expliquer sur les motifs qui pouvaient le porter à créer dès le principe un obstacle aussi imprévu, il ne répondit qu'en proposant un mode de négociation qui excluait tout rapport direct entre les plénipotentiaires respectifs, qui n'admettait pas de conférences, par conséquent point de discussions, et bornait le rôle des négociateurs à remettre par écrit leurs propositions au ministre autrichien, qui se constituait ainsi en arbitre.

Le comte de Metternich, qui s'était montré si facile, si prompt à accéder à tous les désirs du gouvernement français, tant qu'il crut que l'empereur pouvait avoir à craindre quelque chose de ses emportemens, paraissait être en état de le chicaner de la manière la plus hardie, puisqu'il avait adopté un système de négociation tout-à-fait opposé aux engagemens qu'il

avait pris dans les notes qu'il avait remises à Dresde, et aux déclarations qui lui avaient été faites, et auxquelles il avait accédé, que le gouvernement français acceptait une médiation, et non un arbitrage, et qu'il n'entendait négocier que dans les formes usitées et par des plénipotentiaires qui se réuniraient à ceux des autres puissances belligérantes pour entrer en explication.

Il faut convenir que la prétention du gouvernement français avait été humiliante pour l'Autriche, et qu'une condition de médiation de l'espèce de celle qu'il avait proposée, était un véritable persifflage, puisqu'une telle médiation réduisait le rôle de l'Autriche à la plus parfaite nullité, dans le temps où l'Autriche avait fait des armemens considérables pour rendre imposante sa médiation, dans le temps où elle avait manifesté l'intention de rendre sa médiation efficace, en se déclarant en faveur de la raison et de la justice, en se déclarant contre le parti contraire.

Si les ministres français avaient eu recours à des subtilités pour combiner un mode de négociation qui leur fût favorable, on devait à plus forte raison se défendre d'un mode qui leur donnait d'immenses moyens pour exercer

leur génie fécond en ruses, en équivoques, en supercheries. La négociation fût devenue une arène où les combattans auraient employé successivement l'arme de la proposition et celle du désaveu, et le congrès eût été dissous avant qu'on fût parvenu à s'entendre.

C'étaient de tels motifs qui avaient engagé l'Autriche à revenir sur les premières propositions du gouvernement français, qui d'ailleurs n'avaient pu être, et n'avaient été en effet que subsidiaires et subordonnées à l'acceptation des deux puissances alliées; et ces motifs étaient fondés, puisque l'Autriche ne pouvait se déclarer en faveur d'un parti qu'après avoir apprécié les prétentions exagérées du parti contraire; puisqu'elle ne pouvait se décider avec connaissance de cause que sur des propositions écrites et libellées; puisqu'elle ne pouvait jouer le rôle de médiatrice qu'en jugeant et en faisant la fonction d'arbitre.

L'affectation qu'avait mise le gouvernement français à distinguer la médiation de l'arbitrage était un moyen astucieux mis en œuvre pour embarrasser la marche de la négociation; et pour rendre incertain le résultat des délibérations; mais cette prétention était d'autant plus insoutenable, qu'elle était contraire au

principe de la médiation qui renferme en lui tous les moyens propres à concilier.

En interdisant à l'Autriche d'être arbitre, on lui interdisait d'être médiatrice, car ce qu'on appelle arbitrage pour le règlement des intérêts entre particuliers s'appelle médiation pour l'arrangement des difficultés entre les puissances.

Il était impossible que le comte de Metternich ne connût pas la valeur du terme médiation, qu'il ne connût pas parfaitement l'étendue des pouvoirs que la médiation attribuait à la puissance médiatrice, et il faut penser qu'il n'a accédé aux propositions qui lui ont été faites par les ministres français, lors de la conférence qu'il eut avec eux à Dresde, que parce qu'il ne croyait pas l'Autriche en mesure pour appuyer le langage qu'il a jugé convenable de tenir depuis, et parce que, comme je l'ai observé plus haut, son accession ne pouvait être que conditionnelle.

Les plénipotentiaires français auraient dû se retirer après ce prétendu manque de foi de la part de l'Autriche; mais ils sentaient à quelle responsabilité ils s'exposaient, si le congrès était rompu à cause du refus d'une prétention inadmissible, et adoptée par eux pour se ménager des subterfuges dans l'occasion.

Voyant que le comte de Metternich les avait devinés, ils cherchèrent à se rattacher à leur première idée, en déclarant qu'ils ne pouvaient consentir à une autre forme qu'à celle des conférences; mais qu'il en serait tenu protocole, ce qui unirait aux avantages incontestables des discussions verbales ceux que l'on croyait trouver dans les discussions par écrit.

Malgré cette explication préalable, le comte de Metternich n'en persista pas moins dans sa prétention, et prenant l'initiative de cette proposition, il en fit l'objet d'une note officielle qu'il adressa aux divers plénipotentiaires.

CHAPITRE XCII.

Les Français manœuvrent pour rendre l'Autriche responsable du retard de la paix et de la reprise des hostilités. Le comte de Metternich s'oppose à leurs desseins, et en fait retomber tout le blâme sur leur conduite.

Il n'était que trop évident que les Français avaient en vue deux objets : le premier, de gagner du temps pour réparer les pertes que leur avaient fait éprouver les batailles de Lutzen, de Bautzen et de Wurtzchen; et le second, de faire peser sur l'Autriche et sur les alliés le reproche de la reprise des hostilités. Ces vues étaient devenues évidentes par le nombre de difficultés et d'incidens que le gouvernement français avait fait naître, et par les propositions inexécutables qu'il avait faites depuis l'armistice conclu à Pleiswitz.

C'était pendant l'intervalle de la durée de cet armistice qu'il avait prétendu ajuster les intérêts des différentes puissances de l'Europe, et les réunir en congrès pour régler les conditions d'une paix générale. Il voulait, dans un espace de six semaines, faire trouver à Prague,

des plénipotentiaires espagnols et américains, et les faire concourir à l'œuvre de la paix.

Il était impossible de réaliser une telle idée; mais le gouvernement français crut que son émission serait suffisante pour persuader l'Europe que le vœu de Bonaparte était pour la paix; et pour fixer d'autant plus l'opinion du public en faveur de son inclination pour la paix, il déclara dans un office qu'il était prêt à conclure une paix continentale, si l'Angleterre refusait de concourir au bienfait d'une paix générale.

Cet office, du 15 juin 1813, disait formellement : « Qu'aussitôt que les dispositions des » puissances belligérantes seraient connues du » gouvernement français, que des plénipoten- » tiaires auraient été nommés, et qu'on se se- » rait entendu sur le lieu de leur réunion, il y » enverrait les siens. » Et il ajoutait : « Il y a un » mois que S. M. (Bonaparte) a exprimé aussi » formellement son vœu pour l'ouverture d'un » congrès. Déjà dix jours se sont écoulés depuis » que l'armistice a heureusement suspendu l'ef- » fusion du sang, et aucune communication » n'a encore fait connaître les dispositions des » puissances belligérantes ».

Il n'était point étonnant que le gouverne-

ment français n'eût reçu aucune communication sur les dispositions des puissances alliées, puisqu'il n'existait encore aucune voie ni légale, ni diplomatique pour les lui faire parvenir. L'Autriche avait bien voulu être intermédiaire pour engager les puissances à convenir d'un armistice; mais sa dignité se refusait à continuer de jouer un tel rôle, lorsqu'il s'agissait d'introduire une négociation de paix à laquelle elle devait prendre un intérêt direct. Elle fit donc offrir sa médiation dans une note que remit M. le comte de Bubna au ministre de Bonaparte.

Cette offre de la médiation de S. M. apostolique fit dire au duc de Bassano, dans son office du 15 juin précité : « Que S. M. (Bona» parte) imputerait à regret la perte d'un temps » si précieux et les lenteurs apportées à un » objet d'un si grand intérêt pour l'humanité, » à des prétentions dont elle trouvait cepen» dant l'indice dans la note de M. de Bubna. Il » semblerait en effet résulter de cette note que » les puissances belligérantes devaient traiter » et communiquer entre elles par l'organe de » la cour de Vienne. »

Et pour réponse à cette proposition de l'Autriche, le duc de Bassano déclara de la part

de son maître : « que S. M. (Bonaparte) ne
» pouvait traiter de la paix sans la négocier ;
» qu'elle ne pouvait négocier que dans les for-
» mes consacrées par l'usage de toutes les na-
» tions et par des plénipotentiaires qui, réunis
» à ceux des puissances belligérantes, et après
» l'échange des pleins-pouvoirs respectifs, en-
» treraient en explication.

» Que vouloir que S. M. renonçât au droit
» inhérent à l'indépendance des souverains, de
» faire traiter ses intérêts par ses plénipoten-
» tiaires, en se conformant aux règles dont il
» n'y avait pas d'exemple dans l'histoire qu'on
» se fût jamais écarté, ce serait élever une pré-
» tention que repousserait tout état conservant
» les sentimens de sa dignité ! Que S. M. lors de
» la négociation de l'armistice, avait fait décla-
» rer à la Russie et à la Prusse, par l'organe du
» duc de Vicence, qu'elle était prête à traiter
» sur des bases honorables à toutes les parties ;
» qu'elle autorisait lui, duc de Bassano, à in-
» sister de nouveau sur l'ouverture immédiate
» dans un lieu intermédiaire du séjour des di-
» verses cours belligérantes, d'un congrès pour
» la paix générale (et dans le cas où l'Angle-
» terre aurait refusé ou refuserait d'y adhérer
» pour la paix continentale), et à faire la dé-

» claration réitérée qu'aussitôt que ses ennemis
» et leurs alliés auraient nommé leurs pléni-
» potentiaires, et que le lieu de leur réunion
» au congrès aurait été désigné, elle y enver-
» rait les siens, et inviterait tous ses alliés à y
» envoyer les leurs. Que S. M., persévérant
» avec instance dans le désir d'entrer en négo-
» ciation, se flattait que ce n'était pas à elle
» qu'on imputerait ni l'intention d'éloigner la
» la paix, ni les retards déjà apportés, au pré-
» judice de l'humanité, à l'ouverture du con-
» grès, seul moyen de parvenir à l'accomplis-
» sement de cette œuvre salutaire, qui était
» l'objet de tous les vœux de S. M. (Bonaparte),
» et le but de toutes les espérances ».

On voit par cette pièce que le gouvernement français avait été très-satisfait de la démarche que l'Autriche avait faite pour aboucher les puissances et pour préparer les voies à une négociation de paix; mais qu'il n'entendait pas qu'elle s'entremît dans cette affaire en qualité de médiatrice, dans la crainte que sa médiation n'altérât l'effet du traité d'alliance du 14 mars 1812, qui lui promettait une assistance efficace, et la garantie de toutes ses possessions. Il déclinait hautement cette médiation, et il accusait les puissances alliées

de ne pas vouloir partager son désir pour la paix, lorsqu'il rejetait le seul moyen qu'il y eût d'entretenir des communications entre les parties intéressées.

Le comte de Metternich, pour prévenir le public contre cette conduite insidieuse, exposa les sentimens de la cour de Vienne dans une note en réponse à celle du duc de Bassano.

Dans cette note, datée du 22 juin de Gitschin, il entra en explication sur l'esprit du traité. Il démontra que cette alliance était purement défensive et fondée sur le principe du maintien de la paix du continent et du rétablissement de la paix maritime; qu'elle reposait sur la base la plus conforme à une saine politique, et que ses stipulations renfermaient la réciprocité la plus parfaite entre les contractans; que tout changement qu'on voudrait apporter au traité ne pourrait être *qu'au détriment* de l'un ou de l'autre de ces principes; que les articles séparés et secrets n'avaient que déterminé le genre de coopération de l'Autriche dans une guerre qui malheureusement n'était que trop à prévoir, malgré les efforts qu'avait faits l'empereur pour concilier les deux partis.

Le comte de Metternich allégua qu'après que

la guerre fût commencée, l'empereur, fidèle à ses principes, ne cessa pas, dans le cours même de cette campagne de 1812, marquée par les plus grands efforts des parties belligérantes, et par une perte d'hommes dont l'histoire ne présentait guère d'exemple, de porter ses regards sur le rétablissement le plus prompt de la paix. Que S. M. I., pour rendre ce vœu plus efficace, saisit le moment où, après une première campagne, il se présentait un intervalle suffisant pour s'expliquer avec les puissances; qu'elle offrit, dans le mois de février, son intervention à la France, à la Russie et à l'Angleterre, et qu'elle étendit cette offre à la Prusse, du moment que cette puissance parut en scène, comme partie principale. Que toutes, à l'exception de l'Angleterre, accueillirent l'intervention de l'Autriche; mais que bientôt il ne fut que trop constaté qu'une négociation, uniquement appuyée des bons offices de la cour de Vienne, ne suffirait pas pour rapprocher des puissances divisées par une grande diversité d'intérêts, et auxquelles tout sacrifice, tout effort devait paraître faible après ceux de l'année 1812.

Ces observations expliquèrent les motifs qui avaient déterminé l'empereur à s'armer. Ses

circonstances alors existantes. S. M. I. avait proposé qu'il fût négocié sous sa médiation une paix entre les principales puissances du continent, qui elle-même eût servi de base à la pacification générale.

Cette paix première eût replacé les puissances dans une attitude qui leur eût permis d'attendre la réunion d'un congrès général; elle eût conduit directement à la paix maritime, en sorte que celle-ci eût été le complément de la paix continentale.

Cette marche semblait promettre que la négociation aurait pu facilement se terminer avant l'expiration de l'armistice; et comme le château de Gilschin en Bohême se présentait à la fois comme le lieu le plus rapproché et le plus central entre les deux grands quartiers-généraux, l'empereur proposa à Bonaparte d'envoyer un négociateur à cet endroit, en lui annonçant qu'il allait faire la même proposition à l'empereur de Russie et au roi de Prusse.

Cette proposition ne fut pas du goût de Bonaparte, parce qu'il préférait les moyens qui devaient retarder les négociations; il s'obstina à demander un congrès de toutes les puissances, et il détermina Vienne ou Prague pour le lieu du congrès.

On sent combien peu Bonaparte avait le désir de la paix, puisqu'il faisait tout son possible pour l'éloigner ; puisqu'il exigeait un congrès général, lorsque l'armistice était sur le point de finir, et puisqu'il rejetait le terme moyen qu'avait proposé l'Autriche, celui de faire traiter d'abord les parties belligérantes, et de faire de leur traité la base principale d'une paix générale.

Cependant le gouvernement français ne put pas se dissimuler que son refus d'accéder à la proposition de la puissance médiatrice lui ferait attribuer tous les malheurs de la guerre, attendu que les puissances adverses ne manqueraient pas de publier les efforts qu'avait faits l'Autriche pour l'amener à composition, et il fit semblant de vouloir se prêter aux désirs de l'Autriche ; il promit même de ne point dénoncer l'armistice avant le 10 août, et cela pour obvier à l'insuffisance du temps qui restait à courir jusqu'au 20 juillet, terme fixé pour l'expiration de l'armistice, par la convention signée à Pleiswitz le 4 juin.

Cet engagement fut constaté par une convention particulière signée à Dresde le 30 juin 1813 par le comte de Metternich et le duc de Bassano, et il fut aussi exprimé dans cette conven-

tion, que l'empereur d'Autriche ferait agréer le même engagement à la Russie et à la Prusse, et que les plénipotentiaires français, russes et prussiens se réuniraient avant le 5 juillet dans la ville de Prague.

Cet engagement pris par le gouvernement français de ne pas dénoncer l'armistice avant le 10 août fut transmis aux alliés par l'Autriche. L'empereur de Russie et le roi de Prusse accédèrent à la proposition de la puissance médiatrice, qui fit parvenir à Bonaparte l'information officielle de l'engagement des deux puissances belligérantes à ce sujet.

Pouvait-il rester quelque chose à désirer pour entrer en négociation à Prague? Était-il une voie plus légale pour rendre obligatoires de part et d'autre l'engagement de la France et le contre-engagement des puissances alliées de ne pas dénoncer l'armistice avant le 10 août? Quel surcroît d'assurances la France pouvait-elle attendre sur la détermination des puissances alliées? Quelle garantie plus certaine pouvait-elle enfin recevoir d'une sincérité entière et parfaitement réciproque jusqu'au terme convenu?

Cependant des ordres furent expédiés du quartier-général français aux commissaires à

Neumarck. Une nouvelle discussion s'établit de cette manière, à côté des garanties les plus formelles. Au moyen de cette nouvelle discussion, on perdait un temps très-précieux pour la paix, et cette discussion fut cause que les plénipotentiaires de la puissance médiatrice et des puissances alliées qui s'étaient rendus à Prague dès le 12 de juillet, ne savaient pas encore le 22 de ce mois s'il y arriverait un plénipotentiaire de la part de la France.

Enfin on eut la nouvelle à Prague que les difficultés élevées à Neumarck avaient été aplanies. Le comte de Metternich fut soigneux de constater, dans une lettre qu'il écrivit de Prague au duc de Bassano, le 22 juillet, que ces difficultés avaient fait perdre dix jours précieux pour les négociations de Prague; que cette perte de temps ne pourrait être imputée à la puissance médiatrice, qui avait rempli dans la plus grande étendue les engagemens qu'elle avait contractés envers la France, ni aux alliés qui avaient accepté, dans les formes diplomatiques, la prolongation de l'armistice, et dont les négociateurs s'étaient rendus à Prague le jour convenu.

Le duc de Bassano, pressé dans ses retranchemens, répondit qu'il avait envoyé le même

jour 22 juillet, à M. le comte de Narbonne, l'un des plénipotentiaires français, ses pouvoirs et ses instructions; mais il n'avait manifesté cet empressement que parce qu'il savait qu'il ne servirait à rien, attendu que le duc de Vicence, chef de la députation, était retenu auprès de Bonaparte où il remplissait les fonctions de maréchal du palais; ce qui rendait difficile de décider quand il pourrait se rendre à Prague. Cependant il s'y rendit le 27 juillet, c'est-à-dire vingt-quatre jours avant l'expiration du terme convenu par la prolongation de l'armistice.

FIN DU TROISIÈME VOLUME.



TABLE DES CHAPITRES

CONTENUS DANS LE TROISIÈME VOLUME.

CHAPITRE LXVII.

CHAPITRE LXVIII.

CHAPITRE LXIX.

CHAPITRE LXX.

CHAPITRE LXXI.

CHAPITRE LXXII.

CHAPITRE LXXIII.

CHAPITRE LXXIV.

CHAPITRE LXXV.

CHAPITRE LXXVI.

CHAPITRE LXXVII.

CHAPITRE LXXVIII.

CHAPITRE LXXXIV.

CHAPITRE LXXXV.

CHAPITRE LXXXVI.

CHAPITRE LXXXVII.

CHAPITRE LXXXVIII.

CHAPITRE LXXXIX.

